

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

JOURNALISME ET CAPITALISME : POUR UN RÉINVESTISSEMENT DES CONCEPTS  
D'ALIÉNATION, D'EXPLOITATION ET DE COMPOSITION DE CLASSE DANS L'ÉTUDE  
DU PROCESSUS DE TRAVAIL DES JOURNALISTES QUÉBÉCOIS

THÈSE  
PRÉSENTÉE  
COMME EXIGENCE PARTIELLE  
DU DOCTORAT EN COMMUNICATION

PAR  
SAMUEL LAMOUREUX

JUIN 2023

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL  
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de cette thèse se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.04-2020). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

## REMERCIEMENTS

Il m'a toujours soutenu depuis 2018 malgré mes élucubrations théoriques : mon directeur de recherche, Maxime Ouellet.

Leurs enseignements, évaluations ou conseils m'ont inspiré dans ce long parcours doctoral : Mirjam Gollmitzer, Juliette de Maeyer, Éric George, Éric Pineault, Jean-Hugues Roy.

Ils et elles m'ont soutenu en me donnant des contrats avec fidélité : Chantal Francoeur (depuis 2016 !), Roland-Yves Carignan, Consuelo Vásquez, toute la gang de Bénévolat en mouvement. Ils et elles m'ont aussi fait confiance pour de nombreux textes: l'équipe de l'Esprit libre, de Ricochet, de Pivot.

Nos tumultes ont tout de même résulté en articles formidables, je souhaite que ce ne soit pas les derniers : Sophie Del Fa. Aux collègues qui m'ont encouragé, je chéris nos discussions passionnantes : Hélène Legault, Émilie Tremblay, Julien Hocine, Sarah Thibault, Valérie Paquet, William Grondin, Dimitri M'Bama, Missila Izza, Justine Dorval, etc.

Elles m'ont donné la chance d'intervenir dans leurs cours, merci pour cette confiance : Joëlle Gélinas, Marie-Claude Plourde. Elle m'a soutenu dans la dernière étape et relu si attentivement : Élisabeth, merci pour ton écoute et ton support inestimable.

Ils et elles nous ont quittés pendant mon parcours : mes deux grands-parents paternels, Denis et Denise, que j'aime à l'infini. Karel, qui avait pour la vie de si grandes attentes, l'institution universitaire a échoué à écouter ta détresse.

À ceux et celles que je cite dans cette thèse mais que je ne peux nommer : sans vous rien de tout cela n'est possible.

## TABLES DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS .....	ii
LISTE DES FIGURES.....	vii
LISTE DES TABLEAUX.....	viii
RÉSUMÉ.....	ix
ABSTRACT .....	xi
INTRODUCTION : SUR NOS ÉVÉNEMENTS RÉVOLUTIONNAIRES, SUR LA NÉCESSITÉ D’Y RESTER FIDÈLES.....	1
CHAPITRE I MÉDIAS, TRAVAIL ET CAPITALISME : POUR UNE REFONDATION DES ÉTUDES JOURNALISTIQUES.....	13
1.1 Le capitalisme et l’idéologie libérale : nos horizons indépassables .....	15
1.1.1 Variation sur la crise du journalisme .....	25
1.1.2 Détour réflexif et questions de recherche .....	28
1.2 Le biais libéral en études journalistiques.....	32
1.2.1 Contre le « descriptivisme » : pour une critique de la sociologie des identités professionnelles.....	38
1.2.2 Synthèse des critiques du libéralisme et du fonctionnalisme .....	43
1.3 Pour une approche matérialiste des médias .....	46
1.4 Travailleurs culturels, mobilisez-vous : revue de la récente littérature critique sur le travail créatif et culturel.....	52
1.4.1 Sur la sociologie bourdieusienne et la modernité liquide .....	58
CHAPITRE II MARXISME ET SUBJECTIVITÉ : LA SYNTHÈSE DE L’AUTONOMIE ITALIENNE.....	61
2.1 Le problème de la subjectivité au sein du marxisme orthodoxe.....	61

2.2	La composition de classe : un concept, un cadre, un idéal normatif .....	65
2.2.1	Aliénation : mourir vivant.....	75
2.2.2	La résonance : un vitalisme critique .....	82
2.2.3	Les classes sociales et le piège de la classe moyenne.....	85
2.2.4	L'exploitation ou comment choisir son poison.....	91
2.3	Réitération des questions de recherche et formulation des hypothèses .....	94
CHAPITRE III S'INCLINER HORS DE SOI.....		97
3.1	Pour une corecherche autonome et émancipatrice.....	97
3.2	Outils méthodologiques et modalités d'analyse .....	102
3.3	Questions éthiques .....	111
CHAPITRE IV COMPOSITION DE CLASSE : APPROCHE HISTORIQUE		113
4.1	Sur l'historiographie de la presse au Québec.....	113
4.1.1	Le journaliste en superhéros .....	115
4.1.2	Déterminisme technique et malthusianisme .....	118
4.1.3	Le journalisme n'est pas qu'une pratique discursive : critique de l'École de Québec 125	
4.2	Pour une histoire de la composition de classe des journalistes québécois.....	131
4.2.1	Germination de classe .....	133
4.2.2	Composition de classe .....	142
4.2.3	Décomposition de classe.....	157
4.3	Synthèse du chapitre : « des monstres qui les ont dévorés » .....	167
CHAPITRE V DÉCOMPOSER LA DÉCOMPOSITION .....		172
5.1	Composition de classe et expérience sensible du monde.....	172
5.2	À quoi sert l'école de journalisme ? .....	175
5.3	La gestion malade de Radio-Canada .....	183
5.4	Faire de l'enquête pour « nourrir la machine à saucisse ».....	193
5.5	Journalistes pigistes et radicalisation des positions contradictoires de classe .	200

5.6	« Rien à voir, circulez ! ». Vie et mort de MSN Québec .....	207
5.7	Logique automatique dans les grands médias : le cas du <i>Devoir</i> .....	215
CHAPITRE VI RECOMPOSER LA COMPOSITION.....		227
6.1	La composition de classe « en train de se faire ».....	227
6.2	Mouvements de dénonciation des climats toxiques et division genrée du travail journalistique.....	229
6.3	L'information comme bien commun et la tentation des coopératives médiatiques	238
6.4	La journaliste heureuse existe-t-elle ?.....	249
6.5	Synthèse des deux derniers chapitres : vers une fragmentation de classe plus radicale	257
CHAPITRE VII POUR UNE THÉORIE DU CYCLE DES SUBJECTIVITÉS.....		262
7.1	Capitalisme, subjectivité, schizophrénie.....	262
7.2	La Passionnée et l'aliénation par la représentation.....	269
7.3	Le Surchargé et l'aliénation par la mobilisation permanente .....	277
7.4	La Méritocratisée et l'aliénation par rapport aux autres .....	284
7.5	Le Brulé et l'aliénation par rapport à soi-même .....	293
7.6	Synthèse du chapitre .....	301
7.6.1	La récupération des critiques traditionnelles du concept d'aliénation.....	301
7.6.2	Quelle subjectivité sublimera toutes les autres ? .....	305
CONCLUSION : NOUS VOULONS PLUS QUE LE TRAVAIL .....		311
8.1	Rappel des thèses essentielles.....	311
8.2	Vivre en résistant ou mourir en vérifiant les faits.....	321
8.2.1	Vers un syndicalisme de transformation sociale.....	323
8.2.2	Pour des formes de valorisation alternative .....	327
ANNEXE A DIX « FRAGMENTS » POUR ALLER PLUS LOIN .....		330
9.1	Fragment # 1 : Le biais libéral en action dans l'édition 2020 du magazine Le Trente	331

9.2	Fragment # 2 : Libéralisme autoritaire et action parrésiaque .....	332
9.3	Fragment # 3 : La critique autonome du chapitre 25 du Capital .....	334
9.4	Fragment # 4 : Rue Frontenac, c'était « l'utopie totale » .....	335
9.5	Fragment # 5 : Devenir un professionnel ou devenir une machine ? .....	338
9.6	Fragment # 6 : Sur l'épineuse question de la déconcentration des médias.....	340
9.7	Fragment # 7 : « On était loin de l'École de Francfort avec ce syndicalisme-là »	342
9.8	Fragment # 8 : Aventure au pays des nouvelles télévisées : l'idéologie des patrons de presse en train de se faire .....	343
9.9	Fragment # 9 : Journalisme et complotisme : au-delà des hypothèses sur les foules irrationnelles.....	345
9.10	Fragment # 10 : Professeurs d'université et journalistes, même combat ?.....	347
	BIBLIOGRAPHIE .....	349

## LISTE DES FIGURES

Figure 4.1 : Extrait du tract « devons-nous utiliser la presse bourgeoise? ».....	152
Figure 5.1 : Offre d'emploi : <i>Le Devoir</i> cherche un spécialiste du « SEO ». ....	221
Figure 5.2 : Le « rapport performance » du <i>Devoir</i> du 31 mars 2021.....	222
Figure 6.1 : Des femmes journalistes dénoncent les climats toxiques dans les salles de rédaction .....	235
Figure 7.1 : L'édition 2021 du magazine <i>Le Trente</i> identifie les jeunes journalistes qui « montent » .....	289



## LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1.1: L'accumulation du capital pour Harvey (2020) .....	16
Tableau 1.2: Médias, travail et régimes d'accumulation .....	49
Tableau 2.1: Le concept de composition de classe et ses ramifications.....	74
Tableau 4.1: Liste non exhaustive des conflits de travail dans les salles de rédaction dans les années 1960-1980 (Demers, 1989, Déom, 1989, Le Cam, 2009).....	146
Tableau 4.2: Composition/décomposition de classe : caractéristiques principales.....	169

## RÉSUMÉ

Ma thèse vise à analyser comment se font l'aliénation et la souffrance des journalistes québécois. Contrairement aux analyses libérales qui lient constamment les journalistes à des figures du type « superhéros de la démocratie », je crois que le journalisme doit plutôt être considéré comme un travail, et donc lié aux formes institutionnelles du capitalisme. Ma problématique écarte ainsi deux biais, d'abord le biais libéral qui lie constamment le journalisme à la démocratie libérale, et le biais fonctionnaliste qui met l'accent sur la description de la mutation des identités professionnelles et non sur les luttes de classe. Cette conceptualisation me permet de dégager un nouvel angle pour décrire l'aliénation des journalistes : nous ne parlons plus d'une crise de confiance dans la démocratie libérale, mais bien d'une crise du capitalisme qui bouleverse les conditions de travail et qui crée des phénomènes d'intensification-accélération du travail. J'inscris donc ma recherche dans une extension de la sociologie post-marxiste du procès de travail.

Mon cadre théorique est ainsi basé sur la réactivation des concepts de la théorie critique, dont l'aliénation, la résonance, l'exploitation et les classes sociales. Loin de tenir pour acquis ces concepts, je considère plutôt que ces derniers font face à des problèmes que je tente de dépasser en mobilisation la riche école du marxisme autonome italien et son concept de composition de classe. Je conçois l'analyse de la composition de classe comme l'étude d'un type de travail incarné par une classe dans une période historique du capitalisme, cette étude portant une attention particulière à la relation entre la subjectivité politique et l'objectivité technique de ce procès de travail. Au niveau empirique, ma recherche est basée d'abord sur une analyse de documents historiques où je retrace l'histoire de la composition de classe des journalistes québécois en trois parties, soit la germination de classe (1900-1940), la composition de classe (1940-1980) et la décomposition de classe (1980-2020). Si la germination correspond au premier moment où les journalistes aperçoivent un sentiment d'émancipation collective, et la composition au moment où les journalistes se rassemblent et tentent de s'émanciper par des revendications communes, la décomposition renvoie à la fragmentation de ce combat collectif en de multiples journalistes entrepreneurs d'eux-mêmes qui essaient tous et toutes de conquérir une place sur le marché du travail.

Dans les chapitres suivants, je propose une analyse concrète des conditions de travail des journalistes évoluant pour plusieurs entreprises – Radio-Canada, Québecor, *Le Devoir*, la Coopérative nationale de l'information indépendante et des médias en ligne. Ma méthode est essentiellement les outils d'analyse fournis par la corecherche italienne, soit les entrevues semi-dirigées, mais aussi ce que j'ai nommé la méthode de l'espion, un mélange entre la technique du journal intime et de l'observation participante. Cette méthode me permet d'étudier tous les phénomènes qui renforcent la décomposition de classe : les mythes transmis dans les écoles de

journalisme, la gestion méritocratique de Radio-Canada qui coince les journalistes dans des « devenirs-gestionnaires », la division du travail mise en scène par le processus de convergence chez Québecor, la précarité des pigistes qui se font coopter par les entreprises privées de la communication, et puis, la logique automatique (un devenir-machine) étant présente dans les médias qui s'adaptent de plus en plus aux grandes plateformes numériques. J'identifie ensuite quelques facteurs qui pourraient stimuler une recomposition de classe, comme les mouvements de dénonciation contre les climats toxiques ou la transition vers des modèles à but non lucratif ou coopératifs.

Au final, dans le dernier chapitre, je propose que le processus de travail actuel produit en tout temps quatre subjectivités contradictoires qui évoluent dans un cycle dialectique : le Passionné, le Surchargé, le Méritocratisé et le Brulé. Ces subjectivités correspondent à des formes d'aliénation, respectivement à l'aliénation par la représentation (le Passionné), par la mobilisation permanente (le Surchargé), par rapport aux autres (le Méritocratisé) et par rapport à soi-même (le Brulé). Une réforme du syndicalisme, une définition plus sociale du journalisme et une transition vers des modèles de valorisation alternative sont abordés dans la conclusion comme des solutions à explorer pour créer un futur où les journalistes saisiraient ensemble leur destin collectif.

Mots clés : composition de classe, journalisme, travail créatif, travail culturel, aliénation, exploitation, médias, résonance, marxisme autonome.

## ABSTRACT

My thesis aims to analyze how the alienation and work suffering of Quebec journalists occurs. Contrary to liberal analyzes that constantly link journalists to the “superhero of democracy” metaphor, I believe that journalism must rather be considered as a labor, and therefore linked to the institutional forms of capitalism. My problematic thus rules out two biases, first the liberal bias which constantly links journalism to liberal democracy, and the functionalist bias which emphasizes the description of professional identities mutation and not on class struggles. This conceptualization allows me to identify a new angle to describe the alienation of journalists: we are no longer talking about a crisis of trust in the liberal democracy, but of a crisis of capitalism which is upsetting working conditions and creating phenomena of work intensification-acceleration. I therefore put my research in an extension of the post-marxist labor process sociology.

My theoretical framework is thus based on the reactivation of the critical theory concepts, including alienation, resonance, exploitation and social classes. Far from taking these concepts for granted, I rather consider that they face problems that I try to overcome by mobilizing the rich school of Italian autonomist Marxism and its concept of class composition. I conceive the analysis of class composition as the study of a type of labor embodied by a class in a historical period of capitalism, this study paying particular attention to the relationship between political subjectivity and the technical objectivity of this labor process. At the empirical level, my research is based first on an analysis of historical documents where I retrace the history of Quebec journalists class composition in three parts, namely class germination (1900-1940), class composition (1940-1980) and class decomposition (1980-2020). If germination corresponds to the first moment when journalists perceive a feeling of collective emancipation, and composition to the moment when journalists come together and try to emancipate themselves through common demands, decomposition refers to the fragmentation of this collective fight into multiple self-employed journalists who are all trying to fought for a place in the job market.

In the following chapters, I offer a concrete analysis of the working conditions of journalists working for several companies – Radio-Canada, Quebecor, Le Devoir, the national cooperative for information and online media. My method is essentially the analysis tools provided by Italian co-research, i.e. semi-structured interviews, but also what I have called the spy method, a mix between the diary technique and participant observation. This method allows me to study all the phenomena that reinforce class decomposition: the myths transmitted journalism schools, the meritocratic management of Radio-Canada which traps journalists in "becoming-managers", the division of labor on stage by the convergence process at Quebecor, the precariousness of freelancers who are co-opted by private communication companies, and then the automatic logic (a becoming-machine) being present in the media which are increasingly adapting more to the big digital platforms. I then

identify some factors that could stimulate a class recomposition, such as movements of denunciation against toxic climates or the transition towards non-profit or cooperative models.

Finally, in the last chapter, I propose that the current labor process produces at all times four contradictory subjectivities that evolve in a dialectical cycle: the Passionate, the Overloaded, the Meritocratized and the Burned. These subjectivities correspond to alienation forms, respectively to alienation by representation (the Passionate), by permanent mobilization (the Overloaded), in relation to others (the Meritocratized) and in relation to oneself (the Burned). A reform of trade unionism, a more social definition of journalism and a transition towards alternative models of valorization are addressed in the conclusion as solutions to be explored to create a future where journalists would seize their collective destiny together.

Keywords: class composition, journalism, creative work, cultural work, alienation, exploitation, media, resonance, autonomous Marxism, workers inquiry.

## INTRODUCTION : SUR NOS ÉVÉNEMENTS RÉVOLUTIONNAIRES, SUR LA NÉCESSITÉ D'Y RESTER FIDÈLES

Soyons fidèles à l'événement que nous sommes.

Alain Badiou, *L'être et l'événement*, 1988, p. 261

Il m'apparaît important, tout d'abord, de dire quelques mots de manière réflexive sur ce que cette thèse contient, ou du moins sur ce qu'elle *pourrait révéler*. Au cours des dernières années, plusieurs universitaires, surtout des évaluateurs et des évaluatrices anonymes, ont souvent exprimé leur profond désarroi face à mon style d'écriture, ou encore face à mon ton, à ma non-neutralité axiologique, à mon engagement, leur doute quant à la pertinence même des sujets que j'aborde, sur le fait que ces arguments auraient le droit d'exister dans le merveilleux monde de la pensée universitaire, etc.

Je me souviens que lors de la soumission de l'un de mes premiers articles scientifiques qui portait sur l'impact du capitalisme sur le travail des journalistes, un évaluateur se réclamant des sciences de l'information avait tout simplement commencé son évaluation en indiquant : « ceci n'est pas un article scientifique ». Point. Le débat était, selon lui, clos. Qu'est-ce qu'était mon texte s'il n'était pas un article scientifique ? Eh bien, cet évaluateur ne voulait même pas le savoir. La seule existence de mon article semblait l'horrorifier. Il poursuivait d'ailleurs son évaluation en précisant qu'un certain passage plutôt critique de mon texte était « indigeste ». Il me donnait une note de 3/10 en me conseillant la prochaine fois de me coller davantage à mes données, bref, d'être plus « pragmatique ».

Cette aversion envers la critique et l'engagement, au fond, n'est pas surprenante. Baran et Sweezy (1968, p. 24), dans l'introduction de leur livre *Le capitalisme monopoliste*, avaient déjà souligné tous les écueils que peut rencontrer un chercheur ou une chercheuse critique (ou du moins tentant de porter une vision dialectique des changements sociaux) dans le monde du conformisme universitaire. Pour eux, le monde de la recherche avait tout simplement suivi le lent processus de division du travail qui s'est implanté dans toutes les branches de nos sociétés capitalistes. Propulsée de l'avant par une complexité croissante qui appelle nécessairement « une spécialisation de plus en plus poussée dans tous les domaines et à tous les niveaux », la science sociale s'est de plus en plus cloisonnée et « ses chercheurs sont devenus des spécialistes au champ sans cesse plus restreint », des « experts » extrêmement compétents dans leur domaine, mais « connaissant et comprenant de moins en moins les spécialités de leurs collègues ». Ceux-ci rajoutaient que la société « prise dans son ensemble », bien qu'au centre de la problématique des premiers chercheurs et chercheuses du 19<sup>e</sup> et du début du 20<sup>e</sup> siècle, disparaissait peu à peu et était même ignorée, ce qui rendait toute approche dialectique et critique a priori profondément suspecte à tout chercheur et chercheuse de la science reconnue.

Tous ces écueils sont bien documentés et on pourrait y ajouter tous les livres écrits sur la marchandisation de l'éducation, sur le déclin de l'université, sur la concurrence féroce qui sévit dans le monde de la recherche, sur la marginalisation des approches qualitatives, sur le fameux *publish or perish*, etc. Le monde de la recherche, j'en suis désormais convaincu, produit en effet plusieurs subjectivités toxiques dont une tendance à l'agressivité généralisée. Mais tout n'est pas perdu. Car s'il y a bien un concept (ou même, une affection) qu'il serait possible d'opposer à la toxicité du monde de la performance universitaire, c'est avant tout, je crois, celui de la *fidélité à soi-même*.

La fidélité : voilà le premier concept qui doit définir mes travaux, mon orientation, ma critique.

Pour le philosophe Alain Badiou, nous sommes tous et toutes des êtres multiples qui suivons des situations relativement prévisibles, mais le cours de notre vie peut dérailler lorsque nous prenons part à un « Événement » (qui peut se produire dans le domaine de la politique, de la science, de l'art, de l'amour, ou tout à la fois). C'est confronté à un événement, par exemple la révolution russe, la découverte de l'art abstrait ou de la théorie de la relativité, que l'individu se transforme en sujet. Mais le plus difficile n'est pas tant de suivre notre événement que d'y demeurer fidèle, c'est-à-dire d'y rester connecté. Toute sa vie le sujet sera hanté par son événement, et ce, particulièrement lors de ses prises de décisions – la génération de mai 1968 étant pour le philosophe un exemple de sujets ayant trahi leurs événements aux dépens d'une intégration dans le système. « J'appellerai sujet le processus même de la liaison entre l'événement (donc l'intervention) et la procédure de fidélité (donc son opérateur de connexion) », dit Badiou (1988. p. 265). De manière plus simple, le philosophe ajoute le mantra suivant : « soyons fidèles à l'événement que nous sommes » (1988, p. 261).

Quel est alors mon « événement » dont la fidélité pourrait me servir de guide pour survivre à l'aridité qu'implique l'écriture et la publication d'une thèse de doctorat dans un champ de recherche qui, parfois, m'est antipathique ? Et bien mon événement, comme celui de milliers d'autres représentants et représentantes de ma génération, est celui de la longue grève étudiante de 2011-2012. Pendant sept mois, lors ma première année d'études collégiales, j'ai participé à cette grève qui avait pour but de bloquer la hausse des frais de scolarité décrétée par le gouvernement du Québec de l'époque. En 2012 j'ai piqueté, j'ai manifesté, parfois plusieurs fois par jour, j'ai chanté, crié, saboté, j'ai été en prison pour un soir et été acquitté des mois plus tard. Surtout, en 2012, j'ai découvert pour la première fois la critique, la lutte des classes, la possibilité de revendiquer de nouvelles formes de vie, le fait qu'une brèche pouvait être créée dans notre présent, que le temps pouvait être interrompu, la nécessité de s'éduquer pour se protéger de ceux et celles qui nous gouvernent, l'importance d'être le moins exploités possible, de transgresser nos limites, etc.



Cependant, 2012 s'est en quelque sorte évaporé lors de mes études universitaires et de ma rencontre avec la recherche, le journalisme, des nombreuses fêtes, voyages et projets. Mais 2012, je le sentais, était toujours là quelque part et, surtout, semblait juger chacune de mes décisions. Toutes ces fois où, plus tard, on m'a offert un contrat sur des sujets qui ne correspondaient pas particulièrement à mes valeurs ; toutes ces fois où j'ai eu l'occasion de postuler pour tels emplois qui m'auraient éloigné de la critique ; toutes ces fois où on m'a invité à choisir tels sujets de recherche un peu neutres mais à la mode. Toutes ces fois, c'est 2012 et ses souvenirs qui m'ont forcé à lui rester fidèle et ainsi à ne pas dévier de ma course. Je nous voyais former ce bloc compact dans les rues, bloquant la tour de la bourse, occupant le centre financier du Square Victoria, menant des actions de perturbation, parler de politique et de révolution jusqu'à tard dans la nuit. Je me rappelais aussi ces réunions où je voyais des militants et des militantes qui, depuis les années 1970, étaient restés fidèles et qui étaient ravis de voir une nouvelle génération vivre leurs événements, de voir les altermondialistes revigorés après avoir alimenté la révolte pendant tout le début des années 2000. À ce moment, je sentais que je ne pouvais pas les trahir.

Je sentais que je ne pourrais pas continuer à bien vivre sachant que je m'étais trahi.

Et je sais que je ne suis pas seul. Nous nous sommes perdus de vue, nous les étudiants et les étudiantes aux idées révolutionnaires. Nous vivons sur nos îles séparés, mais je sais aussi que nous partageons tous et toutes le même événement. Je sais que nous luttons tous et toutes avec cette envie de tout foutre en l'air et de se remettre sur l'autoroute du conformisme et du contrôle comme le disait Deleuze (ça serait tellement plus simple), mais je sais aussi que pour la grande majorité d'entre nous, nous ne le pouvons pas. Ça serait trop difficile, trop souffrant. Et si cette thèse est dédiée à quelqu'un, elle l'est d'abord à vous. Vous, mes semblables, qui partagez aussi ce fardeau, cette beauté, ces souvenirs, ces contradictions, vous qui tentez aussi de rester fidèles. Cette thèse est pour vous.

Et c'est précisément par ces notions de fidélité et d'événement que ma démarche s'éclaire. Cette thèse commence en présentant trois concepts qui correspondent parfaitement à mon événement : le capitalisme, incarnant d'abord ce qui se dresse devant nous et bloque nos capacités d'agir, l'idéologie et le libéralisme ensuite, représentant ce qui voile cette impasse ou, du moins, qui la publicise comme un mal nécessaire. Ces trois piliers sont essentiels pour comprendre l'infrastructure de mon propos et le départ de mon itinéraire de recherche.

Je me souviens que lors de mon entrée dans la recherche universitaire en études médiatiques, quelque part entre 2017 et 2018, l'un des thèmes s'étant rapidement imposé comme le sujet de l'heure était la « crise des médias ». Les journaux fermaient les uns après les autres, les revenus s'évaporaient, l'information semblait perdre sa valeur, etc. Tous les experts et les expertes invoquaient le sujet et une commission parlementaire a même été organisée à l'été 2019 pour y trouver des solutions. Cette crise avait des effets performatifs assez clairs : je voyais mes amis avec qui j'avais étudié en journalisme avoir de plus en plus de difficulté à se trouver un emploi sur le marché du travail, ou du moins à se trouver un emploi de qualité.

En quelques années, j'ai en effet vu des collègues se faire licencier aux dépens de programmes d'automatisation, d'autres se faire balloter entre divers emplois précaires, beaucoup subir la fragilisation de leurs conditions de travail en raison de la renégociation des conventions collectives, d'autres sont parties en exil forcé vers des villes ou des provinces éloignées, certains ont quitté le métier après si peu de temps ou encore fait un premier burnout, etc. Paradoxalement, je voyais aussi d'autres collègues monter les échelons de manière fulgurante dans leurs entreprises jusqu'à devenir reporter vedette, d'autres écrire des livres, partir en voyage pendant des mois, développer une image de marque hyperreconnue sur les réseaux sociaux, etc.

Pourtant, face à cette situation contradictoire, les études médiatiques m'offraient très peu d'outils théoriques. Comme je le démontrerai dans le premier chapitre, le libéralisme domine et même

incarne les études médiatiques. Cela a nécessairement un effet sur la manière dont les chercheurs et les chercheuses cadrent les débats. Au sujet de la crise des médias, les problèmes étaient donc toujours formulés de la même façon : il s'agissait d'une crise de confiance dans les médias, ces derniers se voyaient attaqués par les fausses nouvelles sur les réseaux sociaux ou encore par les complotistes et le règne de la post-vérité. Je trouvais extrêmement suspect le fait que les médias ne tentaient jamais de se pointer du doigt eux-mêmes pour trouver des sources à leurs problèmes. Les grandes entreprises médiatiques semblaient n'être que de simples victimes par rapport aux méchantes plateformes américaines ; nos pauvres bêtes innocentes se faisaient sucer leur sang par des vampires venus d'ailleurs (Winseck, 2020) et nous devons faire bloc derrière elles pour les sauver.

Parallèlement, les conditions de travail des journalistes n'étaient jamais remises en cause. Comment des journalistes dotés d'une liberté de presse pourraient-ils vivre certaines pressions ? Les luttes de classe dans ce métier semblaient donc inexistantes, et même non nécessaires. La seule lutte dont il était question était plutôt celle pour s'adapter aux dernières innovations. Les médias étaient encore des dinosaures et ils avaient des problèmes parce qu'ils n'embrassaient pas assez vite les nouvelles technologies et, surtout, la divine intelligence artificielle.

C'est alors, peu à peu, que le concept d'idéologie m'est apparu essentiel à la poursuite de ma recherche. Et si ces postulats n'étaient pas, après tout, idéologiques ? Je l'ai déjà dit, 2012 m'avait enseigné l'extrême importance de la méfiance envers les discours des industries et des classes qui nous gouvernent et nous dirigent. N'y aurait-il pas un autre moyen de penser cette crise, un angle qui inclurait une critique des grandes entreprises médiatiques et des conditions de travail des journalistes ? Peu à peu, mes recherches se sont orientées en ce sens.

J'ai d'abord découvert, lors de mes recherches de maîtrise sur le journalisme économique, les travaux en économie politique de la communication qui relient l'histoire du journalisme avec les

différents stades du capitalisme (Thompson, 2013; Davis, 2011; Parsons, 1989). Ce fut pour moi une révélation importante : j'avais là un filon pour creuser mon sujet (la liaison entre journalisme et capitalisme) et, plus, radicalement une première arme pour remettre en question l'idéologie libérale qui domine le champ de recherche.

Ma question de recherche, influencée par l'économie politique, mais aussi par la sociologie critique du travail, est ainsi apparue d'elle-même. Je ne cherchais pas à évaluer l'impact de la perte de confiance des médias ou encore des fausses nouvelles. Je cherchais plutôt à repérer la relation entre la forme institutionnelle actuelle du capitalisme et la subjectivité des journalistes québécois. Ce que je voulais faire, c'était un geste qui relevait d'un mouvement dialectique et surtout d'une critique immanente (Jaeggi, 2015) : partir de l'aliénation vécue par un groupe de travailleurs et de travailleuses et tenter de la relier aux structures objectives (London, 2010). Je cherchais, en d'autres termes, à comprendre comment les journalistes intériorisaient les contraintes des formes du capitalisme, mais aussi à savoir comment ceux et celles-ci les réextériorisaient dans leur acte de travail. Et comment, dans ce cycle, émergeaient l'aliénation et la souffrance, mais aussi les possibilités de dépassement.

Tout le reste allait découler de ces premières interrogations.

Dans le premier chapitre, je reviens sur ma manière de définir ma problématique et, surtout, je tente de dépasser l'horizon de deux courants de recherche qui se sont rapidement dressés devant mon chemin : le libéralisme et la sociologie fonctionnaliste des identités professionnelles. Une fois ces deux approches écartées, je propose ma propre alternative : une approche matérialiste qui pense constamment les médias dans leur liaison dialectique avec les formes institutionnelles du capitalisme et leurs régimes d'accumulation. Cette conceptualisation me permet de dégager un nouvel angle pour décrire la crise des médias : nous ne parlons plus d'une crise de la démocratie qui affecte la confiance dans les institutions médiatiques, mais bien d'une crise du capitalisme qui

bouleverse les conditions de travail et qui crée des phénomènes d'intensification-accélération du travail. Inspiré par les travaux de Nicole Cohen, j'inscris donc ma recherche dans une extension de la sociologie post-marxiste du procès<sup>1</sup> de travail.

Ces acquis forment un tremplin vers le deuxième chapitre, qui est celui de la présentation des concepts. Mon travail s'inscrit dans un réinvestissement de la théorie critique et de son rapport historique à la subjectivité. Pour éviter de rencontrer les mêmes écueils que le marxisme orthodoxe et son concept de conscience de classe qui ne prend pas en compte l'agentivité des travailleurs et des travailleuses, je fais appel à une école de pensée extrêmement riche : l'autonomie italienne, et surtout, le concept de composition de classe. Suivant les théorisations de la première génération des marxistes autonomes, je conçois l'analyse de la composition de classe comme l'étude d'un type de travail incarné par une classe dans une période historique du capitalisme, cette étude portant une attention particulière à la relation entre la subjectivité politique et l'objectivité technique de ce procès de travail.

Le concept de composition de classe me permet de mobiliser un cadre théorique extrêmement dynamique qui mêle l'analyse des conditions de travail, du capitalisme, de l'idéologie dominante et de la subjectivité politique au travail. Ce cadre conceptuel me permet aussi de réactiver des concepts classiques de la théorie critique, c'est-à-dire l'aliénation et la résonance, les classes sociales, ainsi que l'exploitation.

Le troisième chapitre porte sur la méthodologie. L'autonomie italienne ne propose pas seulement des concepts, mais aussi une manière de les travailler, que les autonomes nomment une démarche

---

<sup>1</sup> L'expression « procès de travail » est tirée du *Capital* de Marx, où ce dernier écrit que le travail est un procès métabolique entre l'humain et la nature.

de corecherche. La corecherche (que certains appellent la « *Workers inquiry* » [Englert et al., 2020])rompt la hiérarchie entre l'enquêteur et l'enquêté dans le but de créer un nouveau rapport organique entre les intellectuels et les travailleurs et les travailleuses. Le but est de produire un savoir collectif qui peut être utilisé pour développer des capacités d'agir. Plus concrètement, ma démarche méthodologique s'est déroulée en deux temps : j'ai d'abord parcouru les principaux livres et documents historiques sur le journalisme québécois dans le but de proposer une nouvelle approche historique. J'ai par la suite effectué des entrevues semi-dirigées avec vingt-deux journalistes pour découvrir la texture interne du travail journalistique actuel, en plus de demander à cinq journalistes de devenir mes espions dans leurs salles de rédaction.

La formulation de mon approche historique, présentée dans le chapitre quatre, commence encore par une critique. Sans grande surprise, j'ai découvert que le biais libéral, si présent dans le champ de recherche, domine aussi l'historiographie du journalisme au Québec. J'ai donc commencé mon approche en formulant une critique en trois étapes des recherches sur l'histoire du journalisme québécois. Je critique premièrement les recherches qui ne parlent pas du capitalisme ou du travail, ensuite, celles qui font intervenir l'argument du déterminisme technique, et, pour finir, celles qui parlent du capitalisme avec une vision néo-smithienne de l'histoire (c'est ma critique de l'École de Québec).

Cette critique dégage le terrain pour la formulation de ma propre approche historique, que je divise en trois étapes : la germination de classe (1900-1940), la composition de classe (1940-1980) et la décomposition de classe (1980-2020). Pour chacune, ma démarche est essentiellement d'analyser l'évolution du régime d'accumulation en place, de la technique, des conditions de travail, des conflits de travail et de la subjectivité politique des journalistes. Si la germination de classe représente la première fois que les journalistes prennent conscience de leur travail et de leurs intérêts, il reste que la véritable constitution d'une classe est alors bloquée par des verrous affectifs et matériels. Ce n'est qu'à partir des années 1940 que les journalistes entrent intensément en des

luttres qui les mènent à contester les fondements mêmes du journalisme. Puis, à partir des années 1980, il faut parler d'un retour à l'ordre et d'un cycle de défaites : la solidarité de classe du milieu du siècle est décomposée en un marché du travail ultra-compétitif où tous les journalistes doivent se battre les uns contre les autres pour survivre.

Les chapitres cinq et six sont dialectiquement liés et tentent tous les deux d'opérationnaliser mon hypothèse de la décomposition de classe. Le chapitre cinq propose ainsi d'étudier tous les phénomènes qui renforcent la décomposition de classe actuelle des journalistes, ces phénomènes étant : les mythes transmis dans les écoles de journalisme, la gestion méritocratique de Radio-Canada qui coince les journalistes dans des « devenirs-gestionnaires », la division du travail mise en scène par le processus de convergence chez les grands médias comme Québecor, la précarité des pigistes qui se font coopter par les entreprises privées de la communication, et puis, la logique automatique étant présente dans les médias qui s'adaptent de plus en plus aux grandes plateformes numériques, l'automatisation de MSN Québec étant un exemple radical de cette logique.

Ensuite, dans le chapitre six, j'analyse les facteurs qui, cette fois-ci, pourraient relancer un processus de recomposition de classe dans un futur rapproché. Je pointe du doigt d'abord les mouvements de dénonciation des climats toxiques dans les salles de rédaction. À mon sens, ces mouvements pourraient devenir des campagnes syndicales ou associatives d'envergure qui créeraient une nouvelle solidarité de classe. J'examine ensuite la revendication de l'information comme bien public, puis je développe sur le sujet des conditions de travail parfois paradoxales mises de l'avant par les modèles coopératifs et par les médias régionaux, des types d'organisation qui ont le mérite de questionner l'organisation du travail et la relation des journalistes avec les lecteurs et les lectrices.

Le chapitre sept offre finalement, après ces développements, un retour à l'analyse de ma sous-question de recherche qui portait sur la manière dont *se fait* l'aliénation des journalistes. Je propose

que le procès de travail actuel produit en tout temps, et pour tous les journalistes, quatre subjectivités contradictoires qui évoluent dans un cycle dialectique : le Passionné, le Surchargé, le Méritocratisé et le Brulé. Ces subjectivités correspondent à des formes d'aliénation, respectivement à l'aliénation par la représentation (le Passionné), par la mobilisation permanente (le Surchargé), par rapport aux autres (le Méritocratisé) et par rapport à soi-même (le Brulé). Le but de ce chapitre est aussi de mettre en lumière les subjectivités invisibilisées, particulièrement celle du Brulé, dans le but de stimuler les luttes.

Cette thèse se termine alors sur un appel à la résistance : une résistance qui doit aller au-delà du nouveau mythe de la vérification des faits. Je développe tout d'abord sur la nécessité de réformer les syndicats de journalistes. Si le syndicalisme a été révolutionnaire au 20<sup>e</sup> siècle, il a malheureusement contribué à l'institutionnalisation des inégalités salariales au 21<sup>e</sup> siècle. La réforme que je propose implique de passer d'un syndicalisme de transaction à un syndicalisme de transformation sociale qui s'intéresse à la vie quotidienne et à la création de nouvelles subjectivités. Un syndicalisme de transformation sociale pourrait, par exemple, formuler des campagnes politiques qui tenteraient de rebâtir des ponts avec les journalistes précaires et les pigistes. Ces mouvements sociaux qui cherchent à transformer l'organisation du travail ne peuvent toutefois être efficaces que s'ils se couplent à une réflexion sur la valorisation de l'information. La création de formes alternatives de valorisation qui vont au-delà de l'économie de marché est donc aussi abordée de front.

Dans l'Annexe A, je présente, pour finir, dix fragments d'analyse que j'ai écartés car ceux-ci s'éloignent un peu trop de ma problématique initiale. On y retrouve quelques études de cas qui permettent d'étoffer des arguments que j'avance tout au long de ma thèse. J'aimerais toute de suite attirer l'attention sur le fragment deux, qui porte sur l'action parrésiaque, c'est-à-dire l'action de dire la vérité avec courage face à ceux et celles qui nous gouvernent (Foucault, 2009). Je pense que ma recherche est elle-même, au final, la tentative d'un acte parrésiaque : celui de mettre en lumière



ces subjectivités souffrantes qui sont invisibilisées, et des moyens de les transformer. Et si cette recherche peut inspirer d'autres personnes qui voudraient aussi prendre la parole avec courage face à ceux et celles qui sont au pouvoir dans le monde des médias, j'aurai atteint mon objectif. Parlons avec courage. Il en va de soi pour rester fidèles à nos événements révolutionnaires.

## CHAPITRE I

### MÉDIAS, TRAVAIL ET CAPITALISME : POUR UNE REFONDATION DES ÉTUDES JOURNALISTIQUES

Enfin, mon cher, travailler n'est pas le secret de la fortune en littérature, il s'agit d'exploiter le travail d'autrui. Les propriétaires de journaux sont des entrepreneurs, nous sommes des maçons.

Honoré de Balzac, *Illusions perdues*, 1966[1837], p. 255

Ma thèse, si je peux la résumer en une ligne, puise dans l'économie politique de la communication et dans les *Production Studies* pour analyser les conditions de travail des journalistes québécois et leur cycle de subjectivités, en portant une attention particulière à leur aliénation, à leur souffrance et à leur exploitation (Cohen et de Peuter, 2020; Macdonald et *al.*, 2016). Au lieu de se concentrer sur les messages comme la grande majorité des approches en études médiatiques, l'économie politique de la communication met l'accent sur la critique de la constitution interne et de la dynamique du système économique capitaliste, de la place des ressources communicationnelles dans ce cycle et particulièrement de la relation entre le capital et le travail (Mosco, 2009), tandis que les *Production Studies*, sous-champ des *Cultural studies*, s'intéressent au sens que les travailleurs et les travailleuses des industries créatives donnent à leur action (Deuze et Prenger, 2019; Hesmondhalgh et Baker, 2011).

Je tiens à dire que je puise dans les deux champs de recherche puisque l'économie politique de la communication a tendance à analyser les dimensions objectives du procès de travail (les sujets classiques de ce champ de recherche sont, par exemple, la concentration des entreprises de presse

ou la marchandisation du travail), tandis que les *Production Studies* s'attardent plus sur la manière dont ces conditions de travail sont vécues, subies et remodelées par les travailleurs et les travailleuses (on parlera, par exemple, de travail affectif ou de précarité). Ici, ces allées et venues entre les analyses objectives et subjectives seront essentielles. Mon choix de ces deux champs de recherche laisse aussi sous silence la troisième discipline s'intéressant au travail créatif : l'économie des médias. En effet, les questions d'offre et de demande, de marché à double intrant ou de rendement décroissant, qui obsèdent les économistes des médias, ne m'intéressent pas. De manière plus générale, ma démarche intellectuelle s'inscrit dans une critique des postulats de l'économie néoclassique (individualisme méthodologique, positivisme, théorie du choix rationnel, etc.).

Ma méthode est également dialectique : je veux saisir de manière totale le procès de travail journalistique actuel, ce qui implique de s'attarder sur chaque période historique et sur leurs liens avec les régimes d'accumulation, de se projeter dans le futur pour déterminer ce que nous devons éviter et de revenir dans le présent pour tenter de le changer par la pratique (Ollman, 2003). Une telle définition de la dialectique rejoint Mosco (2009), qui écrit que les recherches en économie politique doivent être orientées vers l'histoire, vers la philosophie morale et vers la totalité tout en essayant d'opérer des changements par un engagement pratique. Comme l'écrit Marcuse, pour les recherches critiques, « les concepts théoriques trouvent leur fin dans le changement social » (1968, p. 20).

Toutefois, avant d'entrer dans le vif de ma problématique, il m'apparaît nécessaire de définir trois concepts qui seront très importants tout au long de ma thèse, soit le capitalisme, l'idéologie et le libéralisme. Ces notions ne sont pas tant mes outils conceptuels que la trame de fond sur laquelle se déploie l'entièreté de mon argumentation. Je ne peux donc pas les introduire plus tard comme s'ils étaient des concepts qui me servaient uniquement lors de l'analyse de mes données. Ceux-ci représentent plutôt l'espace même dans lequel s'inscrit ma recherche.

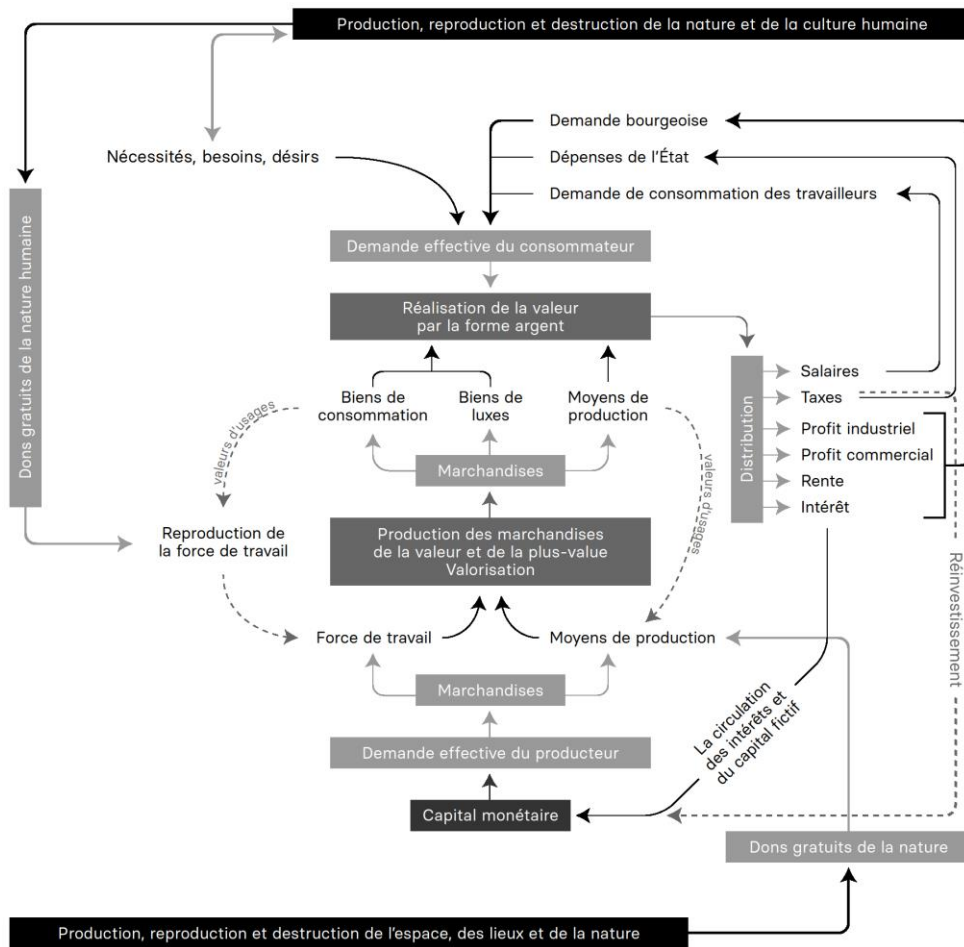
## 1.1 Le capitalisme et l'idéologie libérale : nos horizons indépassables

Il est facile de se perdre lorsqu'on veut définir le capitalisme avec une vision critique. Faut-il d'abord s'attaquer à la consommation irresponsable, à la mondialisation, à la division sexuelle du travail, ou encore aux inégalités de richesse ? Quoi qu'il en soit, pour tuer un monstre, il faut souvent couper sa tête. Et ça tombe bien, le mot capital en latin (*caput*), signifie tête (Nitzan et Bichler, 2012). C'est donc par là qu'il faut commencer.

Marx décrit habituellement le capital par la formule A-M-A' (argent-marchandise-profit). La première moitié, A-M, correspond à la production des marchandises et à la création de la valeur par le travail non payé (le surtravail) des travailleurs et des travailleuses, et la deuxième, M-A', à la consommation des marchandises qui correspond à la réalisation de la valeur (Marx, 1977[1867]). Le capital est non pas une chose, mais bien une relation sociale entre des personnes : le capital que quelqu'un possède représente la quantité de marchandises produites par le travail des autres qu'il peut obtenir (Carroll et Sapinski, 2018, p. 3).

Harvey (2020) résume le cycle d'accumulation du capital dans le Tableau 1.1 (que nous avons traduit en français pour un article [Del Fa, Lamoureux et Vasquez, 2021]). Dans la sphère de la circulation, l'argent est transformé en marchandises, et les capitalistes achètent la force de travail et les moyens de production. Dans la sphère de la production, un nouveau bien est produit, augmenté par la valeur de la force de travail et des moyens de production. De retour dans la sphère de la circulation, la marchandise est vendue sur le marché à un prix supérieur à son coût de production ce qui provoque une plus-value qui doit être impérativement réinvestie. À la fin du cycle, la valeur peut se distribuer de diverses façons, par exemple en profit, en rente ou en salaire. Si la force de travail produit ici de la valeur, la sphère de la reproduction est tout ce qui s'occupe de reproduire cette force de travail (éducation, santé, soin). Harvey inclut aussi les « dons de la nature » dans la reproduction des moyens de production, au sens où la nature est considérée comme une ressource infinie pour le capital, ou encore comme une poubelle éternelle (Fraser, 2014).

**Tableau 1.1: L'accumulation du capital pour Harvey (2020)**



Keynes disait que le capitalisme était une économie monétaire de production, mais cette définition est encore trop simple. Ce qui est en jeu dans ce cycle d'accumulation du capital (la valeur

s'autovalorisant), et la description de Harvey le montre bien, c'est avant tout un mode d'exploitation (Wood, 2014), bref, un mode d'extraction de la plus-value. Dans les sociétés précapitalistes, les seigneurs tiraient un surplus par des coercitions extraéconomiques comme l'imposition de la corvée. La propriété était à ce moment politiquement constituée et le travail était enchâssé dans les relations sociales (Comninel, 2019). Or, sous le capitalisme, le surplus est plutôt tiré par des mécanismes d'exploitation strictement économiques, comme l'allongement de la journée de travail. C'est uniquement à ce stade que le travail abstrait et le marché du travail s'imposent comme les grands médiateurs des rapports sociaux, associant du même coup le temps à l'argent et créant le phénomène du fétichisme de la marchandise (le fait de croire que les choses que nous avons créées sont indépendantes de nous). La domination sociale sous le capitalisme n'est par conséquent pas la domination des humains par leurs maîtres ou seigneurs, mais la domination des humains par des structures sociales abstraites que les humains eux-mêmes se constituent, c'est-à-dire la marchandise, le travail abstrait et le capital (Postone, 1993, p. 53-54). Comme le dit Foucault dans *La société punitive* :

Si le problème de la société féodale a été celui de la localisation des individus, de leur fixation à une terre sur laquelle on pouvait exercer sa souveraineté et prélever la rente, le problème de la société capitaliste n'est pas tellement de fixer localement les individus, que de les prendre dans un engrenage temporel qui fait que leur vie va être effectivement assujettie au temps de la production et du profit (Foucault, 2013, p. 217).

Mais ces modes d'extraction du capitalisme varient selon les régimes d'accumulation des périodes sociohistoriques. Il faut comprendre le capitalisme comme un système souple s'adaptant aux différents contextes et aux rapports de force (Harvey, 2020). Sous le capitalisme industriel de type 19<sup>e</sup> siècle, l'accumulation du surplus se fait principalement par l'extraction de la survalueur dans la journée de travail des ouvriers et des ouvrières. La valeur provient alors du temps de travail abstrait socialement nécessaire (le travail abstrait produisant de la valeur d'échange, contrairement au travail concret qui est associé à la valeur d'usage). Sous le régime d'accumulation monopoliste et sous la consommation de masse du 20<sup>e</sup> siècle, l'accumulation évolue et repose maintenant sur la

finance et l'anticipation des flux de revenus futurs par les grandes corporations (Nitzan et Bichler, 2012; Pineault, 2008). Puis, dans le capitalisme de plateforme du 21<sup>e</sup> siècle, il faut plutôt parler de récolte de données personnelles qui sont vendues aux annonceurs et de prédiction du comportement par des mécanismes de rétroaction cybernétique (Srnicsek, 2018).

On ne peut donc pas simplement mettre le capitalisme dans la case « économie » de notre société, cette case étant séparée de la « politique » ou de la « culture. » Comme le dit Lordon (2010, p. 68), le capital est devenu notre « désir-maître » qui supprime tous les autres (désir d'argent, désir d'un emploi, désir de la dernière marchandise à la mode, etc.). Il s'agit, comme soutient Postone, de la catégorie centrale de la vie moderne : « le capital est une catégorie du mouvement, de l'expansion; c'est une catégorie dynamique, la valeur en mouvement » (Postone, 1993, p. 395). C'est un processus continu et infini d'expansion, un mouvement sans limites et sans fin qui dépend d'une dynamique d'accélération constante des rythmes de vie (Rosa, 2014). Le but de nos activités productives n'est plus la satisfaction de nos besoins sociaux, mais plutôt l'accumulation irréfléchie du capital.

En ce sens le capitalisme est aussi, et j'y reviendrai dans le chapitre deux, un mode d'aliénation. Les impératifs propres au capitalisme, soit la maximisation des profits, l'obligation de réinvestir les surplus et le besoin d'améliorer la productivité du travail (Wood, 2002), sont des contraintes qui façonnent nos vies et nos désirs. Et ces contraintes nous poussent à reproduire des formes de vie destructrices, colonialistes, inégalitaires, sexistes, etc. (Fraser, 2014), bref à n'entrer en rapport avec l'autre que comme détenteurs de marchandises, mais aussi en tant que cet autre est une marchandise. On ne peut pas échapper au capitalisme en adoptant des comportements de consommation éthiques ou en se larguant dans des zones « libérées » comme des squats ou des fermes autogérées. Tôt ou tard, le capital cognera à notre porte (Lordon, 2021). Comme le dit Vioulac : « l'accroissement progressif du capital par la reproduction passe de la forme circulaire à

la spirale : son diamètre s'agrandit constamment, et à chaque nouvelle rotation il vient mordre un peu plus sur ce qui l'entoure pour l'intégrer en lui » (Vioulac, 2018, p. 425).

Cet argument me permet également d'exclure les autres définitions populaires du capitalisme (Comminel, 2019). Le capitalisme n'est pas, comme l'écrivaient les premiers auteurs libéraux comme Adam Smith, une extension des échanges commerciaux du Moyen-Âge. Dans cette conception, le capitalisme n'est qu'une montée en puissance de relations sociales qui existaient déjà à des stades antérieurs de l'humanité, par exemple dans les grandes villes du Moyen-Âge (Brenner, 1977). Le capitalisme n'est pas non plus un simple changement dans la mentalité des marchands et des marchandes, eux et elles qui avaient une rationalité ancrée dans des valeurs sociales dans le passé mais qui, depuis la révolution industrielle, auraient plutôt une rationalité strictement axée sur la maximisation des profits. Selon cet argument webérien, un simple changement dans les mentalités permettrait de se dégager du « capitalisme sauvage ». Et bien que l'autonomisation des marchés financiers soit primordiale dans la transition au capitalisme, on ne peut pas non plus résumer ce système, comme le fait Polanyi, à une économie de marché, car cet argument met sous silence l'aliénation causée par la montée du travail abstrait et les modes d'exploitation (le problème de Polanyi, c'est qu'il lui manque le concept de capital [Fraser, 2017]).

La position marxiste que j'adopte associe plutôt l'émergence de ce nouveau système économique à un changement dans les relations sociales de propriété (Wood, 2014). Ce qui change la richesse en capital du 15<sup>e</sup> au 18<sup>e</sup> siècle en Angleterre, c'est la dépossession des paysans et des paysannes de leur moyen de production, mais aussi la coercition disciplinaire qui force ces dépossédés à se regrouper dans des manufactures qui se transformeront par la suite en industries mécaniques (Brenner, 1977).

Une transition vers un univers post-capitaliste implique donc une autre énorme rupture dans les relations sociales de propriété et dans nos conceptions du travail (d'abstrait à concret) et de la



valeur (d'échange à d'usage), une transition qui dépendra de luttes sociales et de la construction d'une contre-hégémonie politique (Fraser, 2014). Cette transition implique à la fois de surmonter la division de classe qui sépare les travailleurs et les travailleuses des moyens de production, mais aussi la division du marché qui sépare les producteurs et les productrices de leurs produits (Durand et Keucheyan, 2019, p. 84). On pourrait y ajouter la division « ontologique » qui sépare les humains de la nature (Fraser, 2014). On peut, à ce sujet, relire les dernières phrases du livre 3 du *Capital* :

La liberté ne peut consister qu'en ceci : les producteurs associés – l'homme socialisé – règlent de manière rationnelle leurs échanges organiques avec la nature et les soumettent à leur contrôle commun au lieu d'être dominés par la puissance aveugle de ces échanges. [...] La réduction de la journée de travail est la condition fondamentale de cette libération (Marx, 1968[1879], p. 2049-2050).

Passons maintenant à l'idéologie. Pour Bannerji (2020, p. 38) qui s'inspire de la tradition critique, l'idéologie peut se résumer en trois points : 1) c'est un système de croyances caractéristique d'une classe ou d'un groupe particulier; 2) c'est un système de croyances « illusoirs » qui peut être mis en contraste avec une connaissance « vraie »; 3) il s'agit du processus général de production de significations et d'idées. Pour Marx, chaque classe dominante produit en effet son type d'idéologie. La production d'idéologie requiert par conséquent des experts dans la « génération des idées », par exemple des intellectuels, des groupes de recherche, des chroniqueurs et des chroniqueuses, etc. Le rôle de ces experts est essentiellement de légitimer les relations sociales dominantes, ou encore, comme disait Gramsci, « d'homogénéiser la conception du monde » de la classe à laquelle ils sont organiquement reliés (Piotte, 2021, p. 22).

Une fois légitimée, une idéologie peut devenir une carte de la réalité sociale, c'est-à-dire « un ensemble de représentations et de discours à travers lesquels nous vivons » (Hall, 2008, p. 259) et nous nous donnons du sens. Prenons un exemple très simple sur le sujet du salaire minimum. Dire que le travail mérite un salaire minimum n'est pas idéologique. Dire que les travailleurs et les travailleuses méritent une augmentation du salaire minimum parce que leur salaire présent ne leur

permet pas de subvenir à leur besoin, cela n'est pas non plus idéologique. Par contre, dire qu'une augmentation du salaire minimum est dangereuse parce qu'elle provoquera un effondrement de l'économie, comme le répètent des instituts de recherche en économie néoclassique ou des chroniqueurs de journaux, cela est profondément idéologique. Mais cette idéologie n'émerge pas de la réalité elle-même, elle émerge, comme le dit Hall (2008, p. 146), de « l'aboutissement de l'œuvre de signification » des intellectuels ou des chercheurs et chercheuses qui répètent sans cesse ces arguments dans leurs diverses tribunes.

Il faut en revanche se méfier d'une vision strictement négative de l'idéologie. Plusieurs penseurs dont Henry et Ricoeur ont démontré que l'idéologie est aussi un système symbolique positif qui peut nous donner du sens et nous rendre visibles à nous-mêmes (Dutrisac, 2013). Pour ces auteurs, il n'y a pas d'idéologie fausse qui peut être mise en opposition avec une connaissance vraie, car l'idéologie est toujours à la fois réelle et illusoire. L'idéologie est « illusoire dans son contenu représentatif, réelle dans la généalogie » (Henry, 2009, p. 435), bref, elle est vraie parce qu'elle provient de la pratique réelle des individus, mais elle est aussi fausse parce qu'elle tend à créer des représentations qui se substituent aux expériences vécues. L'idéologie n'est donc pas un ciment qui émerge naturellement de la conscience de la classe dominante et qui forme une fausse conscience chez les classes dominées comme dans le marxisme orthodoxe. L'idéologie est plutôt une forme mouvante des moyens de créer de la signification par la pratique sociale (Hall, 2008). Les classes dominées peuvent donc lutter pour se créer elles-mêmes leurs propres moyens de signification, ou du moins elles peuvent lutter pour briser la chaîne de significations associée à certains concepts.

La dernière étape est la définition du libéralisme. Suivant Wood (2014), je définis le libéralisme non pas comme une philosophie politique garantissant des droits et libertés fondamentaux pour les individus (la version simpliste se retrouvant dans les discours politiques ou les manuels d'école), mais bien comme l'idéologie justificatrice par excellence du capitalisme, cet outil idéologique

émergeant dans la transition au capitalisme pour le justifier et le maintenir. L'exemple de la philosophie de John Locke est particulièrement éclairant. Pour Wood, l'une des premières étapes dans la transition au capitalisme est la mise en place des « enclosures », c'est-à-dire la « clôture » des pâturages communaux qui foisonnaient au Moyen-Âge (Wood, 2002). Se voyant expulsés de leurs terres ancestrales, de nombreux paysans et paysannes anglais ont dû se tourner vers le travail salarié dans les campagnes lors du capitalisme agraire des 15<sup>e</sup> et 16<sup>e</sup> siècles, et plus tard dans les usines en villes lors de la révolution industrielle.

Or John Locke écrit précisément, dans son *Traité du gouvernement civil* (1690), que le fait de ne pas exploiter ses terres est une activité criminelle et que tout bon patriote a le devoir de s'approprier les propriétés communales. « Quiconque aussi a fermé d'une clôture une certaine étendue de terre, afin que le bétail qui y paîtra, et les fruits qui en proviendront, soient employés à sa nourriture, est le propriétaire légitime de cet endroit-là » (Locke, 1992[1690], p. 172). Locke légitime donc la première accumulation par dépossession qui est constitutive de la transition au capitalisme agraire. Même si Locke argumente en faveur de la séparation des pouvoirs, sa conception de la liberté est d'abord celle du bourgeois propriétaire qui peut jouir de ses richesses sans craindre la révolte des exclus (la propriété est pour lui un « droit naturel »). Son individualisme se construit sur une « dissolution de la communauté » (Nancy, 1986, p. 16).

Je n'ai pas l'intention de déployer une grande exégèse du libéralisme ici, mais j'indiquerais quand même que la critique du libéralisme propriétaire sur laquelle je m'appuie puise dans une longue tradition critique des contradictions du libéralisme, qui va par exemple de Vachet (1988) jusqu'à Freitag (2011). Le premier a longuement analysé comment les principes libéraux tels que la liberté, l'égalité ou la sécurité sont constamment subordonnés au droit à la propriété, ce qui réduit la liberté au simple moyen de pouvoir jouir de ses richesses. Freitag a suivi cette voie en démontrant que le libéralisme culmine dans une liberté adaptative où tous les principes précédents sont annexés sous la loupe de la théorie du choix économique rationnel.

On pourrait croire qu'il existe du bon et du mauvais dans le libéralisme. Pourtant, Michéa (2010) ne fait pas de distinction entre le libéralisme politique (les droits et libertés, des « bonnes choses ») et économique (le libre-marché, la main invisible, des « mauvaises choses »). Pour lui, les deux formes sont intrinsèquement liées dans le sens que, dès le départ, le libéralisme économique a pris en charge les apories du libéralisme politique : puisque ce dernier ne s'autorisait pas de définir une vie bonne ou une moralité, le marché s'est assuré de réguler la bonne conduite des individus. Ainsi, pour les penseurs libéraux, nous sommes tous et toutes libres de suivre nos propres intérêts, mais la simple déviation de nos formes de vie (choisir de ne pas travailler, de ne pas vouloir faire de profit) est rapidement sanctionnée par la « main invisible » du marché (par l'exclusion, la faillite, etc.).

L'idéologie libérale peut se résumer en plusieurs postulats (Phelan et Dawes, 2018; Michéa, 2010; Vachet, 1988) : tout d'abord, une croyance en un progrès inéluctable et téléologique de l'humanité<sup>2</sup>. Ensuite, la croyance que ce progrès se fait main dans la main avec les innovations technologiques et le développement de l'économie de marché. Puis, le fait que les individus doivent absolument s'adapter de manière constante à ce progrès et à ces innovations. Cela veut dire que pour que les prophéties libérales se réalisent, chaque individu doit intérioriser « la nécessité mentale d'être intégralement flexible, mobilisable à tout instant, et prêt à vivre quotidiennement comme un atome absolu pour lequel tout lien et tout engagement envers autrui représentent a priori un obstacle à la poursuite de ses intérêts » (Michéa, 2002, p. 43).

---

<sup>2</sup> Pour Walter Benjamin, le discours du progrès du libéralisme voile aussi les épisodes historiques de lutte des classes : les progrès existent, mais ils ont historiquement profité aux classes dominantes dans leur combat contre les classes dominées. « Tous ceux qui, jusqu'ici, ont remporté la victoire participent à ce cortège triomphal où les maîtres d'aujourd'hui marchent sur les corps des vaincus » (Benjamin cité dans Lowy, 2001, p. 65).

Le néolibéralisme, à partir des années 1980, radicalise ces postulats. Si le libéralisme prônait encore l'émancipation d'un sujet universel (quoique bourgeois), le néolibéralisme milite plutôt en faveur de son adaptation à des mécanismes de concurrence automatique (Dardot et Laval, 2009). Le néolibéralisme transforme ainsi les individus en « processeurs informationnels » qui doivent constamment répondre aux signaux du marché financier (Vioulac, 2018). Le marché de l'immobilier est un bon exemple. Les prix des maisons varient maintenant autour d'un million de dollars dans les grandes villes canadiennes ? Eh bien les individus, nous disent les économistes et les chroniqueurs et chroniqueuses de journaux, doivent s'adapter à cette contrainte – par exemple en économisant davantage ou bien en investissant en bourse dès leur entrée sur le marché du travail. Toute remise en question de ce fait ou toute tentative de régulation du marché immobilier est considérée comme totalitaire ou comme une entrave majeure au juste développement des choses.

En suivant Foucault, on pourrait également dire que le libéralisme ne garantit ou ne protège pas nos droits et libertés, puisqu'au contraire, il les produit (Foucault, 2004a, p. 65-66). Au moment où la liberté du commerce fleurit aux 17<sup>e</sup> et 18<sup>e</sup> siècles, des milliers de personnes marginalisées ou considérées comme improductives sont enfermées dans les prisons ou les asiles psychiatriques (Foucault, 2013). La production libérale des libertés peut conséquemment être suspendue pour certaines franges de la population selon les volontés disciplinaires de nos gouvernants (par exemple lors de la promulgation d'un état d'urgence). Le libéralisme peut donc très bien se passer de démocratie s'il est menacé par un autre régime, particulièrement un gouvernement socialiste. C'est pourquoi de nombreux auteurs et autrices écrivent que nos sociétés baignent avant tout dans un (néo)libéralisme autoritaire (Chamayou, 2018; Brown, 2009) qui s'oppose à une véritable démocratie populaire qui, elle, dépend de la coopération sociale et de l'association des travailleurs et des travailleuses (Fischbach, 2015).

### 1.1.1 Variation sur la crise du journalisme

Maintenant que ce « paysage » est défini, je peux véritablement plonger dans ma problématique. Nous savons que le journalisme est en crise, et ce, depuis plusieurs années (Reinardy, 2016; Siles et Boczkowski, 2012). Le nombre de journalistes a légèrement baissé au Québec depuis quinze ans (Giroux [2019] parle d'une baisse de 10 % entre 2006 et 2016), en plus de connaître une marginalisation croissante aux dépens des industries des relations publiques et de la communication (Wilkinson et Winseck, 2019). Durant l'écriture de cette thèse, de multiples médias ont dû fermer leurs portes, notamment le *Voir*, le *Huffington Post*, *Vice Québec*, et le Groupe Capitales Médias qui a déclaré faillite avant d'être récupéré en coopérative. Le phénomène de fermeture touche particulièrement les médias locaux – un journal sur quatre aurait fermé aux États-Unis depuis 2004 – ce qui crée ce que Pickard (2018) nomme des déserts de nouvelles. Les fermetures sont largement causées par la chute des revenus publicitaires qui sont désormais accaparés par les géants du numérique – les revenus publicitaires des quotidiens canadiens provenant des petites annonces ont en effet passé de 875 millions à 119 millions entre 2005 et 2015 (FPP, 2017, p. 17). Conséquemment, les revenus de ces quotidiens ont baissé de 40 % durant cette même période (FPP, 2017, p. 19). La pandémie de 2020-2022, en imposant le travail à distance, n'a fait que renforcer le pouvoir des grandes plateformes aux dépens de l'industrie médiatique<sup>3</sup> (Giroux, 2022).

Mais la crise ne touche pas tant le nombre d'emplois que la qualité de ceux-ci et donc les moyens de produire de l'information. Cagé (2015) explique que le nombre de journalistes par média est en

---

<sup>3</sup> L'argent public versé aux entreprises pendant la pandémie de COVID-19, en plus des crédits d'impôt sur la masse salariale, a permis à certains médias, dont *Le Devoir* ou *l'Actualité*, d'embaucher plusieurs journalistes en 2021-2022 (Giroux, 2022). Toutefois ces nouvelles embauches (rarement à temps plein) sont souvent faites dans des secteurs « innovants » qui renforcent la plateformes des médias et qui surtout ne freinent pas le mouvement de compression généralisée. Selon Giroux (2022, p. 16), les médias québécois auraient plutôt perdu des dizaines d'emplois pendant la pandémie de 2020-2022, en plus de voir leur lectorat migrer vers les grandes plateformes numériques.

baisse, ce qui affecte inévitablement la qualité de l'information. Quand ils se réorganisent, les médias embauchent surtout des employés temporaires, à contrat, ou des stagiaires non payés (Brin et St-Pierre, 2013). Les journalistes employés dans les grandes salles de rédaction font donc de moins en moins de travail de longue haleine et de plus en plus de petits articles qui peuvent attirer l'attention des lecteurs et des lectrices (Eustache, 2020a). Les journalistes qui ne trouvent pas d'emplois pourraient toujours se tourner vers la pige. Mais le monde des pigistes est également saigné à blanc : le revenu de ceux et celles-ci aurait baissé de 30 % depuis trente ans au Québec (AJIQ, 2019). C'est sans parler des multiples attaques menées sur les droits d'auteurs des pigistes depuis le début des années 2000, notamment le phénomène de convergence qui permet aux grands médias de reproduire un article gratuitement sur plusieurs plateformes (Goyette-Côté, Carbasse et George, 2012). De manière générale, la pige n'est maintenant plus un choix qui procure de l'autonomie (Pilmis, 2010), mais bien un passage obligé pour faire ses preuves (Cohen, 2012).

La profession est bien au fait de cette situation et de ses effets néfastes sur ses représentants et représentantes. Aucune fausse conscience n'est en jeu, les opinions des journalistes ne sont pas voilées par les intérêts de la classe dominante. La Fédération professionnelle des journalistes du Québec a organisé un atelier sur le sujet de la santé mentale de ses membres pour la première fois en 2019. Dans l'édition du journal de la FPJQ qui a suivi, la journaliste Carine Henriquez parlait explicitement de l'aliénation grandissante des journalistes québécois :

Les rédactions manquent d'argent; les journalistes de temps. Nous perdons nos collègues les uns après les autres, l'information de qualité a de plus en plus de mal à tenir la route face aux fausses nouvelles. Les conditions de travail se détériorent et l'accélération est constante. Nous sommes plus isolés que nous le pensons. [...] Nous sommes en train de nous *aliéner* (Carine Henriquez, 2019).

Lors de cette même année 2019, la journaliste torontoise Anna Mehler Paperny a publié un livre sur le même sujet, s'intitulant *Hello I Want to Die Please Fix Me* (2019). L'autrice aborde l'enjeu de la santé mentale au pays tout en décrivant ses mésaventures dans les institutions policières,

hospitalières et psychiatriques. La reporter décrit le journalisme comme une menace constante qui pèse sur elle et sur sa santé mentale.

Les recherches en psychologie sociale démontrent également que les journalistes font face à des conditions plus difficiles, comme des longues heures de travail, du stress, de la concurrence féroce et du harcèlement sexiste en ligne, ce qui mène nécessairement vers plus d'épuisement, une consommation accrue d'alcool et des sorties précoces du métier (Pearson et Seglins, 2022; MacDonald et *al.*, 2016). Pour Reinardy (2011), seulement 25 % des journalistes auraient une vision optimiste de leur avenir et voudraient rester dans l'industrie. Gill (2010) dira même que le « *no future* », un des mots clés des premières scènes punk qui représentaient le manque de perspectives futures, est une caractéristique centrale de la subjectivité des journalistes contemporains. Cependant, malgré tous ces problèmes systémiques, les journalistes ressentent toujours un profond attachement pour leur métier (Wahl-Jorgensen, 2019; Le Cam et Ruellan, 2017). La plupart des reporters hésitent grandement à changer de métier et ceux et celles qui quittent la profession ont même tendance à y revenir après quelque temps (Matos, 2020). Mehler Paperny (2019) reproche beaucoup de choses au journalisme, mais elle indique aussi que celui-ci est une vocation qui donne un sens à sa vie. D'ici la fin de cette thèse, nous tenterons de comprendre cette ambivalence constitutive du travail créatif (Siapera, 2019; Mathisen, 2017).

Au fond, le grand problème du journalisme, et c'est le point central de la crise, c'est qu'il semble avoir perdu sa valeur et que nous ne savons pas comment le revaloriser (Payette, 2013). Devrions-nous refaire des murs payants pour accéder aux articles des médias, taxer les grandes entreprises du numérique comme Google, Amazon ou Facebook et redistribuer le montant, ou au contraire s'enfoncer dans du contenu gratuit qui se partage facilement sur les réseaux sociaux ? Devrions-nous proclamer que l'information est un bien commun et fonder des sociétés de média à but non lucratif ou, au contraire, attendre que nos mécènes ou oligarques achètent et fusionnent nos



entreprises de presse ? Les salles de rédaction devraient-elles mieux s'adapter aux innovations et les États devraient-ils instaurer des crédits d'impôt sur la masse salariale des grands médias ?

Je pourrais continuer longtemps à énumérer des moyens de sortir de la crise des médias. Or, comme je l'ai déjà soutenu dans un article (Lamoureux, 2021a), le débat sur la crise des médias ne dépend pas tellement des solutions pratiques que des théories normatives qui sont en jeu dans ce débat. Le libéralisme, le fonctionnalisme, le marxisme ou encore le poststructuralisme, pour ne prendre que ces théories normatives (la dernière étant plutôt anti-normative), ont toutes des manières différentes d'aborder la crise des médias ce qui affecte inévitablement la manière dont nous cadrons les différentes solutions. La première théorie est de loin la plus dominante en études médiatiques et, comme je le démontrerai, cela a nécessairement un impact énorme sur la formulation de nos débats, et donc de nos politiques publiques. Mais le problème est que le socle normatif du libéralisme n'est presque jamais remis en question. Pickard dit que les fondations normatives du journalisme sont l'un des « *blind spots* » des recherches sur la crise des médias (Pickard, 2017, p. 49). Or, il faut absolument revenir à ces fondations si nous voulons formuler des analyses adéquates. Si la crise des médias peut aussi provoquer une crise de notre vision dominante des médias, nous aurons accompli là un pas essentiel.

### 1.1.2 Détour réflexif et questions de recherche

Prenons un petit détour réflexif pour illustrer l'importance des théories normatives et surtout du libéralisme sur la manière de cadrer les débats. Lors de mes études en journalisme, ou encore lors de l'écriture de mon mémoire de maîtrise, je me suis buté plusieurs fois à des postulats libéraux qui me semblaient suspects, mais qui étaient largement admis comme « vrais ». Par exemple, au baccalauréat, j'ai régulièrement entendu des professeurs et des professeures ou des représentants et des représentantes de la profession me répéter que les jeunes journalistes devaient s'adapter aux

dernières modes, celle de mon époque étant le fameux « journalisme de données ». On nous encourageait donc à apprendre à programmer, car le journalisme de données était le futur de la profession. Toute critique était classée comme futile ou rétrograde. Dans le même sens, nous devions, dès le début de nos études, créer un « portfolio » de nos réalisations. Le marché du travail était très compétitif et uniquement les étudiants ou les étudiantes avec le meilleur « portfolio » réussiraient à se trouver un emploi. Il fallait donc entrer en concurrence les uns contre les autres, notamment lors des congrès professionnels où nous devions faire du réseautage pour se mettre en valeur et se trouver un futur stage, probablement non payé. Ces postulats libéraux sur la manière de percer dans le métier, et je l'ai réalisé plus tard, étaient profondément idéologiques (Ruffin, 2003). Mais ils avaient l'air « vrais » et étaient internalisés par les étudiants et les étudiantes.

Plus tard, lors de mes recherches universitaires, ces postulats libéraux m'ont marqué d'une autre façon. Lors de mes recherches sur la crise des médias, je tombais systématiquement sur l'idée que nous devions aider les médias pour sauver la démocratie. Parallèlement, les problèmes des médias étaient souvent associés à des problèmes de nos sociétés démocratico-libérales. Au début de mes études, la mode était de critiquer Donald Trump, la post-vérité et la propagation des fausses nouvelles qui minaient notre démocratie et la confiance dans nos médias. Plus tard, la mode était plutôt de critiquer les complotistes qui diffusaient de multiples théories du complot, ces groupes (pourtant majoritairement provenant de classes populaires démunies) menaçant encore une fois les médias et la démocratie. C'est sans parler de la menace à nos élections libres provenant des gouvernements russes et chinois, de leur armée mystérieuse de hackers et de leur censure ou propagande.

Les menaces provenaient donc systématiquement *de l'extérieur* et les chercheurs ou chercheuses devaient se rallier à la cause de la défense des médias et de la démocratie libérale (de Grosbois, 2022, p. 26). En ouvrant un article scientifique sur la crise des médias (même s'il s'agissait d'un article supposément critique), ou encore un travail de fin de session d'un étudiant ou d'une

étudiante que je corrigeais, j'étais quasiment certain de trouver la même phrase clichée sur le fait que les médias sont une fondation de la démocratie libérale et qu'à l'inverse les démocraties meurent quand elles n'ont plus de médias. J'ai aussi compris plus tard que ces postulats étaient profondément idéologiques<sup>4</sup> (Pickard, 2021). Mais ils avaient l'air « vrais » et étaient internalisés par les chercheurs et les chercheuses.

Ma recherche propose donc une certaine refondation dans la problématique des études journalistiques. Lentement mais sûrement, une interrogation s'est formée dans mon esprit : et si notre ennemi était situé à *l'intérieur* de notre société et non pas à l'extérieur ? Et si les causes de la crise des médias provenaient du fonctionnement même de notre société, de sa dynamique capitaliste, de son régime d'accumulation, de ses conditions de travail, et non de la menace russe ou chinoise, des fausses nouvelles ou des complotistes ? Conséquemment : et si les problèmes des journalistes devaient être liés à notre mode d'exploitation ? Comment alors serait-il possible de conceptualiser l'aliénation des journalistes en partant de ces interrogations de départ ? Comment se fait l'aliénation des journalistes dans leur relation avec le type de capitalisme actuel ?

Bien sûr, je ne suis pas le premier à porter ces interrogations au sein du champ de recherche des études journalistiques. Winseck (2016) rapporte que de nombreuses contributions critiques ont

---

<sup>4</sup> C'était déjà ce que disaient Smythe et Van Dinh en 1983 dans leur analyse de la différence entre les recherches critiques et les recherches administratives en communication. Pour eux, l'orientation idéologique du chercheur et de la chercheuse était particulièrement importante dans le choix de la critique du système en place ou encore dans celui de la pseudo-neutralité : « our ideological predispositions are linked to the choice of problems and the choice of research techniques to employ » (Smythe et Van Dinh, 1983, p. 117). Pour eux, les recherches administratives (Horkheimer dirait « traditionnelles ») essayaient surtout de rendre les organisations plus efficaces ou encore de dire quelles innovations seraient les plus rentables, tandis que les recherches critiques visaient à remodeler ou à réinventer les institutions pour qu'elles puissent mieux répondre aux besoins collectifs de leur communauté.

existé dans la première moitié du 20<sup>e</sup> siècle en économie politique des médias, et l'École de Francfort n'est qu'un exemple. Ces recherches questionnaient entre autres les rapports de propriété et la direction commerciale que prenaient alors les médias de masse. Ce n'est qu'à partir des années 1950 que la recherche administrative dépolitisée a pris le dessus et que les chercheurs et les chercheuses (particulièrement américains) se sont mis à « aimer » les médias commerciaux (Pickard, 2021), ou du moins à ne plus oser les critiquer de manière structurelle. À partir de cette époque, « media scholars typically took the commercial system as a given that, if not celebrated, was accepted as part of the natural order » (Pickard, 2021; voir aussi McChesney, 2008, p. 12). Le libéralisme n'a donc pas toujours dominé les études médiatiques, mais il le domine certainement depuis la deuxième moitié du 20<sup>e</sup> siècle. Je tente ainsi de renouer avec un courant critique qui a déjà existé dans le champ de recherche, pour forger un au-delà du libéralisme<sup>5</sup>.

Dans la prochaine section, j'analyserai plus profondément ce que je considère comme étant ce fameux « biais libéral » en études médiatiques, un biais que je n'ai abordé que de manière superficielle jusqu'ici. Cette critique doit être mon point de départ. Je discuterai ensuite de mon deuxième obstacle, qui est celui de la sociologie fonctionnaliste des professions libérales. En effet, toute étude sur le travail créatif doit d'abord surmonter la littérature fonctionnaliste qui participe également à l'effort de dépolitisation. Je présenterai ces approches tout en soulignant la manière dont elles cadrent la crise des médias et les voies de sortie. Je proposerai, pour finir, ma refondation matérialiste de l'étude du journalisme tout en effectuant une revue de littérature des recherches que je peux tout de même considérer comme des alliées.

---

<sup>5</sup> Les auteurs et autrices critiques relevant de la théorie des industries culturelles (Miège, Garnham, Bouquillion, Tremblay, etc.) ont été parmi les seuls à critiquer le tournant commercial des médias entre les années 1980 et 2020. Leur contribution est importante et je m'en inspirerai à certains moments. Je pense toutefois que ces auteurs et autrices ont entretenu une relation ambiguë avec le libéralisme qu'ils et elles n'ont pas nécessairement osé remettre en question.

## 1.2 Le biais libéral en études journalistiques

Les études médiatiques sont en effet traversées depuis les années 1950, et je dirais même paralysées, par un biais libéral qui associe les médias à la démocratie libérale (Zelizer, 2013; Gingras, 2009). Selon cette conception des choses, le journalisme est une médiation symbolique constitutive de la société politique qui a pour but avant tout de prolonger les débats publics (Strömbäck, 2005), ou encore un espace neutre entre l'État et la société dont le but est de faire circuler des idées (une sphère publique).

Tout commence en 1956 avec la publication du livre *Four theories of the press*, probablement le livre le plus influent, avec *l'Espace public* (1978) d'Habermas, de l'histoire des études qui portent sur le journalisme. La thèse de ce livre est la suivante : les médias prennent toujours la forme des infrastructures politiques d'où ils opèrent (Siebert, Peterson, and Schramm, 1956, p. 3). Les auteurs distinguent ainsi quatre systèmes médiatiques depuis la Renaissance : l'autoritaire, le communisme soviétique, la libérale (*libertarian*) et celle de la responsabilité sociale. Le modèle libéral correspond aux médias modernes occidentaux où le rôle de la presse est de chercher la vérité, de surveiller les représentants et d'agir comme un quatrième pouvoir de la démocratie. Les lecteurs et les lectrices des journaux sont ici des citoyens et des citoyennes éclairés qui s'informent de l'actualité pour se faire une idée indépendante des politiques publiques du moment. Le modèle de la responsabilité sociale admet que le rôle de la presse est oui d'informer et de faire des enquêtes, mais aussi parfois de vendre et de divertir (il s'agit en quelque sorte du modèle libéral adapté aux grands conglomérats médiatiques du 20<sup>e</sup> siècle). Ces deux modèles sont pour les auteurs des héritiers des luttes démocratiques du 18<sup>e</sup> et 19<sup>e</sup> siècle, de l'expansion du commerce libre et de la philosophie des Lumières. La presse opère comme un véritable « marché des idées » où tous les points de vue se confrontent devant les citoyens et les citoyennes qui effectuent un usage public de leur raison.

Dans les modèles autoritaires et communistes, au contraire, la presse n'est qu'une feuille de propagande qui relaie et reproduit les discours des gouvernants sans sourciller<sup>6</sup>. Le système autoritaire fait d'abord référence aux États absolutistes au 16<sup>e</sup> et 17<sup>e</sup> siècle (par exemple les Tudors en Angleterre). Sous ce modèle, la presse écrite n'est qu'une façon d'informer les citoyens des décisions de leurs souverains. La vérité est dans les mains de l'aristocratie, les journaux doivent refléter les politiques choisies par la royauté et la censure est omniprésente (Siebert, Peterson, and Schramm, 1956, p. 2). Le modèle « communiste soviétique » n'est lui qu'une radicalisation du système autoritaire : la presse devient un outil de propagande du Parti central qui a pour but de convaincre les masses de la nécessité du marxisme-léninisme et de la dictature du prolétariat. Ces deux modèles ne sont pas que des ombres du passé : une dictature moderne peut très bien décider d'implanter un modèle médiatique autoritaire et la presse libre doit toujours s'en méfier (le classement annuel de la liberté de la presse offre un bon panorama de modèle autoritaire qui « persiste » aujourd'hui, ou encore des pays qui sont « à risque » d'y plonger).

Même si ce modèle date de plus d'un demi-siècle, et qu'il a été raffiné par de nombreuses contributions, il est toujours le modèle dominant qui imprègne les travaux et les débats publics<sup>7</sup> (Zelizer, 2013; Nerone, 2013). Si la tradition québécoise de l'école de Québec a tenté de dépasser une histoire libérale du journalisme en créant quatre idéaux-types – le journalisme de communication et le journalisme d'information du 20<sup>e</sup> siècle qui s'oppose au journaliste de transmission et d'opinion du 18-19<sup>e</sup> siècle (Brin, Charron et de Bonville, 2004), je démontrerai plus tard que ces catégories peuvent parfaitement se développer (et même être intégrées) à

---

<sup>6</sup> Ces derniers modèles sont fortement influencés par les idéologies anti-communistes de la guerre froide : Schramm, qui a écrit le chapitre sur la presse soviétique, travaillait pour une branche du gouvernement fédéral américain, et ses sources étaient avant tout celles des services de renseignement américain (Merrill et Nerone, 2002, p. 134; voir aussi Pickard, 2021)

<sup>7</sup> Pour une petite étude de cas de la manifestation du biais libéral dans une édition du magazine de journalisme *Le Trente*, voir le fragment # 1 dans l'Annexe A.

l'intérieur du biais libéral. Le dépassement du libéralisme proposé par cette école n'a jamais eu lieu.

Plusieurs raisons expliquent l'hégémonie et la formidable persistance de la théorie libérale en études médiatiques. Premièrement, comme le dit Nerone, qui en 2002 enseignait ce modèle depuis 20 ans dans une grande école de journalisme, celui-ci est simple à comprendre et très rapidement intériorisé par les étudiants et les étudiantes : « The schema is too neat. It's a wonderful gift for students struggling to understand how a complicated world is supposed to operate » (Merrill et Nerone, 2002, p. 135). En tant que correcteur de plusieurs cours du baccalauréat en journalisme depuis 2017, je constate régulièrement comment les étudiants et les étudiantes s'en remettent à ce modèle. Combien de fois ai-je corrigé un travail sur une controverse d'actualité où l'auteur ou l'autrice comparait la couverture de la presse « libre » occidentale avec celle de la presse « autoritaire » russe ou chinoise. Mais surtout, et c'est probablement le point le plus important pour expliquer son adoption généralisée : le modèle libéral offre un rôle positif aux médias qui se voient comme des chiens de garde du pouvoir ou comme des piliers essentiels de la démocratie libérale (il s'agit, comme l'écrit Hall [2008], d'une conception unidimensionnelle du pouvoir). Celui-ci rappelle l'idéal de la subjectivité bourgeoise individualiste héritée des Lumières qui est celui de « combattre » l'obscurantisme.

Or, le modèle libéral a un problème capital : il est un modèle historique qui a progressivement oublié ses conditions de possibilité. La conception libérale des médias a un sens si on la replace dans le contexte de l'émergence du capitalisme libéral au 18<sup>e</sup> siècle en Europe (Postone, 1992). Il n'est donc pas cohérent aujourd'hui de revendiquer un retour à ce modèle qui a été outrepassé par les mutations historiques du capitalisme, notamment le passage au capitalisme avancé que je détaillerai dans la section suivante. Le modèle idéal où les médias n'avaient comme rôle que de faire circuler des idées est également idéaliste. Les médias ont toujours participé, et dès le 17<sup>e</sup> siècle, à la création des marchés financiers (Parsons, 1989). Les médias ont toujours été à l'avant-garde

des changements dans les régimes d'accumulation, par exemple le mouvement de financiarisation à la fin du 20<sup>e</sup> siècle ou de plateformes au début du 21<sup>e</sup> siècle. Ceci constitue un angle mort majeur des études sur le journalisme qui semblent incapables de penser dans un autre cadre.

Le biais libéral est particulièrement marquant quand vient le temps de penser la crise des médias. Un bon exemple est le numéro spécial sur la crise du journalisme publié par la prestigieuse revue *Journalism* en 2018<sup>8</sup>. Ce numéro regroupait 57 petits articles des chercheurs et des chercheuses les plus influents du champ de recherche, le concept du numéro étant d'identifier le plus grand défi du journalisme contemporain en trois ou quatre pages. Or, presque la totalité de ces articles se réfère à des sujets chers au libéralisme : sphère publique, liberté de presse, tournant autoritaire des États, innovations technologiques, perte de confiance dans les médias (sept articles sur ce sujet!). Au final, aucun texte ne proposait une critique de la technique, ni du capitalisme, ni des patrons ou des gestionnaires. Rien. Le texte le plus critique écrit par Pickard (2018) n'osait même pas nommer le mot capitalisme, celui-ci s'en tenant à une critique de la violence des marchés et de la commercialisation des médias.

Un autre bon exemple, mais qui concerne un cas plus québécois et canadien, est le rapport *Le miroir éclaté : Nouvelles, démocratie et confiance dans l'ère numérique* écrit en 2017 par des chercheurs et des chercheuses pour le Forum des politiques publiques (FPP). Ce rapport fastidieux d'une centaine de pages s'est en quelque sorte imposé comme une référence par rapport à l'analyse de la crise des médias au Canada. Or, ce rapport échoue même à nommer une fois le mot capitalisme (le mot finance apparaît une fois et économie six fois). Par contre, le mot démocratie est nommé 90 fois, confiance 31 fois et innovation 30 fois. Ainsi, si le rapport identifie très bien les effets de la

---

<sup>8</sup> Dans « The Challenges Facing Journalism Today ». Récupéré de <https://journals.sagepub.com/toc/joua/20/1>.



crise (par exemple la perte de revenu des médias), il a toute la misère du monde à pointer du doigt des responsables et encore plus des portes de sortie. En lisant le rapport, on pourrait croire que les grands médias sont en crise parce qu'ils n'ont pas réussi à s'adapter à la montée du numérique. Conséquemment, des solutions comme l'adaptation aux modèles de la Silicon Valley – le rapport parle d'encourager « l'innovation dans l'intérêt public » (p. 35) – ou encore l'achat des médias par ceux-ci pourraient être de bonnes idées. Le rapport mentionne d'ailleurs l'achat du *Washington Post* par la multinationale Amazon et ne condamne pas cette pratique (FPP, 2017, p. 34).

Le spécialiste de l'économie politique des médias au Canada Dwayne Winseck a de manière non surprenante longuement critiqué le rapport du FPP peu de temps après sa sortie en 2017. Pour Winseck (2017), les auteurs et autrices du rapport ont entre autres mis sous silence le phénomène de la concentration de la presse et l'impact de la crise financière de 2008 sur le financement publicitaire des médias. Pour lui la crise des médias a été largement amplifiée par la récession de 2007-2008 et par l'emprise des grandes entreprises de presse comme Bell ou Rogers sur les médias canadiens. Il faudrait donc beaucoup moins parler d'une crise de la démocratie alimentée par les fausses nouvelles que d'une crise du capitalisme alimentée par la finance et l'endettement de masse. Les recherches libérales ont en général, et je le démontrerai à de multiples reprises, une grande difficulté à aborder les phénomènes capitalistes comme la concentration des entreprises de presse ou les fluctuations dans les régimes d'accumulation sans faire intervenir, par exemple, du déterminisme technique. Souvent, comme le rapport du FPP, celles-ci n'en parlent tout simplement pas.

Le biais libéral est également présent dans bien des études critiques qui s'inspirent par exemple d'Habermas ou de Chomsky (Pickard, 2018; Cagé, 2015; McChesney, 2008; Charron et de Bonville, 2004). Chaque fois que des chercheurs ou des chercheuses critiquent la marchandisation de l'information ou la concurrence des médias, ceux-ci le font presque toujours en rappelant que ces phénomènes sont des dérives qui nous éloignent d'un idéal universel, celui d'une presse libre

qui doit faire circuler des idées. L'influence de l'économie sur les médias est souvent cadrée comme quelque chose qui arrive nécessairement tardivement, par exemple à partir de la deuxième moitié du 20<sup>e</sup> siècle ou de la montée des relations publiques. Il y aurait par conséquent un moment dans notre passé où les médias n'auraient pas eu de lien avec le capitalisme et nous devrions tenter d'y renouer, notamment en décommercialisant les entreprises ou en créant des sociétés à but non lucratif (Cagé, 2015; Pickard, 2018). La dernière commission parlementaire sur l'avenir des médias au Québec tenue en août 2019 est un bon exemple : dans chacune de leurs interventions, les représentants des syndicats, pour ne prendre que ceux-là, ajoutaient systématiquement l'importance de préserver la presse pour sauver la démocratie, le danger étant le retour vers un modèle autoritaire ou « de transmission ». C'était à la limite leur argument principal (St-Onge, 2019).

Or à mon avis, critiquer les conséquences néfastes du néolibéralisme et élaborer des recommandations proposant aux médias de se retirer (ou de se mettre à l'abri) de la commercialisation ne suffit pas à rendre compte que les médias entretiennent des relations constitutives envers les marchés financiers (Lamoureux, 2021b). La revendication de l'information comme bien public, et je le démontrerai dans le chapitre six, peut être pertinente si elle est pensée de manière stratégique. Mais elle ne suffit pas d'elle-même. Le secteur des médias ne pourrait pas se démarchandiser sans problème s'il reste connecté à un îlot central qui, lui, reste capitaliste. Les appels à la déconcentration ou à la décommercialisation sont des vieux pieux s'ils ne s'insèrent pas dans des réflexions sur notre régime d'accumulation et sur nos modes de valorisation.

À un niveau plus abstrait on pourrait dire que beaucoup d'études critiques sont encore paralysées par la séparation entre le travail et l'interaction (système et monde vécu, économie et langage) qu'effectue Habermas très tôt dans son œuvre (Splichal, 2020; Postone, 1993). Pour Habermas, qui ne prend pas en considération la double nature du travail sous le capitalisme (concret et abstrait), l'émancipation se situerait dans des rapports sociaux situés en dehors du travail (Postone, 1993). Il

existerait pour lui une sphère de l'expérience phénoménologique qui serait différente de la sphère à la rationalité instrumentale. Or, la relation entre communication et capitalisme est avant tout celle d'une interrelation dialectique (Fuchs, 2020). Comme l'écrit Mosco :

One of the central tasks of a political economy of communication that aims to build on a critical encounter with traditional Marxian analysis is to demonstrate how communication and culture are material practices, how labor and language are mutually constituted, and how communication and information are dialectical instances of the same social activity, the social construction of meaning (Mosco, 2009, p. 44).

Les moyens de communication sont des moyens de production (Williams, 2010). Ils ne peuvent être séparés du monde matériel. Mais s'ils ont participé à la construction d'un ordre social capitaliste, ils pourraient possiblement participer à la construction d'un modèle alternatif. Un retour au social, comme je le démontrerai, pourrait être la clé.

### 1.2.1 Contre le « descriptivisme » : pour une critique de la sociologie des identités professionnelles

Le deuxième biais majeur des études médiatiques, particulièrement quand il est question de travail, est le biais fonctionnaliste (Maigret, 2015, p. 164). La sociologie fonctionnaliste des professions libérales s'intéresse aux identités professionnelles des journalistes et non pas à leur classe sociale (Nerone, 2021). Örnebring (2010) écrit en ce sens que cette attention historique au *work* (les pratiques et identités professionnelles) voile le *labour* (l'abstraction du travail, les classes sociales, le salaire, les outils de travail, la division du travail). Le concept clé n'est ainsi pas celui des conditions de travail et de l'exploitation, mais bien celui de la professionnalisation (Pereira, 2020 et 2022; Ruellan, 2011).

Avec l'arrivée du journalisme d'information au tournant du 20<sup>e</sup> siècle, les journalistes se sont professionnalisés en se dotant de codes d'éthique, de conventions collectives, de normes professionnelles, de cartes de presse, de programmes de formation dans les universités, etc. (Demers et Le Cam, 2006; Deuze, 2005). Tout le 20<sup>e</sup> siècle est à la limite cadré comme une lutte continue pour la reconnaissance du métier de journaliste professionnel (Le Cam, 2009). La valeur de l'information pour les reporters professionnels guidés par les codes d'éthiques provenait du bon suivi des valeurs journalistiques (impartialité, exactitude, équité, neutralité), c'est-à-dire que la valeur provenait de la démonstration de la rigueur journalistique dans le travail de construction de l'information. Et la grande question pour les chercheurs et les chercheuses est désormais de vérifier les mutations de cette identité professionnelle face aux enjeux contemporains du journalisme, notamment la montée du numérique et des journalistes citoyens. Le public cible pour ce genre de recherche est principalement les associations professionnelles ou les syndicats de métier qui s'inquiètent de l'évolution de la profession et de l'impact de celle-ci sur leurs adhérents. La sociologie fonctionnaliste est profondément corporatiste (Freitag [1987] dirait « technicienne »).

La sociologie des professions libérales a également tendance à réifier la vision neutre et objective de l'information, « comme si elle était affaire de simple restitution d'un réel existant en soi et non lutte d'interprétations » (Maigret, 2015, p. 164). De manière générale, la sociologie fonctionnaliste invisibilise le conflit social alors que ce dernier est au cœur de l'histoire pour les approches critiques (Fuchs, 2019; Jaeggi, 2015). Cette approche a en ce sens beaucoup de difficulté à problématiser les catégories qu'elle mobilise. Un bon exemple est le concept de professionnalisation. Les sociologues en parlent comme d'un concept désiré de manière systématique par le milieu journalistique au cours de son histoire (Le Cam, 2009). Or cette approche ne prend pas en compte que la professionnalisation a été source de friction dépendamment des classes sociales et des luttes journalistiques. Face à la révolte de ses salariés qui revendiquaient de meilleures conditions au début du 20<sup>e</sup> siècle, Kaul indique que le baron de la presse Pulitzer déclare : « we need a class feeling among journalists—one based not upon money, but upon morals,

education and character » (Kaul, 1986, p. 52). La professionnalisation a donc parfois été revendiquée par la classe patronale pour discipliner les travailleurs et les travailleuses de l'information. Par leur invisibilisation du conflit social, les sociologues des identités professionnelles ne rendent pas compte de telles réalités dans les concepts qu'ils mobilisent.

La sociologie fonctionnaliste est également incapable de stimuler l'agentivité des travailleurs et des travailleuses. La neutralité axiologique des chercheurs et des chercheuses devant leur sujet de recherche est parfois difficile à comprendre. Pereira (2020) par exemple, dans son article sur les jeunes journalistes en France, analyse combien il est désormais difficile pour eux de se trouver un emploi. Les témoignages sont révoltants : les journalistes sont incapables de se trouver un emploi stable, ceux-ci cumulent les petits boulots, ils sont profondément épuisés, etc. Le chercheur ne tente pourtant aucune critique par rapport à ses conclusions. Fidèle à la dépolitisation propre à la sociologie fonctionnaliste, celui-ci conclut simplement que l'identité professionnelle des journalistes serait en mutation et que les jeunes journalistes déploieraient de multiples stratégies pour s'adapter aux nouvelles conditions de travail (faire plus de stages, avoir plus d'une corde à son arc, accepter des faibles revenus, etc.).

D'autres recherches fonctionnalistes<sup>9</sup> concluent également, au sujet des mutations du procès de travail journalistique, que les jeunes journalistes ne « veulent plus leur carte de presse » (Standaert

---

<sup>9</sup> La sociologie des professions journalistiques ne suit pas nécessairement le fonctionnalisme des années 1950-1960, le champ de recherche a grandement évolué depuis ce temps et plusieurs auteurs et autrices sont davantage inspirés par l'interactionnisme de Goffman, par l'ethnométhodologie ou par le pragmatisme. Mais je maintiens toutefois que si la sociologie des professions libérales n'est pas toujours fonctionnaliste, elle remplit toujours le rôle de la sociologie fonctionnaliste dans le sens qu'elle dépolitise complètement le champ de recherche en études journalistiques, au contraire des études critiques qui ont toujours une implication normative. En opposition à ces approches descriptivistes et administratives, Fischbach (2015), par exemple, parle de l'importance de réintégrer une philosophie sociale (la question de la vie bonne) à l'intérieur des sciences humaines, tout comme le fait Malm (2018) avec sa réactualisation du « réalisme critique ».

et Grevisse, 2013). Mais qu'est-ce que cela veut dire ? Comme l'écrit Benson (2017), ces études sont coincées dans un « descriptivisme » radical. Plus elles tentent de décrire, moins elles expliquent. Or une réelle explication nécessite d'insérer ces résultats dans une analyse plus large du procès de travail et de la manière dont celui-ci change selon les régimes d'accumulation en place.

Comment la sociologie des professions libérales cadre-t-elle la crise des médias ? Mais de quelle crise parlons-nous ? Pour Ruellan (1994), le journalisme est un « professionnalisme du flou ». Les frontières du journalisme ont toujours été perméables contrairement à celle de la profession médicale ou des avocats. Et ce flou a permis aux journalistes de s'adapter aux périodes de changements et d'innovations technologiques.

On ne peut donc pas voir le journalisme comme un objet figé, immuable, défini à jamais. C'est au contraire une sorte d'auberge espagnole, ouverte à tous, enrichie perpétuellement des ingrédients de pratiques hétérogènes, mais complémentaires à la soupe en train de se faire (Ruellan, 1994, p. 270).

Le journalisme n'est par conséquent pas en crise, il ne vit qu'une période d'adaptation aux turbulences de notre époque. À la limite, le journalisme n'est pas en crise parce qu'il est toujours en crise : le métier a connu une crise à l'entrée de la télévision, de la radio, etc. L'appel à la crise est utilisé par la profession, comme écrit Le Cam (2009), pour se pérenniser : « les changements semblent donc faire intégralement partie de son évolution. Ils sont même des éléments ressources qui permettent au groupe des journalistes de se régénérer, de s'alimenter de ses états de crise pour perdurer » (Le Cam, 2009, p. 244). Curieusement, les sociologues des identités professionnelles prennent ici la place des marxistes orthodoxes dans l'appel à la fausse conscience. Les journalistes contemporains proclament que leur métier est de plus en plus difficile, ceux et celles-ci disent qu'ils souffrent, qu'ils ne sont plus satisfaits de leur travail et même qu'ils sont aliénés ? Eh bien ces sociologues *ne veulent pas les croire*. Au contraire leur répondent-ils, la crise présente n'est rien de nouveau au soleil et est à la limite une stratégie du groupe professionnel pour se légitimer. Les

journalistes qui souffrent sont donc voilés par les stratégies discursives de leur groupe professionnel.

J'oserais pourtant dire le contraire : ces chercheurs et chercheuses se sont voilés la réalité eux-mêmes en enfilant les œillères de la sociologie descriptive. L'absence de toute théorisation critique les empêche de constater la mutation dans le mode d'exploitation qui fait désormais souffrir les journalistes. Et surtout, ils et elles ne reconnaissent pas l'impact de l'idéologie sur leurs conclusions. Quelle est la différence entre l'impact de l'idéologie libérale qui voudrait que les professions s'adaptent constamment aux innovations sur le journalisme et le discours des groupes professionnels qui proclament vouloir rester un métier perméable et ouvert ? Se pourrait-il qu'on retrouve un tant soit peu d'idéologie dans cette idée de profession en adaptation constante ? Se pourrait-il que ce soient surtout les patrons et les gestionnaires qui veulent constamment adapter les salles de rédaction aux innovations pour accélérer le rythme de travail, et non l'inverse (voir le fragment # 8) ?

D'autres chercheurs et chercheuses moins attachés à un descriptivisme radical ont cependant pensé la crise. Pour eux, un des grands problèmes du journalisme d'aujourd'hui est celui d'un possible décalage ou d'un déclin entre les normes qui sont enseignées et les conditions de travail (le manque de ressources, par exemple) qui ne permettent plus d'accomplir correctement ces fonctions professionnelles (Thibault et *al.*, 2020). Nous assisterions ainsi à une dissipation de la frontière entre le journalisme et les autres métiers de la communication comme les relations publiques (Broustau et Francoeur, 2017). Le grand danger du journalisme aujourd'hui, ou du moins de certains médias en ligne, serait de se transformer en un simple relais des communications préformatées des relationnistes et non plus d'être des agents actifs de récolte de l'information sur le terrain. Les médias n'ont alors plus de valeur parce que les citoyens et les citoyennes n'ont plus confiance dans la qualité du travail des médias traditionnels (FPP, 2017).

D'où, logiquement, l'accent mis sur l'éducation aux médias et la littératie numérique dans ce type de recherches : si on enseigne aux gens à distinguer ce qui est une bonne information d'une mauvaise, ceux-ci pourront réapprendre à donner subjectivement de la valeur au travail des vrais artisans de l'information (et parallèlement les gens pourront recommencer à payer leur juste part pour s'informer, eux qui, sacrilège, font preuve d'économie). La description de la dégradation du rôle du journalisme dans cet argument est pertinente, mais le problème est que les chercheurs et les chercheuses qui jouent dans ce film reproduisent parfois sans le savoir une conception néoclassique de la valeur, c'est-à-dire une conception de la valeur qui varie selon les désirs et les attrait subjectifs des consommateurs (Goux, 2000).

Encore une fois il s'agit d'une argumentation où le problème se situe à l'extérieur des médias (dans la littératie numérique des lecteurs et des lectrices qu'il faudrait éduquer aux médias dès leur plus jeune âge) et non pas à l'intérieur d'eux-mêmes. De plus, il y a bien d'autres moyens de concevoir la valeur que la vision utilitaire, entre autres la valeur-travail en économie politique, mais aussi la valeur instaurée d'en haut par la communauté politique (Orléan, 2011). Et une remise en question de la catégorie néoclassique de la valeur est indispensable pour formuler un dépassement du capitalisme.

### 1.2.2 Synthèse des critiques du libéralisme et du fonctionnalisme

Ayant présenté l'influence du libéralisme et du fonctionnalisme sur les études journalistiques, je serais prêt à faire une synthèse et même à parler d'une certaine alliance. Les études, au fond, y racontent toujours la même histoire curieusement romantique (Nerone, 2013) : il y a eu un moment où le journalisme a vécu son idéal. Il faisait circuler des idées, prolongeait les débats publics et surveillait nos représentants. Le métier s'est progressivement doté de normes professionnelles. Il routinisait l'inattendu comme le dit Tuchman (1978). Or, depuis la fin du 20<sup>e</sup> siècle, cet idéal est



remis en cause par de multiples facteurs : hyperconcurrence, marchandisation, perte de confiance, etc. C'était déjà ce qu'écrivait Habermas : le monde vécu est colonisé par le système.

Ce type d'analyse est insuffisant. Comme je l'ai dit il se réfère à un idéal qui ignore ses conditions de possibilité<sup>10</sup>. Mais surtout, il a comme angle mort deux enjeux majeurs : le capitalisme et la technique. En effet, le lien entre régimes politiques et médias effectué par le libéralisme laisse de côté les liens entre les médias et les régimes d'accumulation des formes du capitalisme. De plus, le libéralisme pense toujours la technique comme un instrument neutre, et même pire comme une héroïne salvatrice (Comor et Compton, 2016). Cela s'inscrit dans un prolongement des histoires classiques de la presse en Amérique du Nord qui associaient constamment le progrès technique avec la défense de la démocratie (Hardt, 1990, p. 347). En effet, pour le libéralisme, le travail est une catégorie transhistorique qui dépend de l'innovation technologique et non pas une catégorie historique qui varie selon les régimes d'accumulation comme pour les perspectives critiques. Il faut opérer un dépassement de cette conception.

Les études pragmatiques sur le travail journalistique, bien que très originales, sont souvent dans la même lignée que les études libéralo-fonctionnalistes : en se contentant de suivre les acteurs et leurs assemblages avec la technique, celles-ci reproduisent un discours qui fétichise les innovations et célèbre leur hybridation avec les agents humains ou non-humains (Braun, 2015). Les nouveaux pragmatistes sont rarement capables de demeurer fidèles à leur racine : alors que Dewey disait que la recherche devait être au service de l'intelligence collective, les recherches pragmatiques mettent

---

<sup>10</sup> De manière parallèle, le modèle communiste propagandiste de la presse ne peut pas s'appliquer si facilement non plus. Roudakova (2017) a bien démontré que certains journalistes soviétiques étaient au contraire les derniers remparts des citoyens et des citoyennes contre la bureaucratie du parti communiste russe.

de l'avant un simple « suivi des acteurs » dans leur « assemblage » avec la technique (Malm, 2018; Benson, 2017).

Comme le disent poétiquement Huët et Sarrouy, les adeptes de la sociologie pragmatique des controverses réduisent « l'irréductible conflictualité des mondes dans un plan phénoméno-analytique au dedans desquels faire pacifiquement cohabiter l'inconciliable » (2015, p. 101). Le grand apport des pragmatiques est probablement de mobiliser la catégorie de l'affect (Siciliano, 2021), mais trop souvent ceux et celles-ci, en voulant mobiliser un « nouveau matérialisme », oublient systématiquement les apports de l'ancien (Ahn, 2022). Conséquemment, les fameux assemblages avec les non-humains ne ressemblent parfois qu'à des mécanismes réificateurs (ou à du fétichisme de la marchandise) qui n'en portent pas le nom (Malm, 2018). Pour une approche visant à critiquer le capitalisme, le pragmatisme n'est pas une voie à suivre.

La refondation que je propose est plutôt celle d'une approche matérialiste et dialectique des médias, un travail déjà entrepris par entre autres Parsons (1989), Chalaby (1998) et Fuchs (2020). Récemment des chercheurs et des chercheuses inspirés par Bourdieu ont remis de l'avant l'importance des conditions matérielles dans l'étude du journalisme (Örnebring et al., 2018), mais ce mouvement peut aller plus loin. Je pense qu'il ne suffit pas de simplement dire que les ressources matérielles jouent un rôle dans l'évolution du champ journalistique, il faut affirmer plus radicalement que toute approche voulant penser le travail des journalistes doit d'abord considérer que les médias sont liés aux régimes d'accumulation des formes du capitalisme. Cette conceptualisation permet d'en arriver à des analyses beaucoup plus solides en ce qui concerne par exemple l'évolution de la technique dans le procès de travail, mais aussi son alliance avec l'idéologie managériale contemporaine.

### 1.3 Pour une approche matérialiste des médias

Constituer une véritable approche matérialiste et dialectique des médias pourrait représenter une thèse en soi. Or, il ne s'agit que de mon point de départ. Toute étude sur les conditions de travail des journalistes devrait nécessairement faire des liens avec les formes du capitalisme. Cela veut dire un renouvellement du vocabulaire utilisé en études journalistiques.

Pour les approches matérialistes, les médias ne sont pas seulement liés à la démocratie libérale<sup>11</sup> et aux différents régimes politiques, mais également aux formes institutionnelles du capitalisme et à leurs régimes d'accumulation (Thompson, 2013; Nerone, 2013, p. 448; Chalaby, 1998<sup>12</sup>), un régime d'accumulation étant défini par l'École de la régulation comme « l'ensemble des régularités assurant une progression générale et relativement cohérente de l'accumulation du capital » (Boyer, 2004, p. 54), bref le modèle de croissance du capitalisme à une époque donnée. Dans cette vision des choses, le premier rôle des médias n'est pas seulement de faire circuler des idées ou de prolonger les débats publics comme l'explique l'approche libérale, mais aussi de produire des marchandises informationnelles dépendantes et constitutives des différents capitalismes (Thompson, 2003).

Parsons par exemple, dans son livre sur l'histoire du journalisme économique en Europe, prolonge la thèse d'Habermas selon laquelle les premiers journaux servaient avant tout à faire circuler des

---

<sup>11</sup> Pour une réflexion sur mon rapport possiblement ambigu à la démocratie, voir le fragment # 2 sur le libéralisme autoritaire et l'action parrésiaque dans l'Annexe A. Quand je critique la démocratie dans mon travail, je me réfère toujours à la démocratie libérale, et non à une véritable démocratie populaire qui, comme le dit Fischbach (2015), dépend de l'association des travailleurs et des travailleuses.

<sup>12</sup> Les intuitions de Chalaby (1998 et 1996) sont particulièrement importantes pour mon travail, lui qui fait remonter l'invention du journalisme au 19<sup>e</sup> siècle avec la naissance du capitalisme industriel dans les pays anglo-saxons et non pas au à la fin du 17<sup>e</sup> comme la plupart des premières historiographies sur le sujet. Selon cette perspective, le journalisme comme « travail » n'apparaît qu'avec la commercialisation des journaux. Avant, les tâches des journalistes étaient effectuées par des publicistes ou des imprimeurs (Nerone, 2021).

idées (Parsons, 1989). Pour lui, dès le début du 17<sup>e</sup> siècle, des grandes presses commerciales dans les villes européennes imprimaient non pas seulement des opinions politiques, mais aussi des prix courants, des lettres d'entrée, des notes de change et des listes maritimes (Lee, 2014, p. 716). Ainsi, le rôle des médias à l'origine était à la fois de constituer une sphère publique délibérative (qui permettait surtout aux bourgeois de défendre leurs privilèges), mais aussi de participer à la construction et à la consolidation des différents marchés financiers dans la transition de l'économie féodale au capitalisme industriel (Parsons, 1989; Schiller, 1979). Plus précisément, les médias brisent les barrières spatiales grâce à l'accélération de la vitesse de circulation des marchandises (informationnelles) (Ouellet, 2016, p. 162). Ceux-ci *font* les marchés et parfois *sont* les marchés.

Il est possible de diviser l'histoire du capitalisme en quatre grands régimes d'accumulation : la transition au capitalisme ou le protocapitalisme (Wood, 2002), le capitalisme industriel tayloriste (Marx, 1977[1867]), le capital monopolistique et la consommation de masse fordiste (Baran et Sweezy, 1968) et puis la financiarisation néolibérale qui est la forme actuelle (L'Italien, 2016; Boyer, 2004). La platformisation cybernétique est une forme qui se superpose en ce moment à celle de la finance (Dyer-Witheford, Kjosen, & Steinhoff, 2019; Srnicek, 2018), je parlerai donc de capitalisme avancé pour désigner la fusion entre le modèle de la finance et celui de la plateforme (Ouellet, 2016; Pineault, 2008). Chaque régime d'accumulation produit une relation dialectique différente entre le capital et le travail et cette relation aura toujours un impact sur les types de médias et les conditions de travail des journalistes.

Mais les médias ne sont pas seulement dépendants des régimes d'accumulation du capital. Ils ont aussi des relations constitutives avec ceux-ci. Thompson précise à cet égard que si les médias ont été affectés négativement par la financiarisation, certaines agences de presse comme Reuters ou Bloomberg ont participé activement à l'intensification des échanges financiers, notamment grâce à l'introduction des services électroniques d'information financière qui ont facilité la création des bourses dématérialisées (Thompson, 2010, p. 8). La relation entre les médias et les régimes

d'accumulation est donc dialectique puisque caractérisée par l'interrelation, le mouvement, la contradiction, et l'interdépendance (Fuchs, 2019). Une approche matérialiste permet, entre autres, de bien mieux théoriser l'apparition de la publicité à la fin du 19<sup>e</sup> siècle et de la concentration de la presse à la fin du 20<sup>e</sup>, des phénomènes expliqués bien souvent par du déterminisme technique ou du malthusianisme par les historiens de la presse, ces derniers étant souvent coincés par une vision néo-smithienne de l'histoire qui ne prend pas en compte la transition au capitalisme.

Je présente ici un tableau (fortement inspiré de Dyer-Witthford, Kjosen, & Steinhoff, 2019, p. 51) qui compare les différents régimes d'accumulation et leur effet sur le procès de travail et le journalisme. Il n'y a pas de section présentement dédiée à la résistance et aux luttes de classe. Mon hypothèse est que la classe sociale des travailleurs et des travailleuses de l'information s'est consolidée avec le capitalisme industriel (Chalaby, 1998), et surtout entre les années 1950 et 1970 dans le cas du Québec (Lamoureux, 2021c) mais qu'elle souffre d'un processus de décomposition en ce moment même (j'y reviendrai aussi dans le chapitre quatre).

Point important pour ma recherche empirique : la dernière section du tableau porte sur les formes Subjectives<sup>13</sup>. Pour Marx, mais aussi pour Bourdieu, les rapports sociaux sont tous liés à des formes de Subjectivités dominantes (Lordon, 2010). Suivant Freitag (2011) et Ouellet (2016), on peut dire que le capitalisme industriel émerge avec une conception bourgeoise et individualiste de la liberté.

---

<sup>13</sup> Je trace une distinction entre les formes Subjectives avec un grand S, et les subjectivités avec un petit s. Dans le premier cas, je fais référence aux grandes formes subjectives, qui, comme des aimants, représentent les Subjectivités dominantes d'une époque en particulier. Par contre les subjectivités avec un petit s, comme nous le verrons avec l'autonomie italienne, indiquent les formes subjectives qui, par exemple dans des moments de mobilisation collective, peuvent s'échapper aux grandes Subjectivités pour tenter un changement de l'ordre des choses. Dans les années 1960-1970, la grande forme subjective était celle du consommateur. Cela ne veut pas dire que des travailleurs et des travailleuses n'ont pas pu, pendant une grève par exemple, se forger de nouvelles subjectivités alternatives. Pour les autonomes, c'est souvent quand un nombre suffisant de petites subjectivités changent que la grande Subjectivité va changer également (Lazzarato, 2014, p. 19).

C'est dans ce contexte que prend racine une certaine conception du journalisme objectif et impartial qui est détaché de la société. Or ces formes Subjectives évoluent, tout d'abord avec le capitalisme monopoliste qui liquide la forme bourgeoise aux dépens de celle des élites qui gravitent toutes autour de la grande corporation, cette dernière imposant la figure du consommateur. C'est ici que se développent la sociologie des professions et la figure du journaliste professionnel routinisant l'inattendu aux dépens du journalisme travailleur (ces deux subjectivités ont toujours été en tension). Puis, avec la montée du capitalisme financier triomphe la figure de l'individu en réseau complètement détaché des médiations traditionnelles, celui-ci réalisant sa liberté dans le décodage des signaux ou des prix en temps réel. Cette forme est donc celle de l'adaptation constante, de l'entrepreneuriat de soi et du fétichisme technique (les problèmes doivent être résolus par la technique ou pris en charge par des mécanismes de rétroaction cybernétique, le journaliste doit programmer, le lecteur décoder les vraies nouvelles, etc.).

Je suis conscient que ce tableau peut sembler structuraliste et qu'il rend peu compte du caractère dynamique des formes du capitalisme entre elles, mais surtout de la résistance à ces formes. Je demanderais toutefois aux lecteurs et aux lectrices d'accepter de me suivre pour l'instant, nous verrons plus tard comment les concepts autonomes permettront de mettre en mouvement ce tableau, et peut-être même de le déconstruire.

**Tableau 1.2: Médias, travail et régimes d'accumulation**

<b>Régimes d'accumulation</b>	Transition au capitalisme	Capitalisme industriel	Capital monopolistique	Financiarisation, capitalisme de plateforme
<b>Époque</b>	Du 16 <sup>e</sup> au 18 <sup>e</sup> siècle en Angleterre, début	Milieu et fin 19 <sup>e</sup> siècle pour la majorité des	Début 20 <sup>e</sup> siècle jusqu'aux années 1980.	À partir de la fin des années 1980 jusqu'à aujourd'hui.

	du 19 <sup>e</sup> ailleurs en Occident.	pays occidentaux.		
<b>Types de médias</b>	Presse écrite plus ou moins artisanale. Stimule l'apparition des marchés financiers. Soumet l'espace avec le temps. Rapports sociaux et outils précapitalistes toujours présents.	Presse écrite de masse. Début publicité et marketing. Journaux consolident les marchés et participent à l'expansion coloniale.	Médias de masse, radio, télévision. Publicité est dominante. Il faut vendre le temps d'écoute du public aux annonceurs. Concentration de la propriété de la presse.	Grands médias se concentrent et se financiarisent. Petits médias ferment face à la pression des géants des GAFAM. Économie de surveillance. Vente de données personnelles.
<b>Effets sur le procès de travail</b>	Soumission formelle. Disciplinarisation de la force de travail par la coopération. Abstraction du temps.	Soumission réelle. Passage manufacture à industrie mécanique. Hausse de la productivité.	Soumission réelle. Organisation scientifique du travail. Séparation conception et exécution.	Soumission virtuelle. Accélération du travail vers le temps réel. Automatisation et intelligence artificielle.
<b>Technique</b>	Presse écrite artisanale.	Presse écrite, développement du machinisme, presse de masse (la linotype)	Presse écrite de masse, puis apparition de la radio et de la télévision grand public.	Numérisation des médias. Déclin presse écrite, montée des médias en ligne et des réseaux socionumériques
<b>Subjectivités dominantes (idéal de la liberté)</b>	Persistance de subjectivités précapitalistes s'incarnant dans coutumes, traditions, expériences et dons, le tout enchâssés dans	Idéal de la subjectivité bourgeoise, individualisme détaché de la société. Émancipation des médiations traditionnelles.	Déclin du bourgeois propriétaire, intégration du pouvoir des élites dans la corporation, montée classe moyenne qui	Subjectivité purement adaptative, comportementale, en réseau. Régulation cybernétique, fétichisme technique.

	les rapports sociaux.	Liberté égal propriété.	réalise sa liberté dans la consommation.	Liberté dans l'entrepreneuriat de soi.
--	-----------------------	-------------------------	--	--

Avec cette conception des choses, il est donc possible d'analyser comment le présent régime d'accumulation qu'on peut qualifier de financier et qui est basé sur l'endettement de masse (Streeck, 2014; Lazzarato, 2011), favorise la « flexibilisation » des relations salariales (Boyer, 2004, p. 60) et par conséquent une précarisation toujours constante du métier de journaliste, surtout des pigistes indépendants ou des surnuméraires qui sont coincés dans un éthos entrepreneurial (Gollmitzer, 2018). Contrairement au postulat libéral, le plus grand défi du journalisme n'est pas ici la perte de confiance dans les médias ou le flou entourant les identités professionnelles, il s'agit beaucoup plus d'une fragilisation-accélération-intensification des conditions de travail accompagné d'une double soumission à la technique et à la nouvelle organisation scientifique du travail déployée par les cybergestionnaires.

Il faudrait aussi faire des liens avec le capitalisme de plateforme et l'ubérisation de la société qui créent des phénomènes de connexion permanente et qui imposent la vitesse de publication en temps réel. Le capitalisme avancé pousse à bout les travailleurs et les travailleuses qui se sentent coincés face à l'armée de réserve précaire se situant derrière eux (Cohen et de Peuter, 2020), les dispositifs algorithmiques finissant même par créer une sorte de dépendance au travail qui ne s'arrête jamais (Hardt & Negri, 2013), les grands réseaux socionumériques récupérant la richesse collective par des mécanismes de rente et de prédation (Durand, 2020). Il s'agit du moins de mes commentaires préliminaires inspirés par la récente littérature critique que je détaillerai ci-dessous. En effet, bien que les approches historiques soient rares, plusieurs études ont dans les dernières années tenté d'analyser le procès de travail journalistique avec des concepts critiques.



#### 1.4 Travailleurs culturels, mobilisez-vous : revue de la récente littérature critique sur le travail créatif et culturel

Depuis la crise économique de 2008, plusieurs chercheurs et chercheuses ont tenté de réactiver une approche critique des médias qui revisitent et redécouvrent l’histoire de la théorie critique (Fuchs, 2020; Granjon, 2015). Christian Fuchs a par exemple entamé un gigantesque cycle de relecture des auteurs classiques qui va de Lukacs à Fromm jusqu’à Raymond Williams. Si Fuchs publie beaucoup trop et a tendance à se répéter énormément, sa revue *TripleC* a tout de même réuni depuis dix ans plusieurs contributions qui sont très inspirantes pour ma thèse, notamment sur le journalisme (Matos, 2020; Davidson et Meyers, 2016; Cohen, 2012) ou sur les travailleurs et les travailleuses créatifs<sup>14</sup> en général (Bulut, 2018; Fuchs et Sandoval, 2014). Cette revue a surtout permis de réactiver des débats très importants, par exemple sur la manière d’évaluer la valeur du travail numérique (Fuchs, 2010) ou encore d’analyser l’exploitation ou l’aliénation dans le domaine de la culture (Bertuzzi, 2020; Fisher, 2012).

Parmi les chercheurs et les chercheuses canadiens de ce mouvement, Nicole Cohen est certainement pour moi une influence majeure (et je tente de plus en plus de faire connaître son travail dans le monde francophone, notamment par la traduction). Cohen et son équipe du projet de recherche *Cultural Workers Organize (CWO)* travaillent depuis 2015 à analyser les mutations du travail culturel postfordiste et, entre autres, les défis de sa mobilisation syndicale (Cohen et de Peuter, 2020; de Peuter, Cohen et Saraco, 2017). Au niveau théorique, l’équipe de CWO s’attarde

---

<sup>14</sup> Par travailleurs et travailleuses créatifs, j’entends les emplois en journalisme, programmation, cinéma, mode, jeux vidéo, design, architecture, etc. Toutefois, je n’adhère pas aux thèses libérales qui prédisent l’arrivée d’une nouvelle économie immatérielle ou post-industrielle associée à cette classe. Comme le dit Huws, l’apparition de cette classe est plutôt l’expression du développement extrême de la division du travail, un processus constant dans l’histoire du capitalisme : « It is simply an expression of the growing complexity of the division of labor, with a fragmentation of activities into separate tasks, both “mental” and “manual,” increasingly capable of being dispersed geographically and contractually to different workers who may be barely aware of one another’s existence » (Huws, 2014, p. 157).

surtout à revisiter la théorie du procès de travail de Braverman (1976) pour l'adapter aux journalistes des salles de rédaction numériques ou autres travailleurs créatifs précaires.

Dans son livre majeur *Travail et capitalisme monopoliste*, Braverman (1976) décrivait le déploiement de l'organisation scientifique du travail d'abord dans les usines et puis dans les bureaux. Pour lui, dès la fin du 19<sup>e</sup> siècle, des ingénieurs comme Taylor aux États-Unis ou Fayol en France ont dépossédé les artisans de leurs savoirs situés en les plaçant dans la main des gestionnaires, le tout en séparant la conception de l'exécution (travail intellectuel et manuel) et déqualifiant-requalifiant constamment les travailleurs et les travailleuses pour augmenter la productivité. L'argument de Braverman était aussi que cette déqualification du travail touchait les cols-blancs, ce qui infirmait radicalement les thèses à la mode sur la société du savoir ou la société post-industrielle telles que soutenues par des sociologues libéraux comme Bell ou Toffler (Mosco et McKercher, 2008, p. 14). Si Braverman ne s'intéressait pas à la subjectivité au sein du procès de travail, des auteurs comme Burawoy (1982) ont pris le relais en proposant que les travailleurs et les travailleuses internalisaient les attentes de productivité parce que ceux et celles-ci s'imaginaient que le travail devenait une espèce de jeu ludique ou encore une course aux meilleurs résultats (Bouquin, 2010).

Or, comme le dit Cohen (2022[2012], p. 12), « maintenant que le travail s'est retiré de l'usine pour s'installer dans les studios, les bureaux ou les lieux de travail à domicile de l'économie créative, la contribution de Marx a soit été ignorée ou jugé dépassée ». Plusieurs chercheurs et chercheuses au sein du champ de recherche des industries créatives et des *cultural studies* (Florida, 2002; Howkins, 2001) considéraient en effet au début des années 2000 que les travailleurs et les travailleuses créatifs formaient un groupe unique qui s'était définitivement émancipé de la relation d'exploitation entre le capital et le travail (Hesmondhalgh et Baker, 2011, p. 54). Pour un auteur comme Florida (2002), qui a créé le concept de « classe créative », les analyses de Marx seraient réductrices parce qu'elles ne prendraient pas en compte l'agentivité des travailleurs et des

travailleuses. Le concept d'aliénation était particulièrement considéré comme désuet au début des années 2000 (Cohen, 2012). Comment les travailleurs et les travailleuses créatifs pourraient-ils être aliénés s'ils effectuent un travail collaboratif et qu'ils peuvent s'exprimer et former de nouvelles idées ? Comment le peuvent-ils s'ils travaillent dans des studios ludiques à la mode et qu'ils peuvent jouer au ping-pong avec leur patron le vendredi ?

Cohen (2012) et plusieurs autres démontent cet argument pas à pas (Bulut, 2018; Fuchs et Sandoval, 2014; Mosco et Mckercher, 2008). En effet, pour ceux et celles-ci, le débat sur le procès de travail post-Braverman s'est beaucoup trop orienté sur les questions de contrôle. Ne voyant que les travailleurs et les travailleuses n'étaient contrôlés par aucune force coercitive les obligeant à travailler, les chercheurs et les chercheuses ont supposé que ceux-ci étaient maintenant libres. Or les auteurs et les autrices à la Florida ont complètement oublié le fait que le capitalisme est doté d'une formidable capacité d'adaptation et qu'il peut très bien transformer ses modalités d'exploitation dans certains contextes. En d'autres termes, le contrôle du travail peut être ralenti ou même cédé s'il ne forme pas un obstacle à l'exploitation de la plus-value. Lors d'une bonne partie du 20<sup>e</sup> siècle, les travailleurs et les travailleuses devaient être contrôlés et constamment surveillés pour que ceux-ci atteignent les objectifs de productivité fixés par les gestionnaires (Terkel, 1974). Et comme le démontre le sociologue Roy (2000) dans ses recherches classiques sur le freinage, ces objectifs de rentabilité étaient régulièrement freinés ou même sabotés par les ouvriers et les ouvrières qui préféraient travailler à leur rythme ou dans des configurations qui faisaient plus de sens pour eux et elles.

Or maintenant que le nouvel esprit du capitalisme (Boltanski et Chiapello, 1999) s'est développé et que les campagnes publicitaires ont réussi à associer le travail culturel à une vocation ou une passion hautement désirable – Siciliano (2021) évoque par exemple des panneaux publicitaires incitant les jeunes à oser à devenir « eux-mêmes » (*dare to be you*) en devenant des Youtubers – le contrôle du travail est devenu superflu. Qui a besoin de contrôler les travailleurs et travailleuses

créatifs s'ils ont eux-mêmes internalisé le besoin de se tuer à l'ouvrage ? Qui a besoin de les surveiller si le conflit des travailleurs avec les patrons s'est muté dans un conflit des travailleurs entre eux (une méritocratie) pour le peu d'emplois disponible ? Le contrôle du travail sous le capitalisme de plateforme est ainsi cédé – et surtout invisibilisé dans des dispositifs de quantification algorithmiques – par le développement de nouveaux mécanismes d'exploitation et d'aliénation sur lesquelles nous reviendrons dans le prochain chapitre.

S'inspirant de cette démarche théorique, Cohen, dans des articles plus récents, décrit les quatre caractéristiques propres à la salle de rédaction numérique marchandisée : le outsourcing (la délocalisation de certains services comme l'écriture de blogue), l'exploitation du travail non payé (l'entretien d'un profil dans les réseaux socionumériques ou la constitution d'un portfolio multimédia à l'extérieur de la relation salariale), les outils de mesure d'attention du public (comme Google Analytics utilisé par les gestionnaires) et l'automatisation (Cohen, 2015 et 2016). Ces quatre caractéristiques produisent pour elle trois effets fondamentaux sur les journalistes : une tendance à la constante mesurabilité des tâches grâce aux technologies de l'information, ce qui provoque une intensification et une marchandisation accrue du travail (Neilson, 2020; Cohen, 2019).

Contrairement donc aux études libérales qui prétendent que la technique est neutre<sup>15</sup> et que les journalistes doivent impérativement s'y adapter pour survivre, ces récentes études critiques sur le

---

<sup>15</sup> Comme l'écrit Jarrige : « Critiquer la technique de façon générale a peu de sens; à travers les techniques, c'est toujours un certain type d'agencement sociopolitique qui est en jeu » (Jarrige, 2014, p. 14). La ligne de fracture n'oppose donc pas tant les partisans et les opposants à la technologie, mais beaucoup plus ceux « qui prétendent que les techniques sont neutres, que le progrès technique est un dogme non questionnable » (2014, p. 12), et les critiques qui proposent plutôt d'y voir des « instruments de pouvoir et de domination, des lieux où se combinent sans cesse des rapports de force » (2014, p. 12). Pour Jarrige (2017, p. 116), la fascination des robots compense pour l'absence de désirs pour des alternatives politiques et des imaginaires de substitution.

procès de travail journalistique démontrent que les innovations technologiques ont tendance à accélérer le rythme de travail et surtout à ronger l'autonomie journalistique (Cohen, 2019; Bunce, 2017). L'exemple des outils de mesure d'attention du public est paradigmatique (Fürst, 2020). Les gestionnaires des médias ont tout fait à partir des années 2000 (Bunce, 2017) pour introduire ces outils créés par les géants du numérique (comme Google Analytics) dans les salles de rédaction, ces outils permettant de mesurer en temps réel la performance d'un article, par exemple combien de personnes l'ont lu, le nombre de paragraphes parcourus, la performance sociographique, publicitaire, etc. Finalement le but de ces outils, couplés à d'autres mesures comme la convergence qui permet de reproduire gratuitement un article sur plusieurs plateformes, est d'automatiser la production journalistique en donnant aux algorithmes le choix des sujets à couvrir, une décision qui était emblématique de l'autonomie des journalistes (Örnebring, 2010). Ces outils accélèrent également la vitesse de publication en temps réel et créent des phénomènes de rivalité entre les reporters qui doivent constamment surveiller la performance de leurs articles d'heure en heure (Fürst, 2020; Usher, 2018).

L'idée est de renforcer à l'extrême le contrôle sur le procès de travail pour déposséder complètement les journalistes de leur savoir situé et de le mettre dans les mains des gestionnaires (Durand, 2020, p. 56-64; Ajunwa, Crawford et Schultz, 2017). C'est l'alliance entre la technique et le *management*, c'est-à-dire le *cybermanagement*, le représentant de la nouvelle organisation scientifique du travail. Les technologies de l'information contrôlées par les gestionnaires permettent « de mener la chasse aux temps morts, d'introduire de nouvelles exigences vis-à-vis des travailleurs et de déployer des instruments de surveillance qui débordent amplement sur leur vie privée » (Durand, 2020. p. 56-57).

Et la situation actuelle est pourrie au point que non seulement cette critique du *cybermanagement* est absente du discours professionnel et scientifique, bien au contraire, le mouvement est renforcé par la communauté scientifique. De nombreux textes (Shiab, 2020; Gillmor, 2018) encouragent

désormais les journalistes à apprendre à coder dans leur temps libre, à suivre des programmes de science informatique, bref à devenir des robots sans résister avant même qu'on leur impose, de devenir comme le dit Wright (1979) des « opérateurs de machine » alors que tous les étudiants et les étudiantes en journalisme aspirent au contraire à un style de vie créatif (Hanusch et *al.*, 2016).

À l'inverse donc du mythe des innovations qui est largement critiqué, cette littérature propose un éventail de solutions qui vont bien au-delà des thèses libéralo-fonctionnalistes en études médiatiques. Si ces dernières s'en tiennent bien souvent à un éloge de l'innovation technologique ou, dans des cas moins orthodoxes, à un appel à la redistribution par l'introduction de nouvelles taxes ou de nouveaux modèles d'affaires (Pickard, 2017), Cohen et son équipe promeuvent plutôt la prise en charge du procès de travail par l'agentivité et l'auto-organisation des journalistes (Cohen et de Peuter, 2020). Pour eux, le futur du journalisme passe par la mobilisation collective et les luttes syndicales, non pas comprises comme un simple moyen égoïste d'obtenir un meilleur salaire, mais bien comme un grand effort pour construire de nouvelles infrastructures organisationnelles. D'autres chercheurs et chercheuses ont également développé sur la transition vers des modèles coopératifs (Reichhart, 2019; Sandoval, 2016), ce modèle transformant la définition même du travail journalistique, du rôle de médiateur neutre à l'acteur organique de la société (Siapera et Papadopoulou, 2016).

En terminant, si les recherches de l'équipe de CWO sont très inspirantes, le fait qu'elles ne s'intéressent peu ou pas du tout à la subjectivité des journalistes les rend souvent incapables de faire valoir l'ambivalence constitutive du travail créatif (Siapera, 2019; Mathisen, 2017; McRobbie, 2018; Gill, 2010). Les travailleurs et les travailleuses créatifs entretiennent une relation amoureuse envers leur métier : ceux-ci se sentent coincés entre un métier qui leur procure une grande passion et des relations inspirantes et des conditions de travail toujours plus précaires et difficiles à vivre (Le Cam et Ruellan, 2017; Huws, 2010). Il est très difficile de comprendre pourquoi des travailleurs et des travailleuses peuvent être heureux en suivant le marxisme à la lettre sans faire

intervenir des concepts qui ont mal vieilli comme la fausse conscience de classe. On verra dans le chapitre deux comment je propose de surmonter cette impasse, notamment en présentant les débats sur l'introduction de la subjectivité au sein de la théorie marxiste.

#### 1.4.1 Sur la sociologie bourdieusienne et la modernité liquide

Avant de passer à la prochaine section, il m'apparaît également incontournable de discuter très brièvement du travail de deux auteurs qui sont en partie responsables du renouveau dans l'attention portée aux conditions de travail journalistiques : Alain Accardo et Mark Deuze. Le livre *Journalistes précaires, journalistes au quotidien* (2007) d'Accardo, publié pour la première fois à la fin des années 1990, est probablement l'un des livres les plus précurseurs pour le développement de la critique en études journalistiques. Poursuivant les réflexions et la méthode du livre *La misère du monde* (1993) dirigé par Bourdieu quelques années plus tôt, Accardo analyse la désintégration du champ journalistique par les pressions du champ économique. Pour lui les jeunes journalistes pigistes sont de plus en plus pressurisés par les contraintes de marchandisation et de vitesse imposées par les grands médias qui sont inféodés aux annonceurs. Les journalistes populaires, eux et elles, proviendraient systématiquement des grandes écoles et cadreraient la réalité en faveur des bourgeois tout en reléguant les classes populaires à des clichés misérabilistes.

Accardo est pour moi une grande inspiration, mais sa dépendance à l'égard de la sociologie bourdieusienne l'empêche d'analyser finement l'ambivalence fondamentale du travail créatif. Pour lui, les journalistes poursuivent dans le métier malgré les difficultés parce qu'ils et elles recherchent avant tout du capital symbolique comme une bonne réputation, mais cela en dit très peu sur ce qui se passe réellement dans le procès de travail et sur ce qui concrètement attache les reporters à leur métier. J'ai un grand respect pour la sociologie de Bourdieu, mais je trouve néanmoins que son analyse des classes sociales est parfois paralysante : selon les graphiques présentés dans *La*

*Distinction* (1979), les journalistes seraient nécessairement des petits-bourgeois avec des goûts homogènes comme une attirance pour Jacques Brel ou tels films et tels musées. Ce genre d'analyse conduit trop rapidement à un cul-de-sac théorique.

Mark Deuze est aussi l'un des précurseurs du nouveau regard porté sur le travail par les études journalistiques et cela dès la publication de son livre *Media Work* en 2007. Pour lui, les conditions de travail des journalistes sont également en désintégration, mais non pas face au champ économique, mais bien face à la modernité liquide, un concept du philosophe de la postmodernité Bauman. La tradition fordiste de la sécurité du plein-emploi a été liquidé au début des années 2000 par une « seconde modernité » où le travail devient une sorte de « flux » qui varie constamment et qui force les travailleurs et les travailleuses à maintenir leur employabilité et à s'adapter aux changements permanents des industries culturelles. À ce stade, la vie et le travail fusionnent dans ce que Deuze nomme un « workstyle », bref la vie devient une façon de travailler (Deuze, 2007, p. 5), et le travail une façon de développer ses facultés subjectives.

Dans des textes plus récents, l'auteur dira que le journalisme est entré dans sa phase « post-industrielle » où les salles de rédaction traditionnelles sont appelées à disparaître aux dépens de « réseaux de journalistes » où les reporters entrepreneurs d'eux-mêmes sont tous en concurrence les uns contre les autres (Deuze et Witschge, 2018). Le futur du journalisme, suivant une ontologie processuelle, serait alors de devenir et non pas d'être : « Journalists are expected to reskill, deskill, and upskill their practices and working routines, generally without any direct say in the way the organizations they engage with operate » (Deuze et Witschge, 2018, p. 176).

Si les analyses de Deuze sont inspirantes dans le sens qu'il est l'un des premiers à avoir mis le doigt sur le tournant néolibéral du travail créatif, il reste que son ambiguïté par rapport à la situation qu'il décrit est pour le moins désarmante. Comme bon nombre de penseurs influencés par le poststructuralisme, Deuze ne semble pas savoir si la postmodernité est bonne ou mauvaise, et



surtout il n'ose pas vraiment la critiquer. Dans cette thèse je chercherai à me dégager de cette ambiguïté en mobilisant une approche théorique qui vise à revisiter l'histoire de la théorie critique et son rapport à la subjectivité.

## CHAPITRE II

### MARXISME ET SUBJECTIVITÉ : LA SYNTHÈSE DE L'AUTONOMIE ITALIENNE

Non, le problème actuel ce n'est pas de savoir ce qu'il faut substituer au vieux monde, mais encore de quelle façon l'abattre. Il est donc essentiel de savoir au moins ce qu'il est, ce vers quoi il s'achemine, pourquoi il le fait, quelles forces l'habitent et ce qu'il contient de luttes.

Mario Tronti, *Ouvriers et capital*, 1977, p. 25

#### 2.1 Le problème de la subjectivité au sein du marxisme orthodoxe

L'une des premières choses que j'ai voulu faire quand je me suis mis à étudier le travail journalistique, c'est réactiver certains concepts de la théorie critique qui avaient, à mon sens, injustement disparu des recherches en communication, et peut-être même des sciences humaines et sociales en général. Au début de mes recherches, j'ai donc passé un temps considérable à lire des articles des années 1960 et 1970 sur des sujets aussi variés que l'aliénation, la conscience de classe, l'exploitation ou les classes sociales. Je voulais savoir pourquoi ces mots avaient disparu aux dépens des concepts à la mode dans les études libérales et fonctionnalistes, par exemple les concepts d'identités professionnelles, d'innovations/hybridations technologiques ou encore la notion d'affect.

Or, au fil de mes lectures, il m'est apparu clair que si ces concepts avaient disparu du radar, ce n'était pas uniquement à cause de la montée d'une idéologie hostile ou encore d'un extrême centriste paralysant l'université, mais aussi parce que ces concepts étaient rongés par certaines contradictions internes qui n'ont jamais, ou presque, été dépassées. Des questions, par exemple

« quel est le contraire de l'aliénation », ou « pourquoi des rivalités existent au sein même de la classe ouvrière qui devrait pourtant s'allier vers la révolution », posent encore aujourd'hui des problèmes que nous avons beaucoup de difficulté à surmonter (sans faire intervenir des concepts qui posent eux aussi d'autres problèmes supplémentaires, comme celui de la fausse conscience).

Si je pouvais résumer tous ces problèmes autour d'un seul nœud, je dirais qu'au fond, la question qui a hanté le marxisme orthodoxe<sup>16</sup> si longtemps et qu'il l'a même presque condamné, c'est la question de la subjectivité. Comment est-il possible de réconcilier une analyse holistique de l'évolution des rapports de production avec la manière dont les individus font sens de leur action ? Comment adopter une approche interprétative tout en ne perdant pas de vue le système économique ? À l'inverse, comment critiquer notre mode de production tout en se laissant guider par l'expérience vécue des travailleurs et des travailleuses ? Comment, bref, être à la fois « critique » et « sensible » ?

Le jeune Marx lui-même, bien sûr, avait déjà émis des réflexions capitales sur ce sujet, notamment dans les *Manuscripts de 1844* ou encore dans *l'Idéologie allemande*. On peut retrouver de beaux passages sur l'humain en tant qu'être social ou de la nature comme corps inorganique dans les *Manuscripts*. Le sujet pour Marx était un être évoluant dans un procès métabolique avec la nature et qui, particulièrement lorsqu'il travaille, se transforme lui-même tout en transformant le monde qui l'entoure (Marx, 1996[1932]). Lui et Engels avaient aussi écrit que « c'est à partir des hommes réellement actifs et de leur processus de vie réel que l'on expose le développement des reflets et

---

<sup>16</sup> Le marxisme orthodoxe est dominé par l'idée d'un déterminisme technologique qui est inhérent au progrès de l'histoire. Depuis le début de cette thèse, je mobilise plutôt des théories, comme la critique de la valeur ou le marxisme politique, qui vont au-delà de cette conception et qui tente de renouer avec l'intention première des textes de Marx, notamment l'importance de dépasser les médiations capitalistes comme la valeur, le travail abstrait ou la marchandise. Ma conception matérialiste des médias vise aussi à dépasser la métaphore orthodoxe de la base économique versus la superstructure culturelle.

des échos idéologiques de ce processus », au contraire de la philosophie allemande qui « descend du ciel, sur la terre » (1965, p. 26).

Mais ces remarques avaient été écartées à partir du règne de la Deuxième internationale (1889-1916) et surtout lors de la consécration du « socialisme scientifique » au 20<sup>e</sup> siècle – ce que Michel Henry a nommé « la chute de la pensée de Marx dans le positivisme scientiste » (2009, p. 15), une chute qui a éliminé le plus essentiel de cette pensée, qu’Henry désigne comme une philosophie « de l’immanence radicale et de la vie » (2009, p. 55). Conséquemment, les chercheurs et les chercheuses qui ont voulu prendre en compte la dimension sensible de l’existence ou du travail ont souvent dû le faire à l’extérieur de la théorie critique (par exemple dans le féminisme, dans la phénoménologie ou encore dans les *Critical management studies*, etc.), ce qui a provoqué une scission fondamentale, mais aussi une marginalisation de la critique de l’économie politique au sein du monde universitaire (Thompson et O’Doherty, 2009).

Prenons une illustration prenante de ce blocage. En décembre 1961, à l’institut Gramsci de Rome, le Parti communiste italien invite Jean-Paul Sartre à prononcer une conférence sur le thème « marxisme et subjectivité ». Dans cette allocution, Sartre critique essentiellement les auteurs marxistes classiques, qui, comme Lukacs, enferment pour lui la subjectivité dans les grandes lois du déterminisme économique et de la philosophie hégélienne de l’histoire. Le philosophe en appelle plutôt à une analyse de « l’être de classe » qui prendrait réellement en considération la subjectivité, ou comment l’être intériorise constamment son extériorité pour mieux le réextérioriser en retour<sup>17</sup> (Sartre, 2013).

---

<sup>17</sup> Dans cette définition, la subjectivité inclut à la fois les affects, l’intelligence, les sensations, la mémoire et la force physique. Pour O’Doherty (2009, p. 108) la subjectivité est « the cognitive and sensuous, emotional qualities of individuals that mediate and stimulate reflexive self-consciousness and wider sense-making activities associated with being-in-the-world ».

La réaction du public est hostile, sinon dubitative. Bien qu'attentifs aux arguments, la grande majorité des militants et des militantes présents y voient une trahison des lois objectives du matérialisme historique. Une intégration de la subjectivité serait pour eux une concession ultime envers l'idéalisme bourgeois qu'il faut à tout prix détruire. Au final, si ceux-ci veulent vraiment être des dialecticiens, il vaut mieux continuer à analyser les vraies lois scientifiques du matérialisme. On pensera au sensible après la révolution. Fin de l'histoire.

Non, plutôt fin de « cette histoire ». Car curieusement, au même moment en Italie, une nouvelle génération d'auteurs et d'autrices critiques, qui se regroupe autour des jeunes revues *Quaderni Rossi* (1961-1966) et *Classe Operaia* (1964-1967), se lève et tente de réorienter le débat. Pour eux et elles, c'est la théorie marxiste qui a trop longtemps négligé le plus essentiel : la lutte de classe. Inspirés par certains développements venant de cellules radicales aux États-Unis et en France<sup>18</sup>, ceux et celles-ci en appellent à un réinvestissement de l'enquête au niveau des usines, spécifiquement pour examiner la subjectivité politique des travailleurs et des travailleuses dans le but de la changer. On nommera ces intellectuels les opéraïstes, ou, en français, les autonomes italiens (Woodcock, 2014; Wright, 2007).

Dans ce chapitre, je présenterai en détail l'école de l'autonomie italienne et son apport théorique fondamental qui est le concept de composition de classe. À mon sens, ce concept permet à la fois d'intégrer une analyse objective de « l'être de classe » des travailleurs et des travailleuses, mais

---

<sup>18</sup> Dès la fin de la Deuxième Guerre mondiale, des cellules trotskystes avaient rompu avec l'orthodoxie marxiste pour en appeler à une vraie analyse des conditions de travail dans les usines. La cellule américaine Johnson-Forest produisit alors le célèbre pamphlet *The American worker* en 1946, qui sera par la suite réimprimé dans la première édition de la revue *Socialisme et barbarie* en 1949, une revue dirigée par Castoriadis et Lefort. Certains rapprocheront toutes ces mouvances intellectuelles, dont l'autonomie italienne, sous le nom de la « *Workers Inquiry* » (Woodcock, 2014). À mon sens un réinvestissement de ces approches est nécessaire pour éviter de reproduire la scission entre l'approche objective de la sociologie du travail et l'approche subjective des *Critical management studies*, une scission paralysante qui s'est produite au début des années 2000 dans le monde universitaire (Thompson et O'Doherty, 2009).

aussi de leur subjectivité politique et de comment ces deux éléments peuvent se transformer mutuellement. Le Tableau 2.1 présente une synthèse de cette approche novatrice. Je terminerai finalement ce chapitre en introduisant les débats et les contradictions de trois concepts de la théorie critique (aliénation, classe sociale et exploitation) et comment mon approche permet, je l'espère, de les surmonter.

## 2.2 La composition de classe : un concept, un cadre, un idéal normatif

Avant d'entrer dans la présentation du concept de composition de classe, il me semble important d'effectuer un certain travail de « débroussaillage ». À mon avis, l'autonomie italienne est entourée d'une grande confusion dans la pensée universitaire; ce courant intellectuel est parfois critiqué pour des raisons qui me semblent injustifiées, ou encore utilisé d'une manière un peu naïve. Je me vois donc dans l'obligation d'emprunter un détour historique qui pourra paraître long, mais qui s'avérera très utile pour clarifier ma posture théorique et méthodologique.

Je crois qu'il serait possible de diviser les marxistes autonomes en trois générations (ou vagues) successives : une première génération dans les années 1950-1970 qui s'intéressait avant tout aux luttes dans l'usine et à l'émancipation du travail (Panzieri, Tronti, Alquati, Dalla Costa) ; une deuxième génération dans les années 1980-2000 qui a réorienté le débat vers la libération des formes de vie, mais aussi vers des concepts d'inspirations poststructuralistes comme le travail immatériel, la Multitude ou la puissance/pouvoir (Negri, Lazzarato, Virno, Hardt, Federici) ; et une troisième génération qui, depuis 2010, tente de renouer avec l'esprit de la première génération, notamment en réintroduisant les concepts de corecherche, d'anti-institution et de subjectivités précaires (Leonardi, Armano et Murgia, 2020; Allavena, 2020; Morini, Carls et Armano, 2014; Armano et Murgia, 2013; Brophy, 2011; Morini et Fumagalli, 2010).

Historiquement, les débats entre les marxistes sur la question de la subjectivité, de Lukacs (1960) à Sartre (2013), se sont surtout orientés vers le concept de conscience de classe. Il s'agissait alors, dans des termes hégéliens, de réussir à opérer le fameux passage de la classe « en soi » à la classe « pour soi », le tout bien entendu médiatisé par le Parti révolutionnaire de type marxiste-léniniste. Chez Lukacs, par exemple, la conscience de classe était strictement encadrée par les lois du déterminisme économique. La conscience de classe n'est pas pour lui « quelque chose que le prolétariat invente ou crée à partir du néant, mais bien plutôt la conséquence nécessaire du processus d'évolution dans sa totalité » (1960, p. 252). Comme je l'ai écrit précédemment, cette conception statique, qui rend prisonnière la subjectivité des grandes lois de la philosophie hégélienne de l'histoire, sera critiquée par plusieurs, dont Sartre et Benjamin, mais jamais vraiment dépassée (Kail et Kirchmayr, 2013, p. 15-16).

Or, dans les années 1960, et ce particulièrement dans le contexte de la post-révolte hongroise de 1956, les premiers autonomes réorientent le débat en décrivant la spontanéité révolutionnaire<sup>19</sup> des classes dominées qui, selon, eux n'avaient pas besoin de partis d'avant-garde pour se révolter ou s'émanciper (Guidali, 2021; Stella, 2016). Au départ les autonomes s'inscrivent dans un curieux mélange entre l'enquête sociologique de type webérienne et les analyses critiques marxistes. Pour Alquati, l'urgence était d'ailleurs avant tout d'étudier « la nature politique des problèmes quotidiens des ouvriers au niveau de l'atelier » (Wright, 2007, p. 55), et non pas d'écrire d'autres essais abstraits sur la nécessité du socialisme scientifique. Au fil de leurs enquêtes dans les usines, notamment les premiers textes sur les grèves au chat sauvage dans l'usine Fiat, les autonomes, et

---

<sup>19</sup> La question du niveau de spontanéité de la révolte des classes dominées a longtemps été un sujet de discordance pour les autonomes (Guidali, 2021). Les premiers autonomes en appelaient à la création de conseils ouvriers indépendants des partis politiques. Les syndicats étaient ici considérés comme utiles, même si ces derniers devaient nécessairement être dépassés pour faire la révolution. Ce n'est que plus tard, dans les années 1970 et 1980, que l'image anarchiste d'une révolte spontanée sans coordination émergera également dans les débats. Je reviendrai sur ce point dans ma discussion du concept de puissance/pouvoir chez Negri.

c'est **leur première contribution**, en viennent ainsi à inverser, ou du moins à peaufiner, la problématique du rapport entre le capital et le travail (Cleaver, 1992). Dans son essai *Ouvriers et Capital*, Tronti écrit clairement que pour lui

le rapport de classe (Klassenverhältnis) précède, provoque et produit par conséquent le rapport capitaliste (Kapitalverhältnis). Mieux : c'est l'existence du rapport de classe qui rend possible la transformation de l'argent en capital. C'est un point assez fondamental. Car en général on fait dire à Marx exactement le contraire, et le « marxisme » courant a l'habitude de dire le contraire également : à savoir que ce serait seulement en vertu du rapport capitaliste de production que surgirait l'opposition, l'antagonisme de classe (Tronti, 1977, p. 177).

Le capital ne détermine jamais complètement le travail, celui-ci s'adapte constamment au contraire à la subjectivité politique de la classe ouvrière qui se retrouve devant lui. C'est une rupture complète avec l'argument classique de la conscience de classe. Comme l'écrivait Tronti : « Il faut renverser le problème, en changer le signe, et repartir du commencement : et le commencement c'est la lutte de la classe ouvrière » (Tronti, 1977, p. 105). Les formes de luttes et la subjectivité politique des travailleurs et des travailleuses sont donc toujours à l'avant-plan des changements dans les régimes d'accumulation. À chaque fois que les classes sociales se composent ou recomposent, le capital répond toujours en se restructurant en profondeur, poussant jusqu'à sa limite les impératifs du capitalisme d'augmenter la productivité et de diminuer les coûts du travail (Keucheyan, 2017, p. 130-135). Le processus d'exploitation n'inclut pas seulement les plans des propriétaires des moyens de production comme dans le marxisme orthodoxe, mais aussi « l'agentivité du travailleur ou de la travailleuse, la résistance et un désir pour des formes de travail autonomes » (Cohen, 2022[2012], p. 23).

C'est donc en ayant en tête ce premier renversement qu'il est possible d'introduire **la deuxième contribution théorique** des premiers autonomes : la composition de classe. En tant que concept, la composition de classe se définit comme la « transformation des comportements quand des formes particulières de force de travail sont insérées dans des processus de production spécifiques »



(Wright, 2007, p. 54). L'objectif du concept est de rendre compte de la situation précise d'un groupe de travailleurs et de travailleuses dans une époque donnée du capitalisme et du développement technique, tout en tenant compte du niveau d'intensité de leur lutte politique<sup>20</sup>. Il s'agit de concevoir le travail toujours comme étant « porteur de subjectivité, d'invention et au fond de la seule source possible de la valeur future du capital qui lui fait face » (Moulier-Boutang, 1986[2021]). Par leur attention au travail vivant et aux modèles de subjectivation alternatifs, les autonomes remplacent donc le positivisme des intellectuels marxistes-léninistes par un vitalisme critique (Lassere et Monferrand, 2019; Hachette et Huët, 2021).

En effet les auteurs marxistes d'inspiration positiviste, comme je l'ai écrit, parlent de conscience de classe pour exprimer la conscience stratégique qui émergerait de l'expérience de classe médiatisée par le parti et qui encouragerait à développer un sentiment du nous (les travailleurs) contre eux (les patrons). Mais pour les autonomes, une classe ne se compose donc pas lorsqu'elle est médiatisée par un parti, mais bien lorsqu'elle partage des expériences de travail situées. Une classe se compose lorsque des « expériences semblables se produisent chez des individus placés dans des situations semblables » (Henry, 2009, p. 229). Les syndicats peuvent être autant des outils (lorsqu'ils sont révolutionnaires) que des obstacles (lorsqu'ils se corporatisent) à ces expériences de partage. Les autonomes ne voulaient donc pas éduquer une classe de l'extérieur pour la rendre « consciente », mais bien intensifier les expériences communes de l'intérieur pour favoriser le développement des subjectivités politiques (Tronti, 1977, p. 100). Voici d'ailleurs comment Tronti ouvrait son livre *Ouvriers et Capital* :

---

<sup>20</sup> Le concept de composition de classe est aussi une réponse au concept de composition du capital chez Marx. Pour une analyse de la critique autonome du chapitre 25 du *Capital*, voir le fragment # 3 dans l'Annexe A.

Depuis Marx, personne n'a plus rien su sur la classe ouvrière : elle reste encore ce fameux continent inconnu. [...] Quelle est la texture interne de la classe ouvrière ? Quel est son fonctionnement à l'intérieur du capital ? Comment travaille-t-elle ? Comment lutte-t-elle ? En quel sens accepte-t-elle tactiquement le système ? Et de quelle façon le refuse-t-elle stratégiquement ? Autant d'avatars du problème, autant de questions. Théorie plus histoire, ou histoire plus théorie, il nous faut absolument le savoir dans les années qui viennent (Tronti, 1977, p. 23).

Pour répondre à ces nombreuses questions, les autonomes introduisent, et c'est **leur troisième contribution**, la figure de « l'ouvrier-masse » qui correspond à la composition de classe des ouvriers et des ouvrières des années 1960-1970. L'Italie de l'après-guerre était alors traversée par une immigration intérieure, c'est-à-dire que les paysans du sud s'installaient en masse dans les usines du nord, par exemple l'usine Fiat à Turin qui rassemblait en 1969 plus de 50 000 travailleurs et travailleuses (Galimberti, 2022, p. 30). Cette « usine-sociale » sortait de ses murs pour coloniser l'ensemble de la vie urbaine. Les autonomes voyaient dans cette unification ouvrière un moyen pour que la classe ouvrière se reconnaisse comme faisant partie du capital. Les travailleurs et les travailleuses pouvaient à ce moment se présenter comme « adversaire global », mais sans la médiation des syndicats traditionnels :

L'ouvrier collectif ne s'oppose pas seulement à la machine en tant que celle-ci est du capital constant, mais il s'oppose à la force de travail elle-même en tant que celle-ci est du capital variable. Il doit parvenir à avoir pour ennemi le capital dans sa totalité : et par conséquent, lui-même aussi en tant qu'il est partie du capital. Le travail doit considérer la force de travail comme son ennemie personnelle, en tant qu'elle est marchandise (Tronti, 1977, p. 65).

Et la stratégie des autonomes fonctionnait. Ceux et celles-ci se postaient à l'entrée des usines Fiat et rassemblaient les ouvriers et les ouvrières dans de multiples assemblées. Ces derniers déclenchaient alors des grèves sauvages et des actions de sabotage ou d'autoréductions. Les autonomes accordaient aussi une grande importance à la vie quotidienne, notamment par la création de revendications originales – « le loyer, vol sur le salaire », (Balestrini, 2010[1971], p. 113) – mais aussi d'espaces de contre-socialisation situés à l'extérieur de la relation salariale. C'était

notamment le cas des féministes comme Dalla Costa ou James qui revendiquaient un salaire pour le travail ménager qu'elles considéraient comme du travail gratuit. Le poète Nanni Balestrini a magnifiquement illustré cette intense période dans son roman *Nous voulons tout* (2010[1971]), qui se termine par une émeute générale dans la ville de Turin.

Vers la fin des années 1970, le premier mouvement autonome s'est toutefois essoufflé avec l'arrestation de milliers de militants et de militantes dans une escalade de la violence avec l'extrême droite. Les années 1980-1990 ont alors fait place à une nouvelle composition/recomposition de classe et surtout à un cycle de défenses et de défaites. Pour mater les révoltes de l'ouvrier-masse, le capital a essentiellement déployé trois solutions : la solution technique, spatiale et financière (Dyer-Witheford, Kjosen, & Steinhoff, 2019, p. 71-72). La solution technique renvoie à la liquidation du travail par l'automatisation et la déqualification du travail. Au lieu d'employer des travailleurs et des travailleuses à la chaîne, les usines ont automatisé plusieurs tâches : le grand avantage des robots est qu'ils ne se reposent et ne se révoltent jamais. La solution spatiale est la délocalisation du travail dans des chaînes de valeur qui s'appuient sur l'exploitation de travailleurs et de travailleuses sous-payées dans des pays en voie de développement. En plus d'automatiser des tâches, les entreprises automobiles ont donc envoyé leurs usines à l'étranger, par exemple en Turquie et au Brésil pour la Fiat (Quadrupani, 2011).

La solution financière, quant à elle, repose sur le fait d'abandonner la production aux dépens de la spéculation en créant des instruments financiers comme des produits dérivés ou des contrats à terme. Pour prendre encore la Fiat, les actifs industriels de cette entreprise sont passés de 72 à 30 % entre 1970 et 2006, tandis que ses actifs financiers montaient de 28 à 70 % dans la même période (Quadrupani, 2011). Ces trois solutions sonnent la fin de l'ouvrier-masse qui devient désormais le travailleur-méritocratisé et souvent endetté (Streeck, 2014), qui doit se battre avec ses collègues pour les rares emplois disponibles : « Automation, supply chains and financialization gutted factories, stalled wage growth and extinguished industrial militancy in the global North » (Dyer-

Witheford, Kjösen, & Steinhoff, 2019, p. 72). On pourrait aussi ajouter la solution théorique aux rébellions contre le travail, c'est-à-dire les assauts répétés effectués contre les programmes universitaires de gauche aux États-Unis et ailleurs dans le monde (Chamayou, 2018), mais aussi de manière plus contemporaine, la plateforme du travail comme un saut vers l'avant encore plus radical. À l'heure de la post-pandémie, cette plateforme du travail est appelée à s'accroître (Boyer, 2020).

Une deuxième génération d'autonome (les post-opéraïstes) a conséquemment tenté de théoriser cette nouvelle composition du travail (Gill et Pratt, 2008). Pour Lazzarato (1996), le mot clé représentant les travailleurs et les travailleuses postfordistes serait le travail immatériel. Par ce concept, Lazzarato pointait du doigt le fait que la majorité des travailleurs et des travailleuses œuvrait désormais dans le domaine de la production des signes ou de symboles et que le travail demandait une inclusion des qualités subjectives et communicationnelles. Dans le même sens, pour Virno (1996b), les travailleurs et les travailleuses devenaient des virtuoses qui devaient être intégralement flexibles et polyvalents.

Ces conceptualisations ont toutefois été critiquées par les sociologues du travail comme en disant très peu sur les nouveaux moyens d'extraire la plus-value sous le capitalisme avancé (Duhaim, 2020). Pour les post-opéraïstes, la valeur serait désormais tirée des affects des travailleurs et des travailleuses, une théorie qui a été largement rejetée (Ouellet, 2016). De manière générale les théorisations du travail de la deuxième génération des autonomes sont beaucoup plus faibles que la première, ceux et celles-ci préférant s'attarder sur les mouvements sociaux spontanés qui se situent à l'extérieur du travail - ce que Hardt et Negri (2013) nomment la multitude.

En effet, la deuxième génération (ou vague) des autonomes, peut-être parce qu'elle n'a pas réussi à faire la révolution, a progressivement délaissé Marx aux dépens des philosophes poststructuralistes comme Deleuze et Guattari. Le but n'était plus de prendre le pouvoir, mais bien

de libérer des lieux et des formes de vie dans le but d'accéder à un « communisme immédiat » (Allavena, 2020, p. 85). L'un des concepts qui s'est alors imposé dans la littérature autonome sur les mouvements sociaux, c'est celui de puissance/pouvoir (*potentia/potestas* chez Spinoza). Dans son livre *L'anomalie sauvage* (1982), Negri transpose l'idée de la spontanéité des révoltes de la classe ouvrière au niveau ontologique : pour lui, c'est l'être lui-même qui est univoque et qui tend vers sa spontanéité révolutionnaire. La question n'est donc pas celle de la lutte entre les travailleurs et les patrons, mais bien celle de la tension entre l'être éthique qui tend vers la constitution de la multitude et le pouvoir qui au contraire tente de réduire cette forme immanente. « C'est par leur plénitude que les formes de vie achèvent la destitution », dit le Comité Invisible (2014, p. 79), dans le sens que des humains partageant intensément leurs affects dans un squat ou une émeute nieraient automatiquement le pouvoir. Le concept d'exil, dans la littérature autonome de la deuxième génération, prend ainsi la place de la lutte des classes.

Pour ma part, je crois que le concept de puissance/pouvoir est intéressant au niveau philosophique, mais qu'il mène rapidement vers une impasse au niveau pratique, et ce particulièrement quand vient le temps de parler du travail. Les êtres se développent spontanément et tendent vers un devenir ou un assemblage éthique ; je conçois qu'il s'agit d'une position philosophique enviable, mais cette position ne peut pas convenir à une politique émancipatrice, si ce n'est une politique de l'émeute spontanée qui étendrait ses ramifications, comme dans les écrits de Tiqqun (2001). De plus, le concept de puissance/pouvoir réoriente le débat émancipateur vers la question de l'État : il suffirait de se libérer du pouvoir (étatique) pour laisser la puissance constituante se développer, ce qui a mené à des impasses théoriques et pratiques fondamentales (Dardot et Laval, 2014, p. 415-421).

C'est pourquoi dans mes recherches, et ce dans le but de renouer avec les intentions de la première génération des autonomes (qui est l'analyse au niveau du travail), j'ai décidé de remplacer le concept de puissance/pouvoir par celui d'aliénation/résonance. Dans la prochaine partie, j'expliquerai en profondeur ma définition de ces deux concepts, mais avant, il m'apparaissait

important de présenter un tableau qui synthétise mon approche théorique. On voit ici que mon utilisation du concept de composition de classe relie à la fois l'être de classe présent, sa subjectivité politique (influencée par les luttes passées, ou par l'oubli de ces luttes), mais aussi les conditions générales de production capitaliste et l'idéologie en place, ce que j'ai nommé plus tôt la Subjectivité avec un grand S<sup>21</sup>.

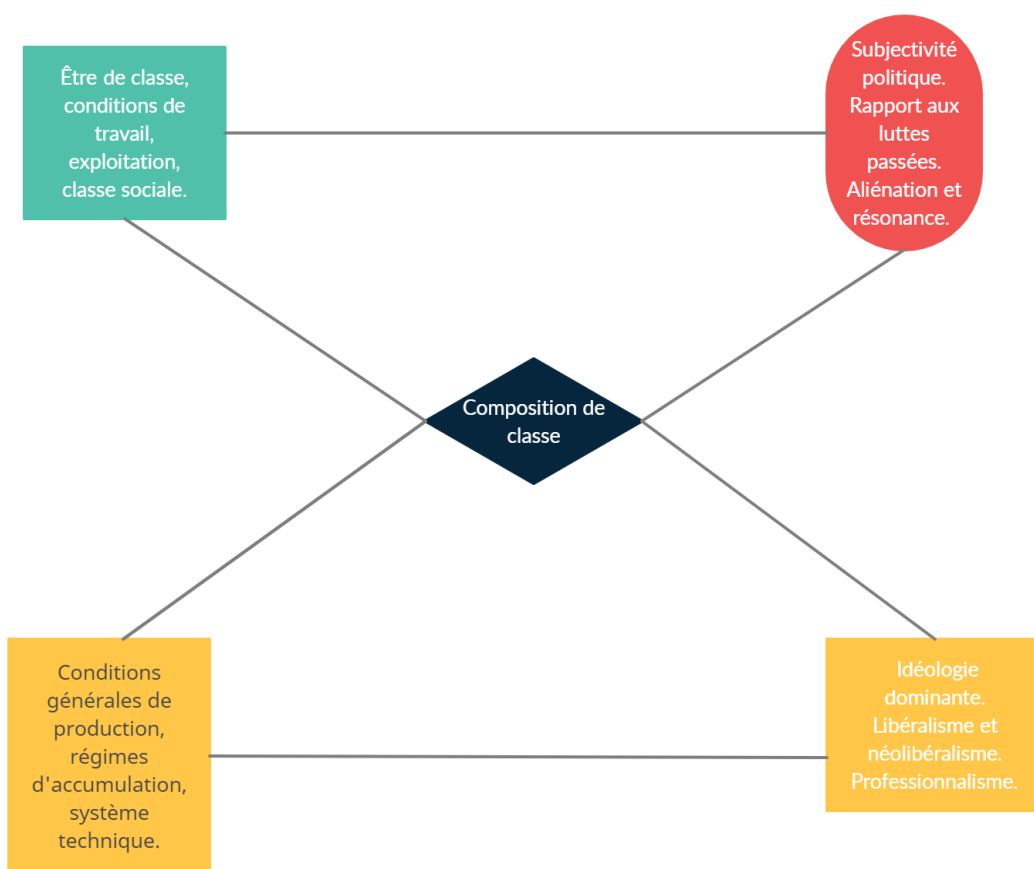
Il faut également comprendre que ce cadre conceptuel n'est pas uniquement un outil d'analyse, mais aussi un idéal normatif qui peut favoriser les luttes (Woodcock, 2014; Cavazzini, 2013). Ce schéma dialectique est constamment prêt à implorer. Les conditions générales de production impactent l'être de classe, qui, s'il est assez stimulé par des forces résonantes, peut à son tour remettre en question ces conditions objectives. De l'autre côté, le développement des subjectivités politiques (qui renvoie à comment les travailleurs et les travailleuses sont organisés) peut être contenu par l'idéologie dominante, mais ces subjectivités peuvent également finir par remettre en question la grande idéologie, notamment lors des périodes de grèves ou de mobilisation collective. Par contre, et cela complique les choses, le développement de la résonance ne stimule pas toujours les luttes (Voirol, 2020) : des entreprises peuvent parfois offrir des situations résonantes dans le but de compenser pour la situation éprouvante de l'être de classe (comme un bas salaire, de longues heures, etc.). Ce tableau est donc en mouvement constant et le déplacement d'une simple variable modifie toujours la configuration générale. Il s'agit en quelque sorte d'un jeu d'échecs où les

---

<sup>21</sup> Le site web *Notes from Below*, dédié à la renaissance de la « *Workers Inquiry* » dans le monde universitaire, explique que le concept de composition de classe se divise en trois catégories : le niveau technique, social et politique. Le niveau technique fait référence à la manière dont les cycles de production façonnent les travailleurs et ce qu'ils produisent (dans mon schéma, il s'agit du cercle en bas à gauche). Le niveau social fait référence aux conditions de travail, mais aussi à la culture et aux relations des travailleurs (dans mon schéma, il s'agit de l'être de classe en haut à gauche). Et puis la composition politique fait référence à comment les travailleurs sont organisés, bref, à leurs formes d'organisations politiques ou syndicales (dans mon schéma, il s'agit de la subjectivité politique, en haut à droite). Mon cadre théorique est donc semblable, mais j'y rajoute l'importante de l'idéologie dominante, surtout libérale et professionnelle dans le cas du journalisme. Voir : <https://notesfrombelow.org/about>

joueurs peuvent préparer leurs stratégies plusieurs tours en avance. Il reste cependant que l'objectif ultime de ce tableau, et j'en donnerai un exemple précis au chapitre quatre avec l'analyse de la grève au *Soleil* en 1977-1978, c'est sa désintégration par la lutte victorieuse.

**Tableau 2.1: Le concept de composition de classe et ses ramifications**



Maintenant que j'ai défini en quelque sorte mon appareillage théorique et sa charge normative, je suis bien outillé pour présenter trois concepts primordiaux dans l'histoire de la théorie critique,

trois concepts pourtant rongés par certains problèmes qu'il me faudra surmonter. Je commencerai tout d'abord avec le concept d'aliénation ; la classe sociale et l'exploitation suivront.

### 2.2.1 Aliénation : mourir vivant

Nous sommes probablement capables de nous entendre sur le fait que l'aliénation est un stade où nous nous sentons étrangers à nous-mêmes, ou encore un stade où nous sentons que le monde nous échappe. Nous nous entendrons probablement encore pour dire que ce stade est lié à une expérience négative qui nous éloigne de notre statut « d'être social ». Au niveau esthétique, on peut imaginer que l'être aliéné est un « mort-vivant ». Les poèmes de Xu Lizhi, un ouvrier produisant des Iphones qui a malheureusement mis fin à ses jours en 2014, résumant très bien la dimension vécue de l'aliénation (Chan, Lizhi et Yang, 2013) :

#### **SOMMEIL DEBOUT**

La feuille devant mes yeux vire lentement au jaune  
Avec mon stylo je la cisèle d'un noir irrégulier  
Rempli de mots du travail  
...Atelier, chaîne de montage, machine, badge, heures sup', salaire...  
Ils m'ont inculqué la docilité  
Je ne peux pas crier ou me révolter  
me plaindre ou accuser  
Je ne fais que supporter en silence l'épuisement  
La première fois que je suis venu ici  
Je ne pensais qu'à cette enveloppe grise du dix de chaque mois



qui me soulagerait enfin  
Il m'a fallu pour ça arrondir mes angles, arrondir mes mots  
Renoncer à m'absenter, renoncer à m'absenter pour cause de maladie ou pour raisons  
personnelles  
Ne pas être en retard, ne pas partir plus tôt  
Devant la chaîne je me tenais droit comme de l'acier, les mains en sursaut  
Combien de jours, de nuits  
Me suis-je vu — exactement comme ça — m'endormir debout ?

Inévitablement nous avons affaire dans ce poème à un être aliéné. Là encore, je l'espère, nous pouvons nous entendre sur ce point. Mais les problèmes commencent quand nous tentons de découvrir, premièrement, quelle est la relation entre l'aliénation et la souffrance, et, deuxièmement, quel est l'inverse de l'aliénation. J'aborderai d'abord ces problèmes séparément.

Pour Marx, et c'est là une des difficultés de son œuvre, l'aliénation n'est pas le résultat de l'abstraction du travail provoquée par la transition au capitalisme et la propriété privée des moyens de production, non, c'est plutôt l'aliénation elle-même qui crée les conditions de possibilité pour le règne de la propriété privée et donc de l'abstraction du travail (Comninel, 2019). Le capitalisme se fonde sur l'aliénation : « The alienation of labour is not a product of property or monetary wealth—rather, property is itself the concrete form of alienation of labour » (Comninel, 2019 p. 80). L'aliénation n'est donc pas un concept qu'il serait possible d'esquiver en disant comme Althusser qu'il est ésotérique et qu'il se rapporte à une phase non scientifique de l'œuvre de Marx (Fuchs, 2019). Au contraire, il faut considérer l'aliénation comme un processus qui est constitutif non seulement de la transition au capitalisme, mais aussi de la reproduction de ce système lui-même. En plus d'être un mode d'exploitation, le capitalisme est donc foncièrement un mode d'aliénation (Comninel, 2019; Mandel, 1982).

Que cela veut-il dire quand j'écris que l'aliénation précède et permet l'abstraction du travail et la propriété privée ? Nous savons que les capitalistes et leurs mécanismes coercitifs d'accumulation primitive ont dépossédé entre le 15<sup>e</sup> et le 18<sup>e</sup> siècle, prioritairement en Angleterre et puis ailleurs en Europe, les travailleurs et les travailleuses de la dimension objective de leur propre être pour ne leur laisser que leur seule force de travail, cette dernière ne pouvant s'extérioriser qu'en entrant dans une relation salariale avec les possédants des moyens de production, d'abord en campagne et puis dans les usines en ville (Fischbach, 2009, p. 49).

Il y a donc à la base du capitalisme une perte de l'agentivité des travailleurs et des travailleuses, une perte de la capacité à extérioriser librement sa capacité d'agir par la maîtrise de son travail et de son environnement immédiat, bref, une perte du monde (Fischbach, 2009; Jaeggi, 2014). Mais cette perte d'objectivité est constamment maintenue et renforcée, par exemple par l'accélération des rythmes de vie (Rosa, 2014), par l'organisation scientifique du travail qui sépare la conception et l'exécution et rationalise le travail (soumission réelle au capital [Braverman, 1976]), par les procédés spatiaux-géographiques d'accumulation par dépossession et de division internationale du travail (Harvey, 2020[1982]), par la disciplinarisation des corps (Federici, 2020), ou encore, aujourd'hui, par la mise en concurrence généralisée des travailleurs et des travailleuses (Ehrenberg, 2010).

L'aliénation est un processus constant (Kociatkiewicz, Kostera & Parker, 2020), c'est un devenir-étranger comme dit Fischbach (2007). Il n'est donc pas possible d'écarter l'aliénation comme le fait Fisher (2012), lui qui affirme que les utilisateurs et les utilisatrices des réseaux sociaux numériques sont exploités, mais pas aliénés, car ceux et celles-ci peuvent s'exprimer librement et objectiver leur essence créative. Cette solution est beaucoup trop facile et ne rend pas compte de la place centrale de l'aliénation dans le capitalisme : il s'agit d'une perte du lien avec le monde qui entrave le développement de ses potentialités, et ce, peu importe la forme du capitalisme (Comninel, 2019; Rosa, 2014; Lefebvre, 1980).

Cette conception de l'aliénation, et surtout du fait que c'est l'aliénation qui précède l'abstraction du travail et donc la souffrance, est pourtant loin de faire l'unanimité, et ce particulièrement dans le champ de la psychologie. Pour la psychologie du travail, l'aliénation est une expérience subjective, individuelle, où la personne aliénée est dans l'incapacité à établir des relations significatives avec le monde ou n'a tout simplement pas le désir de le faire (Osin, 2009). L'œuvre du psychologue Seeman des années 1950 jusqu'à aujourd'hui est sur ce sujet majeure (Silver, 2018). Selon Seeman (1959), l'aliénation peut s'opérationnaliser de cinq façons : l'impuissance, l'absence de sens et de normalité, l'isolement et l'éloignement de soi (*self-estrangement*). Après les épisodes de mai 1968, Seeman (1975) ajoutera également une sixième variable qui est l'éloignement culturel (*cultural-estrangement*).

L'impuissance est le fait que notre comportement ne peut déterminer les buts ou les résultats que nous souhaitons obtenir. L'absence de sens est le fait de ne pas comprendre les événements auxquels nous prenons part, tandis que l'absence de normalité, inspirée de l'anomie en sociologie, veut dire que les normes sociales dominantes régulant l'action sociale ne nous sont plus perceptibles ou ne nous affectent plus. L'isolement signifie que nous nous sentons séparés de la société, l'éloignement de soi est de ne plus sentir l'importance des activités dans lesquelles nous sommes engagés, tandis que l'éloignement culturel est le fait de ne plus se reconnaître dans les valeurs dominantes. Toutes ces variables se rapportent à des sentiments subjectifs ou à des manières de se sentir, et non pas à une place objective dans une structure sociale. Elles ne sont également pas liées entre elles, il est par conséquent possible de les isoler et de les analyser positivement sans égard pour le contexte économique ou social ou encore l'idéologie dominante (Rayce, Holstein et Kreiner, 2009).

Certaines variables opérationnalisées par Seeman sont encore aujourd'hui importantes pour analyser la souffrance au travail des travailleurs et travailleuses créatifs, notamment l'isolement, des pigistes, par exemple, ou l'impuissance face à la technique (Accardo et al., 2007). Ces variables

apparaissent d'ailleurs dans des études contemporaines qui ne mobilisent pas le concept d'aliénation (MacDonald et *al.*, 2016). Toutefois, Seeman et la tradition positiviste en psychologie du travail ont tendance à dépolitiser et dé-objectiver le concept d'aliénation dans le sens que les variables décrites précédemment sont approchées comme des symptômes négatifs de nature exceptionnelle qui seraient à neutraliser par des solutions relevant surtout de l'agentivité des gestionnaires (Harvey et al., 1983).

Selon Osin (2009) l'une des grandes inspirations de Seeman est la littérature existentialiste (par exemple, le concept de *self-estrangement* est inspiré par *L'Étranger* de Camus) qui présente des personnages seuls hantés par la modernité et non exploités au travail. Les aliénés sont donc ici considérés comme des personnes atomisées ayant des « comportements déviants » qu'il faudrait réaligner par rapport à la norme, et non comme des travailleurs et des travailleuses expérimentant un sentiment collectif et universel sous les conditions du capitalisme (Harvey et al., 1983). Cela conduit à un déplacement où l'aliénation n'est plus comprise comme la cause de la souffrance au travail, c'est plutôt la souffrance ou le comportement déviant des travailleurs et des travailleuses qui causent l'aliénation (Healy, 2020). Dès que ce déplacement est effectué, on peut remplacer l'aliénation par d'autres mots moins chargés politiquement comme la non-satisfaction, le stress ou la dépression, ce qui sera largement fait par les psychologues au 20<sup>e</sup> siècle (Yuill, 2011). Dans la tradition psychologisante positiviste :

Alienation ceases to be the cause of and the explanation for the manifestations of discord: instead expressions of discord become the antecedents of alienation. [...] Invariably, the audience for such research are those at the top of hierarchical structures, such as management/employers/organisations who, it is argued, can alleviate our alienated condition by, for example, adopting more progressive employment policies (Healy, 2020, p. 10).

Healy (2020, p. 12) compare la manière dont la psychologie positiviste approche l'aliénation avec la façon dont les économistes analysent les crises économiques. Pour les deux disciplines, ces

facteurs sont des « chocs externes » qui n'ont pas de liens avec l'état naturel de l'ordre des choses. Dans les deux cas, c'est également aux décideurs d'apporter des modifications pour améliorer la situation, par exemple faire intervenir des ergonomes qui analyseront la mauvaise façon de travailler de certaines personnes pour l'aliénation, ou encore des économistes qui examineront l'impact de politiques protectionnistes dans certains secteurs pour les crises économiques. Ces deux approches vont à l'inverse des théories critiques qui considèrent que l'aliénation et les crises économiques sont plutôt constitutives de la reproduction de l'ordre social capitaliste. « Seeman's approach is implicitly biased in favour of existing social relations and the imperatives of hierarchical structures » ajoute Healy (2020, p. 11), cette approche réifie et renforce l'organisation scientifique du travail et la domination des gestionnaires – bien que des courants psychologisant comme la psychodynamique ou la clinique de l'activité soient intéressants (Clot, 2017; Dejours, 2000).

On pourrait me reprocher de mobiliser une psychologie archaïque, pourtant, comme je le démontrerai dans le chapitre sept, c'est encore ce type d'analyse psychologisante qui domine dans les débats sur la souffrance au travail des journalistes. Pour faire face aux problèmes de surmenage ou de dépression, les gestionnaires des salles de rédaction invitent régulièrement des experts et des expertes en psychologie cognitive pour faire des conférences sur les meilleurs moyens de vivre avec son stress ou d'adopter une bonne hygiène de vie, comme si on ne pouvait jamais s'interroger sur les causes de la souffrance, mais seulement apprendre à la gérer (Gaulejac, 2009, p. 234).

La tradition sociologique adopte une position très différente. L'aliénation, pour la sociologie du travail, est plutôt créée par la place qu'un acteur occupe dans une structure sociale, comme une grande entreprise ou une bureaucratie (Yuill, 2011). Thibault définit en ce sens l'aliénation « comme l'impossibilité ou la grande difficulté pour quelqu'un d'avoir accès à certains champs d'expérience humaine, en raison de sa position dans une structure sociale » (Thibault, 1980).

Contrairement à la psychologie du travail, la sociologie du travail n'est pas dominée par l'apport d'un grand auteur comme Seeman. Toutefois la majorité des études classiques de cette discipline, qui se situe entre les années 1950 et les années 1970, tendent à opérationnaliser le concept d'aliénation de la même façon en utilisant des variables telles que les possibilités d'avancement, l'attachement à l'entreprise, la satisfaction de la situation, l'autonomie dans la prise de décisions, ou encore la connaissance du produit fini et la qualité de la relation avec les collègues (Friedmann, 1956; Blauner, 1964; Touraine, 1967; Van Dyck et Van Oers, 1969; Gorz, 1973; Braverman, 1976; Durand, 2006).

Dans une grande étude, Marcel Rioux et ses collègues de l'Université de Montréal rajouteront que l'important n'est pas tant pour les travailleurs et les travailleuses d'être satisfait de leur situation, mais aussi de pouvoir « dépasser les situations d'équilibre », dans le sens qu'une personne non aliénée est une personne qui peut avant tout se servir de son pouvoir d'agir pour changer sa situation (Rioux, Sevigny, & Lamarche, 1973, p. 25-27). Cette variable est particulièrement importante, comme le dit Clot, l'un des fondateurs de la « clinique de l'activité » qui se situe entre la sociologie et la psychologie : « l'histoire d'un milieu professionnel continue si, et seulement si, les hommes qui y vivent parviennent à transformer leur expérience vécue et sédimentée en instrument pour vivre de nouvelles expériences » (Clot, 2017, p. 148), car, ajoute-t-il, « agir et surtout élargir son pouvoir d'action c'est parvenir à se servir de son expérience pour faire d'autres expériences » (Clot, 2017, p. 128).

Ce qu'il faut retenir ici c'est que l'aliénation, considérée comme processus ou comme devenir, précède la souffrance, et non l'inverse. Et que ce processus doit être combattu de manière permanente, notamment par un renforcement constant des moyens de créer des nouvelles expériences, ces nouvelles expériences pouvant changer la subjectivité politique des travailleurs et des travailleuses, ce qui impactera inévitablement leur être de classe.

## 2.2.2 La résonance : un vitalisme critique

Une fois que nous avons convenu que l'aliénation précède la souffrance et qu'elle est un processus qui s'adapte à la subjectivité politique des travailleurs et des travailleuses, encore faut-il résoudre le deuxième problème qui est celui de repérer l'inverse de l'aliénation (la possibilité de se créer des nouvelles expériences reste une formulation assez vague). Je me rapporterai ici aux analyses d'Hartmut Rosa et de son livre *Résonance* (2018). Celui-ci affirme que les penseurs et les penseuses critiques ont historiquement échoué à trouver ce qu'est une vie non aliénée et que les concepts d'identité, d'authenticité, d'autonomie, de reconnaissance et de sens ne suffisent pas à déterminer la vie bonne comme le fait le concept de résonance (Rosa, 2018, p. 204).

Définir d'abord l'autonomie comme l'inverse de l'aliénation, c'est exagérer la dimension intentionnelle ou individualiste de l'efficacité personnelle, c'est oublier que c'est parfois lorsque le train de notre vie conformiste déraile que

nous nous sentons le moins aliénés : quand nous tombons éperdument amoureux, quand nous sommes bouleversés par une musique, emportés par une idée religieuse ou une cause politique, submergés par l'expérience de la nature, bref, incapables de résister à l'appel de quelque chose (Rosa, 2018, p. 203)

Pour Rosa, la théorie de la reconnaissance d'Honneth se montre aussi insuffisante pour penser l'inverse de l'aliénation. Pour lui, le mépris n'est pas la cause de toute forme d'aliénation (Rosa, 2018, p. 204). Il est possible d'être parfaitement reconnu et d'être quand même aliéné. La reconnaissance peut même fonctionner comme une idéologie pour maintenir des individus dans des positions de subordonnés (Fraser, 2005). Non le seul concept qui, pour Rosa, peut indiquer l'inverse de l'aliénation, c'est la résonance.

Pour Rosa, l'aliénation n'est pas un sentiment subjectif (psychologie et *management*), mais bien un mode de relation (concept similaire à celui de processus) dans lequel le monde se montre

insensible et hostile à l'égard du sujet (Rosa, 2018, p. 193, Weber, 2014). Et cette relation non responsive au monde n'est jamais surmontée par un simple déblocage des possibilités, mais plutôt par une rupture même avec la conception moderne du monde qui est basée sur l'accélération sociale et la concurrence généralisée comme mode dominant d'allocation des ressources (Rosa, 2014). Et c'est ici qu'il est possible d'apercevoir le contraire de l'aliénation : la résonance, définie comme un mode de relation responsif avec le monde :

Resonance can be defined as being addressed and affected (af←fection from Latin, *afficere* or *ad-facere*) by someone or something “out there”, but also being able to “move outwards” (e→ motion from Latin, *e-movere*) and touch and affect others, i.e., to experience self-efficacy (Rosa 2017, p. 160).

Mais loin de se limiter aux rapports interpersonnels, la résonance dépend de l'établissement d'axes de résonance : des axes horizontaux (dans l'amour, l'amitié, la politique ou le militantisme); des axes verticaux (dans le rapport transcendant avec la nature, l'art, l'histoire) et des axes diagonaux (le rapport avec les objets passant par le travail, l'éducation, le sport). Point important : la création de ces axes de résonance ne relève pas de la responsabilité individuelle mais bien de formes collectives, institutionnelles, culturelles et sociales (Rosa, 2018, p. 199). Il est par conséquent possible de s'organiser collectivement et de lutter pour l'établissement de divers axes de résonance - définis comme des rapports sociaux garantissant la régularité des expériences résonantes - et par l'exercice même de ce rassemblement créer des formes de résonance politique ou amicale (Voirol, 2020).

La résonance inclut l'émancipation mais va plus loin qu'elle : il ne s'agit pas simplement de se libérer de ce qui nous enchaîne ou de ce qui nous retient, mais aussi de savoir se placer adéquatement dans le monde pour développer des relations responsives avec celui-ci. Cela veut dire que l'aliénation ne se surmonte pas seulement par une amélioration des conditions matérielles d'existence (justice sociale) ou par l'obtention de droits particuliers (reconnaissance). L'accès, par exemple à la classe moyenne ou à des semaines de vacances, n'est pas suffisant. Ce qui se joue ici



est plutôt la revendication d'une « nouvelle orientation qualitative du vivre », ou encore d'une « transformation existentielle des manières d'être de sorte que la vie puisse gagner en densité, en épaisseur et en hétérogénéité » (Hachette et Huët, 2022, p. 10). Il s'agit de remettre en question la façon dont nous expérimentons le monde et dont nous l'habitons. La résonance est donc est une pratique d'individuation toujours fuyante, toujours à refaire.

L'étude de Kociatkiewicz et ses collègues (2020) sur des coopératives européennes citée précédemment le démontre bien. Les travailleurs et les travailleuses interrogés dans ces organisations alternatives se sentent « à la maison » dans leur coop parce qu'ils ont réussi à transformer leur lieu de travail en espace de socialisation qui rapproche de la vie bonne. La socialisation avec collègues dans des lieux liminaux ou de repos est très importante, mais aussi avec les clients, sans oublier la connexion avec la cause (écologique dans ce cas) plus grande. Toutefois les auteurs précisent bien que cette « désaliénation » est un processus, et non un état figé. Les axes de résonance doivent être entretenus constamment, et ce, au risque que le travail redevienne aliénant un jour.

La résonance fait ainsi partie de ce qu'on pourrait appeler un retour au « vitalisme critique » en sciences sociales, un courant qui se concentre sur la vie en tant qu'expérience sensible susceptible d'être dégradée ou au contraire renforcée (Hachette et Huët, 2021; Worms, 2018). À la fin du 20<sup>e</sup> siècle, beaucoup de perspectives critiques étaient encore influencées par la théorie de l'agir communicationnel d'Habermas. On croyait aux vertus du dialogue et des processus participatifs. Or la montée du capitalisme de plateforme et du libéralisme autoritaire, et surtout de la crise écologique, ont remis de l'avant les revendications s'intéressant aux relations humaines et aux manières d'habiter le réel. Beaucoup de mouvements sociaux aujourd'hui sont avant tout préoccupés par le fait de retrouver un contact effectif et concret avec le monde. Cela peut dériver vers une « quête parfois désespérée de vivre corporellement le politique » (Hachette et Huët, 2022, p. 13), comme dans le cas des émeutes ou des occupations. Mais cela peut aussi vouloir dire un

renforcement plus local des collectifs de travailleurs et de travailleuses, par exemple le fait de se sentir chez soi au sein d'une coopérative ou d'un média en région.

### 2.2.3 Les classes sociales et le piège de la classe moyenne

Le chemin qui mène de l'aliénation aux classes sociales est facile à tracer. C'est précisément grâce au processus d'aliénation, que Marx dans les *Manuscrits de 1844* décrit d'abord face au produit du travail et dans l'acte de production (1996[1932]), en résumé face à la propriété privée des choses que l'on produit et face à la division du travail qui nous déshumanise, que se constituent les classes sociales. Ça ne veut pas dire que le concept de classe sociale ne s'est pas également buté à de nombreux problèmes dans l'histoire de la théorie critique. À mon sens, le plus grand problème de l'analyse des classes sociales, c'est que trop souvent des chercheurs et des chercheuses ont analysé positivement des classes sociales comme si elles étaient des structures immuables sans jamais se demander ce qui se passe à l'intérieur de ces classes, bref sans jamais s'attarder sur l'expérience sensible des travailleurs et des travailleuses qui les forment et les déforment.

Pour la sociologie webérienne<sup>22</sup>, les classes sociales se mesurent avec des indicateurs empiriques comme le revenu. Les journalistes, dans ce schéma, appartiendraient probablement à la classe

---

<sup>22</sup> La différence entre l'approche webérienne et marxiste concerne aussi le niveau normatif, dans le sens que les marxistes cherchent possiblement la modification ou l'abolition des classes sociales. Comme le dit Noble : « There are three important things to be said about Marx's concept of class. First, it entails the relation between opposites. Second, it tells us something about the movement of history. And third, it is itself a political construct, not merely a device for describing things as they are but also a means of making things move in the right direction; that is, it is at once a descriptive and a normative heuristic » (Noble, 1979, p. 128).

moyenne. Cette vision est pertinente, mais elle ne prend pas assez compte du conflit entre les classes. Pour les marxistes classiques, les classes sociales se déterminent plutôt grâce à la position par rapport à la propriété des moyens de production (Fuchs, 2019, p. 106). Pour Thompson les classes ne sont ni des structures, ni des catégories mais « quelque chose qui se passe » dans les rapports humains, un « phénomène historique », une « expérience commune » influencée en grande partie par les « rapports de production » (Thompson, 2012[1988]), p. 15-16).

Olin Wright rappelait en ce sens dans son débat avec les auteurs du concept de précarariat que la question de base au sujet des classes sociales est la suivante : de quel côté de la clôture sommes-nous situés ? Du côté de ceux qui ne possèdent que leur force de travail, ou encore du côté des propriétaires des moyens de production ? Et surtout : quelle classe a les mêmes intérêts matériels que nous (Wright, 2016, p. 10) ? Peu importe donc notre niveau de revenu dit Wright (2016, p. 16), si une amélioration des intérêts matériels de la classe des travailleurs améliore aussi nos intérêts, nous faisons nécessairement partie de la classe des travailleurs. C'est pourquoi les journalistes seraient à première vue des travailleurs de l'information. Il s'agit en tout cas de l'argument de Fuchs qui les considère comme des *knowledge workers*, ce qui inclue les pigistes : « they are also part of the working class insofar as they produce cultural commodities for capitalist corporations » (Fuchs, 2019, p. 112).

Mais une fois que l'on a dit cela, tous les problèmes classiques restent (Ross, 2009). Si les journalistes sont des travailleurs de l'information, pourquoi ne se joignent-ils pas à la lutte révolutionnaire ? Pourquoi les journalistes ne s'allient-ils pas constamment avec les autres travailleurs et travailleuses lors de grèves par exemple, ou de manifestations ? Nous savons que les journalistes sont loin de se considérer comme des prolétaires (Deuze, 2005) et leurs positions ambivalentes et même souvent négatives face aux mouvements sociaux ne sont qu'un exemple (Harlow et Kilgo, 2020). Se pourrait-il alors que les journalistes soient voilés par une fausse

conscience de classe qui les éloigne de leur vraie mission objective qui est celle de se joindre à la cause des travailleurs et des travailleuses ?

Le problème est ici de considérer les classes sociales comme des réalités objectives. La solution est spécifiquement de ramener les contradictions et les points de vue situés au sein même de l'analyse des luttes de classe. Olin Wright, qui a travaillé sur une analyse marxiste des classes sociales pendant plusieurs décennies, a sur ce sujet émis des commentaires très importants.

Pour Wright (1979 et 1997), les intellectuels, et je crois que ces particularités peuvent également s'appliquer aux travailleurs et travailleuses créatifs comme les journalistes, ne se situent pas que du côté des travailleurs ni de celui des patrons, ils n'occupent pas des fonctions organiques pour les deux classes comme pour Gramsci, non, les intellectuels occupent des positions de classe *contradictaires*. Comme des éclaireurs ou des messagers, les intellectuels ont le privilège de pouvoir se déplacer des deux côtés de la clôture : « They are objectively torn between the two classes » (Wright, 1979, p. 206). Plus précisément, les intellectuels se situent entre les travailleurs et les petits-bourgeois au niveau matériel (on utilisera davantage le terme travailleur autonome que petit-bourgeois aujourd'hui, c'est-à-dire des travailleurs et travailleuses qui sont fortement individualisés et carriéristes, donc peu enclins à se mobiliser) et entre les travailleurs et les travailleuses et les capitalistes au niveau idéologique.

La position de classe contradictoire des intellectuels provient avant tout de leur autonomie relative dans le procès de travail (et aussi souvent de leur idéologie « professionnelle »). Cette autonomie peut se manifester par exemple dans le contrôle des professeurs sur la matière qu'ils enseignent. Marx analysait en ce sens dans *Le Capital* les cinq moments constitutifs du travail (Duhaime, 2020, p. 74) : tout d'abord l'idée qui constitue l'image mentale de ce qu'on veut produire, l'opération qui regroupe l'ensemble des manipulations sur la matière, les moyens, l'objet formé ou transformé et

le résultat final. Le travail intellectuel ou créatif reconnecte donc l'idée et le résultat qui est déconnecté par le taylorisme (McGuigan, 2010).

Le travail intellectuel ou créatif est pour ainsi dire une anomalie : c'est parce que les patrons et les gestionnaires sont incapables de produire à la chaîne certaines marchandises comme des articles scientifiques, des livres, des chansons, des romans, etc., qu'ils concèdent une « autonomie relative » aux travailleurs et aux travailleuses au point de conception du procès de travail (Hesmondhalgh et Baker, 2011; McGuigan, 2010). En retour, les intellectuels ou créatifs acceptent une intensification de la marchandisation au point de la distribution, de la circulation et de la reproduction des marchandises. Comme le dit Nicole S. Cohen (2012), la spécificité du travail créatif, est de superposer la contradiction capital-art au-dessus de la contradiction capital-travail. Si le capital tend à vouloir parcelliser et déqualifier le travail, il se doit de freiner ses ardeurs envers le travail intellectuel et créatif qui, parce que bien souvent « incarné » (*embodied*), ne peut être reproductible mécaniquement (Ryan 1992).

Il me semble, et nous le verrons dans le chapitre quatre, qu'une bonne partie de l'histoire moderne du journalisme peut être analysée comme une lutte constante entre d'une part la contradiction capital-travail, qui est caractérisée par l'asymétrie, la dépendance et le conflit (Mosco, 2009), et d'autre part la contradiction capital-art ou capital-idées qui permet aux journalistes de revendiquer de l'autonomie et de l'indépendance au point d'idéation-conception du procès de travail. Cette conceptualisation expliquerait entre autres pourquoi une grande partie des conflits de travail journalistiques concernent le droit d'auteur (Ross, 2009).

Le fait de considérer les journalistes comme occupant des positions contradictoires de classe permet de résoudre plusieurs problèmes. Dans la littérature critique de style bourdieusienne, on critiquera souvent les journalistes et leur non-implication dans les mouvements sociaux en

affirmant que ceux et celles-ci feraient partie de la classe moyenne ou des petits-bourgeois. Accardo dit que

le recrutement bourgeois et petit-bourgeois largement majoritaire de la population journalistique entraîne que les journalistes non seulement répugnent à s'engager dans des luttes sociales et sont hostiles à l'action syndicale, mais encore qu'ils sont incapables de percevoir le bien-fondé de ces luttes quand elles sont le fait d'autres salariés (Accardo, 2017, p. 6).

Cette position explique toutefois très mal le mouvement des rapports de force présent dans l'évolution de la composition de classe des journalistes. Comme je le démontrerai, les journalistes québécois ont vécu des avancées considérables de leurs conditions de travail lorsqu'ils et elles se sont alliés avec les autres membres des classes travailleuses dans leurs luttes, notamment les employés de soutien. Par contre, cette alliance était toujours fragile : puisque certains journalistes se considéraient comme des « professionnels » qui pouvaient revendiquer une certaine autonomie relative, ceux et celles-ci avaient toujours certaine réticence à partager leurs luttes avec celles des autres travailleurs et travailleuses, notamment les typographes. Les journalistes ont donc été continuellement traversés par cette tension fondamentale, celle d'être solidaire ou celle de se considérer comme des « supers-citoyens » uniques. Il y a ainsi une lutte à l'intérieur même de la classe sociale des journalistes, une lutte pour la définition des « lignes de partage ». Comme l'avait déjà dit Foucault (2011), d'une certaine façon, la lutte de classes, c'est l'ensemble des rapports de force, « c'est-à-dire des rapports forcément inégalitaires, mais également changeants, qu'il peut y avoir dans un corps social et qui sont les actualisations, les drames quotidiens de la lutte de classes ».

La sociologie bourdieusienne elle-même a tendance à oublier à quel point Bourdieu mettait de l'avant une conception dynamique des classes sociales. Dans *La Distinction*, Bourdieu écrit par exemple que les classes sociales ne sont pas statiques, elles sont plutôt « des lieux de passage » (Bourdieu, 1979, p. 395) qui varient selon les rapports de force : des classes peuvent donc être en position ascendante ou déclinante (Bourdieu, 1979). Je rajouterais même que des classes peuvent

être à la fois en position ascendante et déclinante, notamment entre les vedettes d'un métier et les stagiaires, par exemple. Ce qu'il faut retenir ici, c'est qu'une classe en position ascendante ne se comporterait pas comme une classe en position descendante. Une classe sociale en position descendante est souvent coincée dans une série d'affects négatifs qui la paralyse. Pour Clot (2017, p. xxi) un affect est actif et positif « quand le sujet parvient à faire du déjà vécu un moyen de vivre autre chose », et il est au contraire passif et négatif « quand, pour ce sujet, l'épreuve en cours n'est plus, au contraire, qu'une preuve de plus que tout restera toujours comme avant ».

On comprendra alors avec ces concepts pourquoi les journalistes sont parfois si hésitants à se lancer dans des luttes sociales. Au-delà de la théorie trop réductrice des classes moyennes, il y aurait donc selon moi au moins trois causes qui pourraient expliquer le non-engagement des journalistes dans les mouvements sociaux : tout d'abord, les journalistes se situent dans une position contradictoire de classe, historiquement ils ont parfois réussi à percevoir ce qu'Olin Wright (2019) nomme une rente de compétence, bref un salaire plus élevé que les autres membres de la classe ouvrière. Cela a pu en propulser plus d'un vers un alignement avec la classe patronale ou avec celle des gestionnaires. La force qui paralyse est ici la force ascendante de la classe.

Deuxièmement et inversement, des journalistes ont aussi pu être paralysés par une force descendante. Depuis les années 1980, certains journalistes sont maintenant dans une position déclinante de classe ce qui induit une série d'affects passifs et négatifs. Cette position déclinante rend la mobilisation très difficile dans le sens que les journalistes sentent qu'ils ont perdu la dernière lutte et qu'ils perdront assurément la prochaine. Certains journalistes préfèrent d'ailleurs quitter la profession vers d'autres industries de la communication (en position ascendante) au lieu de lutter pour leur propre métier en déclin.

Troisièmement, des journalistes ont aussi évité de se joindre aux luttes sociales parce qu'ils ont choisi de rester « neutres ». Ici il faut parler du rôle de l'idéologie professionnelle, et notamment

du mythe de l'objectivité transmis par les représentations journalistiques et les codes de déontologie, mais aussi par les gestionnaires et les patrons. Parfois, cela a pu culminer dans des situations où des journalistes se sont niés en tant que capital variable pour embrasser plutôt la cause du capital fixe (des machines). Cela veut dire qu'au lieu de choisir entre les travailleurs et les patrons, des journalistes ont déjà choisi « de ne pas prendre position », un sabotage du pouvoir d'agir qui implique un « devenir-machine ». En effet, comme je le démontrerai dans les chapitres quatre et cinq, le fait de « ne pas prendre position » au sein du procès de travail capitaliste revient au final à s'aligner sur la cause du travail mort (la technique) dans sa lutte constante contre le travail vivant (les travailleurs et les travailleuses). Professionnalisation rime donc parfois avec automatisation<sup>23</sup>.

#### 2.2.4 L'exploitation ou comment choisir son poison

Dans le marxisme classique, l'exploitation est le procédé qui consiste à extraire la survalueur des travailleurs et des travailleuses par l'extension et l'intensification de la journée de travail (soumission formelle et réelle) – la valeur provenant pour Marx du temps de travail socialement nécessaire, le capital étant cette valeur qui s'autovalorise de manière exponentielle (Postone, 1993). L'organisation scientifique du travail s'est déployée à partir de la fin du 19<sup>e</sup> siècle pour s'approprier le savoir des travailleurs et des travailleuses et mettre la production dans les mains des gestionnaires en séparant la conception de l'exécution, déqualifiant-requalifiant le travail et intensifiant constamment la production (Braverman, 1976, Musso, 2017).

---

<sup>23</sup> Cette analogie entre professionnalisation et automatisation est poussée plus loin dans le fragment # 5.



J'éviterai ici les débats autour de la valeur du travail, des débats qui excèdent mon propos. Je pointerai du doigt un problème tout à fait simple qui peut paralyser le concept d'exploitation : pourquoi accepte-t-on d'être exploité (au-delà de l'argument sur l'idéologie qui nous voilerait) ? Et à l'inverse, si nous aimons notre travail, est-ce parce que nous ne sommes plus exploités ?

L'inversion entre rapport de classe et rapport de production proposée par les autonomes peut encore une fois résoudre ce problème. Pour les autonomes, les formes d'exploitation n'incluent pas seulement les stratégies des propriétaires des moyens de production pour augmenter les profits, mais aussi les désirs des travailleurs et des travailleuses, notamment un désir pour des formes de vie plus autonomes. Cela veut dire que l'exploitation, tout comme le capitalisme, est un processus souple qui peut s'adapter à la subjectivité politique de la classe qui se retrouve devant lui. À la fin du 20<sup>e</sup> siècle, les travailleurs et les travailleuses qualifiés en Occident demandaient plus de responsabilité et d'autonomie (Boltanski et Chiapello, 1999). Eh bien le capitalisme leur en a donné (en acceptant que de plus en plus de travailleurs et de travailleuses se lancent comme indépendants), mais en échange, il a adapté ses formes d'extraction de la plus-value, notamment en intensifiant la pression sur les droits de propriété intellectuelle (Broca, 2021). Il faut revoir le tableau 1.1 que j'ai présenté dans le premier chapitre. Pour Harvey, la plus-value peut se distribuer soit en profit, soit en rente, soit en intérêt ou en salaire. Il est donc très possible pour les entreprises, et particulièrement pour les multinationales, de renoncer à des profits immédiats, mais d'augmenter significativement leur captation de la rente de propriété intellectuelle.

C'est pourquoi Cohen (2012) écrira que l'exploitation des journalistes pigistes se fonde sur l'exploitation bien sûr du travail salarié (quoique parfois déclinant), mais aussi du travail non payé qui est externalisé dans la sphère privée (développer des synopsis, recherche de sujets) et dans des politiques agressives de droits d'auteurs des entreprises qui permettent de reproduire gratuitement les articles dans de multiples formats. Cohen (2012) a par exemple analysé les nouveaux contrats d'embauche des journalistes travaillant pour Rogers : le but ici n'est clairement pas de réduire le

salaire, mais bien de pouvoir reproduire gratuitement et à l'infini les articles déjà écrits des journalistes sur le plus de plateformes possible. Les journalistes travaillent plus tout en étant moins bien payés, ceux-ci acceptant ces conditions dans l'espoir de poursuivre le travail de leur rêve : leur travail étant un *hope labour* (Kuehn et Corrigan, 2013), bref un travail aspirationnel qui fait rêver (Duffy et Wissinger, 2017).

L'exploitation change donc de configuration face à chaque régime d'accumulation (Berardi, 2009; Virno, 1996a). Les gigantesques installations qui, au milieu du 20<sup>e</sup> siècle, « estropiaient » les ouvriers comme le disait le jeune Gorz (1973, p. 9), tendent à disparaître dans la nouvelle configuration néolibérale qui s'appuie bien plus sur une érotisation du lieu du travail et une subsomption de la créativité (une mobilisation de la subjectivité) devenue unidimensionnelle des travailleurs et des travailleuses (Bulut, 2018; Harvey, 2018; Ehrenberg, 2010; Renault, 2006). Le débat entre la soumission formelle et la soumission réelle n'est donc pas dépassé. En fait la subtilité, si on veut, du travail créatif, est de superposer la soumission formelle et réelle : les journalistes ont l'impression à la fois d'effectuer un travail qui ne s'arrête jamais (Deuze et Prenger, 2019) et un travail qui doit toujours être plus intense et productif (Cohen, 2019) : une soumission totale que Duhaime nomme soumission virtuelle de la pratique sociale au capital (Duhaime, 2020). Par ce concept, Duhaime entend que le capitalisme du 21<sup>e</sup> siècle colonise la créativité et force les travailleurs et les travailleuses à constamment inventer de nouveaux produits ou de nouvelles pratiques de consommation, le plus souvent dans du travail non payé.

Mais cette nouvelle soumission n'est pas seulement imposée, elle correspond à des revendications historiques des travailleurs et des travailleuses (notamment le fait d'avoir plus d'autonomie créative). Pour Duhaime le meilleur exemple du concept de soumission virtuelle est le travail des influenceurs et des influenceuses, dans le sens que ces derniers doivent constamment fournir de nouvelles idées tout en étant très peu ou pas payés (communication personnelle, 27 août 2020). Et pourtant, combien de jeunes rêvent aujourd'hui de devenir influenceur ? Le rêve de ces jeunes n'est

pas qu'idéologique, l'image de l'influenceur est clairement plus attirante que celui du travail d'usine. La question aujourd'hui (question qui nous paralyse) n'est donc pas comment ne pas être exploité, mais bien comment choisir le type d'exploitation qui nous convient le mieux.

En effet, la deuxième caractéristique de l'exploitation, si on exclut sa capacité d'adaptation, est aussi le fait qu'elle peut superposer ses méthodes. Un bon exemple est le livre *Digital Labor and Karl Marx* de Fuchs (2014). Dans ce livre, le chercheur analyse comment des formes classiques d'exploitation dignes du 19<sup>e</sup> siècle perdurent dans la division internationale du travail de l'économie numérique. Par exemple, le cycle de la valeur d'un téléphone intelligent regroupe la recherche de métaux rares dans les mines en Afrique, la construction des téléphones dans des manufactures chinoises dignes du début du 20<sup>e</sup> siècle, et puis la création des algorithmes et des applications dans des *start-ups* du 21<sup>e</sup> siècle. Dans ce cas-ci, l'exploitation de la survaleur par l'intensification du travail, par l'anticipation de flux de revenus futur et par la vente de données personnelles se superposent. Les classes sociales sont donc non seulement divisées par des contradictions et des positions déclinantes ou ascendantes, mais aussi par des formes d'exploitation différentes. Cette division des formes d'exploitation est d'ailleurs un autre facteur qui rend la solidarité entre les travailleurs et les travailleuses bien difficiles.

### 2.3 Réitération des questions de recherche et formulation des hypothèses

J'ai mentionné dans le premier chapitre que ma première question de recherche portait sur la relation entre la forme du capitalisme actuelle et les conditions de travail des journalistes québécois. Je peux maintenant tenter de préciser cette question à la lumière du cadre théorique que je viens de mobiliser. Au fond, l'une des questions essentielles qui m'intéressent, c'est de comprendre comment les journalistes intériorisent les contraintes des formes du capitalisme, mais aussi de savoir comment ceux-ci les réextériorisent dans leur acte de travail. Et comment, dans ce cycle,

l'aliénation est-elle faite, réactualisée, remodelée, mais aussi dépassée - pour être constamment refaite à nouveau.

Cependant, comme le dit Sartre, une réelle analyse de la subjectivité implique à la fois une analyse de l'être de classe actuel et de son rapport au passé. Comme il l'écrit : « Il y a donc deux dimensions qu'il faut perpétuellement retotaliser dans la subjectivité [...], le passé en même temps que l'être de classe » (2013, p. 62). Ma question ne porte donc pas uniquement sur l'intériorisation présente des contraintes du capitalisme, mais également sur l'histoire de cette intériorisation, et ce que cette histoire implique en termes de répétition et d'invention. Je veux savoir, plus précisément, comment les journalistes québécois ont eu à *être leur être de classe*, mais aussi comment ce devenir a inévitablement changé face aux types d'aliénation-résonance rencontrés à chaque période historique.

Ma première hypothèse est que la composition de classe des journalistes québécois a atteint un niveau explosif dans les années 1950 à 1970, avant de connaître une décomposition et une fragmentation qui a remplacé la lutte des journalistes contre les patrons par la lutte des travailleurs et des travailleuses de l'information entre eux. L'hypothèse de la décomposition de classe est plus subtile que celle de la fin du journalisme : elle ne suppose pas l'extinction des journalistes mais beaucoup plus, comme l'écrit Gollmitzer (2018, p. 183), une privatisation de leur éthos de service public, bref, une fragmentation de l'esprit de solidarité aux dépens d'un esprit entrepreneurial qui force les journalistes à suivre des « carrières portfolio » (des carrières à projet qui suivent les tendances) qui sont largement cooptées par les entreprises privées du domaine de la communication.

Après cette analyse historique, la deuxième étape a été d'analyser plus finement la décomposition de classe présente des journalistes, le tout en portant une attention particulière aux types de subjectivités qui dominent l'expérience du travail actuel. J'ai au départ expérimenté une certaine attirance pour le concept de précarité, qui est sans doute le concept autonome le plus populaire qui

a été proposé pour analyser la composition de classe des travailleurs et des travailleuses au 21<sup>e</sup> siècle (Standing, 2014). Il me semble toutefois qu'un concept comme le précarariat est intéressant, mais qu'il est aussi trop statique pour comprendre l'ambivalence du travail créatif et journalistique.

Ma deuxième hypothèse, que j'ai tenté d'articuler lors d'une prérecherche où j'ai effectué neuf entrevues semi-dirigées avec des journalistes québécois ayant développé une sensibilité sur les questions de santé mentale (Lamoureux, 2021d), est que la composition de classe actuelle des journalistes est psychologiquement toxique et fait voguer très rapidement les travailleurs et travailleuses de l'information dans des états cycliques opposés : des états passionnants et déprimants, des moments précarisant et méritocratisant, bref, des situations aliénantes et résonantes. Et c'est ce cycle qui est parfois insupportable et qui pousse vers des maladies professionnelles comme le burnout, vers la sortie du métier, vers la transition pour des professions avec des compositions de classe plus supportables ou, de manière plus large, vers la fragmentation/décomposition d'une classe qui pouvait encore créer des grands conflits de travail au 20<sup>e</sup> siècle. Cette analyse m'a d'ailleurs été inspirée par la troisième génération des autonomes qui, comme je l'ai écrit, cherche à renouer avec les théorisations de la première pour penser la composition de classe des travailleurs et des travailleuses aujourd'hui. Ces premières hypothèses ont finalement été peaufinées dans ma théorisation du cycle des subjectivités que je présente dans le chapitre sept.

## CHAPITRE III

### S'INCLINER HORS DE SOI

On ne fait pas un monde avec de simples atomes. Il y faut un clinamen. Il faut une inclinaison ou une inclination de l'un vers l'autre, de l'un par l'autre ou de l'un à l'autre. La communauté est au moins le clinamen de l'individu.

Jean-Luc Nancy, *La communauté désœuvrée*, 1986, p. 17

#### 3.1 Pour une corecherche autonome et émancipatrice

Traditionnellement les recherches qualitatives, pour justifier leur existence, s'en tiennent souvent à des positions défensives. « Bien que nous ne pouvons pas aspirer à l'universalisation comme les recherches quantitatives, nous sommes tout de même utiles pour accéder au vécu des acteurs, s'il-vous plaît tolérez-nous dans nos revues non prestigieuses », semblent dire régulièrement ces recherches. Or, la recherche qualitative, surtout d'inspiration critique, pourrait, il me semble, adopter une position beaucoup plus sûre d'elle-même, surtout en ce qui concerne l'analyse de la souffrance (Denzin, 2017; Denzin et Lincoln, 2011).

Les approches quantitatives et positivistes se sont souvent avérées incapables de travailler le concept d'aliénation, et ainsi, d'analyser la souffrance des travailleurs et des travailleuses et leurs possibilités d'émancipation. Tout le 20<sup>e</sup> siècle reflète l'échec et les contradictions des tentatives infructueuses d'opérationnaliser positivement le concept d'aliénation. Et le problème est à repérer dans le cœur même des approches positivistes qui sont incapables d'analyser la relation entre l'agentivité des acteurs et les structures sociales (Healy, 2020, p. 28). Ces approches, en tentant bien souvent de figer une partie du social pour l'analyser et l'universaliser, réifient le monde et

naturalisent les enjeux, bref, elles légitiment l'ordre social en place. Les approches quantitatives et positivistes (encore une fois, je le répète, celles qui s'intéressent à la souffrance) non seulement ne portent pas attention au monde vécu des acteurs, mais en plus sont incapables de rendre compte d'un monde constitué de relations et de changements constants, cela ne peut évidemment pas s'accorder avec une démarche dialectique pour qui le conflit et la sublimation sont au cœur de l'histoire (Ollman, 2003). Quand le quanti fige le monde, le quali le met en mouvement et capte sa réalité, et parfois, pour les approches critiques, cherche à le changer<sup>24</sup> (Denzin et Lincoln, 2011).

Pour toutes ces raisons, ma recherche est avant tout qualitative. Mais peut-être même que le mot « recherche » est énoncé trop rapidement. Dans la tradition autonome, on ne parle pas de recherche mais bien de corecherche (Wright, 2007). Dès les années 1950-60, bien avant la publication des manuels qualitatifs de recherche, le sociologue autonome Danilo Dolci organisait par exemple des groupes de discussion dans les usines italiennes, ou encore encourageait la réalisation de récits de vie, une démarche qu'il qualifiait de corecherche et qu'on nommerait aujourd'hui de la recherche-intervention (Galimberti, 2022, p. 192). Les autonomes féministes, telles que Mariarosa Dalla Costa et Selma James faisaient la même chose lorsqu'elles organisaient des assemblées non mixtes pour la revendication d'un salaire ménager (Allavena, 2020, p. 97).

---

<sup>24</sup> Bien sûr, je ne condamne pas toute recherche quantitative, cela serait absurde. Marx lui-même avait écrit un sondage dédié aux travailleurs et aux travailleuses dans la *Revue Socialiste* du 20 avril 1880 (Henry, 2009, p. 901), et cette méthode a été reprise par de nombreux syndicats depuis. Je condamne plutôt les recherches qui tentent d'opérationnaliser le concept d'aliénation de manière positive, par exemple Rayce et al. (2009) qui calcule des « *alienation score* » pour les jeunes adolescents, comme s'il était possible de dire qu'une personne serait aliénée à 29 % et l'autre à 35 %. Ces recherches décomposent l'aliénation en symptômes alors qu'il faudrait toujours la considérer comme un phénomène total dépendant de la transition au capitalisme. Pour une critique de la science positive et quantitative du travail comme l'ergonomie et de la manière dont elle est souvent déconnectée de la souffrance réelle, on peut lire Messing (2016).



Danilo Dolci (au centre, avec des lunettes) avec des pêcheurs siciliens en 1952. Photo : Domaine public.

La démarche de corecherche signifie plusieurs choses : tout d'abord, le chercheur ne détient pas un monopole sur la connaissance, il ne récolte par ses données pour ensuite les analyser dans son laboratoire, non, la recherche est conçue et menée en collaboration avec les sujets concernés. Le sens est coconstruit dans le dialogue entre le chercheur et le sujet, l'enquête sociologique est ici considérée comme un moyen privilégié pour établir un nouveau rapport « organique » entre les intellectuels et les travailleurs (Wright, 2007, p. 30).



Certains autonomes écrivaient d'ailleurs que la recherche ouvrière devait être considérée comme une sorte de « maïeutique » : un peu comme des Socrates, les chercheurs et les chercheuses devaient, par des dialogues et des conversations avec les travailleurs et les travailleuses, faire émerger certaines impressions, certaines luttes ou certains espoirs, mais des éléments qui étaient en quelque sorte déjà présents dans la subjectivité des enquêtés (Guidali, 2021, p. 5). À mon sens, l'un des meilleurs exemples de cette corecherche maïeutique, mais pas nécessairement d'inspiration autonome, est le livre *Working* (1974) de Studs Terkel. *Working* est une gigantesque fresque orale du travail aux États-Unis au 20<sup>e</sup> siècle. Au fil de la lecture des verbatims, nous avons l'impression d'acquérir une sorte de connaissance sur ce qu'est l'aliénation au travail, mais uniquement grâce à la parole des travailleurs et des travailleuses, ces paroles étant relancé par des questions courtes, mais chirurgicales de l'intervieweur.

Comme l'écrit Guidali au sujet de la recherche italienne dans les années 1960 (2021, p. 4-5) « this kind of workers' inquiry had much in common with the methodology of oral history, but was programmatically partial and politicized », le but n'était ainsi pas seulement de récolter des témoignages mais aussi de « raise levels of awareness among blue collars about their own situation ». Si ma démarche n'est pas nécessairement celle d'une histoire orale, j'y retiens toutefois cette impulsion fondamentale qui est celle de l'importance de l'écoute et de la coconstruction du savoir.

Trois chercheuses autonomes contemporaines qui ont travaillé avec des livreurs et des livreuses à vélo en Italie résument d'ailleurs le concept de corecherche en ces quelques lignes :

La recherche est conçue comme une corecherche, c'est-à-dire comme un processus collectif et interactif de production de connaissances et de capacités d'agir grâce à la construction d'expériences et de pratiques quotidiennes. Il s'agit donc de produire un savoir collectif « concret », utile pour pouvoir développer une plus grande capacité d'agir » (Leonardi, Armano et Murgia, 2020, p. 75).

La corecherche a par conséquent une visée transformatrice. Le but est de provoquer un changement social, de favoriser l'émancipation des sujets concernés et de réduire les inégalités sociales (Rhéaume, 2009, p. 207). En italien, le mouvement autonome se nommait originalement « opéraïste », ce dernier mot se traduisant littéralement par « ouvrieriste ». Il y a donc à la base de ce mouvement intellectuel un parti-pris assumé en faveur des travailleurs et des travailleuses et pour l'amélioration de leurs conditions (Lassere et Monferrand, 2019). Cela a un impact dans plusieurs étapes de la recherche, par exemple dans le recrutement de la population ou dans les objectifs de recherche.

Les autonomes tentent en effet d'éviter de recruter les participants de leur recherche en faisant affaire à des ordres professionnels ou des associations patronales. Le recrutement est plutôt effectué directement dans des organisations de travailleurs et travailleuses ou encore dans des rassemblements militants (Healy, 2020; Leonardi, Armano et Murgia, 2020). Les objectifs de recherche sont eux bien souvent de favoriser les travailleurs et les travailleuses dans leur relation avec le capital. Le rapport de recherche écrit par l'autonome Alquati en 1975 sur les ouvriers de Turin était clair dès le début, lui qui cherchait à « démystifier l'image de la Fiat » et à montrer que la division entre ouvrier qualifié et non qualifié « n'avait aucune base objective » dans la division technique du travail ; sa fonction était « au contraire fondamentalement politique » (Wright, 2007, p. 52-53; Alquati 2019).

Finalement, la corecherche implique la constitution de retours réflexifs à plusieurs moments de la recherche, notamment à chaque contact avec le terrain. On peut penser à l'écriture d'un journal de bord, mais aussi à la discussion des résultats avec les sujets de recherche. La question de l'interprétation n'intervient donc pas à la fin, elle « traverse de bout en bout le processus de recherche et en ponctue chacune des étapes dans un va-et-vient incessant » (Gaulejac, Hanique et Roche, 2007, p. 107). Toutes ces réflexions s'accordent très bien avec les développements de la sociologie clinique qui propose aussi une recherche-intervention à visée transformatrice (Rhéaume,

2009). Ces deux approches proposent également de s'attarder à la subjectivité, mais en accordant le primat aux rapports sociaux sur l'individu (Gaulejac, Hanique et Roche, 2007, p. 13).

Il faut également préciser que la démarche de corecherche peut parfois bousculer l'orthodoxie universitaire qui la considérera comme de la recherche militante ou comme de l'essai. Pour le cochercheur ou la cochercheuse, cette fracture est presque inévitable. Après avoir été marginalisé par ses pairs, Alquati a, dans les années 1970, cadré sa démarche comme étant de la contre-recherche qui ne cherchait rien de moins qu'à produire du contre-savoir, ce savoir s'opposant au savoir dominant qui était récupéré par les grandes entreprises, notamment le système des brevets (Sacchetto, Armano et Wright, 2013). Pour les autonomes le débat ne se situe pas entre la science neutre et l'essai engagé, mais bien entre la science qui est au service du statu quo, et celle qui veut provoquer un changement social. Toute recherche représente un acte militant, simplement, certains scientifiques « neutres » ne savent pas ce qu'ils protègent, ou même pire, ce qu'ils peuvent alimenter. Comme le dit Foucault (1997, p. 43) : « Il n'y a pas de sujet neutre. On est forcément l'adversaire de quelqu'un ».

### 3.2 Outils méthodologiques et modalités d'analyse

Ma démarche méthodologique s'est déroulée en deux temps, où la première étape a été en quelque sorte un tremplin vers la deuxième, plus ambitieuse. Tout d'abord, j'ai effectué une lecture de tous les livres, documents ou articles scientifiques sur l'histoire du journalisme au Québec et sur l'histoire du syndicalisme du journalisme québécois, pour proposer une nouvelle approche historique (mots clés : histoire journalisme Québec, histoire presse Québec, syndicalisme journalisme québécois, histoire média Québec). La question qui m'animait était : quelle est l'évolution de la composition de classe des journalistes québécois ?

Mon hypothèse, ou du moins ma première impression, que j'ai testé par la lecture de quelques ouvrages historiques (de Lagrave, 1980; Godin, 1981; de Bonville, 1988) était que l'histoire du journalisme québécois est bien souvent dissoute dans l'histoire de la liberté de la presse. Les historiens de la presse schématisent trop souvent l'histoire du journalisme en une lutte idéaliste entre des démocrates illuminés et des forces conservatrices de la noirceur, une lutte dans laquelle le capitalisme industriel apparaît comme un cheveu sur la soupe. Nous en savons très peu dans ces livres sur les conditions de travail réelles des journalistes, notamment leur salaire, leurs outils de travail, leur division du travail, qui les emploient, etc. Mais quelques informations éparses et quelques documents peuvent fournir une idée des conditions de travail réelles des journalistes. L'idée était de collecter et de rassembler ces fragments et de les comparer avec la littérature existante (à la manière par exemple d'Örnebring [2010] et aussi de Salamon [2017]).

L'historiographie du journalisme au Québec est en effet dominée par les recherches classiques de l'Université Laval (Brin, Charron et de Bonville, 2004). Si ces recherches mentionnent souvent l'influence des facteurs économiques, celles-ci théorisent très peu les formes du capitalisme et surtout les liens et les transitions entre celles-ci (parce que ces historiens emploient bien souvent, comme je l'ai dit, une vision néo-smithienne de l'histoire dans laquelle le capitalisme n'est qu'une extension des échanges commerciaux). Ces récits historiques idéalistes forcent bien souvent les historiens à mobiliser une argumentation teintée de déterminisme technique pour expliquer l'émergence de la publicité et des médias de masse, par exemple l'apparition du chemin de fer ou du télégraphe. Or théoriser les transitions des formes du capitalisme est important à la fois pour comprendre la formation des classes sociales mais aussi pour penser une autre transition future : celle d'une société post-capitaliste.

Par ce travail de relecture, j'ai proposé une histoire de la composition/recomposition/décomposition de classe des journalistes québécois. Les années 1950 aux années 1970 (ce que Streeck [2014] nomme l'époque du capitalisme démocratique) offrent une

bonne idée du sommet de la composition de classe des journalistes, celle-ci se reconnaissant à ce moment comme une classe sociale distincte partageant des intérêts et amorçant de nombreux conflits de travail. Or, aujourd'hui, mon hypothèse est que nous assistons plutôt à une décomposition de classe où l'expérience partagée des travailleurs et des travailleuses s'est fragmentée en une méritocratie où de multiples entrepreneurs de soi tentent tous et toutes de conquérir un marché du travail ultra-compétitif.

Suivant une méthode de corecherche, la deuxième démarche que j'ai suivie a été d'analyser plus finement l'hypothèse de la décomposition de classe des journalistes, pour pouvoir possiblement la changer. L'objectif était de comprendre l'inscription des faits sociaux dans la psyché des individus, mais aussi de comprendre comment des mobilisations collectives peuvent dialectiquement changer ces faits sociaux. Mon objectif initial était donc de choisir et de suivre plusieurs journalistes québécois pendant quelques mois (je visais entre quatre et six mois) pour comprendre leurs conditions de travail et comment se déploie le cycle de subjectivités dans leur procès de travail, bref, comment se manifeste la relation dynamique entre l'aliénation et la résonance dans leur vie.

Mon intention était de suivre deux journalistes évoluant dans un média public, un ou deux médias privés (national et local), une coopérative, un journaliste indépendant collaborant surtout pour des médias en ligne, et un ou deux journalistes « en transition », une personne en transition des études vers le marché du travail et une autre personne en transition du journalisme vers un autre métier, bref une personne qui a quitté la profession. L'intérêt d'inclure des personnes en transition est d'évaluer le choc des normes enseignées avec la réalité du travail, mais aussi la possible libération que procure la fuite du travail aliénant. L'étude de cette transition vers le travail est également un moment privilégié de constater la socialisation normative en train de se faire, elle qui doit mener vers le conformisme ou la fuite (Thibault et *al.*, 2020).

Ma méthodologie était qualitative et compréhensive, je voulais laisser la parole aux journalistes et leur laisser raconter leur joie et leur frustration. Comme l'écrit Blondel à propos des recherches s'intéressant à la subjectivité : « le sujet souffrant (au travail) est le mieux placé pour diagnostiquer le siège de sa souffrance et inventer les modalités de sa résolution ou de sa gestion » (Blondel, 2007, p. 208-209). Le recrutement s'est donc fait donc au sein des réunions ou des rassemblements de l'Association des journalistes indépendants du Québec (AJIQ), mais aussi de la Fédération professionnelle des journalistes du Québec (FPJQ), et a suivi ensuite une méthode boule de neige, c'est-à-dire que j'ai demandé aux journalistes choisis si ceux et celles-ci connaissent d'autres collègues intéressés par ma recherche.

Quand je me suis retrouvé devant une impasse, par exemple le fait que je ne trouvais pas de contacts au sein de la Coopérative nationale de l'information indépendante, j'ai utilisé mon propre réseau pour rejoindre certaines personnes intéressées par ma recherche. Au sujet de cette coopérative, j'ai par exemple fait appel au chercheur et professeur Jean-Hugues Roy qui m'a mis en contact avec certains membres de ce média, ce qui était indispensable pour ma recherche. En incluant ce média, il m'était alors possible de comparer le procès de travail présent dans les entreprises privées mais aussi dans les coopératives, et ainsi de vérifier si ces dernières offrent vraiment des formes de vie plus résonantes, ou si le portrait doit être plus nuancé (Wagner, 2019).

Évidemment, la pandémie a légèrement modifié mes intentions de recherche. J'ai rapidement constaté qu'une longue ethnographie de plusieurs mois était très difficile alors que je ne pouvais pas réellement entrer en contact avec plusieurs journalistes. J'ai donc décidé d'employer une certaine flexibilité dans le déploiement de ma recherche, ou du moins de proposer plusieurs niveaux de collaboration. Pour les journalistes que je rencontrais et qui se montraient très ouverts à mes recherches, mais qui manquaient de temps, je proposais tout simplement le fait de réaliser une entrevue semi-dirigée classique d'une heure. Vingt-deux journalistes ont ainsi été interviewés, ceux-ci provenant de tous les types de milieux. Six journalistes travaillaient pour Radio-Canada,

cinq autres étaient indépendants, deux œuvraient pour Québecor, deux pour *Le Devoir*, deux pour la coopérative nationale de l'information, deux pour des médias alternatifs (média progressiste ou de solution), un pour un hebdomadaire, un pour un magazine et un terminait ses études en journalisme.

J'ai toutefois rapidement compris que l'histoire des journalistes ne pouvait se résumer à leur emploi actuel, je me suis donc attardé à toute l'histoire de leur employabilité, ce qui a provoqué la création de toiles d'araignées où les parcours se mettaient à s'entrecroiser. Par exemple, un journaliste pouvait très bien avoir déjà travaillé à Radio-Canada et à Québecor avant d'être devenu indépendant, et un autre avoir déjà été indépendant avant d'être entré chez *Le Soleil*. Mais un journaliste pouvait aussi se considérer comme indépendant parce qu'il collaborait à la fois pour Radio-Canada, mais aussi pour les cahiers spéciaux du *Devoir* et pour *Urbania*. Ces toiles d'araignées provoquaient alors des histoires croisées plus qu'intéressantes pour ma recherche. Les femmes étaient aussi un peu plus représentées que les hommes dans mon échantillon (14 versus 8), probablement parce que les femmes sont un peu plus touchées par les enjeux de santé mentale, ou encore parce qu'elles veulent davantage en parler (Charon et Pigeolat, 2021). La grande majorité de ces journalistes œuvrait pour la presse écrite ou pour des médias en ligne (15), mais certains faisaient aussi de la radio (deux), de la télévision (trois) ou du travail de pupitre (deux).

Lorsque je rencontrais des journalistes avec un peu plus de temps ou de motivation, je passais au deuxième palier et je leur proposais plutôt de devenir des « espions » pendant quelques semaines au sein de leur salle de rédaction. Cinq journalistes venant de plusieurs milieux sont donc devenus des espions, notamment de Québecor (un), de Radio-Canada (deux), d'un média en région (un) et un étudiant de dernière année du baccalauréat en journalisme qui préparait son entrée sur le marché du travail.

La méthode de l'espion me permettait essentiellement de combiner, mais aussi de remixer, trois méthodes de recherche : des entrevues semi-dirigées, la rédaction de journaux intimes et l'observation directe de salles de rédaction (la méthode du *shadowing* [Meunier et Vasquez, 2008]). Contrairement à l'entrevue journalistique qui vise souvent à poser des questions directes sur un sujet précis, l'entrevue semi-dirigée est plutôt une conversation souple où le chercheur ne pose que des questions ouvertes et se laisse guider par les réponses de son interlocuteur (Savoie-Zajc, 2009). Cette méthode requiert de l'empathie et une écoute engagée qui cherche à rompre la hiérarchie entre enquêteur et enquêté (Kaufmann, 1996). Cette technique vise la compréhension d'un phénomène « ancré dans le point de vue et le sens que les acteurs sociaux donnent à leur réalité » (Savoie-Zajc, 2009, p. 337).

Les entrevues semi-dirigées ont lieu au début et à la fin du processus de recherche (mais j'ai aussi gardé un contact constant avec les sujets concernés), dans le but de possiblement produire un changement dans la manière dont les journalistes conçoivent leur manière de bien vivre au travail. L'un de mes objectifs était que les journalistes en question, au cours du processus de recherche, décident de changer quelque chose par rapport à leurs conditions de travail, que ce soit simplement par la mise en place de pauses plus efficaces, la participation à des séances de socialisation entre collègues pour briser la solitude ou même des objectifs à plus long-terme d'auto-organisation syndicale, communautaire ou coopérative.

La technique du journal intime (Moe, Ytre-Arne, & Nærland, 2019), quant à elle, consiste essentiellement à demander aux journalistes de répondre à quelques questions chaque semaine dans un carnet (par exemple, quelle a été votre plus grande frustration/satisfaction cette semaine). Les journalistes peuvent avec cette technique effectuer un retour réflexif sur leur action et aussi réfléchir à leur travail a posteriori, ou encore à l'influence du travail dans leur loisir. Si les journalistes recrutés sont trop occupés et se montrent peu ouverts au fait de remplir à la main un carnet, l'option d'enregistrer des entrées dans un journal intime numérique (dans son cellulaire)



peut être proposée. La personne a la tâche de répondre à quelques questions par semaine et celle-ci peut le faire sur son téléphone à n'importe quel moment. Cette méthode permet de capter sur le vif les frictions du procès de travail, une démarche qui complète celle des entretiens semi-dirigés.

Le *shadowing*, pour finir, est une technique d'observation qui consiste en le fait de suivre un acteur pendant un certain temps dans ses occupations quotidiennes, plus précisément à devenir son ombre et suivre (enregistrer ou filmer) tous ses faits et gestes pendant plusieurs heures (Meunier et Vasquez, 2008). Le but n'est pas de maintenir une distance avec l'acteur impliqué, mais au contraire d'être vu et accepté par lui et de se concentrer sur son interprétation de ses pratiques de travail. Le *shadowing* permet d'aller au-delà du récit de l'entretien et d'observer les interactions subtiles et spontanées de la personne suivie, à la fois avec d'autres acteurs mais aussi avec les différentes technologies et les « artefacts » (les objets prescrivant des actions). Il s'agit alors de déployer les méthodes propres à l'ethnographie, mais sur une période plus condensée. Je parle ici de la prise de notes, de l'enregistrement et de l'observation non participante.

Ces définitions sont bien sûr théoriques et il m'a fallu les remodeler pour faire face à la pandémie, ce que j'ai fait en formulant la méthode de « l'espion », une méthode fortement inspirée par ce que Woodcock (2021) nomme la « *digital workerism* » (la corecherche numérique, une forme d'ethnographie en ligne [Hine, 2020]). Comme je ne pouvais pas entrer dans une salle de rédaction, ces dernières étant de toute façon majoritairement en mode télétravail, j'ai alors demandé à cinq journalistes de regarder à ma place les enjeux dans leur salle de rédaction, et ensuite de me faire des « rapports d'espionnage ». Dans la première entrevue semi-dirigée, j'expliquais essentiellement aux journalistes ma méthode de recherche, et, dans une discussion souple, nous formulions ensemble ce qui était les « nœuds » à approfondir, que ce soit l'organisation du travail, le collectif avec les collègues ou le rapport avec les gestionnaires. Ensuite, à la fin de cette entrevue, je proposais aux journalistes d'ouvrir l'œil pendant un mois ou deux face à ces enjeux (observation), de prendre des notes orales ou écrites sur ceux-ci (journal intime), et puis de nous rencontrer à

nouveau pour démêler les enjeux – ce que j’ai nommé les rapports d’espionnage. Mon rôle entre ces séances était essentiellement de superviser les journalistes de l’extérieur, de coordonner le choix des « nœuds », mais aussi de tenter de débloquer des impasses lorsque certains « nœuds » ne semblaient finalement pas propices à une observation en profondeur.

De plus, à la manière de Garfinkel qui demandait à ses étudiants et étudiantes d’incarner certains rôles dans leur vie (par exemple le fait d’être un étranger lors d’un souper de famille), je proposais parfois à ces journalistes espions de « provoquer » une situation pour tenter de changer certaines choses. Ces éléments étaient souvent extrêmement simples et ne mettaient personne en danger. Par exemple, un journaliste travaillant pour Québecor m’avait expliqué lors de notre première entrevue qu’il ne comprenait pas pourquoi l’entreprise avait définitivement fermé ses bureaux aux dépens du travail à distance. J’ai donc proposé à ce journaliste de délier ce « nœud » en demandant aux cadres de l’entreprise pourquoi le retour dans une salle de rédaction physique n’était pas envisagé. Cette question était parfaitement légitime et permettait de « provoquer » le discours des cadres à ce sujet, mais aussi celui des collègues qui se trouvaient à proximité. Le rôle du journaliste était alors de tenir ce rôle pour voir où celui-ci l’entraînait. Celui-ci prenait alors ma place dans le rôle du chercheur. Parfois, cela ne changeait rien, mais d’autres fois cela permettait de dresser rapidement une cartographie des rapports de pouvoir dans certaines salles de rédaction.

La méthode de l’espion s’est avérée extrêmement riche parce qu’elle m’a permis de transformer les réflexions provoquées par les entrevues semi-dirigées en action concrète sur le terrain. C’est vraiment à ce stade que j’ai pour la première fois compris ce que les autonomes voulaient dire par une méthode « maïeutique », une méthode coconstruite où le chercheur accompagne les changements et les prises de conscience, même si les éléments transformés sont en quelque sorte déjà compris (ou déjà « sentis ») par les journalistes. Il m’est par exemple régulièrement arrivé qu’un journaliste m’explique quelque chose, que je le relance ensuite en formulant à ma manière ce qu’il venait de me dire, et qu’ensuite celui-ci reprenne mes mots pour les reformuler aussi et en

arriver à une compréhension plus raffinée. L'histoire orale se déploie ainsi de manière dialogique et elle dépend d'une ouverture à l'autre qui se construit avec le temps. J'ai aussi réalisé que le développement de cette capacité d'ouverture dépendait parfois d'une attention à des sujets qui n'avaient aucun lien avec ma recherche : bien que l'exemple soit insignifiant, il m'est arrivé par exemple de parler un long moment de ma vie personnelle avec des journalistes (mes propres combats concernant la santé mentale), ou encore de sujets ludiques, ce qui m'a permis par la suite de développer une confiance et une amitié réciproque.

Loin d'être inusitées, ces dernières réflexions rejoignent d'ailleurs les corecherches numériques récentes que présente Woodcock (2021) dans ses derniers textes. Pour lui, les cochercheurs et les cochercheuses aujourd'hui doivent absolument adapter leurs méthodes de recherche, notamment en utilisant les plateformes numériques pour échanger avec les travailleurs et les travailleuses. Celui-ci raconte par exemple l'utilisation de la plateforme Google Docs dans sa corecherche avec un chauffeur d'Uber. L'utilisation de cet outil numérique lui permettait de relancer le chauffeur avec des questions précises au sujet de son utilisation de l'algorithme. Pour Woodcock, il est important que les cochercheurs et les cochercheuses utilisent les plateformes que les travailleurs et les travailleuses utilisent déjà :

What is needed is more experiments with workers writing, adapting and developing the methods with the ways that workers already write today. The struggles over platform technology provide a testing ground to experiment with these new methods for workers' inquiry (Woodcock, 2021, p. 95).

Pour finir, l'analyse des données a suivi une démarche d'inspiration dialectique (Corbin et Strauss, 2008), c'est-à-dire le fait d'effectuer des va-et-vient entre les données et la théorie pour organiser des thèmes (Ryan et Bernard, 2003). Mais ces thèmes ne se trouvaient pas de manière hypothético-déductive ou inductive. Non, ma méthode était plutôt dialogique : des thèmes émergeaient d'abord dans mes premiers entretiens avec les journalistes. Ensuite, je transcrivais à la main les verbatims et je tentais de repérer d'autres thèmes de manière dialectique. Puis je rediscutais de certains thèmes

lors de mes entretiens subséquents. Cette démarche m'a permis d'infirmier certains thèmes que je mettais de l'avant lors de la première analyse, ou encore d'en faire émerger d'autres. Une approche semi-inductive (Verhoeven, 2010) pourrait être un mot utile pour décrire le va-et-vient nécessaire entre les données et la littérature mobilisée. Dans une démarche semi-inductive, l'analyse ne dépend « ni d'un schéma conceptuel préétabli et rigide, ni d'une pure écoute du matériau (mais) s'établit dans le va-et-vient continu entre faits et hypothèses » (Kaufmann, 1996, p. 78).

### 3.3 Questions éthiques

Cette recherche a été approuvée par un certificat éthique du CERPE pour l'étude qui concerne les êtres humains. L'enjeu tout d'abord était de garantir l'anonymat aux participants. À ce sujet, seuls les noms et les coordonnées des journalistes ont été récoltés en termes de données personnelles. Le nom des participants a été remplacé par un code alphanumérique dans les travaux publiés. La clé de ce code est uniquement connue par moi et entreposée dans un fichier protégé par un mot de passe. Les données ont été anonymisées et encodées. Ces mêmes données ont été entreposées dans un fichier distinct du fichier contenant les renseignements personnels. Ces deux fichiers distincts ont été mis dans un disque dur protégé par un mot de passe.

Il y a également une possibilité que les personnes rencontrées aient déjà fait des burnout ou des dépressions. Le risque est que la personne en question se remémore ses expériences traumatiques pendant l'entrevue. Le danger pour le chercheur est d'instrumentaliser le vécu de ces personnes vulnérables pour le bien de sa recherche (Caldairou-Bessette et al., 2017). Mais ce n'est pas parce que des personnes sont vulnérables que la recherche doit les délaisser. Au contraire, ces personnes sont justement mises de côté par les institutions, il est donc d'autant plus important de comprendre leur vécu afin de répondre ou de réfléchir à leur besoin.

Cela veut dire que le chercheur doit faire preuve d'une réserve nécessaire dans l'évocation des contenus potentiellement traumatiques (Gaulejac et Laroche, 2020). L'entretien doit s'articuler autour des circonstances de vie actuelles et des soins reçus. Le chercheur doit aussi faire preuve d'empathie (il se rend disponible et accueille le discours de l'autre) et assurer un suivi auprès de ses « sujets de recherche ». Il doit aussi évoquer les ressources de prévention contre le suicide.

La recherche n'a pas prioritairement de visée thérapeutique, mais elle peut avoir des effets thérapeutiques, car elle permet de fabriquer du sens (Gaulejac et Laroche, 2020). Elle peut permettre un retour réflexif qui permet de changer sa vie. L'enjeu est de faire en sorte que l'expérience de recherche soit une expérience d'émancipation qui serve à créer un processus de réflexion potentiellement bénéfique pour sa situation.

## CHAPITRE IV

### COMPOSITION DE CLASSE : APPROCHE HISTORIQUE

Si le présent perpétuel fonde sa domination sur l'oubli du passé et la négation du futur, l'histoire doit s'efforcer de rétablir, dans le même mouvement, mémoire du passé et possibilité du futur.

Jérôme Baschet, *Défaire la tyrannie du présent*, 2018, p. 29

#### 4.1 Sur l'historiographie de la presse au Québec

Avant toute chose, je tiens à spécifier que je ne suis pas un historien et que je n'ai pas reçu de formation universitaire en histoire. Ma démarche n'est pas celle d'une recherche historiographique pure, mais beaucoup plus celle d'une critique de l'histoire des idées dans le champ des études journalistiques. Avant donc de tenter de formuler pour la première fois mon histoire de la composition/décomposition de classe des journalistes québécois, je crois qu'il est nécessaire de développer une vision critique des recherches sur l'histoire de la presse au Canada et au Québec. Cette approche réflexive est utile pour faire un pas de recul par rapport aux sources historiques que j'utiliserai tout au long de ce chapitre.

La première chose à comprendre à propos du corpus historique est qu'il n'existe pas réellement, comme le disent Roy et De Bonville (2000, p. 18), « d'histoire sociale de la presse » au Québec. Les historiens ont davantage développé une histoire culturelle qui se concentre sur la vie des individus, il y a donc beaucoup de biographies de journalistes célèbres et de barons de la presse et peu de développements sur des thèmes comme « l'objet même de la presse, incluant sa matérialité, ses assises économiques et ses acteurs » (Marquis, 2013). La plupart des études s'attardent

seulement sur le contenu des journaux. Conséquemment la presse est rarement un objet d'étude en soi, ce qui fera dire à Roy et De Bonville (2000, p. 18) qu'il s'agit plus d'une histoire avec la presse qu'une histoire de la presse. N'empêche que de nombreux livres ont été écrits depuis quarante ans sur le sujet et que ceux-ci valent certainement le détour, et ce, au moins pour en décerner la teneur idéologique.

Pour commencer mon analyse, je tenterai dans la première partie de ce chapitre de dégager l'impact de ce que j'ai nommé « le biais libéral » sur l'historiographie de la presse québécoise. Je porterai une attention particulière à la façon dont les recherches cadrent le lien entre le capitalisme et les médias, et surtout sur la manière dont la transition entre le journalisme « d'opinion » du 19<sup>e</sup> siècle et le journalisme « commercial » du 20<sup>e</sup> siècle est envisagée. Cette attention portée sur les liens des médias avec le capitalisme m'apparaît importante pour deux raisons : premièrement, la composition de classe est intrinsèquement liée aux formes institutionnelles du capitalisme. Aucune analyse des expériences de classe ne peut se séparer d'une analyse du développement du capitalisme (Noble, 1979). De deux, je crois qu'une attention portée sur la façon dont le journalisme s'est lié au capitalisme est absolument primordiale pour tenter de formuler une autre transition future : celle vers un journalisme post-capitaliste (un sujet qui j'aborderai inévitablement dans ma conclusion).

Après une lecture complète des travaux principaux sur l'historiographie de la presse au Québec, j'ai choisi de diviser mon analyse en trois parties : premièrement les textes qui ne parlent pas du capitalisme, ensuite les textes qui s'appuient sur du déterminisme technique ou du malthusianisme pour expliquer l'émergence des médias commerciaux et finalement les textes qui, à la manière de l'École de Québec, tentent de mobiliser une approche dialectique qui est toutefois coincée dans une vision néo-smithienne de l'histoire.

#### 4.1.1 Le journaliste en superhéros

L'histoire de la presse au Québec commence à s'implanter sérieusement dans les universités québécoises à partir des années 1960-1970. Le travail d'André Beaulieu et de Jean Hamelin est particulièrement pionnier, eux qui ont réalisé un inventaire des journaux du Québec en plusieurs volumes. Toutefois, le travail de ces historiens n'est pas prioritairement celui d'une synthèse, mais bien d'un inventaire bibliographique. Je débute donc ma critique en invoquant les nombreux livres de Jean-Paul de Lagrave publiés dans les années 1970 et 1980. De Lagrave est un historien militant (anticlérical, pro-indépendance du Québec) qui a déjà été critiqué quelques fois pour ses approximations ou erreurs historiques. Certaines synthèses omettent même de le citer (Roy et de Bonville, 2000). Ses livres nous offrent tout de même un très bon premier exemple du biais libéral en action.

Dans les livres de Lagrave, l'histoire du journalisme au Québec est dissoute dans une histoire quasi héroïque des journalistes québécois pour la préservation des valeurs libérales comme la liberté de la presse ou l'instruction obligatoire, et ce contre les diverses incarnations des forces de la noirceur. Il s'agit d'une histoire téléologique vers le progrès qui est présente dans la plupart des premiers livres sur l'histoire des médias en Amérique du Nord (Buxton et McKercher, 1998; Hardt, 1990). En Nouvelle-France, d'abord, l'imprimerie était interdite. Il a fallu le courage d'éditeurs américains (Brown) ou d'expatriés français (Mesplet) pour importer la première presse à imprimer au Bas-Canada à la fin du 18<sup>e</sup> siècle. Pour l'auteur, ces éditeurs n'agissent sous l'influence d'aucun intérêt matériel, ceux-ci ne font qu'obéir aux idées des Lumières (paix universelle, liberté d'expression) diffusées par Benjamin Franklin et les autres révolutionnaires américains. « C'est la route du progrès » (de Lagrave, 1980, p. 47).

Puis, à peu près tout le 19<sup>e</sup> siècle est, pour de Lagrave, une lutte entre des journalistes illuminés par les idées libérales et les forces cléricales de la noirceur. Des journalistes aussi différents qu'Étienne Parent (1802-1874) ou Arthur Buies (1840-1901) sont motivés par des grandes idées comme



l'instruction obligatoire pour tous et toutes ou encore par la liberté d'expression et le suffrage universel. Des médias comme *Le Canadien* se forment pour « sauver les francophones » contre l'anglicisation de la colonie. Les journalistes « s'acharnent » à répandre les idées démocratiques « au sein d'une population pratiquement illettrée » (de Lagrave, 1980, p. 77). Au contraire, les représentants de l'Église se créent leurs propres médias pour muter cet irrésistible appel de la Modernité. Des ultramontains comme Jules-Paul Tardivel (1851-1905) sont appelés en renfort pour écrire des journaux réactionnaires et anéantir la résistance des idées des Lumières.

Puis au 20<sup>e</sup> siècle, cette même lutte se perpétue, mais cette fois-ci entre les journalistes qui sont encore une fois des superhéros de la vérité, et le gouvernement réactionnaire de Duplessis. Ceux-ci engagent des luttes incroyables, par exemple dans les pages du *Devoir* au sujet de la loi du cadenas. Puis avec la Révolution tranquille arrive enfin un vent d'espoir : les médias se développent plus aisément même si ceux-ci sont maintenant de plus en plus touchés par des conflits de travail. Comme le résume l'auteur : « l'histoire de l'information au Québec est l'histoire d'une liberté de pensée sans cesse entravée, mais parvenant tout de même à permettre une progression de l'esprit démocratique » (de Lagrave, 1980, p. 14).

Les médias de masse, quant à eux, sont essentiellement une innovation qui vient des États-Unis. Les premiers grands journaux ont eu l'idée d'abaisser leur prix de vente et de viser un vaste public en misant sur la publicité. D'où provient cette apparition de la publicité ? Nous ne le savons pas. Quelles sont les conditions de travail des journalistes, leur salaire, leurs outils de travail ? Y'a-t-il une variation dans ces conditions au fil des siècles ? Nous ne le savons pas non plus. L'auteur mentionne vers la fin de son ouvrage le phénomène de la concentration de la presse. Le milliardaire Paul Desmarais posséderait à la fin des années 1970 plus de 43 % du tirage des quotidiens francophones. D'où provient cette concentration ? Vous le devinez, nous ne le savons pas non plus.

C'est presque remarquable, mais on cherchera en vain dans l'œuvre de de Lagrave la moindre indication sur le fait que le journalisme est un travail, et encore moins le moindre mot sur la transition au capitalisme industriel et aux médias de masse. Les citoyens du Québec semblent avoir deux choix : suivre le chemin du progrès et des idées libérales (parfois républicaines également) importées d'Angleterre comme la souveraineté du peuple, le suffrage universel, la séparation de l'Église et de l'État et l'abolition de la classe seigneuriale, ou bien un retour à une théocratie fondamentaliste dans laquelle la religion catholique contrôle l'ensemble de la société. Les journalistes ne font pas qu'être influencés par le libéralisme, ils l'incarnent dans leur lutte quotidienne.

Ce genre de représentation où le journalisme incarne un superhéros du libéralisme face aux forces de la noirceur est d'ailleurs loin d'être anecdotique dans les représentations historiques sur l'histoire du journalisme canadien et américain (Im, 1997; Lester, 1995). Buxton et McKercher l'observent même dans un grand nombre des premiers livres sur le sujet :

For the most part, the general histories are highly anecdotal in nature, little attention given to how print media and journals were implicated in broader developments. Their focus has primarily been on the powerful and influential founders, publishers and editors of newspapers and magazines, to the neglect of the broad mass of newswriters (Buxton et McKercher, 1998, p. 106).

La première chose à faire pour développer une vision critique du journalisme est alors de le replacer comme un travail. C'est la première étape de la critique. Et une fois que cette étape est effectuée, il est possible de faire intervenir les autres catégories : quel est le salaire, les outils du travail, la division des tâches, mais aussi comment se développent les entreprises de presse, pourquoi fusionnent-elles, d'où viennent leurs capitaux, etc.

#### 4.1.2 Déterminisme technique et malthusianisme

De Lagrave est un exemple radical. Cela dit, bien d'autres recherches ont proposé un regard plus juste sur l'histoire du journalisme et le développement de sa matérialité. Dans cette deuxième section, je mobiliserai des études qui expliquent des phénomènes comme la transition au capitalisme et la concentration des entreprises dans l'histoire du journalisme québécois, mais qui le font en mobilisant du déterminisme technique ou du malthusianisme. Ces expressions font référence au penchant qu'ont certains historiens à invoquer une tendance transhistorique au développement de la technologie ou à la pulsion biologique de la reproduction pour expliquer des phénomènes complexes (Malm, 2017; Hardt<sup>25</sup> 1995, p. 3).

Un des exemples fondateurs est le travail de Hamelin et de Beaulieu nommé précédemment. Ces chercheurs ont été parmi les premiers à analyser la transition très importante entre le journalisme d'opinion du 19<sup>e</sup> siècle, c'est-à-dire le journalisme financé par les partis politiques et qui prenait directement position envers certains enjeux, et le journalisme d'information au 20<sup>e</sup> siècle, c'est-à-dire le journalisme objectif, grand public et financé par la publicité (cette transition s'opérant entre 1880 et 1920 dans le cas du Canada). Cette transition est très importante pour mon étude parce que c'est souvent à ce moment que les chercheurs et les chercheuses parlent de l'impact du capitalisme sur le journalisme. Or, pour expliquer cette transition, les deux historiens évoquent l'argument du déterminisme technique. Ceux-ci écrivent en effet que c'est « la technologie triomphante du 19<sup>e</sup> siècle » qui transforme peu à peu le journal « dans sa présentation et son contenu » (Hamelin et Beaulieu, 1966, p. 321). Ce sont les innovations technologiques qui permettent d'augmenter le

---

<sup>25</sup> Pour Hardt (1995), ce penchant envers le déterminisme technique s'explique par la forte influence de McLuhan et de la théorie de la modernisation sur les études médiatiques dans la deuxième moitié du 20<sup>e</sup> siècle. Pour lui, l'intérêt des chercheurs et des chercheuses pour le pouvoir et la propriété se traduisait en une fascination envers la technologie, une fascination qui voilait l'impact de ces innovations sur le travail salarié.

nombre de pages et la fréquence de la périodicité des nouvelles, mais aussi d'aérer la mise en page en incluant des manchettes, des titres et des photos. Parmi les innovations décisives, les auteurs énumèrent :

La presse mécanique de Koenig (1814), la première rotative (1846), et surtout la presse à quatre cylindres de Marinoni (1867), la composeuse à clavier (1869) et la linotype de Mergenthaler (1887), permettront d'augmenter le volume et le tirage du journal et de régulariser sa périodicité. L'invention du télégraphe (1837) et son perfectionnement par Morse (1845), le téléphone (1876), les câbles transocéaniques (1886), la transmission sans fil (1899), puis après 1918, l'apparition des services téléautographiques et phototélégraphiques fournissent à l'information des moyens quasi illimités (Hamelin et Beaulieu, 1966, p. 321).

Ce passage évoque presque le pavillon d'une exposition universelle du 19<sup>e</sup> siècle ! C'est bien la pulsion des innovations qui est en jeu dans cette transition vers les médias de masse. Et comme les auteurs n'indiquent pas qu'il s'agit d'une exception, on peut en déduire qu'il s'agit d'une pulsion transhistorique au développement des technologies, ou encore au développement continu des forces productives comme l'affirmerait un marxisme orthodoxe. L'accroissement des annonces (les publicités) est aussi un facteur important dans la transition. Mais les deux auteurs n'associent pas cette montée des publicités au capitalisme qu'il n'ose pas nommer, mais bien à « l'évolution du commerce » (1966, p. 321), une vision néo-smithienne sur laquelle je reviendrai dans la prochaine section.

Cette vision technodéterministe de l'histoire est présente dans bien d'autres livres plus récents. Au début des années 1980, Pierre Godin tente une synthèse dans son livre *La lutte pour l'information : histoire de la presse écrite au Québec*. Celui-ci y va de ses propres recherches tout en interviewant un grand nombre de chercheurs et de journalistes pour appuyer ses dires. Or, Godin ne va bien plus loin que Hamelin et Beaulieu pour expliquer l'apparition des médias de masse. Pour lui, les médias d'opinion du 19<sup>e</sup> siècle existaient « par défaut » (1981, p. 14). Les moyens techniques ne permettent pas à l'époque l'impression d'un grand nombre de pages. Les nouvelles

sont encore acheminées par bateau ce qui rend bien difficile la couverture des actualités du monde extérieur, et cela particulièrement l'hiver lorsque le fleuve est partiellement glacé. Mais « le jour où la technique rendra possible la cueillette et la diffusion rapide des nouvelles, l'idée d'informer les lecteurs germera d'elle-même » (1981, p. 14).

Et c'est la fin du 19<sup>e</sup> siècle qui fait germer ces innovations. Au tournant du 20<sup>e</sup> siècle, comme l'affirme l'auteur, les innovations dans les moyens de transmission et de communication permettent au journalisme d'espérer un avenir « plus prometteur ». La nouvelle prend de plus en plus d'importance dans les journaux à l'aide des « nouveaux véhicules de l'information que sont d'abord le câble sous-marin et le télégraphe » (Godin, 1981, p. 36). Encore une fois, c'est le développement irrésistible de la technique qui permet la transition aux médias de masse. L'auteur est particulièrement clair quand il affirme que c'est « l'innovation technique qui détermine les changements socioculturels » (1981, p. 34). À l'inverse, les médias qui meurent sont des dinosaures « qui sont incapables de s'adapter aux nouvelles conditions » (1981, p. 40).

Mais celui-ci ne s'arrête pas à un déterminisme, il invoque aussi l'argument malthusien classique des changements démographiques : « Dès que la démographie le permet, on utilise les ressources techniques qui sont déjà disponibles en Europe et aux États-Unis : les presses, notamment » (1981, p. 38). Cette alliance illustre bien ce que Malm (2017) nomme le « paradigme riacardiano-malthusien » en économie politique. Ce paradigme est mis en cause chaque fois que des historiens invoquent un double déterminisme transhistorique, c'est-à-dire un développement irrésistible des technologies allié à une pulsion biologique de la reproduction. Pour Malm, ce paradigme voile les rapports de classe et la place des conflits sociaux dans l'histoire.

Mais le livre de Godin ne se compare pas à l'ouvrage de Jean de Bonville publié en 1988 et qui se nomme *La presse québécoise de 1884 à 1914: genèse d'un média de masse*. Ce livre est une étude remarquable et systématique de la transition vers les médias de masse au Québec. L'érudition qui

y est déployée ainsi que les nombreuses méthodes de collecte de données en font certainement l'un des livres les plus importants en études journalistiques au Canada dans la deuxième moitié du 20<sup>e</sup> siècle. De Bonville, pourtant, ne vas pas tellement plus loin que le paradigme riacardiano-malthusien mentionné précédemment.

Celui-ci souligne d'abord les changements techniques qui transforment l'édition d'un journal. On retrouve ici notre panthéon regroupant l'invention de la presse rotative, la linotype qui bouleverse les méthodes de composition, la construction des chemins de fer, l'apparition des télégraphes et des téléphones, etc. (De Bonville, 1988, p. 2). La croissance démographique et l'alphabétisation de la population sont bien sûr encore en jeu. Cependant l'auteur, et c'est l'une des premières fois dans les recherches québécoises, reconnaît l'influence primordiale de l'économie sur cette transformation. Comme il l'écrit :

Nous pensons que ce sont surtout des facteurs économiques, rapports de production et concurrence commerciale, qui, à la fin du 19<sup>e</sup> siècle, bouleversent l'entreprise de presse, l'activité professionnelle de l'éditeur et du rédacteur, le contenu et la présentation du journal, et la relation de celui-ci avec son auditoire (De Bonville, 1988, p. 5).

On pourrait croire par ce passage que l'auteur est définitivement marxiste. Mais ce marxisme, et je le démontrerai, est un marxisme de paille ou du moins il est profondément, comme dirait Walter Benjamin, vulgaire<sup>26</sup>. Et il ne faut pas chercher très loin pour retrouver ce marxisme vulgaire, de Bonville le développe en fait dès l'introduction de son propos. Comme celui-ci l'écrit :

L'évolution historique repose sur des contradictions opposant les différents types de rapports de production, de forces productives et de forces de travail. Ces contradictions évoluent dans un mouvement dialectique. Les moyens et les rapports mis en œuvre par les

---

<sup>26</sup> Pour Walter Benjamin le marxisme « vulgaire » réfère à la « méthode qui perçoit l'histoire comme une sorte de machine conduisant automatiquement au triomphe du socialisme » (cité dans Lowy, 2001, p. 37).

hommes dans la production matérielle de leur existence constituent l'infrastructure de la société. La conscience qu'ont les hommes de leur existence sociale est déterminée par l'infrastructure économique. Cette conception repose sur le matérialisme dialectique au sens où elle postule que la dynamique (dialectique) des conflits (contradictions) dans les modes de production est à la base du changement historique. [...] Les médias appartiennent à la superstructure et sont utilisés par les classes sociales pour résoudre les contradictions qui les opposent (De Bonville, 1988, p. 3-4).

Tous les arguments du marxisme orthodoxe ou vulgaire qui sévissait particulièrement au temps de la Deuxième internationale dirigée par Lénine sont ici en jeu. Premièrement, reprenant la théorie libérale du technodéterminisme, mais avec des mots différents (Comminel, 2019), ce marxisme parle d'un développement transhistorique des forces productives. Ce développement évolue en contradiction, c'est-à-dire que l'histoire est une succession de mode de production, par exemple l'esclavage, le servage, le capitalisme industriel, etc. Tout mode de production est également divisé entre sa base économique et sa superstructure idéologique, cette dernière contenant les médias, mais aussi l'école et la religion. De Bonville admet que les médias peuvent produire des auditoires (1988, p. 4), mais celui-ci reste majoritairement dans la conception orthodoxe du marxisme dans la suite de son analyse.

Il y aurait des multiples moyens de critiquer la vision déployée ci-dessus. Comme je l'ai dit dans le premier chapitre, je m'inspire de théories (critique de la valeur, marxisme politique, opéraïsme) qui visent à débusquer ce marxisme orthodoxe et surtout à aller plus loin que lui en renouant avec l'esprit originaire des textes de Marx (tout en reconnaissant les contradictions de celui-ci). Premièrement, le fameux argument sur le développement des stades de la société n'est qu'une reprise d'un fantasme inventé par les premiers historiens libéraux de la fin du 18<sup>e</sup> siècle, notamment Smith ou Guizot (Comminel, 2019). Les nouveaux historiens des médias, particulièrement ceux influencés par l'archéologie des médias, ont plutôt démontré que l'histoire des journaux est faite de discontinuités, de ruptures et de hasard (Parikka, 2015). Ensuite, et c'est la critique du marxisme politique (Wood, 2002), le développement des forces productives ne doit pas être considéré comme

une force transhistorique, mais au contraire comme un facteur n'arrivant que sous le capitalisme (Savard, 2015, p. 60). L'argument de la base/superstructure a, quant à lui, largement été discrédité, et ce, au moins depuis les écrits de Raymond Williams dans les années 1970. La culture est une force productrice de rapports sociaux et comme je l'ai dit auparavant, il ne peut y avoir de séparation entre travail et interaction ou entre monde vécu et système économique (Mosco, 2009, p. 44).

Coincé dans cette vision orthodoxe, De Bonville déploie par conséquent un argument a-critique pour expliquer la transition au capitalisme qui accompagne la venue des médias de masse. Pour lui, l'apparition des publicités est liée au développement de l'activité industrielle. La concurrence oblige les manufacturiers à se singulariser en optant pour les dépenses publicitaires (De Bonville, 1988, p. 313). Tout ceci est juste. Mais le bât blesse quelques pages plus tard quand l'auteur indique que le

décuplement des capacités de production manufacturière rend indispensable l'extension des marchés. Grâce à la ramification du réseau ferroviaire et à l'amélioration des conditions de transport, il devient possible et rentable, à la fin du 19<sup>e</sup> siècle, de distribuer sur de vastes territoires des biens de consommation à prix modique (De Bonville, 1988, p. 320).

Ce qui manque au fond à l'auteur est une théorie de la transition au capitalisme. Celui-ci dans ce schéma reprend essentiellement la vision néo-smithienne du capitalisme comme extension des échanges commerciaux. Le capital se développe grâce à la poussée irrésistible des forces productives, ce qui entraîne inévitablement la montée de la publicité, et donc des médias commerciaux. Il s'agit d'une téléologie qui n'est qu'une autre version du paradigme riacardiano-malthusien. Comme je l'ai dit, Malm (2017) a sévèrement critiqué ce paradigme dans son explication de la montée des énergies fossiles au 19<sup>e</sup> siècle. Pour lui, le choix de la machine à vapeur dans les usines au début du 19<sup>e</sup> siècle n'est pas scellé par la pulsion irrésistible du développement du commerce ou des technologies, il s'agit au contraire d'un choix politique de la classe dominante pour favoriser le contrôle de la force de travail. Chaque introduction d'une



innovation doit donc être pensée comme un choix politique qui a des conséquences sur les rapports sociaux. Et surtout : il ne faut pas voir le tout comme un développement inéluctable, mais bien comme un champ de bataille fragile où aurait pu émerger des alternatives. Marx est avant tout un critique de la technique et du machinisme (Ouellet, 2020), il n'aurait jamais salué une vision téléologique des forces productives. Comme l'écrit Malm :

La série de technologies énergétiques qui ont succédé à la vapeur – l'électricité, le moteur à combustion interne, le complexe pétrolier : automobiles, tankers, avions – ont toutes été introduites suite à des décisions d'investisseurs, parfois avec l'apport essentiel de certains gouvernements, mais rarement suite à des délibérations démocratiques (Malm, 2017, p. 7).

Or, de Bonville ne réussit pas à réellement écrire une telle histoire politique et sociale de l'apparition de la presse. Les luttes de classe ne sont pas présentes dans son analyse de l'introduction des innovations. Et surtout, celui-ci ne met pas en scène la rupture dans les relations sociales de propriété qu'implique la transition au capitalisme (j'y reviendrai plus longuement dans la prochaine partie), et ce, particulièrement dans le 19<sup>e</sup> siècle québécois où perdurent longtemps des vestiges de l'époque féodale (Ryerson, 1978).

Il ne serait pas réellement nécessaire d'aller plus loin à ce stade : après de Bonville, les débats historiques ont en quelque sorte été scellés. Le Cam (2009) offre un bon exemple : lorsqu'elle aborde la transition aux médias de masse dans son livre sur l'histoire des groupes professionnels de journalistes au Québec, celle-ci écrit essentiellement une fiche de lecture de De Bonville en invoquant encore une fois l'importance du développement technique, démographique et commercial (Le Cam, 2009, p. 22-23). Il s'agit encore d'un procès où seuls Smith, Malthus et la caricature de Marx sont appelés à la barre des témoins.

#### 4.1.3 Le journalisme n'est pas qu'une pratique discursive : critique de l'École de Québec

L'Université Laval, que je nommerai « l'École de Québec » pour le bien de ce chapitre, est un passage obligé quand vient le temps de penser l'histoire de la presse au Québec. En effet, bien des études que j'ai invoquées jusqu'à maintenant proviennent de cette école, notamment le travail de Jean de Bonville dans les années 1980. Mais la pièce maîtresse de cette université n'est pas la thèse de cet historien, mais bien le livre *Nature et transformation du journalisme: théorie et recherches empiriques* publié en 2004. Cet ouvrage, qui est un incontournable dans la recherche historique et qui s'est imposé dans la plupart des plans de cours universitaire sur le journalisme québécois et canadien, propose quatre idéaux types pour diviser l'histoire des médias depuis le 17<sup>e</sup> siècle : le journalisme de transmission, d'opinion, d'information et de communication.

Pour forger ces idéaux types, les auteurs reprennent essentiellement la théorisation de de Bonville sur la transition du journalisme d'opinion au journalisme d'information, mais y rajoutent une étape préalable et une étape subséquente. Le journalisme de transmission représente l'époque qui précède le journalisme d'opinion. À ce stade, il n'existe pas vraiment de journalistes, mais bien davantage des éditeurs qui ne font que transmettre les nouvelles ou les correspondances qu'ils reçoivent. Ceux-ci agissent donc comme de simples relais entre les sources dominantes et le public (Charron, de Bonville et Brin, 2004, p. 2). Dans le journalisme d'opinion, ce même éditeur se met plutôt au service des partis politiques. Il s'agit de sauter dans l'arène et de défendre une cause devant un public composé de religieux, de marchands ou de politiciens.

Puis, la transition au journalisme d'information impose le format que nous connaissons aujourd'hui, celui de l'information objective et du journal aéré qui rapporte les nouvelles du jour. C'est à ce moment qu'on peut lire des enquêtes, mais aussi du sport et des faits divers. La nouveauté de l'argumentation est alors cette quatrième forme que prendrait le journalisme à partir des années 1980 : le journalisme de communication. Dans ce modèle qui correspondrait à la société postindustrielle, les journalistes affirment leur subjectivité et tentent de fidéliser les lecteurs dans

une économie de l'attention hyperconcurrentielle. Devant une surabondance de l'offre, les journaux n'essaient plus tellement d'offrir un portrait objectif des nouvelles du jour que de l'information personnalisée à leurs lecteurs provenant d'une couche particulière de la société. Tous les journaux sont maintenant des médias de niche qui connaissent très bien les goûts de leur public et qui tentent de les fidéliser en conséquence.

Dans cette section, je formulerai une critique de l'argumentation déployée par l'École de Québec. À mon sens, une telle critique est inédite à ce jour dans le monde universitaire. J'indiquerai tout d'abord une limite de cette théorie, c'est-à-dire le fait que le journalisme est considéré uniquement comme une pratique discursive, pour finalement dresser les conséquences de cette limite, c'est-à-dire que la théorie ne réussit pas un dépassement du biais libéral parce qu'elle reprend une vision néo-smithienne de la transition au capitalisme.

Commençons par une limite qui est celle de la définition du journalisme par l'École de Québec. Pour celle-ci, le journalisme est avant tout une pratique discursive qui porte sur des objets d'intérêt public, en plus d'être une pratique interdiscursive dans le sens que le journal est un support où se rencontrent plusieurs discours (Charron, de Bonville et Brin, 2004, p. 4-5). En cadrant le journalisme de cette façon, les chercheurs excluent d'emblée les questions entourant la matérialité des médias et les conditions de travail des journalistes. Comme ils le disent « nous ne nous intéressons pas en priorité aux conditions de travail des journalistes ou à leur statut socioprofessionnel, à l'organisation où ils œuvrent et aux techniques à leur disposition, aux modes de financement et de régulation de la presse », ou du moins ces facteurs ne deviennent pertinents « que dans la mesure où ils influent sur la pratique discursive des journalistes » (Charron, de Bonville et Brin, 2004, p. 142). Dans un autre texte Charron et de Bonville (2002, p. 29) écrivent même qu'il « est impossible d'appréhender socialement et historiquement le journalisme en tant que tel autrement que comme ensemble de textes ».

J'argumenterai ici que cette attention soutenue envers le texte invisibilise les luttes de classe au sein du procès de travail et force les auteurs à reprendre une vision libérale du journalisme. Dans l'introduction de leurs propos, ceux-ci déclarent pourtant vouloir dépasser une vision téléologique du journalisme dans laquelle « l'histoire du journalisme s'inscrirait dans une longue marche vers la liberté » (Charron, de Bonville et Brin, 2004, p. 2). Selon moi cet objectif n'a pas été atteint, et les quatre-idéaux types proposés par les chercheurs peuvent au contraire très bien s'intégrer au biais libéral en études médiatiques. Logiquement, la vision « autoritaire » des médias peut correspondre au modèle du journalisme de transmission ou d'opinion. D'un autre côté, le journalisme d'information peut très bien s'harmoniser au modèle libéral des médias, c'est-à-dire le modèle où les journalistes forment un quatrième pouvoir de la démocratie et font circuler des idées. Le journalisme de communication, quant à lui, peut très bien coïncider avec l'argumentaire d'Habermas dans *l'Espace public* qui nous alarmait du déclin de la sphère publique, maintenant colonisée par le système économique et les relations publiques. Bref, ce modèle ne nous offre rien de nouveau sous le soleil par rapport au libéralisme en études journalistiques.

Surtout, la vision téléologique de l'histoire n'est pas du tout dépassée. Les auteurs l'affirment clairement lorsqu'ils énumèrent leurs quatre hypothèses que je vais reproduire ici (Charron, de Bonville et Brin, 2004, p. 99) :

1, le journalisme de transmission est la forme spécifique de journalisme d'une société dans laquelle les sphères de l'économie et de la politique ne sont pas entièrement distinctes, la première étant soumise à la seconde, et dans laquelle le pouvoir politique s'exerce de manière autocratique.

2, Le journalisme d'opinion est la forme spécifique de journalisme d'une société rurale dans laquelle l'activité marchande constitue la principale source d'accumulation du capital (société préindustrielle)

3, le journalisme d'information est la forme spécifique de journalisme d'une société urbanisée dans laquelle la production industrielle constitue la principale source d'accumulation du capital (société industrielle).

4, le journalisme de communication est la forme spécifique de journalisme d'une société fortement urbanisée dans laquelle le secteur de la consommation individuelle est la principale source d'accumulation au profit du capital financier (société postindustrielle ou de consommation).

Les formes de journalisme présentées correspondent donc à une suite d'étape qui va de la société préindustrielle à la société postindustrielle. Pour des auteurs et autrices ne voulant pas faire de la téléologie, il faudra repasser. Mais le problème est surtout qu'en s'attardant uniquement aux textes, les auteurs et autrices ne prennent pas en compte les luttes de classe, et ce, particulièrement lors des transitions d'une forme du capitalisme à une autre. La transition au capitalisme libéral est un bon exemple. Le capitalisme n'est considéré ici que comme une extension de l'activité marchande qui existait déjà dans la société préindustrielle. Cela correspond à une vision néo-smithienne de l'histoire, une approche fortement critiquée par le marxisme politique (Brenner, 1977).

En effet, pour Brenner, c'est d'abord « la structure de classes qui détermine comment des modifications démographiques ou commerciales affectent les variations à long terme de la distribution des revenus et le développement économique, et non l'inverse » (Durand, 2020, p. 193). Chaque fois que nous regardons un type de société avec une loupe historique, il faut donc se demander avant tout quel est le mode d'exploitation auquel nous faisons face. Dans les sociétés féodales, la propriété est politiquement constituée et les seigneurs tirent un surplus avec l'aide de contraintes extraéconomiques. Il n'y a pas de croissance économique ni de développement des forces productives : les paysans ne peuvent pas investir car on leur retire un surplus que les seigneurs dilapident dans des consommations de luxe et des mariages dynastiques. L'économie est enchâssée dans les rapports sociaux. Or la transition au capitalisme est une rupture violente qui implique une transformation profonde des relations sociales de propriété. Comme l'écrit Marx dans les *Manuscrits*, le « rapport personnel du propriétaire à sa propriété » doit disparaître pour que « celle-ci devienne seulement la richesse matérielle objective » (Marx, 1996[1932], p. 102). Mais cette transition se fait sur plusieurs siècles – il y a d'abord un capitalisme agraire et industriel – et

dans un grand conflit entre les nouveaux bourgeois qui comptent sur l'extraction du profit par des impératifs économiques et les représentants de l'ancien régime qui veulent maintenir leurs privilèges extraéconomiques (Wood, 2002).

C'est par conséquent dans ce portrait qu'il faudrait inclure la naissance des médias et la transition aux médias de masse. Pour De Bonville (et cette idée sera reprise par l'École de Québec) l'économie infecte tardivement les médias, dans le sens qu'avant la fin du 19<sup>e</sup> siècle, les propriétaires de journaux ne créaient pas des médias pour faire de l'argent, mais bien pour faire circuler des idées libérales comme la liberté d'expression. Les luttes de classe qui accompagnent la transition au capitalisme sont ici inexistantes et, comme c'était le cas avec les exemples précédents, les bourgeois sont réifiés en agent du progrès universel<sup>27</sup>.

Des histoires alternatives existent pourtant. Dans un texte qui s'inspire du « *labor turn* » en études médiatiques, Nerone (2021) a par exemple tracé une histoire des médias où ces derniers sont traversés par des luttes de classe. Les premiers journaux ne dépendaient pas que de l'effort des bourgeois, mais aussi des imprimeurs et des typographes qui se sont rapidement rassemblés dans des syndicats internationaux très puissants. Ces syndicats établissaient alors des lois strictes sur la mobilité des typographes et sur l'introduction des innovations, dont la Linotype. Dans le cas du Québec, les imprimeurs ont notamment organisé douze grèves entre 1866 et 1890 (Leroux, 2005,

---

<sup>27</sup> Mon but ici n'est pas de faire de l'historiographie empirique, mais bien une critique de l'histoire des idées en études médiatiques. Je ne dis donc pas que l'argument selon lequel les médias du 19<sup>e</sup> siècle ne fonctionnaient pas selon une logique commerciale est complètement faux, je dis surtout qu'il est idéologique. Selon cet argument, les premiers propriétaires de journaux n'avaient aucun intérêt matériel, ils voulaient simplement faire circuler des opinions. Il s'agit d'une vision idéologique et anhistorique qui ne prend pas en compte les mutations des rapports sociaux et les luttes de classe. Or la création d'un journal nécessite entre autres la mobilisation d'un capital qui implique de vouloir faire bien plus que faire circuler des idées, et ce, particulièrement dans le contexte de la transition vers le capitalisme industriel. Les histoires des médias développées par Nerone (2021) et Chalaby (1998) mettent en scène de manière beaucoup plus subtile les luttes de classe au sein des premières salles de rédaction.

p. 111). La différence est notable entre ce type d'histoire matérialiste et celle de l'École de Québec. Pour elle, ce sont plutôt les marchands « à l'affût des améliorations dans les moyens de transport et de communication » (Charron, de Bonville et Brin, 2004, p. 110) qui provoquent la mutation vers le capitalisme industriel. Aucun conflit n'est en jeu, il faut plutôt dire que

des transformations structurelles profondes dans l'économie nord-américaine, c'est-à-dire le passage d'une économie dominée par le capital commercial à une économie dominée par le capital industriel, surviennent à la faveur de l'industrialisation de la production des biens de consommation courante et se répercutent sur la vie politique (suffrage universel), sociale (urbanisation) culturelle (alphabétisation), etc. (Charron, de Bonville et Brin, 2004, p. 111).

Et c'est à la fin de cette chaîne qu'apparaissent les médias de masse et que les entrepreneurs naissants comprennent finalement que les journaux peuvent aussi « permettre de s'enrichir » (de Bonville, cité dans Godin, 1981, p. 58). Cet argument déterministe et néo-smithien ne permet pas de rendre compte que les salles de rédaction sont des entités matérielles (et pas seulement discursives) qui sont traversées par des luttes de classe et des désirs pour des formes de vie autonomes. L'argument reposant sur l'agentivité des marchands « à l'affût des améliorations » qui aurait créé le capitalisme est d'ailleurs un autre cliché libéral largement répandu (Wood, 2002). Ce cliché perdure aujourd'hui dans la vision schumpéterienne de la destruction créatrice de la *start-up nation* (Durand, 2020) qui ne serait qu'une nouvelle génération de marchands encore et toujours « à l'affût » des nouvelles idées. Le marxisme politique a plutôt démontré que les marchands sont à la remorque des changements plus structurels qui s'opèrent dans les relations sociales de propriété (Wood, 2002). L'historien marxiste canadien Ryerson l'avait aussi suggéré lorsqu'il écrit que

sans nier l'importance cruciale du charbon, de l'acier et du facteur géographique, on peut estimer que les institutions politiques et les rapports de classe ont aussi joué un rôle dans l'évolution d'une société coloniale. Un déterminisme technique qui écarte ces facteurs ne peut que donner une fausse idée des véritables mécanismes de l'histoire (Ryerson, 1978, p. 190).

Bien sûr, l'argumentaire de l'École de Québec n'est pas dépourvu d'intérêt dans le sens qu'elle pointe du doigt plusieurs facteurs reliés à la crise des médias, notamment l'hyperconcurrence au sein du journalisme de communication. Mais le fait de considérer le journalisme exclusivement comme une pratique discursive empêche d'analyser l'expérience de classe des journalistes. Trop souvent les chercheurs et les chercheuses en communication se contentent d'analyser les mutations des pages titres ou encore des états financiers des journaux pour commenter l'évolution du milieu journalistique. L'influence est ici donnée aux décideurs ou aux grands journalistes qui ont eu le courage d'imposer telles innovations ou tels nouveaux formats. C'est ce que disait Nerone (2021, p. 31) quand il affirmait que l'histoire du journalisme « typically obscures labor by emphasizing professional standards, on the one hand, and the importance of news organizations in political life, on the other. This encourages an idealist approach, with decision-making in newsrooms as the core element ». Je propose plutôt dans ce qui suit de m'attarder aux luttes qui se passent réellement au sein des salles de rédaction, bref de me pencher sur l'évolution non pas du texte, mais bien du procès de travail journalistique. C'est uniquement avec cette loupe qu'il est possible de plonger dans la composition de classe.

#### 4.2 Pour une histoire de la composition de classe des journalistes québécois

Ayant formulé une critique de l'historiographie de la presse au Québec, je tenterai maintenant de mettre moi-même la main à la pâte en effectuant dans ce chapitre une théorisation de la composition/recomposition/décomposition de classe des journalistes québécois. La première étape de ce travail a été de délimiter ma perspective historique. Après réflexion, j'ai choisi d'examiner l'évolution de la composition de classe en trois blocs reliés à des régimes d'accumulation distincts, soit le bloc 1900-1940 que je nommerai la germination de classe, le bloc 1940-1980 qui sera la composition de classe, et un dernier bloc 1980-2020 qui correspondra à la décomposition de classe.



Les blocs de quarante ans font référence à l'analyse des « ondes longues<sup>28</sup> » en économie politique (Mandel; 1995; Kaul, 1986), mais aussi aux différents régimes d'accumulation des formes institutionnelles du capitalisme. Le passage entre ces différents blocs est bien souvent l'impulsion d'une crise économique qui change le mode d'exploitation dominant (Boyer, 2015).

Le fait de commencer mon analyse au tournant du 20<sup>e</sup> siècle est un sacrifice, mais qui est toutefois nécessaire pour éviter des confusions dans la construction analytique de la composition de classe des journalistes. Il est très difficile de parler d'une classe sociale pour les journalistes avant le 20<sup>e</sup> siècle pour la principale raison que ceux et celles-ci appartenaient bien souvent à d'autres corps de métier (avocats, politiciens) et que le journalisme n'était régulièrement qu'une parenthèse dans la vie professionnelle de ces derniers (Chalaby, 1998). Lorsque des journalistes se regroupent avant 1900, cela ressemble davantage à des clubs de bourgeois corporatistes qu'à des mouvements syndicaux ou associatifs ayant des revendications réelles. Si on cherche une classe sociale reliée aux médias avant 1900, il faudrait s'adresser aux imprimeurs ou aux typographes (Nerone, 2021). Au Québec, ces derniers se sont organisés dès 1870 (Leroux, 2015). Leur histoire est intéressante, mais elle n'est pas l'objet de cette recherche.

Point important : mon intention n'est pas celle de faire un portrait statistique et quantitatif de l'évolution du groupe professionnel des journalistes de 1900 à aujourd'hui. Nous savons par exemple qu'il y avait près de 343 journalistes au Québec en 1911, plus de 1000 au début des années 1970, et près de 4000 aujourd'hui (De Bonville, 1988; Giroux, 2019). Mais la variation dans les

---

<sup>28</sup> Comme le dit Husson (2009, p. 93), la théorie des ondes longues « analyse la succession au sein du capitalisme de phases alternées (expansive et récessive) [et] insiste sur l'asymétrie dans l'alternance de ces phases ». L'analyse des ondes longues est aussi cohérente avec le cas du Québec, la fin du 19<sup>e</sup> siècle étant marquée par la persistance d'une économie familiale subordonnée à l'impérialisme américain, le milieu du 20<sup>e</sup> siècle par une modernisation économique et le 21<sup>e</sup> siècle par une transition vers l'économie financière et numérique (Dufour, Deblock et Rioux, 2022).

effectifs ne nous dit rien sur la subjectivité politique de la classe qui incarne ses chiffres. Si les mineurs dans les mines de charbon n'ont par exemple jamais représenté une masse énorme de travailleurs et de travailleuses, ils ont pourtant incarné l'une des sections les plus combatives de la classe ouvrière au 20<sup>e</sup> siècle et ce dû à leurs méthodes de travail autonomes et à l'importance stratégique de l'extraction du charbon pour le capitalisme industriel (Mitchell, 2009). Pour détecter comme le dit Tronti « la texture interne d'une classe », il faut donc effectuer une analyse plus qualitative qui mêle objectivité technique et subjectivité politique (voir le tableau 2.1 dans le chapitre 2).

Pour ce faire, je présenterai d'abord les conditions de travail typiques de chaque période et le type de régime d'accumulation capitaliste en place. Puis, en prenant exemple sur des parcours concrets de journalistes et leurs tentatives de luttes, je me concentrerai plus particulièrement sur la description de la subjectivité politique qui teinte la relation capital-travail de chaque époque (ce qui me permettra d'éviter une analyse trop « économiciste » des expériences de classe). Il s'agira chaque fois de voir ce qui est en ascendance ou en descendance dans la classe des journalistes, et ce que cela a impliqué en termes d'invention et de répétition pour chaque période historique. Le but est au final de comprendre comment les journalistes ont eu « à être leur être de classe ».

#### 4.2.1 Germination de classe

Au début du 20<sup>e</sup> siècle, le capitalisme en Amérique du Nord est bien installé et entre même dans son deuxième régime d'accumulation que Boyer nomme une « accumulation intensive sans consommation de masse » (Boyer, 2004, p. 57). La science et la technique ont été définitivement intégrées dans le procès d'accumulation du capital avec l'aide de l'organisation scientifique du travail et une première vague de grandes corporations s'est déjà implantée dans le domaine des chemins de fer (Baran et Sweezy, 1968; L'Italien, 2016). « C'est l'époque de la production de

masse et de ses rendements d'échelle » (Boyer, 2004, p. 57). Le Québec participe à ce régime tout en mettant ses régions-ressources à la disposition des capitalistes nord-américains, entre autres dans le domaine du bois d'œuvre (Carroll et Sapinski, 2018) – la présence des nombreuses pulperies québécoises qui alimentent les journaux américains est d'ailleurs une autre preuve du rôle que jouent les médias dans la consolidation des formes du capitalisme (Innis, 1942). Le journalisme est conséquemment encore dans le règne du papier.

Les conditions de travail des journalistes sont par contre très difficiles au tournant du siècle. Avant 1920 les journalistes gagnent souvent moins de dix dollars par semaine, ce qui est moins qu'un menuisier (Godin, 1981, p. 33). En 1916, les journalistes du *Devoir* gagnent par exemple entre cinq et sept dollars par semaine. Il s'agit d'un « salaire médiocre » pour l'époque (Godin, 1981, p. 34). Vers la fin des années 1940, le salaire atteindra les 20-25 dollars par semaine. Les journées sont également très éprouvantes, un reporter montréalais cité dans de Bonville indique qu'il parcourt tous les hôtels de ville, les postes de police et les stations de pompier du matin au soir pour ne pas manquer les nouvelles du jour : « le reporter n'a le droit d'ignorer ni une séance du conseil municipal, ni une réunion politique, si ignares que soient les orateurs annoncés. Il se couche vers onze heures ou minuit, pour recommencer le lendemain matin la même besogne » (De Bonville, 1988, p. 168).

Les tentatives d'associations syndicales qui auraient pu tenter d'élever ces conditions au début du siècle se soldent toutes par des échecs ou des semi-échecs. Demers (1989) évoque une première tentative de syndicalisation au journal *La Presse* en 1903 qui aurait été rapidement contenue. En 1920, 70 journalistes fondent l'Union des journalistes de Montréal qui disparaîtra « après un an ou deux » (Demers, 1989, p. 27). Un premier syndicat de journalistes est formé au journal *Le Droit* en 1922, mais disparaît lui aussi après quelques années en 1929 (Fradet, 2001). En fait le premier syndicat à réellement s'implanter est celui des journalistes de *l'Action catholique* dès 1936. Le problème est que cette association, dans la lignée du syndicalisme confessionnel, a davantage pour

but de contrer les syndicats révolutionnaires que de vraiment stimuler l'agentivité de ses membres (Demers, 1989, p. 31). Il faudra attendre notre deuxième période au début des années 1940 pour voir des syndicats ou des conflits de travail véritablement s'implanter dans le milieu. L'Association des journalistes canadiens-français (1903-1918) pourrait être citée en contre-exemple, mais celle-ci est beaucoup plus une organisation corporative que combative, la plupart de ses revendications concernent l'instauration de privilèges individuels comme le fait de pouvoir voyager à moindre coût avec une carte de presse (Le Cam, 2009, p. 40). Ce n'est rien pour stimuler un sentiment d'appartenance et des luttes émancipatrices.

Il serait toutefois faux d'interpréter cette première période avec un accent misérabiliste dans le sens où les journalistes seraient des travailleurs exploités au maximum (Solomon<sup>29</sup>, 1995), tout comme il serait faux de l'aborder avec une vision romantique comme le font certains (Demers, 1989) en rappelant la bonne époque où le journalisme était contrôlé par « des entreprises familiales » avant d'être acheté par des multinationales à partir des années 1960. J'ai choisi le terme germination parce que c'est en fait à ce moment que les premiers bourgeons de la formation d'une classe sont plantés. La révélation est un bon mot, c'est là que des journalistes réalisent pour la première fois qu'ils sont des travailleurs ou des travailleuses et qu'ils prennent conscience de l'antagonisme capital-travail lors de diverses luttes, même si cette « germination » reste contrainte par la persistance de rapports sociaux précapitalistes.

Comme je le démontrerai dans le cas d'Olivar Asselin, des valeurs comme le respect et l'admiration pour le travail du paysan, le courage politique de prendre la parole et la solidarité de la communauté

---

<sup>29</sup> Comme le dit Solomon : « Newswriters in the late nineteenth century did not, as a rule, confront management. [...] Rather, their history is one of grudging accommodation to unpleasant circumstances. It is a history of collectively felt oppression most often expressed in individual acts of defiance—usually, quitting one newspaper to seek work at another or else leaving journalism altogether. It is not a history of collective action » (Solomon, 1995, p. 112).

canadienne-française sont encore très importantes chez les intellectuels et les journalistes du début du 20<sup>e</sup> siècle au Québec<sup>30</sup> (Pelletier-Baillargeon, 1996). La transition au capitalisme a beau avoir eu lieu dans les grands centres urbains, les valeurs libérales du déracinement qui voudraient que tous les citoyens-consommateurs suivent leurs propres intérêts peinent à pénétrer dans les villages et les régions qui vivent toujours sous la tutelle de l'Église catholique. Les journalistes qui débute leur carrière n'ont pas comme héros des journalistes objectifs effectuant des reportages sur le terrain (le modèle anglo-saxon), mais bien ce que Chalaby (1996) nomme des publicistes français, c'est-à-dire des écrivains publics qui accordaient une grande importance à la beauté de la plume, à l'humour et l'ironie et aux grandes causes sociales ou républicaines. Les conditions matérielles pauvres sont donc bien souvent compensées par une subjectivité politique absorbée par la dévotion et l'engagement pour de « grandes causes ».

Le cas d'Olivar Asselin (1874-1937) est en ce sens une très bonne représentation de la figure du journaliste québécois en « germination de classe » au début du 20<sup>e</sup> siècle. Hélène Pelletier-Baillargeon a écrit trois impressionnantes biographies un peu romancées sur Asselin et, à moins d'indications contraires, je tire les informations sur celui-ci de son travail. Asselin est le quatrième d'une famille de quatorze enfants. Son père était un maître tanneur et sa famille travaillait la terre dans la région de Charlevoix et plus tard dans le village de Sainte-Flavie dans le Bas-du-Fleuve. Étant particulièrement doué pour les études, Asselin entre à douze ans au Séminaire de Rimouski,

---

<sup>30</sup> Je mettrai l'accent plus particulièrement sur le cas d'Asselin dans la partie qui suit, mais ce type d'engagement moral est perceptible chez la plupart des journalistes au début du 20<sup>e</sup> siècle. Lorsqu'elle se lance dans le journalisme en 1901, Éva Circé-Côté écrit notamment qu'elle veut « célébrer tout ce que la nature a de superbe, tout ce que l'art a de consolant, [...] se pencher sur les geôles pour y suspendre une injustice, veiller à l'éducation des petits, au respect dû à la femme, vouloir le repos des siens, faire de cette plume un outil de délivrance, proclamer le chant d'amour, de penser, d'admirer, de vivre, et tout cela sans bruit, sans l'expectative d'une vaine gloriole, avec l'espérance seulement d'être utile, douce et consolante au malheur » (Lévesque, 2010, p. 45). Il serait impossible de lire de telles lignes aujourd'hui.

ce qui constitue sa seule option pour obtenir un peu d'instruction. Il y restera pendant six ans (1886-1892) avant de devoir quitter avec sa famille vers la ville de Fall River (aujourd'hui dans l'État du Massachusetts) aux États-Unis pour se trouver du travail. Un nombre important de Canadiens français font en effet le trajet capitaliste classique de la terre à l'usine en cette fin du 19<sup>e</sup> siècle pour trouver de quoi nourrir leurs familles nombreuses.

Pendant dix-huit mois, Asselin travaille dans des usines de textile pour nourrir ses frères et sœurs et son père malade. C'est un choc par rapport à sa jeunesse au Séminaire où il passait le plus clair de son temps à lire des classiques de l'érudition latine. Dans ses temps libres, il profite des acquis de son éducation classique pour proposer des poèmes romantiques ou des reportages fictifs à des journaux francophones implantés dans la région. C'est alors que le rédacteur en chef du *Protecteur canadien*, Adélarde Lafond, vient le trouver devant sa machine pour lui proposer un emploi de journaliste. Asselin accepte immédiatement. Celui-ci jubile de quitter son emploi éprouvant de bobinage et d'encollage. Dans un scénario digne des *Illusions perdues* de Balzac, Asselin se met alors à écrire des articles sur des sujets qu'il ne connaît absolument pas comme la défense des grandes valeurs du républicanisme aux États-Unis ou la guerre contre l'Espagne. Il n'hésite pas non plus à inventer certaines histoires pour contrecarrer l'influence des communautés irlandaises.

Il faut comprendre que les idoles d'Asselin et de ses camarades à ce moment sont avant tout les pamphlétaires français au style aiguisé, et particulièrement un certain Henri de Rochefort (1831-1913). Ce dernier est un personnage romanesque typique du 19<sup>e</sup> siècle : après avoir monté aux barricades en 1848 et en 1871, il est déporté en Nouvelle-Calédonie pour l'influence de ses pamphlets anti-bonapartistes, d'où il réussit à s'évader pour revenir triomphant à Paris... Ce Cyrano de la presse parisienne est très éloigné des figures objectives du journalisme anglo-saxon qui se concentrent alors sur l'invention des entrevues et des reportages terrain (Chalaby, 1996).

Voici d'ailleurs comment Pelletier-Baillargeon présente l'ambiance dans la salle de rédaction du *Protecteur canadien* vers la fin des années 1890. Comme je l'ai dit plus tôt, la subjectivité de l'engagement compense les rudes conditions, ce qui procure certainement une forme de résonance au travail<sup>31</sup> :

Travail précaire, artisanal, improvisé, mal rémunéré, mais que viennent compenser l'amitié, les trouvailles, les ruses, les bons mots et les morceaux de bravoure. On y vit en commun sur un pied d'égalité : directeur, rédacteurs, chef d'atelier et typographes mangent les mêmes sandwiches froids à midi, attablés en bras de chemise et en bretelles autour des trois pupitres qui forment tout le mobilier de la salle de rédaction (Pelletier-Baillargeon, 1996, p. 98).

Pendant plusieurs années, Asselin fera son bout de chemin dans de nombreux journaux aux allégeances diverses qui ne dureront que quelques mois avant de fermer, autant à Montréal qu'aux États-Unis. Bien que ces emplois n'offrent qu'une rémunération d'une dizaine de dollars ou moins par semaine, celui-ci les préfère grandement à un retour dans les usines de textile aliénantes qui prolifèrent à ce moment. Pour lui la lutte des classes n'est pas une idée théorique mais bien « un fait : la dure réalité quotidienne qu'il a découverte, avec ses frères et sœurs d'exil, dans les filatures de la Nouvelle-Angleterre. Tout jeune, il a été soumis aux mœurs du capitalisme sauvage nord-américain » (Pelletier-Baillargeon, 1996, p. 110). Le journalisme est donc une évasion vaguement intellectuelle où celui-ci peut se consacrer à de « grands combats ».

On ne doit pas se surprendre que les journalistes ne cherchent pas à s'organiser comme des travailleurs et des travailleuses à cette époque puisque leur travail est déjà considéré comme une

---

<sup>31</sup> Beaucoup de journalistes au début du 20<sup>e</sup> siècle compenseront également leur salaire de misère en acceptant des enveloppes d'argent comptant lors de la couverture d'assemblées politiques ou de conférences de presse. C'est maintenant un fait bien connu (Déom, 1989).

échappatoire du travail d'usine (et parfois même comme un tremplin vers une carrière politique). L'exploitation qui ressort des longues journées de travail et des petites paies est moindre que celle vécue lorsque la même machine doit être actionnée toute la journée dans un mouvement répétitif. Le mot clé ici n'est pas lutte, mais bel et bien fuite en avant.

En effet, toute sa vie Asselin sera motivé par un journalisme « de combat » ou du moins un journalisme hautement impliqué dans des débats de valeurs sociales. Au cours de ses implications dans divers journaux, Asselin militera par exemple pour la naturalisation américaine des Canadiens français, et surtout pour de nombreuses causes nationalistes comme la protection de la langue française au Canada et le droit d'établissement des colons. En 1904, il participe à la fondation du journal *Le Nationaliste*, financé par la bourgeoisie locale, qui a pour but de s'opposer à l'impérialisme britannique et de favoriser l'autonomie des Canadiens français. Cet engagement résonnant pour de grandes idées compense encore une fois pour la précarité de l'entreprise – précarité étant un gentil mot car la situation financière d'Asselin est alors qualifiée de « calamiteuse » (Pelletier-Baillargeon, 1996, p. 288). *Le Nationaliste* fusionnera plus tard avec *Le Devoir*, le journal fondé en 1910 par Henri Bourassa et qui lui ressemble à bien des égards.

Asselin se prononcera également en faveur de plusieurs guerres et de l'esprit héroïque des soldats se battant pour de grands principes. Lui-même passera quelques jours en prison pour avoir giflé le ministre des Travaux publics Louis-Alexandre Taschereau en 1909 ; il s'engagera aussi comme combattant lors de la Première Guerre mondiale où il se méritera la Légion d'honneur. Ses discours pour justifier son engagement à sauver la mère patrie française sont assez pathétiques. Parfois ses combats frôleront un certain socialisme utopique ; celui-ci prend régulièrement position en faveur du peuple paysan et artisan qui représentent ses racines. « Grave est leur port, les chemineaux. Lente leur marche, haute leur tête » écrira-t-il dans un poème (Pelletier-Baillargeon, 1996, p. 173). Tous les combats d'Asselin sont également très romantiques : ceux-ci sont associés à une idée de grandeur que la Nouvelle-France aurait perdue aux mains de l'Empire britannique. Dans certains



de ses journaux le journaliste signera même, quoique sous pseudonyme, des poèmes ridicules où il parle de femmes rêvées ou des mirages de la vie mondaine<sup>32</sup> (Pelletier-Baillargeon, 1996, p. 117 et p. 173).

Or, comme l'a démontré Michéa (2010), une telle vie consacrée au combat pour des valeurs morales est profondément précapitaliste. Le capitalisme libéral ne se construit pas sur l'idée qu'il est le meilleur type de société possible, mais plutôt sur le fait qu'il est le modèle le moins pire et surtout le seul où peut perdurer la paix sociale et la démocratie. Le libéralisme neutralise et dévalorise deux passions qui sont constitutives de la vie d'Asselin : « la prétention à détenir le Vrai et celle à incarner l'héroïsme et la Vertu » (Michéa, 2010, p. 32). Au contraire le but de cette idéologie est de promouvoir un traitement scientifique et impartial de tous les problèmes politiques par les structures impersonnelles du Marché ou du Droit.

Une théorie libérale de la justice ne doit donc engager, par principe, aucune réflexion philosophique particulière sur ce que pourrait être la meilleure manière de vivre. Elle se limite à définir les conditions techniques d'un simple *modus vivendi*. [Elle est une] pure administration des choses exigeant bien moins des convictions politiques qu'une simple compétence d'expert (Michéa, 2010, p. 37).

Les auteurs comme de Lagrave qui prétendent que les journalistes de la fin du 19<sup>e</sup> siècle suivent les valeurs libérales passent par conséquent à côté du fait que ces engagements en faveur du courage politique, du soutien pour le travail de l'artisan ou de la défense de la nation sont souvent antilibéraux (et souvent, au contraire, socialistes). Plus le 20<sup>e</sup> siècle se développe et plus les

---

<sup>32</sup> Il serait important de préciser que cette passion pour de grands enjeux est aussi permise par le travail de soin effectué par les femmes des journalistes. Le journalisme sera longtemps un métier réservé aux hommes, et lorsque des femmes journalistes sont embauchées dans les journaux, c'est souvent pour entretenir les pages féminines traitant de sujets comme le maquillage ou la bonne tenue en société (Laplanche, 2017). La femme d'Olivar, Alice Asselin, participera d'ailleurs à l'épopée de la création du Canadian Women's Press Club en 1904 par un groupe de seize journalistes canadiennes lors d'un voyage en train à l'Exposition universelle de Saint-Louis (Kay, 2015), une histoire relativement oubliée.

engagements moraux d'Asselin deviennent des reliques du passé. À la limite, de tels combats sont dangereux et peuvent mener vers le totalitarisme (c'est l'argument des Libéraux triomphants comme Hayek). Ce ne sont plus les intellectuels qui doivent dire ce qui est bien ou mal, mais bien l'Économie et ses mécanismes impersonnels d'allocations des ressources. La subjectivité politique du journalisme change donc peu à peu et s'oriente tranquillement mais sûrement vers le modèle du journalisme objectif anglo-saxon, celui qui rapporte les nouvelles sans jugements de valeur. Et c'est dans ce modèle que pourra finalement se développer le syndicalisme : les journalistes ne se considèrent plus transportés par de grands combats moraux, ils peuvent au contraire être ramenés sur terre et revendiquer une amélioration de leurs conditions matérielles (au sein de structures médiatiques qui acquièrent une certaine stabilité).

À mon sens deux facteurs, ou plutôt deux verrous, bloquent donc le développement de la subjectivité politique des journalistes au début du 20<sup>e</sup> siècle : premièrement les journalistes sont, comme je l'ai dit, obsédés par de grandes valeurs sociales ou républicaines dans leur écriture (verrou subjectif<sup>33</sup>), mais surtout, et c'est peut-être le point le plus important, la division capitaliste du travail n'a pas encore remodelé les salles de rédaction qui fonctionnent parfois encore de manière artisanale entre journalistes, rédacteurs en chef et typographes ou imprimeurs (verrou matériel). Ce n'est qu'à partir du moment où l'organisation scientifique du travail atteindra les salles de rédaction que les journalistes pourront se considérer comme des travailleurs et des travailleuses (Örnebring, 2010, Im, 1997), bien que ces revendications matérielles seront tempérées

---

<sup>33</sup> Le problème ici n'est pas de suivre des valeurs sociales mais de placer la diffusion et la défense de ces valeurs avant le fait de se mobiliser pour une amélioration concrète de ses conditions de travail. Les journalistes acceptent des mauvaises conditions de travail parce qu'ils ont l'impression que l'importance de leurs luttes morales compense pour celles-ci (Solomon, 1995). Les valeurs sociales deviennent ici des combats qui font diversion par rapport à la nécessité de changer son lieu de travail. Lorsque Asselin lance son journal *Le Nationaliste* en 1904, Éva Circé-Côté lui écrit passionnément : « Si vous avez besoin d'un dévouement à toute épreuve, d'un travail opiniâtre, d'un disciple qui embrasse votre cause avec l'ardeur d'un néophyte qui peut aller jusqu'au martyre, je vous offre tout ça » (Lévesque, 2010, p. 68). La passion justifie l'exploitation.

par la montée, au même moment, de la figure du journaliste « professionnel » qui est objectivement détaché des luttes sociales.

Ce lien entre industrialisation et professionnalisation est parfaitement cohérent : puisque les médias voulaient désormais viser un vaste public pour vendre de la publicité, il fallait démontrer que les journalistes ne prenaient plus position, mais étaient bien au service de la « vérité » (Chomsky et McChesney, 2000, p. 94-95). Ce discours avait un double objectif dans le sens qu'il stimulait l'effort de vente et limitait le radicalisme idéologique des journalistes : « to protect itself against vulnerability to labor radicalism and profit-threatening strikes, the press barons proffered professionalism to accommodate journalists' status ambitions while subverting their economic claims » (Kaul, 1986, p. 52).

#### 4.2.2 Composition de classe

Au milieu du 20<sup>e</sup> siècle le capitalisme industriel (de style bourgeois-proprétaire) est révolu et fait place à la phase monopoliste de son régime d'accumulation, c'est-à-dire sa phase d'« accumulation intensive avec consommation de masse » (Boyer, 2004, p. 58). Les gigantesques corporations ont fait leur apparition et tentent désormais d'augmenter leur puissance organisationnelle grâce à différents mécanismes d'accumulation différentielle comme la publicité, le marketing, la recherche et le développement ou encore des mécanismes de fusions et d'acquisitions (les médias, particulièrement, commenceront à se concentrer à partir des années 1960 au Québec). Les actifs intangibles (bases de données, marques de commerce) deviennent très importants et cette tendance se radicalisera au 21<sup>e</sup> siècle (Durand, 2020).

L'institutionnalisation du rapport salarial fordiste impose peu à peu le partage des gains de productivité entre les entreprises et les travailleurs et les travailleuses (Boyer, 2020). Ce partage

est soutenu par de nombreuses années de croissance économique dans la période d'après-guerre. La radio et la télévision s'imposent comme de nouveaux médias de masse très populaires – Radio-Canada est d'ailleurs créée en 1936. Les journalistes investissent ces nouveaux médiums ce qui démultiplie leurs moyens de rejoindre le public.

C'est également à ce moment que la division capitaliste du travail remodèle les salles de rédaction et élimine définitivement l'atelier de type artisanal qu'avait connu Asselin à ses débuts dans les années 1890. Cette organisation scientifique impose avant tout des séparations, notamment la séparation des faits et des jugements de valeur dans le travail d'écriture journalistique (par des nouvelles méthodes d'écriture, dont la pyramide inversée), la séparation du travail masculin et du travail féminin qui lui est dévalorisé et condamné à des zones d'intervention spécifiques (comme les mœurs, l'amour, le mariage [Laplanche, 2017]), mais aussi la séparation spatiale et temporelle du rédacteur en chef, des journalistes et des imprimeurs. L'organisation scientifique du travail impose une déqualification du travail qui touchera d'ailleurs prioritairement le travail des imprimeurs (Im, 1997), ce qui explique pourquoi c'est eux qui déclencheront les premières luttes sociales qui entraîneront par la suite les journalistes (Nerone, 2021).

Au niveau des conditions de travail, un grand débloccage a lieu en 1944 avec la promulgation de la Loi sur les relations ouvrières, une loi qui institue la reconnaissance officielle des syndicats par l'État québécois, et surtout l'obligation de négocier avec ceux-ci pour les employeurs (Déom, 1989, p. 17). Peu après l'adoption de cette loi, les journalistes de *La Presse* forment leur propre syndicat. Au départ ces journalistes s'organisent en tant que local du Syndicat de l'industrie du journal qui représente déjà les imprimeurs et les typographes. Dix ans plus tard, ceux-ci formeront un syndicat distinct, le Syndicat des journalistes de Montréal (Demers, 1989). Mais les journalistes de *La Presse* sont loin de constituer une avant-garde et presque toutes les salles de rédaction de médias québécois se syndiquent dans les années qui suivent : *Le Devoir* dès 1945, et puis *Le Droit*,

*Montréal-Matin*, *Le Soleil* et *Le Nouvelliste*, entre autres, se dotent tous d'un syndicat pour les représenter.

Comme on peut s'en douter, les premières conventions collectives donnent lieu à de nombreuses améliorations dans les conditions de travail. La première convention collective au journal *Le Soleil* (1952-1953) impose un salaire de 40 dollars par semaine dès la première année, celui-ci pouvant atteindre les 80 dollars par semaine après huit ans de travail (Déom, 1989, p. 42). C'est une augmentation spectaculaire de 150 % du salaire par rapport aux conditions du début des années 1940 (Déom, 1989, p. 52). Les journalistes de *La Presse*, quant à eux, obtiennent rapidement la rémunération du temps supplémentaire, le remboursement des dépenses, l'octroi de congés pour des activités syndicales et même la permanence après trois mois de service, et ces conditions serviront de modèle pour toutes les conventions collectives médiatiques futures.

Mais ces gains ne se font pas sans conflits. Si les premières conventions sont signées avec l'aide d'un arbitrage, ce semblant de paix est révolu à partir des années 1950 où les conflits de travail se succèdent les uns après les autres. Les causes sont multiples. Souvent, les journalistes sont d'abord entraînés par solidarité avec les typographes qui se mettent en grève, comme c'est le cas avec le lock-out du *Devoir* en 1955 où cinq journalistes refusent de briser les lignes de piquetage. C'est aussi le cas en décembre 1958 où les réalisateurs de Radio-Canada proclament une grève, ce qui entraîne les 2000 employés du service public en solidarité. La même chose se produit en 1964 lorsque les journalistes de *La Presse* sont propulsés dans une grève de sept mois causée par les typographes qui voulaient négocier l'entrée de la composition électronique.

Ce n'est qu'après avoir été entraîné dans des conflits et avoir fraternisé avec les grévistes sur les lignes de piquetage que les journalistes initieront eux-mêmes des conflits à la fin des années 1960 et dans les années 1970 (Salamon, 2018). Cela confirme en quelque sorte les analyses des autonomes qui affirmaient que c'était la lutte « qui était le grand éducateur de la classe ouvrière,

liant ensemble les diverses strates de la main-d'œuvre, transformant l'ensemble des forces de travail individuelles en une masse sociale, un ouvrier de masse » (Wright, 2007, p. 79). Parmi les cinq journalistes du *Devoir* qui refusent de briser les lignes de piquetage des typographes en 1955 figurent d'ailleurs Fernand Dansereau qui avait couvert de nombreux conflits de travail, dont celui de la mine d'Asbestos en 1949 (même s'il n'est pas directement sur place), conflit qui avait littéralement changé cette petite ville en champ de bataille. Dansereau en ressort transformé et ne peut que s'outrer de la présence de briseurs de grève dans sa salle de rédaction : « c'est une chose qu'on pardonnerait difficilement à n'importe quel employeur, mais qui est absolument inadmissible dans une œuvre comme le *Devoir* », écrit-il dans le journal syndical dédié au conflit (Demers, 1989, p. 48).

À partir de la fin des années 1960 et surtout des années 1970, les conflits se succèdent dans presque toutes les salles de rédaction, non seulement des journaux, mais aussi en radio et en télévision. Le Tableau 4.1 représente une liste non exhaustive des conflits de travail des médias québécois au cours de cette période. La soupe est particulièrement chaude à la fin des années 1970 lorsque trois journaux sont paralysés pendant plus de six mois. Deux journaux (*Montréal-Matin* et *Montreal Star*) vont d'ailleurs disparaître à la suite de ces conflits, les longues grèves favorisant l'apparition des compétiteurs, dont *le Journal de Montréal* en 1964. Les journalistes ne sont évidemment pas les seuls à combattre. Ceux et celles-ci s'inscrivent dans la Révolution tranquille où les syndicats vont tout simplement exploser, accompagnés par d'autres causes comme la nationalisation de l'hydroélectricité et le mouvement pour l'indépendance du Québec (Saint-Jean, 2002, p. 117-120). Les actions du Front de libération du Québec en 1970 et le Front commun intersyndical de 1972 ne font que radicaliser l'ambiance collective. Le journaliste Jacques Keable se décrit alors comme étant « en phase intime et dynamique avec les puissantes aspirations du peuple québécois à sa libération nationale, sociale, culturelle et économique » (Keable, 2015, p. 9).

**Tableau 4.1: Liste non exhaustive des conflits de travail dans les salles de rédaction dans les années 1960-1980 (Demers, 1989, Déom, 1989, Le Cam, 2009)**

1955 : lock-out des typographes au <i>Devoir</i> qui entraîne quelques journalistes en solidarité.
1957 : lock-out du <i>Nouvelliste</i> et de <i>La Tribune</i>
1958 : grève à <i>La presse</i>
1958 (décembre) à début 1959 : grève à Radio-Canada
1964 : grève à <i>La Presse</i>
1971-72 (janvier) : lockout à <i>La Presse</i>
1973 : lock-out à la station de radiotélévision CKRS
1973 : lock-out au <i>Soleil</i>
1975 : grève au <i>Devoir</i>
1976 : grève à la station de radio CKVL
1977-78 : grève au <i>Montréal-Matin</i>
1977-78 : grève au <i>Soleil</i>
1977-78 : grève à <i>La Presse</i>
1978-1979 : grève au <i>Montreal Star</i>
1980 : grève à Radio-Canada
1981 : grève au <i>Devoir</i>
1982-83 : grève à Télé-Métropole

À peu près tous ces conflits se soldent par ailleurs par des victoires pour les journalistes. Les nouvelles conventions collectives permettent aux journalistes de doubler-tripler – Le Cam (2009, p. 65) dit même quintupler – le salaire de ceux et celles-ci par rapport aux conditions de travail du début du 20<sup>e</sup> siècle. C’est sans parler des nombreux autres gains, dont les trois semaines de vacances payées, la parité des salaires entre les hommes et les femmes (qui était loin d’être acquise

dans les premières conventions), la semaine de 37 heures, la majoration des heures supplémentaires, les congés de maladie, la permanence après trois ou six mois, etc. (Déom, 1989). La convention collective de *La Presse* après le conflit de 1977-78 parle même d'une semaine de travail de 32 heures réparties sur quatre jours et de la nécessité de consulter le syndicat pour la nomination des éditeurs ou du directeur de l'information (Déom, 1989, p. 141).

Mais le fait le plus remarquable est que plus on s'enfonce dans les grands conflits de la fin des années 1970, et plus ceux-ci ne représentent pas tant une confrontation au niveau des conditions matérielles qu'au niveau de l'autonomie du métier. Comme l'écrit Cohen (2012) citée dans le premier chapitre, la grande caractéristique des métiers créatifs comme le journalisme est que les travailleurs et les travailleuses ont bien souvent une autonomie relative au point de conception-idéation du procès de travail. Le droit d'auteur de cette période permet par exemple aux entreprises de presse de publier un article, mais pas d'en altérer l'intégrité ou de le modifier à leur guise sans le consentement de l'auteur ou de l'autrice. C'est spécifiquement cette autonomie relative qui est en jeu lors de bien des conflits. Un bon exemple est la grève au journal *Le Soleil* en 1977-1978. Les journalistes déclenchent la grève non pas pour protester contre une réduction de leur salaire ou de leurs jours de vacances, mais bien pour contrer le parachutage de deux cadres imposés par la nouvelle direction (le journal venait d'être vendu à un nouveau propriétaire nommé Jacques Francoeur du groupe de presse Unimédia) pour prendre entre autres le poste de rédacteur en chef du journal.

Les cent dix journalistes du quotidien préfèrent dresser des lignes de piquetage qui dureront rien de moins que dix mois (août 1977 à juillet 1978) que de travailler avec des cadres qui pourraient porter atteinte à leur autonomie relative lors de la production des textes. Ce sentiment est alors partagé par la majorité des représentants et des représentantes de la profession. Un journaliste interviewé dans Godin (1981, p 216) salue même ses collègues du *Soleil* qui ont, selon lui, « résisté aux envahisseurs de l'extérieur » et qui ont « protégé le pouvoir des journalistes ». Lorsque la grève



au *Soleil* est déclenchée avec l'appui de 85 % des membres et de la grande majorité des employés de soutien, Fradet (2001, p. 99) écrit que « les journalistes vivent des moments d'euphorie ». Ceux et celles-ci se divisent d'abord les tâches dans divers comités : le comité de négociations, le comité des finances qui s'occupent des prestations de grève et des collectes de fonds, le comité d'information qui fait les liens entre les différentes instances syndicales et le comité d'organisation qui se charge des locaux, du piquetage et des loisirs. Les grévistes ne chôment pas : ils tiennent les piquets de grève et organisent de nombreuses assemblées ouvertes aux autres médias, en plus de publier un bulletin d'information alternatif nommé « Entre les lignes ». Lorsque la direction du journal tente de lancer un cahier publicitaire pour renflouer ses coffres, les journalistes bloquent sa distribution. Cinq semaines après *Le Soleil*, le 6 octobre, les quotidiens *La Presse* et *Montréal Matin* entrent aussi en grève ce qui rajoute à la détermination du groupe (Fradet, 2001, p. 99). Cette motivation dépasse même celle des syndicats : à l'hiver 1978, la direction de la CSN indique aux journalistes qu'elle aimerait en venir à un règlement (Fradet, 2001, p. 105). Les journalistes refusent les demandes du syndicat national et maintiennent leur position tout au long de l'hiver et du printemps (les employés de soutien sont solidaires à ces revendications). Le protocole du retour au travail est finalement signé le 3 juillet 1978. Les journalistes du *Soleil* obtiennent notamment le droit de consultation sur la nomination des cadres, un acquis qui aurait été considéré comme un sacrilège précédemment, et qui sera considéré par la suite comme impensable.

Lorsqu'on observe la subjectivité politique des journalistes québécois dans les années 1960-1970, force est de constater une grande confiance dans les revendications face aux employeurs – les journalistes se sentent entraînés dans un grand mouvement national d'émancipation – mais aussi une grande colère face à leurs interlocuteurs que sont les patrons et les gestionnaires. Conflit après conflit, la colère et la rancune s'installent entre les journalistes et leurs patrons (Déom, 1989). Un éditeur de *La Presse* soupçonne même que les journalistes ont fait la grève pendant si longtemps en 1977-1978 par vengeance pour le lock-out de 1971-1972 qui s'était soldé par une défaite pour les travailleurs et les travailleuses. Plus les conflits s'enveniment et plus les travailleurs et les

travailleuses « veulent tout » pour paraphraser le poète Balestrini. Les syndicats nationaux sont dépassés par l'ardeur de leurs membres. Les revendications touchent même les relations sociales de propriété, les syndicalistes du *Soleil* ayant songé à former une coopérative pendant une bonne partie des années 1970 (Godin, 1981, p. 216).

Certains journalistes dont Jacques Keable vont jusqu'à se créer leur utopie avec la création du journal *Québec-Presse*. Organisé en autogestion avec un comité de rédaction et un conseil d'administration, *Québec-Presse* est un hebdomadaire du dimanche qui sera publié de 1969 à 1974. Keable le décrit comme « indépendantiste, anticapitaliste et combattant dans le sens des intérêts des classes populaires » (Keable, 2015, p. 15). *Québec-Presse* naît car le mouvement syndical est insatisfait des médias en général. Les syndicalistes veulent créer leur propre organe de presse qui sera solidaire de la cause des travailleurs et des travailleuses. Dans sa Déclaration de principes, le journal se décrit comme « la réponse populaire à la domination de la presse soit par la dictature économique, politique, culturelle », et il est « indépendant des forces capitalistes qui dominent la société » (Keable, 2015, p. 32). Le projet crée un engouement chez certains journalistes, mais meurt de sa belle mort faute d'argent et probablement aussi d'organisation (le journal *Le Jour* du Parti québécois lui coupera également l'herbe sous le pied en 1974). Au plus haut de leur lutte, aspirés par leurs idées de grandeur, certains journalistes quittent donc leur emploi stable et très bien payé pour se joindre à ce projet alternatif et précaire qui représente véritablement leur grande cause, une cause qui leur procure une « extraordinaire liberté » qui compense pour « beaucoup de désagréments » (Keable, 2015, p. 101). Beaucoup d'autres journalistes font aussi le saut vers les médias alternatifs dans ces décennies (Raboy, 1982), notamment avec L'Agence de presse libre du Québec, ou encore dans des revues plus théoriques comme *Parti Pris* (1963-1968), *Révolution Québécoise* (1964-1965) ou *Québécoises deboutte !* (1971-1974).

Au fond, le paradoxe du concept de composition de classe, et ceci résume l'effervescence des conflits et des grèves à ce moment, est celui-ci : plus une classe se « compose » à travers les luttes,

plus elle apprend à « détester » le travail aliénant. Une classe composée ne peut qu'être éternellement insatisfaite de ses conditions. C'est ce qu'écrivait Tronti lorsqu'ils disaient que les travailleurs et les travailleuses devaient prendre conscience d'eux-mêmes en tant que force de travail pour pouvoir par la suite *se nier*. « Pour lutter contre le capital, la classe ouvrière doit lutter contre elle-même en tant que capital. [...] Elle n'a qu'à se combattre elle-même pour détruire le capital. Elle doit se reconnaître comme puissance politique, et se nier comme force productive » (Tronti, 1977, p. 323). Le sommet de la composition de classe, c'est l'arrêt du travail productif. C'est ce que font les journalistes du *Soleil*, de *La Presse* et du *Montreal Star* pendant presque un an en 1977-1978. « Si l'activité du travail cesse, la vie du capital cesse elle aussi » (Tronti, 1977, p. 268). Mais ces journalistes ne font pas qu'arrêter de travailler, ils s'impliquent dans des assemblées, ils se regroupent autour de piquets de grève pour penser à la production de brochures et des tracts alternatifs (Fradet, 2001, p. 104).

À ce sujet, un des documents produits par les journalistes du *Soleil* lors de leur longue grève s'intitule rien de moins que « devons-nous utiliser la presse bourgeoise? ». Publié par Le Centre de formation populaire, ce document est une critique incisive de la dynamique de la production de l'information dans les médias de masse. On peut y lire que

Dans la société capitaliste, les médias d'information sont contrôlés par une infime minorité selon des objectifs de profit et de maintien du système économique actuel. La très grande majorité de la population n'a aucun pouvoir dans la définition et le contrôle des contenus et des méthodes d'information (CFP, 1978, p. 6).

Mais le tract n'est pas qu'une critique naïve de l'information qui serait manipulée par les patrons, non celui-ci s'inscrit plutôt dans une sociologie du journalisme où les auteurs et les autrices critiquent les rituels professionnels des journalistes, dont celui de toujours chercher la nouvelle, ce qui conduit à s'allier à certaines sources et à reproduire une idéologie. Les auteurs et les autrices ne blâment donc pas seulement l'idéologie, mais aussi « le mythe de l'objectivité, la concurrence à laquelle sont soumis les journalistes, la course au "scoop", une certaine forme de vedettariat,

etc. » (CFP, 1978, p. 19). Les auteurs et les autrices conseillent par conséquent aux classes populaires ou aux syndicats de se doter d'une stratégie quand vient le temps d'interagir avec les médias de masse.

Il importe de connaître les rouages essentiels des médias et les coutumes qui leur sont propres et de développer une stratégie d'utilisation des médias qui tire profit de leurs contradictions internes. Car il faut savoir que les médias ne sont pas un bloc monolithique, sans faille, qui reproduirait comme une machine l'idéologie dominante. Les médias, comme tout ce qui touche à l'idéologie, ne sont pas au-dessus de la lutte des classes. Ils sont sans cesse traversés de divisions. Ils sont le produit de contradictions et leur production elle-même se fait dans la contradiction (CFP, 1978, p. 18).

Une telle critique et un tel regard cynique sur son propre travail ne pouvaient venir que d'une classe au terme d'un processus de composition. Des variables sacrées comme le mythe de l'objectivité sont même critiquées. Il s'agit d'une remise en question des fondements des pratiques professionnelles dans le but d'opter pour une refondation qui se séparerait de l'influence du capital.

Figure 4.1 : Extrait du tract « devons-nous utiliser la presse bourgeoise? ».



---

## les militants et les media d'information

---



Si la subjectivité politique des journalistes est alors stimulée par une telle confiance et une telle colère, celle des patrons est plutôt caractérisée par la peur. « Fiat a peur de leur haine pour l'usine », écrit Balestrini (2011[1980]) en référence aux luttes qui paralysaient cette usine. Les témoignages récoltés dans Godin (1981, p. 207-253) illustrent très bien cette peur. L'auteur, premièrement, critiquait le fait « que les journalistes du Québec ont cédé trop facilement, depuis la Révolution tranquille, à une sorte de rhétorique prolétarienne ».

Le journaliste Jean-Louis Dufresne se désolait également de la situation : « essayez de modifier la convention collective pour recréer des horaires plus flexibles, par exemple, et vous allez avoir un mal fou, c'est à peu près impossible, personne ne veut bouger ». L'éditeur adjoint à *La Presse*, Jean Sisto, ne comprenait absolument pas « l'histoire de la semaine de quatre jours ». « Moi, dit-il, je ne conçois pas un journaliste qui travaille quatre jours par semaine. Comment travailler mardi, mercredi, jeudi et vendredi, et aller planter des choux les trois autres jours ? ». Le journaliste et fonctionnaire Laurent Laplante, quant à lui, déclarait rien de moins que « le syndicalisme actuel [est] en train de tuer l'information ». Il rajoutait : « j'ai vu des mecs, moi, dans les salles de rédaction [...] qui partaient le chronomètre au moment où ils écoutaient le téléjournal le soir ou bien s'ils rentraient le matin et commençaient à lire la *Gazette*, leur prétention était : moi je ne lis pas la *Gazette* pour mon plaisir. Que le patron paie ! »

L'éditeur adjoint Jean Sisto soulignait que les « entreprises de presse ne peuvent pas payer tout le monde deux mille dollars par semaine ! » C'est sans parler « de la semaine de quatre jours, du temps supplémentaire payé à taux double [...], des vacances innombrables ». « À un moment donné, la supposée concentration patronale va être obligée de se mettre à genoux ou de fermer ses portes ! », rajoute-t-il au comble du désespoir. L'homme d'affaires et petit baron de la presse Jacques Francoeur se plaignait également du cadre trop « rigide » : « si vous embauchez quelqu'un de prometteur, vous avez trois mois pour vous faire une idée. Si vous avez des doutes, il faut le laisser partir tout de suite car, après trois mois, il a la permanence jusqu'à soixante-cinq ans ».

Comme l'a bien démontré Chamayou (2018) et Noble (1995), la révolte contre le travail des années 1970 apeurait les patrons. Les travailleurs et les travailleuses semblaient plus indisciplinés que jamais. « Il y a dans la jeune génération ouvrière une profonde détestation du travail et un désir de s'en échapper » (Chamayou, 2018, p. 15). Il faut dire que le marché du travail en Amérique du Nord était alors caractérisé par une période de plein-emploi, la stratégie du licenciement ne faisait donc plus peur aux travailleurs et aux travailleuses qui pouvaient aller voir de l'autre côté de la rue

en cas de problèmes. C'est à ce moment que les trois solutions mentionnées précédemment (spatiale, technique et financière) apparaîtront comme un bon moyen de redresser la situation et de combattre le « blue collar blues » (Noble, 1995, p. 30). La crise économique qui sévira à partir du début des années 1980 sera également un bon retour du balancier. « Pour discipliner au-dedans, laisser jouer à plein l'insécurité économique et sociale au-dehors ». (Chamayou, 2018, p. 30). La discipline au travail sera aussi renforcée par de multiples mécanismes sur lequel je m'attarderai dans la prochaine section (surtout diviser pour mieux régner), des stratégies qui modifieront énormément la subjectivité politique des journalistes.

Avant de passer à la prochaine section, il me semble toutefois important de dire un mot sur la thématique des revendications liées à la professionnalisation du journalisme. Les recherches liées à la sociologie fonctionnaliste des identités professionnelles ont démontré que des revendications comme la création d'une carte de presse, d'une école de journalisme ou d'un code d'éthique professionnel ont traversé l'histoire des luttes journalistiques, et ce particulièrement à partir des années 1940. Souvent, les revendications professionnelles sont mises en opposition avec les revendications syndicales qui seraient strictement matérielles. Le Cam (2009, p. 13) parle d'une hésitation entre syndicalisme et professionnalisme entre 1930 et 1965 dans le monde du journalisme québécois.

Il y aurait deux choses à dire sur le sujet. Premièrement, la séparation entre revendications professionnelles et matérielles est loin d'être assurée. Parfois les journalistes ont revendiqué une professionnalisation car celle-ci leur permettrait d'obtenir un meilleur salaire et plus d'autonomie (Déom, 1989). On pourrait également croire que les associations professionnelles comme la Fédération professionnelle des journalistes du Québec (FPJQ), créée en 1969, s'occuperaient des revendications professionnelles, et que les syndicats comme la Fédération nationale des communications (FNC), créée en 1972, des revendications matérielles. Mais bien au contraire ces sujets étaient importants au départ pour les deux types d'association. La FPJQ a beaucoup critiqué

la concentration des entreprises de presse dans les années 1970, un sujet qui a disparu de son radar au fil des années alors que celle-ci s'est concentrée sur les questions relevant de l'éthique individuelle. Au contraire, la FNC a parfois soutenu la professionnalisation et notamment la création du Conseil de presse.

À mon avis, il faut penser la dynamique entre professionnalisation et syndicalisation comme s'inscrivant dans le processus de composition/décomposition de classe, et il faut surtout la voir comme étant traversée par des rapports de force. La professionnalisation a parfois été vue par les patrons comme un moyen de discipliner les travailleurs et les travailleuses. C'était le cas de Pulitzer et de sa fameuse déclaration sur les journalistes qui devraient avoir des valeurs morales et de caractères, et non pas des valeurs matérialistes : « we need a class feeling among journalists—one based not upon money, but upon morals, education and character », dit-il (Kaul, 1986, p. 52). La professionnalisation est donc parfois utilisée comme un moyen de freiner l'élan collectif des journalistes et surtout de la solidarité qui peut s'affirmer entre les classes sociales. On pourrait dire qu'en 1955 lors du lock-out au *Devoir*, les journalistes « professionnels » franchissent la ligne de piquetage, tandis que les journalistes « travailleurs », eux, la respectent. Pour Nerone (2021, p. 32), la professionnalisation a historiquement construit un mur entre la « newsroom » des journalistes et la « pressroom » des typographes.

Cette division n'est pas nouvelle, elle est encore invoquée aujourd'hui par des patrons de salles de rédaction lors de campagne de syndicalisation. Le patron de *BuzzFeed* a déjà déclaré qu'il soutenait la syndicalisation de travailleurs et de travailleuses d'usines, mais pas de journalistes, car cela saperait la dynamique flexible et la culture unique de ce métier d'intellectuel (Cohen et De Peuter, 2020, p. 46). Pour Cohen et De Peuter, de telles affirmations sont des tentatives de suppression syndicale qui visent avant tout à diviser les travailleurs et les travailleuses lors des périodes de négociation ou de maraudage.



Similar rhetoric was deployed to resist the first major effort at unionizing newspapers in the 1930s, when North American publishers, anticipating losing their cheap workforce, claimed it would be “degrading” for journalists to unionize. They spoke of journalism as a profession “too fine to be deadened by the fetishes of maximum and minimum pay” (Cohen et De Peuter, 2020, p. 46-47).

Dans la même lignée, la direction de *La Presse* en 1928 avait aussi déclaré que « les journalistes sont des intellectuels et que leur travail ne peut se mesurer de la même façon que le travail manuel ; que l'établissement d'une échelle de salaire amènerait la déchéance du journalisme » (Fradet, 2001, p. 20). Il faut faire ainsi entrer les débats sur la professionnalisation dans une histoire plus large de la séparation entre le travail manuel et intellectuel, une division aliénante qui est à la base de la transition au capitalisme. Comme l'écrit Braverman (1976), les gestionnaires et les ingénieurs ont tenté pendant tout le 19<sup>e</sup> siècle de s'approprier le savoir des artisans pour déqualifier et requalifier les professions en des tâches répétitives ; des professions qu'ils étaient par la suite à même de mesurer et de quantifier mécaniquement. Ces déqualifications successives ont divisé la classe ouvrière, notamment entre ceux et celles qui exécutaient les tâches et les autres qui surveillaient leur productivité (Kaul, 1986, p. 52), ou encore entre les hommes qui travaillaient et les femmes qui restaient à la maison pour effectuer du travail de soin.

Quand on réalise que les luttes victorieuses des journalistes au 20<sup>e</sup> siècle ont souvent dépendu de leur alliance avec les typographes ou les autres types d'employés de soutien, il est facile de comprendre pourquoi le discours de la professionnalisation soutenu par les patrons et les gestionnaires a toujours tenté de tuer dans l'œuf ces possibles alliances. Bien que des journalistes aient pu effectivement supporter des revendications de types professionnelles parce qu'elles amélioreraient la qualité du métier, et bien que ces revendications soient encore d'actualité aujourd'hui alors que par exemple le Conseil de presse est de plus en plus menacé, il faut se méfier

de celles-ci et surtout essayer de discerner la lutte de classes ou les tentatives de disciplinarisation qui se cachent derrière elles<sup>34</sup>.

#### 4.2.3 Décomposition de classe

Lors de mes recherches, je me suis régulièrement demandé si je n'étais pas en train de constater une décomposition de classe des journalistes québécois, et même si cette décomposition n'était pas un processus déjà achevé. En biologie, la décomposition est le processus par lequel s'effectuent « la dégradation et la minéralisation de la matière organique morte en molécules plus simples, dans les systèmes terrestres ou aquatiques » (Décomposition, 2021). En mathématique, la décomposition est le fait de prendre une équation complexe et de la réduire en chiffres/fractions/équations plus simples. Mais au-delà de ces métaphores, la décomposition pour les marxistes autonomes est le moyen « de ramener la composition de la force de travail à l'état purement technique de simple capital variable » (Moulier-Boutang, (1986[2021])). Il s'agit en bref de saper la constitution politique d'une classe donnée en faisant intervenir des mécanismes soit purement économiques (restructuration, crise), soit répressifs (lois spéciales, arrestation de masse), mais aussi en jouant sur la division des travailleurs et des travailleuses entre eux (notamment le fait d'accommoder le désir d'une partie de ceux et celles-ci).

À partir des années 1980, le capitalisme quitte sa forme monopoliste pour embrasser sa forme financière, les grandes entreprises se consolident en effet en tant que société par actions dont l'objectif est de maximiser le gain des actionnaires et de réduire le coût du travail. Les États

---

<sup>34</sup> Pour une petite étude de cas du lien entre professionnalisation et disciplinarisation, le tout mis de l'avant dans le discours d'un éditeur en chef du journal *La Presse*, voir le fragment # 5 dans l'Annexe A.

occidentaux tentent de leur côté de soutenir avec peine le rythme de croissance, d'abord avec l'endettement public et puis avec celui des citoyens privés (Streeck, 2014). Après la crise financière de 2007-2008, le modèle de la plateforme et de la vente de données personnelles des utilisateurs et des utilisatrices viendra se superposer à ce modèle financier basé sur l'endettement de masse (Montalban, Frigant et Jullien, 2019; Lazzarato, 2014).

Boyer (2004, p. 59) qualifie d'« accumulation extensive avec approfondissement des inégalités<sup>35</sup> » ce nouveau régime d'accumulation qui se fonde sur l'érosion du rapport salarial fordiste. La flexibilisation des relations salariales autorise « des réductions de coûts à travers la modération salariale, et non plus la recherche de techniques économes en travail, comme c'était le cas sous le fordisme caractérisé par l'anticipation de la permanence de la croissance du salaire réel » (Boyer, 2004, p. 60). Le travail est donc de plus en plus précaire, mais aussi de plus en plus surveillé alors que les plateformes imposeront peu à peu le modèle de la rémunération en temps réel basé sur la performance des individus (Casilli, 2019). Les nouvelles technologies de l'information et de la communication bouleversent oui le rapport capital-travail, mais aussi les médias qui vont graduellement les intégrer dans leur manière de produire et de présenter l'information : le règne du papier s'achève et de plus en plus de journaux font la transition vers l'information présentée en ligne, et même parfois directement publiée sur les réseaux socionumériques qui s'imposent à partir des années 2010 (Smyrnaiois et Rebillard, 2019). Pour pallier le déclin des revenus, les lecteurs et

---

<sup>35</sup> Quelle est la différence entre une accumulation intensive et extensive ? L'accumulation intensive se fonde sur le fait que l'organisation productive est « en permanence transformée pour dégager des gains de productivité », tandis que l'accumulation extensive se produit lorsque la configuration productive est « étendue sans changement majeur des techniques de production » (Boyer, 2004, p. 54). À l'heure du capitalisme de plateforme, on peut toutefois remettre en question le caractère extensif du régime d'accumulation présent.

les lectrices sont appelés à effectuer du travail de consommation (Fuchs et Sandoval, 2014), par exemple produire des contenus, trouver des sujets et surtout interagir autour des publications.

C'est à l'intérieur de ces transformations institutionnelles qu'il faut cadrer la montée des relations publiques. Avant les années 1960, la relation entre les journalistes et leurs sources était toujours caractérisée par un certain niveau d'informalité (Lévêque, 1992). Or à partir des années 1970, la montée des grandes corporations qui sont cotées en bourse projette « la finance dans les bras de la communication, et la communication dans les bras de la finance » (Ouellet, 2016, p. 168). La communication, le marketing et l'image de marque (les actifs intangibles) deviennent en effet plus qu'importants pour maintenir la valeur des entreprises dans le capitalisme financier. Pour gérer leurs discours (mais aussi leur croissance, dans le sens que la communication est liée à la valorisation [L'Italien, 2016]), les entreprises embaucheront de plus en plus des professionnels de la communication qui développeront toute une industrialisation des techniques de communication (Miège, 2007), notamment les conférences de presse, les communiqués, les mises en scène, les pseudo-événements, etc. Francoeur (2017) explique à cet égard que les relationnistes, qui sont maintenant cinq fois plus présents que les journalistes au Québec, sont une puissance concrète qui « occupe » le discours journalistique. Cela aura un impact majeur sur les luttes dans le sens que beaucoup de journalistes, face au déclin de leurs conditions de travail, auront tendance à fuir vers les industries de la communication au lieu de tenter de lutter dans leurs propres salles de rédaction, un « filet » (Legavre, 2014) qui n'existait pas auparavant.

Comment se manifeste le déclin des conditions de travail des journalistes ? Selon Emploi Québec, les journalistes de la province gagnaient en moyenne 62 000 \$ par année en 2015, ce qui les place au-dessus du salaire moyen qui était environ à ce moment de 42 000 \$. Toutefois, ce chiffre en dit très peu car il ne prend pas en compte l'effet de polarisation induit par le rapport salarial postfordiste. Gorz avait déjà prédit en 1988 que la société néolibérale future se diviserait entre des classes hyperactives au niveau économique en haut de l'échelle, et une masse précaire vers le bas

qui ne parviendrait pas à s'élever dans la hiérarchie, leurs tâches étant de plus en plus automatisées ou déqualifiées. Plus précisément, celui-ci prédisait un marché du travail divisé en « 25 % dans le noyau stable, 25 % à titre permanent à la périphérie, 50 % dans les emplois externes ou périphériques précaires, occasionnels, non qualifiés » (Gorz, 1988, p. 114). Les entreprises essaieraient quant à elle de fidéliser un noyau stable de salariés doté d'une flexibilité fonctionnelle, tout en entretenant un réseau avec une main-d'œuvre périphérique qui devrait présenter une flexibilité numérique, bref qui peut varier selon l'offre et la demande (Dyer-Witthof, Kjosen, & Steinhoff, 2019, p. 92-94). C'est la fameuse armée de réserve, le meilleur moyen de discipliner la force de travail (Chamayou, 2018; Huws, 2014).

Ces analyses s'appliquent très bien à la situation des journalistes contemporains (Demers, 2007). En haut de l'échelle, les entreprises de presse gardent toujours un noyau de vedettes du métier qui obtiennent un très bon salaire, voire qui font partie de la classe dominante. Un reportage (Gaboury, 2014) évoquait en 2014 que des journalistes syndiqués de Radio-Canada gagnaient plus de 150 000 \$ par année. Un système de primes permettait même à des reporters vedettes de doubler ou de tripler ce salaire, un animateur syndiqué gagnait par exemple 486 000 \$ par année, un sommet. L'article faisait état de six millions versés en prime cette année-là par la société d'État à ses animateurs vedettes.

Or, pendant qu'ils versent le gros salaire à leurs journalistes vedettes, les grands médias entretiennent aussi bien souvent un réseau de contacts avec des journalistes pigistes ou surnuméraires qui sont sous-payés et qui doivent diversifier leurs compétences selon les aléas du marché. La moitié des pigistes interviewés par Cohen (2012) déclarait gagner moins de 20 000\$ par année, ce qui les place en dessous du seuil de la pauvreté. Mais encore là des pigistes très spécialisés, par exemple dans l'information financière, réussissent également à toucher un bon salaire. Il est extrêmement complexe d'analyser la situation matérielle des journalistes contemporains sans se buter à de multiples pyramides dans des pyramides, dans d'autres pyramides... Des divisions

existent entre les journalistes syndiqués et non syndiqués, entre les pigistes et les surnuméraires, entre les entreprises privées et publiques ou encore entre les jeunes et les vieux. Selon la convention collective de Radio-Canada (2018-2021), un simple « commis de nouvelle » gagne 30 417 \$ à l'embauche, quand le journaliste touche 55 031 \$, le correspondant 68 797 \$, et le « designer-infographie » 69 848 \$. Les gestionnaires aussi ont leur hiérarchie diffuse et complexe. Il est d'ailleurs fascinant de constater la complexification de la division et de la standardisation du travail journalistique au fil de l'évolution des conventions collectives, des phénomènes propres à tout travail créatif aujourd'hui (Huws, 2019, p. 96).

Ces nombreux antagonismes codifiés dans la relation salariale créent en quelque sorte un « effet d'escalier », où un stagiaire peut être parfaitement heureux de finalement devenir surnuméraire, un employé de finalement acquérir sa permanence, un cadre de finalement monter comme cadre supérieur, etc. Cette division rend toute mobilisation autour d'un objectif commun extrêmement difficile. Entre la vedette du métier qui gagne près d'un demi-million et le pigiste qui peine à joindre les deux bouts, il va sans dire qu'un monde existe (et des positions de classe radicalement différentes) ! La première décomposition de classe est donc celle d'une fragmentation en de multiples réalités qui ne parviennent plus à se connecter ensemble, et surtout d'une mise en scène méritocratique où la rivalité prend le dessus sur la solidarité. Le mot « journaliste » lui-même tend à se décomposer alors que les entreprises cherchent désormais à embaucher des gestionnaires de communauté, des chargés d'édition, des pupitreurs, des rédacteurs, des chefs de pupitre, etc. Ces nouveaux journalistes ne cherchent plus vraiment à créer un journal ou un bulletin de nouvelles cohérent, mais bien à promouvoir et faire circuler des articles désenchâssés de leur support qui sont tous considérés comme leur propre mini centre de valorisation sur les diverses plateformes (Van Dijck, Poell et De Waal, 2018, p. 52). Les reporters de terrain existent toujours mais ceux et celles-ci doivent devenir « multimédia » (combinaison et intensification de compétences en photo, vidéo, audio, écriture) en intégrant aussi la promotion et la circulation de leur production au jour le jour.

Mais comment en sommes-nous arrivés là ? Pour expliquer ces divisions, il faut parler avant tout d'un cycle de défaites. Les dernières grèves au début des années 1980 annoncent la fin d'une époque qui sera plutôt ponctuée par des crises économiques (particulièrement celle de 2007-2008), la concentration/financiarisation de la presse, la rationalisation du travail et la renégociation des conventions collectives. Parallèlement ce cycle de défaites met fin à la spécialisation journalistique du travail/syndicalisme (le fameux *labor beat* qui était présent dans la majorité des salles de rédaction pendant les années 1950 à 1970), ce qui ne permet plus à une nouvelle génération de journalistes de se socialiser par la lutte, un facteur plus qu'important pour la génération précédente (Costain, 2005).

Les exemples de défaites sont nombreux. En 2002, Radio-Canada impose un lock-out à ses employés qui se terminera par la précarisation de la condition des employés temporaires (Le Cam, 2009, p. 192). Le même scénario se répétera au cours des années suivantes, notamment en 2018 lorsque la convention sera encore une fois appuyée par 81 % des employés, mais rejetée par beaucoup de surnuméraires qui doivent désormais être constamment en attente de l'appel du travail qui peut survenir à tout moment, mais qui est rarement garanti<sup>36</sup> (Papineau, 2018). Les coupes dans le budget de l'institution publique par le gouvernement conservateur de Stephen Harper entre 2009 et 2012 avaient préparé le terrain à ses restructurations (coupure de 171 millions en 2009, suivi de l'abolition de 800 postes ; coupure de 115 millions en 2012, suivi de l'abolition de 650 postes [Brin et St-Pierre, 2013]).

Quand les médias n'invoquent pas la crise économique pour se restructurer, ils le font souvent au nom des innovations technologiques dont les structures traditionnelles bloqueraient le déploiement

---

<sup>36</sup> Sur le témoignage d'un journaliste surnuméraire qui a voté contre cette convention collective en 2018, voir le fragment # 7 dans l'Annexe A.

(crise économique et introduction d'une innovation sont souvent la formule gagnante pour fragiliser les conditions de travail). *La Presse* est en ce sens un exemple admirable. Au nom de l'abandon du papier et du transfert vers le numérique, les journalistes de *La Presse* ont accepté en 2009 un gel de leur salaire de trois ans, des concessions sur les congés, le régime de retraite et les assurances, tout en acceptant de passer d'une semaine de 32h à une semaine de 35h de travail (Handfield, 2009). Lors du passage vers le modèle de l'organisme à but non lucratif en 2019, les journalistes ont encore une fois accepté un gel des salaires et d'autres concessions, notamment dans le régime des retraites. La seule revendication des journalistes était alors le maintien des conditions de travail (Presse canadienne, 2019), ce qu'ils n'ont même pas obtenu ! C'est le monde à l'envers par rapport aux séries de victoires des années 1960-1970, surtout dans le cas du lock-out au *Journal de Montréal* de 2009 à 2011 qui brisera les reins à plusieurs dizaines de journalistes<sup>37</sup> (le lock-out se terminera par le licenciement de 165 des 227 employés du journal).

Il faut dire que les années 1980 et 1990 avaient pavé la voie à ce déclin de l'action combative (Demers et Le Cam, 2006). Lors de ces deux décennies, la FPJQ a par exemple abandonné son discours critique de la concentration de la presse pour se concentrer sur des questions éthiques et individualistes comme le droit du public à l'information. Le Cam (2009, p. 151) rappelle que la fédération a, à partir de 1985, complètement intégré le discours de l'industrie sur le fait qu'il était « trop tard » pour légiférer sur la concentration de la presse<sup>38</sup>, le but étant maintenant la défense des entreprises et la survie des emplois existants. Le discours combatif laisse donc sa place à un retranchement vers des positions défensives qui sont bien souvent au service des modèles de

---

<sup>37</sup> La privatisation de l'agence de presse *La Presse Canadienne* en 2010 est une autre conséquence de la crise économique sur ce paysage médiatique (Brin et St-Pierre, 2013). Depuis sa création en 1917, cette agence était une coopérative. Elle est maintenant possédée par un consortium privé regroupant le *Globe and Mail*, Torstar et *La Presse*.

<sup>38</sup> Pour une courte analyse du mouvement de concentration/déconcentration des médias québécois dans les dernières années, voir le fragment # 6 dans l'Annexe A.



propriété existants, les syndicats étant désormais considérés comme des procureurs de services et non pas comme des outils collectifs émancipateurs (Demers et Le Cam, 2006, p. 668).

On pourrait ainsi croire à première vue que la subjectivité politique des journalistes est particulièrement morose de cette série de défaites. Or encore une fois, comme l'écrivait Virno (1996a) au sujet du travail postfordiste, le mot clé est plutôt l'ambivalence. Encore faut-il savoir à quel étage de cette (dé)composition nous nous adressons. Les pigistes situés en bas de l'échelle peuvent effectivement vivre des moments de détresse qui se traduisent par des épisodes de stress intense et surtout de burnout et de dépression (Gollmitzer, 2018; Reinardy, 2011). Mais le parcours du journaliste en décomposition de classe, et je le démontrerai dans le chapitre sept, est surtout celui de *up and down* où celui-ci vacille très rapidement entre des moments très stimulants, par exemple la publication d'un article ou l'obtention d'une récompense, et des moments très déprimants, par exemple la perte du contrat convoité. Et c'est spécifiquement la gestion méritocratique qui produit ce style de subjectivités.

En effet le parcours du journaliste est aujourd'hui ponctué de mécanismes de classement, d'examens, de prix et de concours, ce que Bourdieu (1979, p. 549) nomme des « rappels à l'ordre » et Foucault (1975, p. 186) des techniques de normalisation qui permettent « de qualifier, de classer et de punir ». La plupart des grands médias imposent d'abord des examens d'embauche : le jeune aspirant doit alors se démarquer de ses nombreux semblables pour obtenir son premier emploi. Ensuite, les performances du journaliste fraîchement embauché sont mesurées jour après jour grâce aux mécanismes de quantification opérés par les plateformes algorithmiques. Souvent ces mécanismes de performance (parfois appelé des outils de mesure d'attention du public) sont affichés en temps réel dans les salles de rédaction et les journalistes peuvent voir d'heure en heure quels collègues sont les plus performants (Bunce, 2017). Ces dispositifs de surveillance, parce qu'ils permettent de réduire le temps « improductif » et de mieux « allouer les ressources », sont devenus peu à peu les meilleurs amis des gestionnaires et ceux-ci ont tout fait pour les introduire

dans les salles de rédaction (Fürst, 2020). L'autonomie des journalistes est ainsi de plus en plus cédée à la rationalité cybernétique des plateformes qui fonctionnent selon une logique de marchandisation des données personnelles et de présent perpétuel (Van Dijck, Poell et De Waal, 2018, p. 55).

Puis, lorsqu'ils commencent à s'implanter dans le milieu, les articles du journaliste sont constamment soumis à divers concours d'écriture autant interne qu'externe. Il semble impossible d'écrire quoi que ce soit en journalisme sans être soumis à divers concours d'écriture. L'infolettre de la FPJQ est d'ailleurs maintenant largement consacrée à la publicité de ces concours, chaque publication est l'occasion de rappeler par exemple les résultats d'un concours ou encore l'entrée de mises en candidature pour un nouveau palmarès. Les journalistes qui se mettent en valeur lors de ses concours peuvent ensuite espérer monter les échelons ou encore être repérés par un gestionnaire d'une autre entreprise pour obtenir un meilleur poste. Radio-Canada encourage en ce sens ses employés à postuler à des emplois à l'interne pour tenter de s'élever dans la hiérarchie.

Tous ces mécanismes d'évaluation conduisent le journaliste vers un état de tension perpétuelle (Hesmondhalgh et Baker, 2011). Celui-ci peut réussir et même considérer que ces concours forment une sorte de jeu qui favorise le dépassement individualiste de soi<sup>39</sup> (Burawoy, 1982), mais il peut aussi échouer et être oublié par ses pairs. S'il dévie de sa trajectoire verticale, celui-ci peut rapidement retomber dans l'anonymat de l'armée de réserve (Miège [1989] parlait du réservoir de la main-d'œuvre culturelle), ce qui équivaut à une mort professionnelle. Cette tension, et c'est

---

<sup>39</sup> Pour Im (1997, p. 44), cet individualisme compétitif propulsé par l'adoption du travail en tant que « jeu » est perceptible non seulement dans les concours d'écriture, mais aussi dans d'autres caractéristiques plus routinières du travail journalistique, notamment dans la pression à trouver un « scoop » avant ses compétiteurs, mais aussi dans le respect d'un « deadline » particulièrement serré (voir aussi Petre [2018] concernant l'usage des outils de mesure d'attention du public). Pour Burawoy (1982), le fait de jouer à ces « jeux » signifie nécessairement de consentir à leurs règles, et donc à ne pas vouloir les changer. Pour lui le jeu et le fait de vouloir remporter la mise (ce qu'il appelle le « making out ») sont donc des mécanismes idéologiques qui favorisent le conformisme dans le procès de travail.

probablement le génie de la chose, rend toute révolte contre les employeurs particulièrement impossible. Trop de menaces pèsent sur la tête des journalistes et de toute façon, si ceux et celles-ci échouent à monter les échelons, ils n'ont après tout qu'eux-mêmes à blâmer. La preuve est qu'un jeune plus talentueux n'attend qu'à prendre notre place pour lui aussi participer à cette magnifique course vers le conformisme. Pour Boyer (2015, p. 66) « les luttes de classement tendent à remplacer les luttes de classes et ce facteur contribue à l'éclatement du rapport salarial antérieur ». Un des seuls moyens de remporter ces luttes de classement est d'augmenter ses heures de travail en restant plus longtemps connecté, ou encore d'être toujours en « mode travail » en ne faisant aucune distinction entre travail et loisir (Neilson, 2020), ce qui conduit vers de l'épuisement et du découragement.

Ruffin (2003) avait raison en ce sens de parler de petits soldats du journalisme pour pointer du doigt cette présente condition. Le soldat est parfaitement malléable par ses supérieurs et il est prêt à se sacrifier n'importe quand pour la grande cause. « But visé : qu'on ne puisse pas s'organiser. Qu'on réagisse dans l'instant. Qu'on rebondisse sur des consignes délivrées à l'impromptu » (Ruffin, 2003, p. 50), écrit-il à propos de sa formation en journalisme. Ruffin avait bien vu que ce qu'on lui faisait miroiter lors de ses études n'était pas de « tourner la plume dans la plaie », mais bien de monter les échelons pour devenir lui aussi un gestionnaire. « Se tourner vers cette profession [c'est] moins pour remplir une (modeste) mission que pour conquérir une position » (Ruffin, 2003, p. 250).

Les gestionnaires sont les guides parfaits pour diriger les journalistes dans leur volonté d'ascension. Leur peur des années 1970 a progressivement disparu, au contraire, ceux et celles-ci se considèrent désormais comme les piliers des institutions médiatiques. Une gestionnaire que j'ai interviewée pour ma recherche (Ève dans le chapitre 5.3) considérait que son rôle était de « transmettre les valeurs de l'institution » à ses employés. Un peu comme les nouveaux leaders-managers décrits par Boltanski et Chiapello qui doivent « transmettre leur vision » à leurs employés (1999, p. 128),

celle-ci voyait son entreprise comme un vaste paysage où des talents pouvaient se démarquer, et il était de son rôle d'aider ces individus à réaliser leurs rêves. « Une des choses les plus intéressantes quand on est gestionnaire, c'est de voir des gens grandir. On essaie de repérer ceux et celles qui ont beaucoup de potentiel, et on essaie de faire les meilleurs choix pour eux, pour les diriger ». « Qui seront les futures vedettes. Qui seront les prochains reporters », telles sont les questions essentielles qui l'obsédaient. L'ascension hiérarchique au sein des entreprises – qui fonctionne de projet en projet – est donc constamment surveillée et supervisée par l'œil panoptique des gestionnaires, ce qui induit du conformisme par socialisation (le fait que les journalistes corrigent eux-mêmes leurs comportements et internalisent les attentes disciplinaires [Breed, 1955]).

Mais les stratégies de contrôle des gestionnaires varient selon les types d'entreprises. Le modèle cité plus haut s'applique bien à une grande entreprise de presse très bureaucratique. Pour les plus petites entreprises ou les *start-ups*, les gestionnaires utiliseront davantage ce que Huws (2019, p. 101) nomme des formes « paternalistes » de contrôle, c'est-à-dire le fait de présenter le média comme « une grande famille » non hiérarchique où tous les employés sont des « amis ». Les gestionnaires s'infiltrèrent ainsi dans la vie privée de leurs employés, par exemple en interagissant avec eux de manière ludique sur les réseaux socionumériques, ou encore en leur offrant des « faveurs » qu'ils devront remettre à leur tour. Dans tous les cas, les gestionnaires ont aussi des comptes à rendre aux gestionnaires-en-chef qui les supervisent. Même le haut de la pyramide est segmenté en de multiples étapes soumises également à des mécanismes d'évaluation constants.

#### 4.3 Synthèse du chapitre : « des monstres qui les ont dévorés »

L'hypothèse de la décomposition de classe prend alors, après ces développements, tout son sens. Si la germination correspondait au premier moment où le journaliste apercevait un sentiment d'émancipation collective, et la composition au moment où le journaliste se rassemblait et tentait

de s'émanciper par des revendications communes et une solidarité de classe, la décomposition renvoie à la fragmentation de ce combat collectif en de multiples journalistes entrepreneurs d'eux-mêmes qui tentent tous et toutes de monter les échelons et de se battre les uns contre les autres pour le peu d'emplois disponibles. La décomposition élimine la fleur solidaire qui avait éclos, mais elle instaure aussi des sentiments de culpabilité et de peur. Pour Virno (1996a) les nouvelles formes d'aliénation néolibérale produisent trois types de subjectivités : de l'opportunisme (le fait de devoir s'adapter constamment), de la peur (stimulée par la concurrence extrême entre les travailleurs et les travailleuses) et du cynisme.

La peur d'être largué, la peur de ne pas être à la hauteur, la peur de ne pas remporter tels prix, etc., font donc toutes parties du quotidien des journalistes et ces peurs imposent un conformisme neutralisateur. La grande entreprise de presse « divine » semble donc s'imposer comme l'horizon indépassable des journalistes décomposés, eux et elles qui peuvent aspirer à l'intégrer ou du moins à faire partie de son « réseau » de collaborateurs et de collaboratrices. Comme le dit Enriquez à propos de la culture de gestion totalisante du 21<sup>e</sup> siècle :

L'entreprise offre une culture, c'est-à-dire une structure de valeurs et de normes, une manière de penser, un mode d'appréhension du monde qui orientent la conduite des divers acteurs. Elle met au point une manière de vivre, une armature structurelle qui se cristallise en des attributs de places, en des attentes de rôles, en des habitudes de pouvoir et d'action. Elle se propose elle-même comme un objet merveilleux à admirer et comme proposant des buts à atteindre, difficiles, originaux, proches, nécessitant l'enthousiasme et un certain degré de sacrifice de ses membres. [Elle] sécrètera des rites d'initiation, de passage et d'accomplissement; se donnera des héros tutélaires; racontera ou inventera une saga qui tiendra lieu de mémoire collective (Enriquez, 2017, p. 159).

En cent ans, les médias créés par les journalistes se sont transformés en monstres qui les ont dévorés. Le Tableau 4.2 offre un aperçu de cette révolution.

**Tableau 4.2: Composition/décomposition de classe : caractéristiques principales**

<b>Caractéristiques</b>	<b>Variation dans le cycle de composition/recomposition de classe</b>	
	Composition de classe	Décomposition de classe
Période historique	1940-1980	1980-2020
Formes institutionnelles du capitalisme et régimes d'accumulation	Capitalisme monopoliste. Accumulation intensive avec consommation de masse.	Capitalisme financier + de plateforme. Accumulation extensive avec approfondissement des inégalités.
Stratégie des grandes entreprises de presse	Concentration de la propriété, diversification du contenu, expansion publicitaire.	Concentration et plateformes de la propriété (quoique cycle concurrentiel dans certains secteurs), convergence, rationalisation extrême du travail.
Introduction de la technique	Négociée par les revendications collectives.	Adaptation constante aux dernières innovations
Conditions de travail	Plein-emploi, gros salaires et avantages sociaux.	Précarisation, polarisation entre vedettes au bon salaire et surnuméraire aux conditions fragiles
Style de lutte	Offensive, autant sur le matériel que pour préserver l'autonomie relative du travail créatif.	Défensive. Tentative d'au moins préserver les acquis. Concession sur tous les fronts.
Subjectivité des journalistes et affects dominants	Confiant et en colère. En phase avec (et aspiré par) les aspirations de la Révolution tranquille.	Ambivalent, parfois heureux de sa promotion, surtout apeuré de ne pas être à la hauteur.
Se trouver un emploi	Postuler dans les salles de rédaction. Idéalement avoir un diplôme universitaire, mais la formation peut se faire sur le tas.	S'engager dans du réseautage constant, connaître les bonnes personnes, être populaire sur les réseaux sociaux.

Le bon employé	Aventurier. Celui qui trouve la nouvelle.	Petit soldat. Celui qui reçoit la nouvelle et qui la traite en mode multitâche.
Mode d'exploitation	Soumission réelle. Division du travail, séparation conception et exécution, intensification du travail (quoique limitée par les conventions collectives).	Soumission virtuelle. Intensification du travail, mais aussi de l'acquisition des compétences. Adaptation constante des pratiques de travail, colonisation de la créativité et mobilisation de la subjectivité.
Le bon gestionnaire	Organisation scientifique du travail. Modèle bureaucratique ou technocratique. Situation minoritaire. S'isole des autres employés.	Fait partie de la « grande famille ». Cherche à élever les talents, représente les valeurs de l'institution. Enrôlement des subjectivités.
Questions de genre	Masculinité dominante, syndicalisme de gros bras. Machisme dans les salles de rédaction. Plafond de verre.	Arrivée en masse des femmes, parité, mais difficulté conciliation travail-famille. Apparition des mouvements de dénonciation.
Rôle du lecteur	Plutôt passif, il doit rester informé des affaires publiques, et parfois commenter lors de lettres ou de lignes ouvertes.	Plutôt actif. Il est amené à participer à la production de l'information, et aussi à interagir avec les nouvelles.

À ma sous-question de recherche *comment se fait l'aliénation* des journalistes, je répondrais donc, avant de m'y attarder davantage au chapitre sept, que celle-ci se fait spécifiquement à l'intérieur de cette décomposition qui fragmente les journalistes et qui les poussent à se battre les uns contre les autres pour paraître le mieux possible aux yeux des chanceux qui se situent en haut de la pyramide. Cette intensification de la concurrence et des compétences (Huws, 2010), couplée aux manques de ressources, rend malheureux et peut pousser vers une sortie précoce du métier. Les journalistes travaillant pour des grandes corporations ne possèdent ni leurs produits finaux (même si ceux-ci portent leurs noms et les rendent fiers) ni leurs moyens de production, et leur autonomie

relative est amincie par les techniques de quantification des performances qui sont dans les mains des gestionnaires. Le travail créatif devient un parcours à la Sisyphe où chaque objectif atteint ouvre tout de suite sur un autre objectif plus difficile à atteindre.

Le travail est devenu un moyen d'accomplissement de soi, mais il n'était pas prévu qu'il deviendrait également une souffrance psychique. Entre l'aspiration à l'autonomie et l'autonomie comme condition réelle, l'imprévu portait sur la compétition (Ehrenberg, 2010, p. 296).

Mais les moments de déprise existent quand la lutte revient, et ce même dans les moments les plus noirs. Alors qu'ils sont mis en lock-out par *Le Journal de Montréal* en 2009 et qu'ils savent que la lutte sera longue, les journalistes se créent le média *Rue Frontenac*, une « utopie totale » (voir le fragment # 4). Soudainement personne ne remet en question leurs choix et leur travail, les relations sont plus collaboratives, les lecteurs et les lectrices semblent les accompagner. Puis cette initiative meurt et le rythme d'avant recommence. La déprise se produit dans ses moments d'abandon pour un projet plus grand que soi, là où la résonance peut s'animer entre les collègues et le projet. Pour les marxistes autonomes, les moments de mobilisations collectives permettent de stimuler, et même de réactiver la capacité d'agir des travailleurs et des travailleuses, même si celle-ci sommeille depuis longtemps.

Dans les deux prochains chapitres, je développerai davantage sur l'hypothèse de la décomposition de classe au niveau empirique. J'examinerai d'abord comment les différentes relations sociales de propriété (public, privé, coopérative, etc.) impactent cette décomposition. Cela me mènera à analyser plusieurs devenirs (devenir-gestionnaire, devenir-machine) qui façonnent la composition de classe actuelle. Puis, dans le chapitre suivant, j'analyserai plutôt les facteurs qui pourraient stimuler une forme de recomposition politique, le tout par la création de luttes qui se basent sur des situations d'aliénation partagée.



## CHAPITRE V

### DÉCOMPOSER LA DÉCOMPOSITION

« Le style est l'homme même », écrivait Buffon. Notre style, c'est personne. Rien qui dépasse, rien qui choque. Une absence qui s'accorde avec notre fonction (présupposée) : celle d'un modeste médiateur qui reçoit un message, le reformule plus clairement et le transmet à son public... Tout se vaut. Comme si ce non-choix n'était pas déjà un choix, qui euphémise une réalité et promeut un événement factice (mais vendeur).

François Ruffin, *Les petits soldats du journalisme*, 2003, p. 28

#### 5.1 Composition de classe et expérience sensible du monde

Dans le dernier chapitre, j'ai proposé d'analyser le processus de travail des journalistes contemporains en termes de décomposition de classe. Par ce concept, je faisais référence au fait que le collectif de travail des journalistes, qui avait tant lutté pour l'amélioration de ses conditions au milieu du 20<sup>e</sup> siècle, était maintenant réduit ou fragmenté en une lutte des individus entre eux pour conquérir la meilleure place sur le marché du travail ultra-compétitif, bref que la lutte des places prenait le dessus sur la lutte des classes. La formule de la décomposition est séduisante, mais il reste qu'elle est pour l'instant relativement vague. Ce chapitre sera par conséquent consacré à une analyse plus détaillée du concept de décomposition de classe, notamment de la manière dont cette décomposition se produit entre les différents types de médias et les différentes relations sociales de propriété. C'est pourquoi dans le titre je proposais de « décomposer la décomposition », c'est-à-dire d'analyser finement ses éléments constitutifs.

Or, avant d'ouvrir ce vortex, il m'apparaît important de (re)dire quelques mots sur le concept de composition de classe. Comment les journalistes québécois peuvent-ils se décomposer s'il existe

encore des milliers de journalistes qui pratiquent ce métier chaque jour ? La réponse se cache dans la définition même de ce concept. Pour le marxisme orthodoxe, une classe sociale est essentiellement une structure qui détermine la vie réelle des travailleurs et des travailleuses. Nous naissons dans une classe et celle-ci détermine le rythme de nos vies. La décomposition d'une classe voudrait donc dire que le métier de journaliste a lui-même considérablement changé ou même disparu. Or, comme je l'ai écrit dans le chapitre deux, le concept de classe n'est pas pour moi une structure immuable qui pourrait s'analyser positivement, mais bien une expérience sensible et dynamique qui dépend de la socialisation des travailleurs et des travailleuses aux différents points de production – une socialisation que le capital tente toujours de contenir à sa façon<sup>40</sup>. Ainsi, comme le dit Henry, la réalité d'une classe « réside dans la vie phénoménologique individuelle et trouve en elle seulement le lieu de sa possibilité et de son efficacité » (Henry, 2009, p. 228).

Quand je dis que la classe des journalistes se décompose, je ne dis donc pas qu'il n'y a plus de journalistes, et d'ailleurs cela n'a jamais été mon propos, je dis plutôt que les journalistes sont séparés de leurs collègues au sein même de leur propre expérience en tant que journaliste. Les journalistes remarquent bien qu'il existe d'autres journalistes, mais ceux et celles-ci ont l'impression de ne plus partager leur expérience concrète avec leurs collègues. Tout le monde est seul dans sa bulle, et cette impression, comme nous le verrons, a été renforcée par la pandémie de COVID-19 et l'imposition du travail à distance.

Une classe se compose en effet lorsque des contenus « d'expériences semblables se produisent chez des individus placés dans des situations semblables » (Henry, 2009, p. 229). C'est uniquement

---

<sup>40</sup> Tronti (1977, p. 290) disait que « les ouvriers deviennent les premiers et d'emblée une classe pour soi face à leurs patrons directs ». C'est avant tout « en passant par les terrifiantes expériences pratiques qui se répètent toujours, qu'ils en viennent à être activement et subjectivement classe face au capital ».

à ce moment que les conditions personnelles deviennent des conditions générales. Or le génie du rapport salarial postfordiste est d'individualiser l'expérience de travail et de rendre responsable chaque travailleur et chaque travailleuse de son succès ou de son échec. Les journalistes se mettent, et ce très tôt dans leur carrière, à se façonner leur propre parcours de vie personnalisé. Cela conduit à une séparation des expériences communes où les conditions générales redeviennent des conditions personnelles. Cette séparation des expériences, et je montrerai plus loin avec la notion d'aliénation par représentation, est d'ailleurs autant matérielle qu'idéologique. Il est vrai bien sûr que le processus de travail rend toute solidarité bien difficile, notamment par la question de la concurrence interne au sein des entreprises, mais il est aussi vrai que les possibilités réelles de solidarité entre journalistes sont constamment voilées par des discours idéologiques qui en appellent à « faire de sa vie une aventure » ou à devenir un « super-citoyen ». Faire classe c'est donc à la fois vivre des expériences communes, mais également se représenter en tant que vivant des expériences communes – deux facteurs qui sont considérablement aliénés par le nouveau rapport salarial.

Je récapitule : « la cohérence d'une classe [...] est dans tous les cas la cohérence des individus qui la constituent et c'est pourquoi elle se fait et se défait sans cesse » (Henry, 2009, p. 238). Il s'agit ainsi dans ce chapitre de voir comment les journalistes ont eu à se décomposer dans leur être de classe, et ce que ce processus a impliqué en termes de répétition et d'innovation par rapport aux séquences historiques antérieures. Il s'agit également de voir ce qui est en déclin dans cette décomposition de classe des journalistes, et ce que ce déclin entraîne quant aux affects négatifs, mais aussi de constater ce qui est en ascendance et ce qui maintient une admirable cohérence.

Y'a-t-il, au sein même de la décomposition de classe des journalistes, une mini-classe ou un noyau qui pourrait s'être servi de cette décomposition pour imposer son immutabilité ? Y'a-t-il, parallèlement, un « devenir-machine » sommeillant au centre même de cette fragmentation des expériences de classe ? Ce champ de force pourrait-il remettre en question (ou plutôt radicaliser ?)

l'hypothèse des positions contradictoires de classe ? C'est ce que je tenterai de découvrir dans ce chapitre.

Dernier point sur ma démarche : mon but avec ce chapitre n'est pas de décrire intégralement l'expérience de travail des journalistes québécois, mais bien de découvrir les « nœuds » qui renforcent le phénomène de décomposition de classe. Lorsque j'aborderai un sujet complexe, par exemple l'organisation du travail chez Québecor, mon but ne sera pas de décrire finement chaque facette de cette entreprise, mais bien de repérer ce qui dans cette organisation importe pour mon hypothèse. Cela ne veut pas dire que ma recherche ne pourrait pas paver la voie à des travaux subséquents qui se pencheraient davantage sur chacun des phénomènes explorés.

## 5.2 À quoi sert l'école de journalisme ?

Le procès de travail journalistique ne dépend pas que des entreprises qui le supportent, il dépend aussi de toutes les institutions qui véhiculent les représentations façonnant l'image du travail journalistique. Il aurait été possible de commencer l'analyse de la décomposition de classe au sein même des films et des romans fréquentés par les journalistes dans leur enfance et leur adolescence et de constater à quel point ces représentations ont par la suite influencé leur carrière. Dans le fragment # 1, j'ai analysé ce texte où le journaliste Gérald Filion parle de son enfance et du fait qu'il découpait alors les statistiques du journal *La Presse* en regardant le baseball à la télévision. Or, bien que ces représentations soient intéressantes, et j'y reviendrai dans le chapitre sept, je crois que la première grande institution qui façonne le travail journalistique, et qui prépare déjà même le processus de décomposition de classe, c'est l'école de journalisme.

L'école de journalisme est en effet la première institution qui transmet les mythes fondateurs du métier, des mythes idéologiques qui seront par la suite soit « rappelés à l'ordre » par les entreprises,

notamment le mythe de l'objectivité, soit « pris pour acquis » et non questionnés, notamment le mythe de l'urgence. Pour Le Bohec (2000, p. 18), les mythes remplissent trois fonctions pour les journalistes : ils portent une image simpliste et illusoire, ils doivent produire une adhésion, ils doivent être porteurs d'une utilité sociale. À savoir si les mythes, tout comme les idéologies, sont vraiment des illusions, j'en référerais aux débats sur l'idéologie présentés dans le chapitre un (à mon sens ces deux concepts sont similaires). L'important est ici de reconnaître que les mythes peuvent être transmis, qu'on doit y adhérer, qu'ils sont utiles, bien que leurs degrés d'adhésion ne soient pas uniformes. Pour Le Bohec les mythes « comblent les lacunes, diminuent l'incertitude sur le monde social et fournissent des points de repère internes valorisants auxquels les journalistes peuvent se raccrocher et se rassurer » (Le Bohec, 2000, p. 27).

Parmi ces différents mythes, l'auteur mentionne par exemple le fait d'aller voir des « deux côtés de la médaille » (en réalité les sources professionnelles dominant et marginalisent les sources profanes), celui de « l'exploit quotidien » (le journaliste est un héros, le journal est sacré, alors qu'au contraire, le journaliste est un travailleur ou une travailleuse qui fait partie de la réalité sociale), ou encore celui de « l'urgence » (elle apparaît comme naturelle, alors qu'elle est socialement déterminée par la loi des marchés). Pour le sociologue, cette contrainte de l'urgence masque à la fois celle « de l'arbitrage budgétaire classique au sein des entreprises de presse, qui consiste à limiter les effectifs au maximum », mais aussi l'autorité des supérieurs dans le sens que « c'est l'actu qui commande, pas les patrons » (Le Bohec, 2000, p. 320-323, voir aussi Lester, 1995).

Pour explorer la passation des mythes des professeurs et des professeures vers les étudiants et les étudiantes en journalisme, et pour savoir à quel point ces mythes peuvent jouer un rôle dans le phénomène de décomposition de classe, j'ai recruté un espion, Fred, qui terminait son parcours au baccalauréat en journalisme à l'Université du Québec à Montréal (UQAM). Notre démarche était assez simple : Fred devait noter ce que les professeurs et les professeures du programme de

journalisme disaient au sujet de la transition vers le marché du travail, par exemple les astuces pour se préparer à la réalité du métier, la meilleure façon d'appliquer pour se trouver un emploi, comment bien agir lorsque nous sommes fraîchement embauchés, etc.

Fred devait non seulement noter ce que les professeurs et les professeures disaient sur ces sujets dans les cours et les ateliers, mais aussi dans les « discussions de couloir ». Selon mon expérience, j'avais l'impression que c'était plus à ce moment que les langues se déliaient et que les professeurs et les professeures disaient certaines « vérités » qu'ils n'auraient pas osé dire lors d'une période d'enseignement magistral traditionnel. Fred a donc pris des notes pendant toute une session (15 semaines) sur ce sujet. Lors de nos multiples échanges au cours des semaines, nous avons finalement dégagé quatre thèmes interconnectés qui représentent l'idéologie véhiculée par l'école de journalisme sur la transition vers le marché du travail. Les voici.

**1. Un bon journaliste est un journaliste productif.** Selon Fred, l'école de journalisme, et cela est particulièrement vrai dans les ateliers pratiques, est préoccupée avant tout par le fait d'enseigner une certaine éthique de travail à ses étudiants et ses étudiantes. Cette éthique de travail est celle de la productivité et de la rapidité d'exécution. Un bon journaliste, répètent les professeurs et les professeures, est un journaliste qui travaille vite. Il doit savoir répondre dans l'urgence aux nouvelles d'actualité et faire plusieurs choses en même temps. Cette manière d'être toujours dans l'urgence ou dans l'attente d'une nouvelle de dernière heure est normalisée jour après jour, cours après cours. « C'était vraiment présent le fait d'être partout en même temps et de devoir dans la même journée faire un million d'affaires », dit Fred. Ruffin (2003, p. 40) disait aussi à propos de sa formation au Centre de formation des journalistes (Paris) « qu'ils [les professeurs et les professeures] réclament avant tout de l'efficacité, un travail dans l'urgence, sans trop se soucier du fond : des dossiers de presse à paraphraser feront, bientôt, notre affaire ». Pour Fred cette imposition a créé une certaine division au départ chez les étudiants et les étudiantes, mais a été rapidement internalisée par certains qui voulaient donner « tout ce qu'ils avaient » pour réaliser

leur reportage dans les temps, et ce même au mépris de leurs collègues moins rapides. La logique de la compétition était installée dès les bancs d'école.

Mais le mythe de la productivité ne vient jamais seul, il est régulièrement accompagné d'une certaine aura qui le rend désirable. Pour certains professeurs et professeures, le fait d'être constamment dans l'urgence crée une forme de dépendance qui donne l'impression d'être « au cœur des événements ». Le journaliste, tel que présenté dans les cours, est à l'opposé de la figure clichée du fonctionnaire qui se tourne les pouces dans son bureau. Au contraire, une journée dans les médias est une journée riche en événements. Fred a en ce sens noté les phrases prononcées par un professeur ou une professeure sur le thème d'une journée de travail typique d'un reporter : « Il faut apprendre à faire vite vite vite », « Jamais un temps mort. Il faut réfléchir en mangeant », « Il faut se préparer à cette réalité-là », « C'est une drogue extraordinaire. Tout est au plafond ! ». Dans cette vision des choses, le stress est une donnée naturelle : il ne faut pas le condamner, mais bel et bien l'embrasser. Fred ne se souvient pas qu'on lui ait mentionné la possibilité de ralentir son rythme de travail ou d'adopter des temporalités alternatives, au contraire le stress est inévitable et la vitesse doit être acceptée. Les processus historiques comme l'organisation scientifique du travail sont ainsi naturalisés.

**2. Il faut aimer la nouveauté.** La principale façon de rester productif est de se tenir constamment au courant des dernières nouvelles ou des dernières tendances médiatiques. Un bon journaliste est ainsi un journaliste qui consomme énormément de productions médiatiques, et qui donc sait ce qu'est une « nouvelle », ou ce qui devrait être élevé au rang de nouvelles. Fred me dit qu'au début de son parcours ses propositions de sujet étaient parfois refusées par ses professeurs et ses professeures. On lui disait « ah, mais ça date de hier, il faut trouver quelque chose de nouveau ». Pour être réellement à l'affût des dernières nouvelles et éviter de proposer du « réchauffé », il était particulièrement recommandé d'être actif sur les différents réseaux sociaux numériques comme Twitter et Facebook, et notamment de se mettre des alertes pour être bien certain de ne manquer

aucune nouvelle. Les professeurs et les professeures un peu vieille école mettaient souvent de l'avant le fait de se lever très tôt pour lire les quotidiens du pays, que ce soit le *Globe and Mail*, le *Toronto Star*, le *Ottawa Citizen*, *La Presse*, *Le Devoir*, etc. Pour les représentants et les représentantes de la nouvelle génération, cet accent sur les quotidiens était moins important, on parlait davantage de podcast, de vidéo ou de présence numérique. Mais dans tous les cas, cette idée d'une consommation médiatique permanente était inévitable.

Or la consommation incessante des différents médias, comme l'a bien démontré Bourdieu (1996) avec son concept de circulation circulaire, n'apporte pas de connaissance sur la société en général, mais bien sur la manière dont les médias interprètent le monde en s'imitant les uns les autres. Cet accent sur la nouveauté enferme les journalistes dans un présent perpétuel (Baschet, 2018). Fred déplore d'ailleurs le fait qu'un grand nombre d'exercices pratiques consistent à travailler de courtes dépêches publiées par des agences de presse. « C'est tout le temps dans l'immédiat, puis des fois on va travailler des sujets qui sont hyper insignifiants, mais ça a plus de valeur que n'importe quoi d'autre parce que justement c'était dans les médias il y a quelques heures ou quelques minutes ». Ruffin (2003, p. 65) encore une fois avait bien compris à quel point l'enseignement du journalisme implique une « démission du jugement personnel à la faveur d'une consécration collective de l'actualité, qui paraît naturelle ». C'est l'actualité qui impose les faits qui sont dignes d'intérêt pour les journalistes et leurs supérieurs. Malheureusement plusieurs sujets, parce qu'ils ne sont portés par aucun porte-parole (c'est le cas de la pauvreté, de la situation des classes populaires) ne s'imposent jamais. Et c'est une raison pour les considérer comme « sans valeur ».

**3. Les plus talentueux vont percer.** Un autre mythe important qui est véhiculé par l'école de journalisme, c'est que si les étudiants et les étudiantes se plient à ces conditions éprouvantes, s'ils et elles acceptent de travailler fort et de se plier au régime de l'actualité, et bien ces personnes vont percer et *réussir*. Réussir, cela veut parfois dire s'élever dans une entreprise et y faire sa niche, comme à Radio-Canada ou au *Devoir*. Mais plus précisément, réussir est associé au fait de se



constituer un excellent « réseau » qui permet au journaliste d'enchaîner les projets à travers le monde. Fred me parle de sa rencontre avec un professeur ou professeure lors d'un cours particulier :

Dès les premiers instants du cours, il nous a rapidement fait comprendre qu'il travaillait sur un tas de projets palpitants. Il avait vraiment un genre d'aura autour de lui, de comme « kingpin » (roi du monde), lui il en a vu des affaires, il était allé faire des reportages dans des endroits difficiles d'accès, il alimentait vraiment le mythe du journalisme voyageur qui accomplit ses rêves.

Dans les faits, très peu de journalistes ont vraiment l'opportunité de voyager lorsqu'ils sont embauchés dans une salle de rédaction. La plupart des jeunes salariés vont surtout faire du travail de pupitre ou d'édimestre. Mais cela importe visiblement peu au professeur ou professeure rencontré par Fred. Le but est plutôt ici de partager le rêve associé au journalisme : celui de pouvoir non pas s'enfoncer dans sa communauté pour la comprendre et la changer, mais bel et bien de se retirer de toute communauté pour être un individu qui, détaché de toute amarre, peut voguer de projet en projet et voyager de ville en ville. C'est « l'aura d'exotisme des reporters » (Ruffin, 2003, p. 198). Plusieurs professeurs et professeures mentionnaient par exemple des anecdotes sur de jeunes journalistes qui osaient voyager dans le monde pour suivre les grands événements (par exemple les attentats terroristes). Ces gens ont osé, ils méritent alors leur place dans le métier.

Au contraire le fait de s'impliquer dans une communauté ou dans un projet collectif est suspect, car le risque de briser « l'objectivité » est bien trop grand. Ce dernier mot est d'ailleurs très rarement débattu dans la formation des étudiants et des étudiantes. Fred me dit que la question de l'objectivité est un peu « latente » : « c'est comme là mais ça bouge pas, on n'en parle pas trop. On n'a pas vraiment de débats là-dessus. Ça mériterait bien plus de réflexions que ça ». Mais discuter de l'objectivité serait remettre en question l'un des fondements du journalisme, tandis que les écoles préfèrent la « reproduction permanente de l'existant » (Ruffin, 2003, p. 153).

**4. Le métier s’acquiert par la pratique.** Le dernier mythe transmis par l’école de journalisme, mais c’est en quelque sorte le mythe qui synthétise tous les autres, c’est celui que le métier s’acquiert par la pratique. Accardo (2017, p. 76) écrit que les écoles de journalisme sont avant tout préoccupées par le « placement professionnel de leurs diplômés », et non pas par la formation générale. Pourtant la plupart des écoles de journalisme, lorsqu’elles se sont institutionnalisées – au début du 20<sup>e</sup> siècle pour la France, au milieu du 20<sup>e</sup> siècle au Québec (Chupin, 2018) – tentait d’offrir un certain équilibre entre la formation pratique et la formation théorique. Dans sa mouture originale, le programme de journalisme de l’UQAM disait que « la culture générale des étudiants est assurée par trois cours obligatoires en géographie, en sciences juridiques et en sociologie, ainsi que par cinq cours de spécialisation dans un domaine de leur choix » (Francœur, George, Lamoureux, et Roy, 2020), le reste des cours étant dédié à des formations pratiques.

Or, cette apparente égalité sur papier masque selon Fred la domination complète de la formation pratique sur la formation théorique. Les ateliers pratiques sont très présents, dès le début, et très valorisés. Au contraire la formation théorique est reléguée dans les marges du programme (et à la fin du parcours), les cours théoriques étant donnés par des chargés de cours souvent considérés comme étant ringards par les étudiants et les étudiantes. « L’esprit critique, il ne nous l’enseigne pas, ce n’est pas valorisé », dit Fred. Dans les discussions de couloir, les professeurs et les professeures recommandent plutôt aux étudiants et aux étudiantes de se former à l’extérieur des cours pour acquérir de l’expérience professionnelle qui « compte » réellement, notamment lors de stages, de contrats, ou encore lors de diverses implications bénévoles dans les journaux étudiants. Les stages et les diverses implications universitaires ne sont bien sûr pas dénués d’intérêt et Fred admet bien qu’il a appris sur le terrain des choses qu’il n’aurait pas pu apprendre ailleurs. Mais ce qui lui manquait dans sa formation était la capacité « de prendre un peu de recul » pour « réfléchir à mon travail puis à comment je fais de l’information parce’que c’est sûr que si tu ne réfléchis pas à ça, tu fais juste comme être avalé, si on veut, dans une machine ».

Ce que Fred pointe ici du doigt, c'est précisément ce qu'Accardo (2007) nomme la capacité de se socioanalyser soi-même, c'est-à-dire le fait de réfléchir aux règles du jeu qui régissent nos vies. Historiquement, cette capacité réflexive a entre autres reposé sur les épaules des formations universitaires, et particulièrement dans le domaine des sciences sociales. C'est en effet en étudiant qu'on peut comprendre « les structures les plus profondément enfouies des divers mondes sociaux qui constituent l'univers social, ainsi que les mécanismes qui tendent à en assurer la reproduction ou la transformation » (Bourdieu, 1992, p. 16). Au contraire, « la pratique renvoie à la pratique et nous enserme dans son cercle naturel » (Ruffin, 2003, p. 144).

L'école de journalisme, au stade où la pratique a réellement pris le dessus sur la théorie, c'est donc une école qui se sabote elle-même. C'est une école qui s'avoue elle-même qu'elle ne sert à rien. C'est une école qui sait très bien que la meilleure formation que les journalistes auront, ce sera sur le terrain, alors à quoi servent les cours ? À quoi servent les cours sinon à transmettre une certaine « attitude » celui de l'élève productif, qui va vite, qui ne pose pas de questions ? De toute façon les universités, parce qu'elles évoluent dans des univers temporeux beaucoup plus lents que celui des entreprises privées, seront toujours en retard sur la réalité des dernières innovations pratiques du marché du travail. Les programmes de formation se condamnent à être continuellement en « situation réactive » (Rosa, 2010, p. 358). Comme l'écrit Le Ray (2021, p. 690), « l'économie de l'information avance plus vite que l'univers des écoles et des universités, ce qui explique l'abandon de ces institutions privées ou publiques par la profession. C'est encore pire pour les écoles publiques ». Plus elle se colle sur la réalité du marché du travail, plus l'école de journalisme sabote elle-même son utilité.

L'école de journalisme a donc un impact sur la décomposition de classe de plusieurs façons. Tout d'abord, elle transmet des mythes sur le métier qui seront par la suite repris ou tenus pour acquis par les grandes entreprises. Pour Le Bohec (2000, p. 30), les « mythes professionnels font partie des éléments qui expliquent l'absence de contestation organisée et efficace à l'intérieur du champ

de la presse ». Certains mythes, notamment celui de l'urgence ou de la nécessité d'être productif, détournent en effet l'attention du fait que le journalisme est un travail comme les autres qui pourrait être changé. Mais il y a plus, en niant l'importance de la théorie, l'école de journalisme transmet aussi une sorte de cynisme sur l'action de pensée par soi-même. Lorsqu'une école avoue qu'elle ne sert à rien, elle délégitime de manière générale l'action même de prendre de la distance pour réfléchir à sa pratique. Or une relance des luttes nécessitera des moments réflexifs, des avancées et parfois des reculs stratégiques.

### 5.3 La gestion malade de Radio-Canada

Après leur parcours universitaire, un grand nombre de journalistes québécois vont effectuer des stages pour se faire la main. Ces stagiaires forment une main-d'œuvre gratuite qui est exploitée par la majorité des entreprises (Gollmitzer, 2021a), et ce, surtout chez Radio-Canada. Et c'est là que le deuxième facteur renforçant la décomposition de classe les happe au visage : la gestion méritocratique du capitalisme avancé.

Pour comprendre cette gestion, et ce, particulièrement lorsqu'elle est appliquée par Radio-Canada, il faut d'abord revenir sur la binarité public/privé en études médiatiques. Historiquement, les chercheurs et les chercheuses ont tendance à critiquer très facilement la commercialisation des médias privés et la marchandisation de l'information, mais peu les conditions de travail mises de l'avant dans les services publics (Pickard, 2018). Francoeur (2012, p. 7) écrit que le type de journalisme porté par Radio-Canada est en quelque sorte un « protecteur du public contre les intérêts particuliers ». Dans leur livre *Le service public médiatique à l'ère numérique* (2019), les chercheurs Tremblay, Bizimana et Kane décrivent longuement la nouvelle stratégie numérique de Radio-Canada sans dire un seul mot sur la renégociation des conventions collectives qui a accompagné cette transition.

Au fond, ce qui est en jeu dans ce mythe du service public qui serait à l’abri des pressions marchandes imposées par les autres médias privés, c’est une conception simpliste du néolibéralisme. Après les années 1980, le libéralisme s’est radicalisé dans une nouvelle manière de gouverner qui a privilégié les privatisations, les déréglementations et la financiarisation (Harvey, 2020). C’est à partir de ce stade que de plus en plus de médias se sont privatisés ou concentrés dans les pays occidentaux. On pourrait donc croire que les médias publics seraient les derniers remparts contre la rationalité commerciale des médias privés (van Dijck, Poell et de Waal, 2018).

Or, il faut comprendre que le néolibéralisme n’est pas tant caractérisé par la colonisation des entreprises privées sur les services publics (on en serait encore à une vision inspirée d’Habermas), mais bien par une contamination dans le sens que les services publics adopteraient de plus en plus le fonctionnement interne des entreprises privées (Phelan et Dawes, 2018). C’est en ce sens que certains chercheurs et chercheuses se méfient de l’utilisation du mot néolibéralisme qui contiendrait en lui-même une binarité privé/public et qui surtout ne prendrait pas en compte le rôle de l’État libéral dans le maintien des régimes d’accumulation du capitalisme (Garland et Harper, 2012). Comme le disent Phelan et Dawes :

Critiques of neoliberalism have been too quick to presuppose liberal democratic assumptions, invoking “democracy” as the solution without clearly grasping its co-opted condition in media regimes. [...] the concept of neoliberalism deflects media scholars’ attention from a more fundamental ideological conflict with liberalism, as the political corollary of capitalist rule (Phelan et Dawes, 2018, p. 15).

Le problème de cette conception naïve du néolibéralisme qui mettrait en scène une binarité public/privé est qu’elle est reprise par les gestionnaires et les patrons de Radio-Canada. Lorsqu’il m’est arrivé d’échanger avec des gestionnaires du service public lors de ma recherche, ceux et celles-ci me disaient systématiquement que bien sûr les pressions marchandes existaient dans le monde des médias, que la course aux clics était un fléau, mais heureusement Radio-Canada en était en quelque sorte préservée. « Il n’y a personne qui va vivre de la pression de ne pas avoir eu assez

de clics dans une journée. C'est sûr, on n'est pas une entreprise privée, ce n'est pas pareil », me dit une cadre de l'institution que je citerai davantage plus bas. Celle-ci rajoutait que oui les cadres utilisaient les chiffres pour mesurer les performances des journalistes, mais ceux et celles-ci ne les utilisaient pas comme les autres entreprises privées. Il ne s'agissait pas d'augmenter le rendement, mais simplement de « souligner les bons coups ».

Curieusement, je percevais un décalage entre le discours des représentants et des représentantes de l'institution qui me disaient « qu'ici, il n'y a pas de pression » et celui des journalistes qui y avaient travaillé. Rien ne fut plus facile pour moi que de récolter des critiques du fonctionnement interne de Radio-Canada<sup>41</sup>. On me parlait de la précarisation du travail et du recours de plus en plus fréquent aux surnuméraires et aux contractuels, on me parlait de la pression à se sentir insignifiant dans cette grosse machine, à devoir produire du contenu sans valeur et ce pendant toute la journée. Entre le discours des cadres et celui des journalistes, qui disaient vrai ?

Pour surmonter ce décalage, je pris contact, lors du recrutement des participants de ma recherche, avec deux espions évoluant chez Radio-Canada dans le but d'analyser les modèles de gestion de l'institution. Le premier journaliste travaillait dans le secteur des actualités des bulletins télévisuels, et l'autre travaillait davantage sur le web. Ma question pour eux était de se mettre « dans l'œil des gestionnaires » pour essayer de comprendre leur vision de l'intérieur. Mon but était alors de comprendre la stratégie qui se met en branle derrière l'organisation de l'entreprise, car, comme le dit Dejours : « les gens croient que l'organisation du travail, c'est une affaire de sciences. Et ils

---

<sup>41</sup> Déjà en 2005 le « rapport Brun » sur les conditions de travail de Radio-Canada mettait le doigt sur des thèmes abordés dans cette section, notamment la surcharge de travail, le harcèlement, les « pauvres relations avec le supérieur immédiat » ou l'instabilité dans la carrière. Plus de 44 % des répondants et des répondantes présentaient alors un taux élevé de détresse psychologique. Le format sondage du rapport ne permettait toutefois pas de plonger dans les parcours concrets de journalistes (Brun, 2005).

ratent le rendez-vous avec le fait que l'organisation du travail constitue en réalité une stratégie politique » (Dejours, 2021, p. 30).

Pour comprendre l'expérience de travail chez Radio-Canada, il faut tout d'abord souligner que l'institution s'est construit un marché du travail « intérieur », un marché qui comprend autant une masse d'employés permanents qu'une liste de surnuméraires en périphérie qui sont disponibles sur appel (les surnuméraires donnent plusieurs semaines à l'avance leurs jours de disponibilité et ceux et celles-ci doivent répondre en quelques minutes lorsqu'ils sont appelés en renfort). Cela signifie qu'être embauché à Radio-Canada, ce n'est pas obtenir le privilège d'une sécurité d'emploi, c'est simplement obtenir le droit d'accéder au marché du travail radio-canadien.

Mais cet accès, qui passe par la réussite d'une journée d'examens, n'est que la première étape de l'ascension. Le journaliste fraîchement recruté (surtout lorsqu'il ou elle travaille dans l'actualité) doit tout d'abord se démarquer de ses collègues aux yeux de ses supérieurs. Il doit prouver qu'il est un « leader » et qu'il est « capable d'en prendre ». Après un certain temps, s'il a acquis assez de crédibilité, celui-ci peut postuler pour un poste supérieur au sein d'une autre équipe ou d'une autre ville. Une fois installé dans ce nouvel environnement, le manège de l'évaluation constante recommence. C'est ainsi qu'un journaliste doit changer de projet tous les 3-4-5 ans pour relever de « nouveaux défis ».

Ce marché du travail interne est complètement subordonné à l'idéologie des gestionnaires. Pour Boltanski et Chiapello, le discours de la gestion dans les années 1960 était basé sur la croissance sans limites des grandes entreprises. Les gestionnaires croyaient alors dans les vertus de la technique, de la productivité et de l'efficacité, mais aussi de la solidarité institutionnelle dans le sens que tous les employés (pour autant qu'ils et elles se soumettaient à la hiérarchie) devaient profiter de la croissance exponentielle de l'entreprise (Boltanski et Chiapello, 1999, p. 56-57). Or dans les années 1990, face aux injonctions de la financiarisation et de la mondialisation, c'est le

discours de la flexibilité qui prend le dessus : non seulement la flexibilité interne « reposant sur une transformation profonde de l'organisation du travail et des techniques utilisées (polyvalence, autocontrôle, développement de l'autonomie, etc.) », mais aussi la flexibilité externe dans le sens que les entreprises doivent maintenant trouver la main-d'œuvre qui leur fait défaut « auprès d'une sous-traitance abondante, ainsi qu'une main-d'œuvre malléable en termes d'emploi (emplois précaires, intérim, travailleurs indépendants), d'horaires ou de durée du travail » (Boltanski et Chiapello, 1999, p. 318). Le marché du travail se fragmente donc entre la main-d'œuvre stable, souvent syndiquée, et la main-d'œuvre instable et surnuméraire, considérée comme malléable et peu qualifiée.

Ce qui justifie cette nouvelle gestion, c'est la concurrence. Il existe une grande peur au sein du discours de la nouvelle gestion au sujet que la main-d'œuvre la plus qualifiée pourrait en tout temps partir vers l'entreprise concurrente. Interviewé par Francoeur, un cadre explique que Radio-Canada est maintenant en compétition directe avec ses concurrents, dont Québecor : « maintenant on est tous concurrents, c'est le Web qui est devenu l'arène commune. Et on est tous dans la même arène. On n'est plus des amis. On est en collision frontale. C'est vaincre ou mourir » (Francoeur, 2012, p. 21).

Pour faire face à cette concurrence extrême, l'objectif des gestionnaires est alors de tout faire pour fidéliser leurs meilleurs employés. Comment le font-ils ? Ils le font en transmettant leur « vision » de l'entreprise, et en ciblant très rapidement les futurs « leaders ». Ces leaders, parfois nommés animateurs, chefs ou visionnaires, une fois repérés et promus, peuvent à nouveau propager leurs « visions », étendre leur « réseau » et « développer » d'autres potentiels. Les techniques essentielles pour repérer ces « leaders » passent par la méritocratie, la mobilisation de la subjectivité et la direction par projets (Durand, 2004). Le but n'est plus de faire carrière mais bien de passer d'un projet à un autre et d'ainsi d'associer sa réussite personnelle à la réussite de l'entreprise. Le tout est censé assurer une cohésion interne à l'entreprise qui peut se reproduire



dans le temps : « la vision a les mêmes vertus que l'esprit du capitalisme car elle assure l'engagement des travailleurs sans recourir à la force en donnant du sens au travail de chacun » (Boltanski et Chiapello, 1999, p. 127-128).

Un journaliste (Roman) de Radio-Canada, qui a obtenu sa permanence pendant ma recherche, a tenu à me parler de son ascension dans la hiérarchie du service public. Celui-ci me dit qu'au départ, en tant que surnuméraire, sa stratégie était essentiellement de dire oui à tout. « J'ai tellement accepté de postes dans différents horaires, des fois je faisais pupitre du soir qui termine à minuit, puis j'étais capable aussi de faire le pupitre du matin. Je remplaçais pour des postes plus prestigieux, mais j'étais payé un salaire beaucoup plus bas ». Puis, un an ou deux après son embauche, Roman raconte qu'il est rencontré officieusement par un patron haut placé de Radio-Canada. Ce patron lui dit alors qu'il a été repéré par les gestionnaires et que ces derniers « veulent le monter ». On le forme ensuite à un nouveau poste qui inclut des responsabilités accrues et surtout plus de liens avec la direction. Puis, peu à peu, Roman est incité à participer à des comités de sélection. Le rôle de ces comités internes est essentiellement de réaliser des entrevues avec des candidats pour des postes plus hauts dans la hiérarchie (la bénédiction d'un de ces comités est pratiquement le seul moyen d'accéder à sa permanence). Roman se prépare pour son entrevue mais il est complètement pris au dépourvu par celle-ci : alors qu'il s'attendait à ce qu'on le questionne sur son travail actuel, on lui pose plutôt des questions qui relèvent selon lui de la « ressource humaine 101 ».

On me demandait par exemple « quelles sont les valeurs de Radio-Canada », « qu'est-ce qu'un bon chef d'équipe », « comment réagis-tu si ton leadership est remis en question ». J'ai rapidement compris que les questions n'avaient à près zéro rapport avec ce qui se passe dans la vie réelle à Radio-Canada. C'était complètement déconnecté de la réalité. [...] Le pire c'est quand ils se sont mis à me poser des questions sur un poste au-dessus de moi pour lequel je n'avais pas appliqué. Comme s'il voulait prendre le pouls pour voir si je me projetais déjà ailleurs, déjà plus haut.

Après son premier comité de sélection, Roman comprend qu'il doit « porter un masque » lorsqu'il interagit avec ses patrons. Ces derniers ne veulent pas discuter de son travail au jour le jour, de

savoir s'il a un bon jugement éditorial ou non, ils veulent tester « sa vision » du journalisme. Celui-ci doit dissocier son travail concret (Dejours, 2000), de sa performance simulée face aux décideurs, ce qui produit des sentiments de frustration et d'injustice. « Quelqu'un a le droit de juste vouloir rester chercheur ou rédacteur, mais c'est comme si on en veut aux personnes qui ne veulent pas monter les échelons. On retarde leur permanence pendant dix, quinze ans, c'est injuste », dit-il.

Pour plusieurs raisons, notamment sa polyvalence, Roman obtient finalement sa permanence après quelques tentatives sur d'autres comités de sélection. Celui-ci reçoit son courriel de félicitations alors que nous effectuons une entrevue. Il me dit tout de suite qu'il « sent que ça va brasser » avec ses collègues, notamment avec ceux et celles qui attendent leur permanence depuis longtemps. Immédiatement, celui-ci se met à recevoir des courriels de félicitations, mais aussi des courriels « passifs agressifs » de la part de certains. « Bravo, tu as eu ta permanence avant moi ! », lui écrit un collègue. Ce jeu de l'ascension, frustrant parce que soumis aux aléas de la volonté des gestionnaires, produit en effet de la rivalité entre les journalistes<sup>42</sup>.

Les gestionnaires alimentent complètement ce jeu produisant des rivalités internes. Pour tenter de confirmer cette vision de la hiérarchie, j'ai également tenu, et c'est une exception dans ma recherche, à parler à un gestionnaire de Radio-Canada (Ève). Celle-ci me dit que son mandat principal est « d'amener les gens à donner le meilleur d'eux-mêmes, les élever, les amener vers le haut », et après, « faire des suivis ». Bien sûr beaucoup de journalistes font un travail qui n'a pas de sens pour eux et elles et qui les fait souffrir, une sorte de « travail d'usine » concède Ève, mais l'important est que quelques « leaders » émergent grâce à l'implantation des processus d'évaluation, des « leaders » qui assureront la pérennité de l'entreprise. Ève me pointe comme exemple un

---

<sup>42</sup> Sur à quel point cette rivalité est institutionnalisée dans les conventions collectives, voir le fragment # 7.

employé qui a « réussi » dans sa salle de rédaction, cet exemple pouvant selon elle réfuter la critique des conditions de travail.

Prenez X. Il a [début trentaine]. Il est allé à l'UQAM. Fin de 2e année de bac, stagiaire ici à la radio, puis de fil en aiguille surnuméraire [...]. Dès le premier jour, c'est moi qui l'ai accueilli, c'était clair qu'il était particulièrement rapide et doué. Doué dans le contenu et dans l'agilité. Puis là il a fait de tout, de la rédaction, toutes sortes d'affaires de surnuméraires, remplacer le soir, le week-end, etc. Et là il avait ce poste à [...], il a postulé et il l'a eu. Pendant quatre ans, il a été là-bas, et il a tout fait. Il a maîtrisé les contenus, très très habilement, tous les formats et avec les réseaux sociaux, beaucoup d'initiatives. Très à sa place, c'est un *low profile*. Il ne prend pas de place. Il était naturellement créatif, et c'est comme s'il était très doué et très travaillant. Puis y'a eu un poste a [...], il a obtenu le poste. Mais lui c'est un surdoué. C'est un idéal. Il n'y en a pas mille des histoires comme celles-là.

L'employé modèle est donc rapide, doué, polyvalent, *low profile*, très travaillant. Dans le même sens, j'ai demandé à Roman ce qui pour lui était les qualités de l'employé modèle de Radio-Canada, il répond « rapide, polyvalent, flexible. C'est un employé qui a de la passion, mais à un point quasiment toxique pour lui. Qu'on peut lui en demander plus et qu'il ne dira jamais non ».

Le style de gestion mis de l'avant par Radio-Canada est ainsi l'un des facteurs propulsant le phénomène de décomposition de classe. Pour affronter la concurrence venant de l'extérieur, on en a reproduit une à l'intérieur de l'entreprise. Les journalistes se retrouvent en concurrence les uns contre les autres, et une grande partie d'entre eux sont condamnés à réaliser des tâches peu créatives et répétitives, comme le fait de mettre en ligne des contenus ou de réécrire des nouvelles de dernière heure. Mais ce n'est pas important car, comme l'exemple du parcours de X le démontre, il y a toujours un « espoir » de percer. Mais en imposant ce style de gestion, ce ne sont pas les journalistes qui se reproduisent dans le temps, ce sont les gestionnaires. En cherchant des « futurs leaders » parmi les jeunes journalistes, les gestionnaires cherchent essentiellement des gens qui leur ressemblent ou qui partagent leur vision du monde (de Gaulejac, 2009, p. 264). Le marché du travail interne de Radio-Canada est donc traversé par un « devenir-gestionnaire » ou un « devenir-

cadre » (que je mettrai plus tard en relation avec un « devenir-machine »). Les journalistes qui s'élèvent dans la hiérarchie sont ceux et celles qui ont démontré le plus d'intérêt pour devenir gestionnaire. La classe managériale est ainsi assurée d'une formidable cohésion.

Ce devenir-gestionnaire conduit d'ailleurs à une banalisation de la souffrance et surtout à une individualisation des problèmes de santé mentale. Les gestionnaires abordent le problème de la souffrance comme provenant de « l'autopression » des journalistes. Ève me dit que « le pire fléau des journalistes, c'est la pression qu'ils se mettent eux-mêmes ». Cela présuppose que les journalistes pourraient apprendre à gérer leur pression, et donc à devenir moins stressés par eux-mêmes. Pourtant, comme je l'ai présenté dans le chapitre deux avec les débats sur l'opérationnalisation du concept d'aliénation, c'est l'organisation du travail qui est aliénante, et non la personnalité des travailleurs et des travailleuses. Comme le dit de Gaulejac (2009, p. 239) : « le harcèlement ne peut être traité comme un problème strictement comportemental, même s'il a des effets psychologiques. Une politique de prévention doit prendre en compte le contexte organisationnel qui le fait émerger ». C'est donc la gestion qui est malade chez Radio-Canada, c'est elle qui bloque les possibilités d'agir par soi-même et qui décompose le collectif de travail.

Cette gestion est par contre ponctuée de zones d'ombre. Mon autre espion chez Radio-Canada (Erwan) me dit que le modèle de la méritocratie est par exemple bien implanté dans la salle des nouvelles (dans le CDI – le Centre de l'information), mais pas dans son département alternatif des médias numériques qui lui est complètement séparé du centre de l'information. « Plusieurs patrons ne savent pas sur quoi on travaille ici », dit Erwan. La machine de Radio-Canada est tellement grande que les gestionnaires peinent à rationaliser tout le bateau. Beaucoup de départements travaillent en silo. Un membre de l'équipe des médias numériques peut travailler sur un sujet sans que l'équipe de l'information générale soit au courant. C'est la même chose pour les différentes sous-marques comme Rad (milléniaux), Carbone (environnement) ou Mordu (alimentation).

Erwan, qui travaille pour une de ces sous-marques, dit qu'il s'est fait « oublier » par l'organigramme de Radio-Canada. Il est passé « sous le radar ». Sa marque avait au départ créé un engouement qui a disparu aux dépens de l'intérêt des gestionnaires pour une autre nouvelle marque.

J'ai l'impression que je travaille pour un autre média que les gens de la salle des nouvelles. On n'a pas les mêmes conditions de travail, nos expériences sont complètement différentes. Je n'ai aucun quota d'articles, j'ai une liberté créative et éditoriale, j'ai des horaires stables. Mais je connais aussi plein de personnes dans la salle de nouvelles qui travaillent de soir, de nuit, la fin de semaine, qui n'ont aucune place pour proposer leurs sujets, qui n'ont aucune opportunité pour faire ce qui est le fun dans le travail de journaliste.

Cette différence dans les expériences de travail crée des moyens de se faire oublier par le panoptique managérial. Les journalistes des médias numériques travaillent par exemple dans une autre salle que ceux et celles des nouvelles qui sont soumis à des pressions intenses. Mais ces différences renforcent aussi la décomposition de classe des journalistes. Erwan me parle de la rivalité existant entre les départements radio-canadiens :

Je suis certain que s'il y avait vraiment comme un combat dans lequel on devait faire preuve de solidarité, notre division nuirait aux efforts. Parce qu'on ne se connaît pas, on ne se rencontre pas, on ne se côtoie pas et on ne s'aime pas. Alors qu'au final on est tous dans la même position.

Radio-Canada est donc traversée par des rapports de force existant entre les départements, dont certains sont considérés comme étant plus importants que d'autres. C'est le contraire de Québecor qui, après son lock-out de 2009-2011, a pu rebâtir à neuf son modèle organisationnel.

#### 5.4 Faire de l'enquête pour « nourrir la machine à saucisse »

Comme l'écrivent plusieurs chercheurs et chercheuses (Carbasse et Goyette-Côté, 2013; Carbasse, 2010), l'entreprise Québecor est avant tout caractérisée par une intégration verticale de l'information, ce qui permet des économies d'échelle radicale. Si l'intégration horizontale consiste à acheter plusieurs médias dans un même marché, la concentration horizontale (mais aussi la propriété croisée) est plutôt le fait de posséder à la fois des journaux, mais aussi des chaînes de production et de distribution de ces journaux. On peut par exemple dire que Québecor qui possède la compagnie de télécommunication Vidéotron, peut se servir de son agence de presse, l'agence QMI, pour publiciser l'introduction d'un de ses nouveaux produits sur ses journaux (*le Journal de Montréal, le Journal de Québec, 24heures*), mais aussi à la télé (*TVA, LCN*), à la radio (*QUB Radio*) ou en anglais sur *Canoë*. Cette publicité peut également se retrouver sur les voitures de taxi associées à l'entreprise (Téo Taxi, Taxi Diamond, Taxi Hochelaga), ou dans ses spectacles (Gestev) présentés entre autres au Centre Vidéotron à Québec.

La concentration verticale permet donc la mise en place du phénomène de convergence. Pour Carbasse et Goyette-Côté (2013, p. 14), la convergence était au départ une tentative de justifier les fusions et les acquisitions dans le domaine de la culture par la promesse d'une croissance infinie. Ramenée à son niveau le plus simple, la convergence est essentiellement le fait de reprendre un contenu publié sur une plateforme et de la reproduire gratuitement sur une autre plateforme ou encore sur une interface commune (Mosco et McKercher, 2008, p. 37). Mais comme je le détaillerai plus bas, la convergence peut aussi impliquer une division du travail très complexe entre les employés travaillant à la conception et ceux et celles travaillant à la diffusion des nouvelles, en plus des chroniqueurs et des chroniqueuses qui peuvent commenter ces nouvelles pendant des heures.

Comment cela se manifeste-t-il concrètement ? Lors de mon recrutement, j'ai rencontré un journaliste travaillant depuis cinq ans pour « le Bureau d'enquête » pour que celui-ci devienne mon

espion au sein de Québecor. Au fil de nos échanges, nous avons rapidement constaté que les nœuds ne concernaient pas la vision hiérarchique de l'entreprise véhiculée par les gestionnaires comme chez Radio-Canada, mais beaucoup plus la division extrême du travail au sein de l'entreprise, et le morcellement des équipes produisant cette division.

Il faut d'abord savoir que le Bureau d'enquête offre des conditions de travail relativement exceptionnelles pour le monde des médias en général. Les journalistes qui travaillent pour cette entité peuvent être libérés pendant plusieurs semaines, voire plusieurs mois, pour effectuer une enquête d'intérêt public de leur choix. Toutefois, et c'est l'une des particularités de ce Bureau, même s'ils publient la majorité de leurs textes dans par exemple *le Journal de Montréal* ou *le Journal de Québec*, les journalistes (du moins certains d'entre eux, dont les recherchistes) ne sont pas employés par ces journaux, mais bien par l'agence QMI, qui est l'agence de presse que Québecor utilise pour réaliser de la sous-traitance interne. En effet après avoir licencié une grande partie de ces travailleurs et travailleuses après son lock-out en 2011 (165 de ses 227), *le Journal de Montréal* ne s'est pas rebâti en engageant directement des journalistes, mais bien en sous-traitant cette tâche vers l'agence QMI. Pour le journaliste que j'ai rencontré (Marc-André), cette tendance est essentiellement une stratégie antisyndicale.

Pour faciliter un peu l'expansion du Bureau d'enquête, ils ont créé cette espèce de branche là à l'agence QMI. Mais c'est particulier parce que je ne relève jamais des gens qui sont à l'agence QMI, je ne suis jamais en contact avec eux, je relève juste du monde qui sont au *Journal de Montréal*. C'est comme quelque chose de particulier et surtout je pense que c'est une espèce de manigance un peu pour ne pas nous syndiquer.

Mais cette « manigance » pour ne pas syndiquer les journalistes n'est même pas voilée chez Québecor. Marc-André me parle d'une haine antisyndicale qui sommeille encore chez les cadres du *Journal de Montréal* et du Bureau d'enquête, et ce, même dix ans après le dernier lock-out qui a considérablement anéanti le pouvoir du syndicat.

Y'a comme une culture antisyndicale au *Journal de Montréal*, depuis le lock-out, c'est comme la mort, dès qu'il y a des tensions, des espèces de discussion autour du syndicat ou quoi que ce soit, ça devient braqué et lourd. Le discours des cadres c'est que les syndicats, ça freine l'expansion de l'entreprise.

Outre les stratégies de sous-traitance, le plus intéressant à Québecor est particulièrement le phénomène de division du travail entre les différentes branches de l'entreprise. J'étais au départ très curieux de savoir pourquoi Québecor tenait à investir dans un service de journalisme d'enquête probablement assez coûteux à entretenir. Est-ce simplement pour maintenir une crédibilité face aux autres grands médias ? Est-ce simplement pour tenter de gagner certains prix prestigieux dans les concours médiatiques ? En fait j'étais assez loin de la vérité. Pour Marc-André, le Bureau d'enquête est absolument essentiel dans le modèle économique de Québecor parce qu'il représente la première chaîne de la convergence.

Ce que j'ai l'impression de comprendre, c'est que nous on fournit un peu comme une information brute de qualité, et cette information va ensuite être reprise à TVA, ça va être repris dans un bulletin spécial, ça va être repris dans un long documentaire, ça va être repris à QUB radio, enfin c'est comme si l'information qui vient du Bureau d'enquête, après elle fait plein de petits. Donc notre enquête elle va s'éclater sur toutes les plateformes et elle permet aussi aux gars des émissions d'opinion d'en débattre pendant des heures.

La machine journalistique de Québecor dépend donc d'une division du travail extrêmement complexe. Au début de cette chaîne, des journalistes privilégiés sont effectivement bien traités pour produire des enquêtes de longue haleine<sup>43</sup>. Au jour le jour, des journalistes moins considérés

---

<sup>43</sup> Radio-Canada aussi possède une équipe d'enquête comparable à celle de Québecor. Je ne l'ai pas mentionnée dans la section précédente car mon propos ici n'est pas de faire un portrait exhaustif des différentes salles de rédaction, mais bien de repérer ce qui stimule la décomposition de classe dans chacune d'elles. Un détour par le Bureau d'enquête était pour moi essentiel pour comprendre la division du travail chez Québecor et la séparation des équipes. Je n'avais par contre pas besoin de parler de l'équipe d'Enquête pour illustrer le discours de la gestion méritocratique chez Radio-Canada.



alimentent la machine en produisant des nouvelles d'actualités très courtes et interchangeables, notamment pour le quotidien gratuit *24h* ou pour l'agence QMI. Puis, lorsqu'une enquête est publiée par le Bureau, celle-ci est littéralement disséquée pendant plusieurs jours sur toutes les plateformes, autant télé que radio et web. Les journalistes télé vont par exemple diviser le reportage en petit topo télé d'une minute tout en tentant de faire réagir le grand public. Quand une enquête est de nature politique, ce qui est très recommandé par les rédacteurs en chef, les journalistes télé peuvent aussi demander des réactions de la part des élus à l'Assemblée nationale. Le rôle des journalistes web, quant à eux, est essentiellement de faire circuler l'information sur les différents réseaux sociaux du groupe de presse, mais parfois aussi d'y rajouter certains éléments comme des graphiques ou des cartes, ou encore de traduire le reportage pour un autre public comme les nombreuses sous-marques qui s'adressent aux « milléniaux » (Silo 57, Le sac de chips, Billie, etc.).

Surtout, si une enquête crée un certain débat politique, des émissions radiophoniques ou télévisuelles peuvent inviter des commentateurs et des commentatrices pour débattre de la nouvelle. Le jour suivant, les journaux du groupe vont publier les chroniques de ces mêmes commentateurs et commentatrices, qui on l'espère, vont relancer le débat dans leurs différentes tribunes du matin. Une grosse enquête peut ainsi faire rouler la machine pendant plusieurs jours.

Comme l'analyse Eustache (2021) à propos de la production de l'actualité dans les grandes télévisions françaises, les médias qui pratiquent la convergence se créent souvent leurs propres événements médiatiques qu'ils vont par la suite faire tourner en boucle sur toutes les plateformes. Celle-ci parle ainsi des deux logiques des grandes chaînes télé : la première est la prédominance des émissions de débat ou des journaux d'actualité, la deuxième est celle de la multiplication des émissions en direct. Il s'agit donc de faire advenir une nouvelle, d'envoyer des journalistes aller chercher des informations en direct tout en faisant débattre des commentateurs et des commentatrices maison de manière permanente. Un journaliste télé de TVA (Zack), que je citerai

plus longuement plus bas, me dit par exemple qu'il effectue un direct à midi, à 13h, à 14h, à 15h et à 16h, en plus de devoir livrer son reportage final à 18h. Cette nécessité de toujours commenter l'actualité en direct, en plus de devoir la « live-tweeter », impacte nécessairement la qualité du reportage final. « Ton topo finalement à 18h là, qui est comme supposé être réfléchi, monté et tout ça, il est écrit sur un coin de table, t'as pas le temps de t'y attarder pour vrai », dit-il à propos de la pression qu'impose sa position dans l'entreprise.

Lorsqu'une journée est plus tranquille, il s'agit alors de faire émerger une polémique au sein même des émissions spéciales (par exemple inviter un intervenant ou une intervenante qui fera une déclaration haute en couleur sur un sujet chaud) pour ensuite repartir les débats sur cette déclaration ayant émergé lors de l'émission du matin. Pour Eustache la multiplication des plateaux télé ou radios consacrés aux débats ou aux commentaires est très simple à expliquer : ceux-ci ne coûtent presque rien. La chercheuse cite Antoine Genton, ancien présentateur d'I-Télé :

Remplir une heure d'antenne avec un débat entre trois ou quatre personnes payées chacune moins de 200 euros — quand elles sont payées —, ça ramène le coût éditorial d'une émission à 1 000 euros, quand une heure d'antenne avec des reportages coûte dix ou quinze fois plus (Eustache, 2021).

Le budget accordé au salaire des journalistes du Bureau d'Enquête est donc largement compensé par les économies d'échelle présentes tout au long de la division du travail journalistique chez Québecor. Les enquêtes sont les cas les plus emblématiques de cette division, mais en fait tout article produit par un journaliste de Québecor, qu'il travaille pour le *24h* ou pour *Le Journal de Montréal*, est susceptible d'être repris par une partie de la chaîne, notamment les chroniqueurs et les chroniqueuses animant des émissions sur QUB radio ou sur LCN. Comme le dit une journaliste indépendante que j'ai interviewée et qui avait déjà eu un contrat pour Québecor, il s'agit « de nourrir la machine à saucisse ». Une fois qu'un article est lancé sur la chaîne de montage, n'importe qui peut en quelque sorte « piger dedans » pour alimenter sa propre production d'opinions ou de débats politiques.

Mais la plus grande particularité de cette chaîne de montage, et ceci nous rapproche un peu plus de notre sujet principal qui est la décomposition de classe, est que les journalistes des différentes sections n'ont presque aucun contact entre eux. Marc-André me dit qu'il n'a presque jamais rencontré les journalistes web de Québecor qui s'occupent de faire circuler les dossiers du Bureau d'Enquête. Avant la pandémie, les journalistes d'enquête étaient même physiquement séparés des journalistes web, qui eux-mêmes étaient séparés des journalistes télé. Par exemple, à un certain moment les journalistes d'enquête travaillaient dans un bureau situé dans le Vieux-Port de Montréal, les journalistes web et de la radio étaient près du métro Berri-UQAM, certains employés de l'Agence QMI étaient sur la rue Frontenac et les journalistes télé se situaient dans la tour de TVA près du métro Papineau.

Cette séparation des expériences rend toute fraternisation particulièrement difficile entre les équipes de journalistes, surtout que celles-ci ne partagent pas les mêmes conditions de travail. Selon Marc-André, considérant que les journalistes de QMI et de 24h ne sont pas syndiqués, la séparation des équipes est une tactique antisyndicale :

Je me souviens qu'un des arguments du syndicat, c'était justement de dire que si on est tous sous le même bâtiment, et qu'on relève pratiquement des mêmes patrons, alors pourquoi on ne serait pas tous syndiqués ? Alors cette séparation là des équipes, moi, je pense que c'est vraiment une stratégie antisyndicale.

Cette séparation des expériences rend en effet tout type de maraudage ou de socialisation syndicale particulièrement difficile. Il est tout simplement difficile de voir ou d'entendre ses collègues. Et cette fragmentation des expériences a été accélérée lors de l'imposition du télétravail pendant la pandémie de COVID-19 en 2020-2022. Comme la grande majorité des travailleurs et des travailleuses, Marc-André s'est alors retrouvé en télétravail, un scénario prolongé qui a vraiment affecté son moral.

J'adore travailler avec mes collègues, et ce qui me décourage le plus depuis deux ans, c'est d'être pris dans ma chambre, d'être chez nous et de ne plus avoir de bureau. Ça affecte vraiment plus mon moral, je te dirais, puis le pire, c'est qu'ils ont annulé le bail et ils ont dit qu'au nouveau bureau, il n'y aurait plus assez de place pour tout le monde.

Comme d'autres grandes entreprises, Québecor a donc compris pendant la pandémie que des bureaux physiques pour tous les employés représentaient une dépense excessive. Mais le télétravail est aussi une bonne occasion pour radicaliser la séparation des équipes et empêcher toute socialisation ou maraudage syndical. Marc-André me parle d'un de ses anciens collègues qui s'était donné comme mission de syndiquer les journalistes web. La séparation des équipes était spécifiquement l'élément qui lui causait le plus de tort. Au final, sa démarche a échoué. Comme l'analysaient Mosco et McKercher à propos de la convergence médiatique :

technological change and technological convergence have enabled a significant, if not revolutionary, expansion in the ability to measure and monitor, package and repackage, resources, assets, and commodities, as well as to shift work from unionized to nonunionized locales (Mosco et McKercher, 2008, p. 3).

Les travailleurs et les travailleuses ne profitent donc pas du mouvement des innovations technologiques telles que déployées par les gestionnaires. Mais le pire est que la qualité de l'information non plus. J'ai eu l'opportunité d'interviewer Zack, un journaliste télé de Québecor, pendant ma recherche. Celui-ci faisait essentiellement des reportages qui jouaient à LCN en plus de produire plusieurs directs pendant la journée. Il m'indique à quel point les nouvelles « circulent mal » au sein de Québecor, dans le sens que lorsque des erreurs adviennent, celles-ci sont reproduites presque immédiatement sur toutes les autres plateformes. Cela décuple son travail parce qu'il doit s'assurer que toutes les plateformes ont repris correctement son reportage.

Je me souviens d'une fois, j'avais fait un reportage télé sur telle entreprise. Là le lendemain je me lève, je vois que le web a pris la mauvaise photo, je vois qu'il y a des erreurs de fait, j'entends qu'ils répètent ça à la radio. Là je reçois des appels qui me menacent de poursuite et de mise en demeure, j'suis comme ça pas d'allure.

La multiplication des erreurs complique donc le travail de Zack, tout en alimentant le cynisme à son égard. Depuis le début de la pandémie, celui-ci a reçu plusieurs menaces violentes provenant de lecteurs et de lectrices insatisfaits, à tort ou à raison, de son travail sur les sujets polarisants comme les manifestations anti-vaccins (voir le fragment # 9 pour aller plus loin à ce sujet) :

C'est nous directement sur le terrain qui mangeons ça parce que c'est nous que les gens voient. Ça m'est arrivé encore il y a deux semaines de me faire entourer dans ma voiture, [de me faire] intimider. L'autre fois je me suis fait lancer une bouteille d'eau pendant un direct, le gars m'a envoyé promener et il m'a lancé sa bouteille.

La convergence a donc un but essentiellement économique : il s'agit de mutualiser ses dépenses à l'extrême. Mais ce processus a des effets secondaires : il nuit à la qualité et à la pluralité de l'information, et surtout il divise les journalistes dans des réalités différentes (entre ceux et celles qui produisent et ceux et celles qui font circuler), ce qui alimente la séparation des expériences. Plusieurs expériences radio-canadiennes ne sont néanmoins pas présentes chez Québecor (ou du moins ne m'ont pas été mentionnées), notamment la nécessité de devoir monter les échelons, ou encore de devoir entrer en rivalité constante avec les autres émissions ou les départements. Les deux plus grandes entreprises de presse offrent ainsi un choix alléchant pour les jeunes journalistes qui rêvent d'entrer dans le métier par la grande porte : soit l'aliénation de devoir se prouver constamment devant le cénacle des cadres radio-canadiens qui doivent repérer ceux et celles qui peuvent monter dans la hiérarchie, ou l'aliénation de devoir participer à la chaîne infernale de la production de Québecor qui est rationalisée à son maximum par le phénomène de convergence.

### 5.5 Journalistes pigistes et radicalisation des positions contradictoires de classe

Qu'en est-il des journalistes indépendants qui évoluent à l'extérieur des grandes entreprises médiatiques ? Sont-ils à l'abri du phénomène de décomposition de classe ? Une certaine littérature

scientifique au début des années 2000 tendait à considérer les journalistes indépendants comme des journalistes « artistes » qui évoluaient à l'extérieur de la division du travail aliénante des salles de rédaction hiérarchique (Pilmis, 2010). L'entrée dans la pigne était jugée difficile, mais lorsque le ou la journaliste réussissait à se former un solide réseau de contacts et surtout à se spécialiser dans un sujet de niche (comme l'agriculture, la finance personnelle), celui ou celle-ci pouvait souvent réussir à gagner sa vie confortablement. L'instabilité des contrats était même parfois conçue comme un moyen d'éviter la routine, les périodes intermittentes étant une opportunité de se renouveler et d'acquérir de nouvelles compétences (Pilmis, 2010). À la limite, la pigne était considérée comme le seul moyen de partir à l'aventure et de vendre des reportages de l'étranger. Cela rejoint des études en sociologie du travail (Hundley, 2001) qui disait aussi au début des années 2000 que le travail indépendant était plus désiré que le travail salarié (car plus autonome, créatif, flexible, etc.).

Or, depuis le milieu des années 2010, il est bien difficile de supporter encore de telles affirmations. Le mot qui définit l'expérience au travail des journalistes pigistes depuis au moins une dizaine d'années, voire une vingtaine d'années, c'est davantage la précarité, cela ne fait aucun doute (Chadha et Steiner, 2021). Selon l'AJIQ (2021), les tarifs à la pigne, qui ne sont pas réglementés, n'auraient à peu près pas bougé depuis vingt ans, voire trente ans. La moyenne des tarifs serait maintenant de 109 \$ le feuillet (un feuillet étant environ 250 mots), ce qui est très peu. Cela conduit à des situations où les pigistes doivent se tuer à l'ouvrage pour récolter un salaire qui se situe à peine au-dessus du seuil de la pauvreté (Bergeron, 2020), leur salaire moyen étant moins de 31 000 \$ par année (Lamoureux, 2022a; AJIQ, 2021).

Il faut comprendre qu'avec la montée du capitalisme de plateforme et de l'économie rentière qui l'accompagne, le rapport de force entre les pigistes et les salles de rédaction s'est inversé. Pilmis (2010) dit que les pigistes se moquaient des journalistes assis et bureaucratisés des salles de rédaction, ceux et celles-ci préférant faire du « vrai journalisme » sur le terrain. On pouvait alors

s’imaginer qu’un certain nombre de médias était toujours intéressé par une bonne pige originale. Or la montée de l’économie numérique change les choses : tout d’abord la stagnation économique provoquée par la consolidation des plateformes a réduit la demande pour les piges. Les journalistes indépendants ont donc été réintégrés dans les hiérarchies des grandes entreprises, ceux et celles-ci faisant partie d’un réseau éloigné où les entreprises peuvent externaliser leurs dépenses (Cohen, 2012). Mais surtout, ce qui a fait mal aux pigistes, c’est le travail du consommateur (Huws, 2014; Fuchs et Sandoval, 2014). Le type de travail qui était traditionnellement accompli par les pigistes (rapporter des nouvelles de l’étranger, trouver des sujets originaux, être le premier sur le site d’un événement international) peut maintenant être accompli par le travail gratuit des utilisateurs et des utilisatrices des réseaux socionumériques, ou encore par les influenceurs et les influenceuses. Cela conduit à une dévalorisation radicale du travail des pigistes qui peut être sous-traité ailleurs.

Pour vérifier l’évolution de leurs conditions de travail, j’ai interviewé plusieurs pigistes pour ma recherche – en tout quatre, en plus de deux autres journalistes qui avaient déjà fait de la pige auparavant. La précarité, le fait de ne pas pouvoir gagner sa vie décemment, est souvent l’élément souligné en premier par les pigistes (Örnebring, 2018; Gollmitzer, 2014). Comme je l’ai dit les salaires et les tarifs à la pige ne cessent de baisser depuis des années. Cela conduit les pigistes, et surtout les plus jeunes, à vivre dans un état d’angoisse perpétuelle qui les force à dire oui à tout, même aux contrats les plus dérisoires. Mais la précarité va aussi au-delà du travail, elle inclut la difficulté à se trouver un logement, l’endettement, l’instabilité générale ou encore l’incapacité de se faire des plans d’avenir (Chadha et Steiner, 2021). La précarité est « l’assujettissement de la vie sous le capital » (Deuze, 2007, p. 21). Cette précarité est souvent renforcée par un effet d’isolement, car le pigiste n’a pas ou très peu de soutien organisationnel : « On est très isolé. Donc t’as à dealer avec ça. T’as à dealer à trouver des solutions pour payer ton loyer, pour juste vivre », me dit une pigiste (que je nommerai Maude).

La non-possibilité de séparer la sphère du travail et du non-travail, ou encore l'impossible conciliation travail-famille, sont d'autres caractéristiques qui reviennent régulièrement. Avec les nouvelles technologies de l'information (comme le téléphone intelligent qui contient à la fois notre vie privée et publique) et l'information en continu, les journalistes indépendants ont l'impression d'effectuer un travail qui ne s'arrête jamais. Il y a toujours des courriels à écrire et les patrons ou les intervenants et les intervenantes ne se gênent pas pour contacter le reporter à toute heure du jour et de la nuit. Les pigistes doivent être connectés constamment : quelques heures de déconnexion pourraient leur faire perdre un contrat espéré. « Le droit à la déconnexion en journalisme ça n'existe pas. T'as des intervenants qui se permettent de t'écrire au milieu de la nuit parce qu'ils veulent revenir sur un truc qu'ils ont dit. Je trouve que ta vie privée en prend beaucoup » dit Maude. Bien sûr des journalistes indépendants qui gagnent bien leur vie et qui effectuent du 9 à 5 existent toujours, notamment dans les secteurs très nichés comme l'information financière, mais cela est de plus en plus rare.

Pour survivre face à cette précarité, les pigistes utilisent diverses stratégies (Gollmitzer, 2021b). La première stratégie est celle de se promouvoir sur les réseaux sociaux et de se créer un réseau de contacts en effectuant régulièrement du réseautage (Salamon, 2020). Il est utile pour les pigistes de se développer une solide réputation sur les réseaux sociaux pour mieux attirer l'attention des éditeurs des médias en ligne. Une pigiste, que je nommerai Salomé et qui reviendra davantage dans le chapitre sept, le dit clairement : « plus les gens te connaissent, plus t'as de piges ». Et parallèlement : « plus tes articles font réagir, plus on t'en propose ». Une autre pigiste me dit qu'elle publie régulièrement des belles histoires sur Instagram, et que souvent les éditeurs qui la suivent vont la contacter pour transformer l'histoire en reportage plus développé. Dans le même sens, il est très important de prendre soin de ses relations et de relancer souvent ses contacts, car une absence trop prolongée peut faire sombrer le pigiste dans l'oubli : « Si je n'ai pas fait de chroniques mettons pendant six mois pour ce média-là, c'est très possible qu'on ne pense plus à moi », explique Salomé. Cela crée une pression à rester toujours connecté : si les médias



n'imposent pas textuellement d'être connecté, les pigistes ressentent clairement cette imposition : « c'est comme s'ils te forçaient à venir dans le réseau social, ils ne s'adaptent pas à l'inverse », explique Maude.

Une autre stratégie pour les pigistes est celle de se trouver d'autres emplois pour avoir des sources alternatives de revenus. Ces emplois sont souvent dans d'autres milieux créatifs ou intellectuels, comme l'université, le milieu de l'édition, de la formation ou de la traduction. Maude me dit par exemple qu'elle a travaillé longtemps pour l'Association étudiante de son université. Dans d'autres cas, ces emplois peuvent être des purs « *money job* » comme l'exprime Gollmitzer (2021b, p. 10), c'est-à-dire des emplois qui n'ont aucun lien avec le journalisme, par exemple dans l'administration. Ces deux solutions sont considérées comme compatibles avec le journalisme parce qu'elles impliquent souvent d'utiliser des techniques similaires, comme le fait de faire de la recherche, d'écrire des textes ou de tout simplement organiser des idées.

Une autre solution est de se mettre à travailler pour des entreprises privées de la communication (Örnebring, 2018, p. 120). Des pigistes peuvent par exemple écrire du contenu commandité ou du marketing de contenu, c'est-à-dire des articles commandités par des entreprises privées (une grande banque veut un article sur les jeunes qui s'achètent des maisons en banlieue). Le contenu commandité, souvent écrit en mode « white label », c'est-à-dire non signé, paie parfois dix fois plus que le contenu journalistique de base. Il est aussi possible de devenir responsable des communications à temps plein pour une entreprise privée ou pour un organisme culturel. Le ou la journaliste s'occupe alors d'écrire les communiqués de presse de l'organisation, encore une fois une tâche qui est beaucoup mieux payée que le journalisme traditionnel.

Pour Gollmitzer (2018 et 2021b), cette dernière possibilité pose problème car elle consiste en une récupération de l'éthos des journalistes indépendants par les entreprises privées. En effet, les entreprises privées de la communication aiment bien employer les journalistes puisque ceux et

celles-ci non seulement connaissent bien le milieu des communications, mais en plus dégagent une image positive qui permet aux entreprises d'obtenir une certaine crédibilité. En 2018, l'agence de publicité Sid Lee a par exemple annoncé avoir créé « une cellule de contenu qui réfléchit davantage comme un média dans ses processus » (Infopresse, 2018). Pour le directeur de la création numérique de l'agence, cette cellule, qui recrute d'ailleurs des journalistes, permet d'acquérir une « rigueur de contenu » dans le traitement de l'information, contrairement aux publicitaires qui souvent « inventent des histoires » (Infopresse, 2018).

Les journalistes et leur éthos de service public sont donc de plus en plus cooptés par les entreprises privées. Ceux et celles-ci utiliseront les mêmes techniques, mais ce ne sera pas pour informer, mais bien pour mettre en valeur leurs entreprises. Non seulement les entreprises privées capitalisent sur l'éthos des journalistes indépendants, mais ils capitalisent aussi sur leur travail affectif comme la relation avec une source ou avec des lecteurs et des lectrices (Siapera, 2019). Cette cooptation concerne d'ailleurs les pigistes, mais également les journalistes qui travaillent à temps plein. Une journaliste travaillant pour Radio-Canada m'a expliqué qu'elle avait reçu deux offres d'emplois d'agence privée dans la semaine qui précédait notre entrevue. Ces offres sont parfois très agressives dans le sens qu'elles proposent une embauche rapide et un salaire plus élevé que dans le domaine du journalisme.

La cooptation des journalistes par les entreprises privées est donc un autre facteur impactant de plusieurs façons la décomposition de classe des journalistes. Premièrement, il s'agit d'un filet qui peut attraper les journalistes qui sont épuisés de se battre pour gagner leur vie. Au lieu de lutter, on fuira vers un autre milieu qui offre des conditions moins difficiles. De toute façon il est très difficile de cadrer le problème de la précarité comme un problème collectif (Örnebring, 2018; Gollmitzer, 2014).

Ensuite, la cooptation accélère la standardisation du travail journalistique. Capturé au sein des entreprises de la communication, le travail journalistique est décomposé en tâches répétitives. Cela représente une aubaine pour ceux et celles qui pensent que le travail journalistique peut être accompli par n'importe qui, ou même, comme nous le verrons dans la prochaine section, programmé par des robots. Puis, lorsqu'il garde un pied dans un média et l'autre dans une entreprise privée, le pigiste radicalise l'hypothèse des positions contradictoires de classe. Les intérêts de telles entreprises peuvent entrer en conflit avec les intérêts de l'autre. Il faut accepter que son travail puisse nuire à son autre travail et vice versa. Ce sont les aspirations de l'être de classe qui deviennent contradictoires.

Bien sûr les pigistes n'ont toutefois pas dit leur dernier mot. L'AJIQ a déposé un mémoire au début de l'année 2021 qui réclame que les journalistes indépendants soient inclus dans la nouvelle mouture de la loi québécoise sur le statut de l'artiste, une inclusion qui pourrait leur permettre de négocier des conditions minimales de travail, des contrats types qui englobent les droits d'auteur et la protection contre d'éventuelles poursuites judiciaires (AJIQ, 2021). Des journalistes de l'association organisent aussi des séances de rédaction solidaire et d'autres événements pour briser l'isolement. Lors de ma conclusion générale, je développerai davantage sur la nécessité, pour les grands syndicats de journalistes, de s'intéresser aux luttes avant-gardistes des journalistes indépendants<sup>44</sup>.

---

<sup>44</sup> À la fin de l'année 2022, alors que je révisais ma thèse, des pigistes ont lancé une campagne politique pour dénoncer leurs conditions de travail et surtout les tarifs dérisoires proposés par le journal *Le Devoir* (Lamoureux, 2022a). Cette campagne sera un test idéal pour tester la solidarité des journalistes indépendants. En mars 2023, *Le Devoir* a par ailleurs annoncé avoir révisé ses tarifs.

## 5.6 « Rien à voir, circulez ! ». Vie et mort de MSN Québec

Pour ceux et celles qui voudraient éviter les formes d'aliénation présentes chez les grands médias comme Radio-Canada et Québecor, ou encore la précarité des pigistes, il est toujours possible de travailler pour des nouveaux médias en ligne qui sont apparus sur le web depuis les années 2010. En effet, des médias comme *BuzzFeed*, MSN, *Huffington Post*, ou *Vice* ont embauché plusieurs jeunes journalistes dans la dernière décennie pour effectuer un travail qui laissait au départ plus de créativité aux journalistes. Une journaliste que j'ai rencontrée pour ma recherche explique que, par exemple, le *Huffington Post* recommandait au départ à ses employés le fait de prendre l'air tous les jours, tout en fournissant régulièrement des séances de massage ou de relaxation lors des journées plus tranquilles. Ces conditions de travail, mais aussi le ton plus jeune et décontracté de ces médias, ont attiré plusieurs journalistes dans les dernières années. Mais ces bonnes conditions voilent le fait que ces médias ont radicalement embrassé les outils numériques fournis par les grandes plateformes pour gérer la production des articles et le choix des nouvelles (Blanchett Neheli, 2018). Un choix qui, face au déclin des revenus des médias, allait inévitablement transformer ces salles de rédaction, notamment par l'automatisation.

En effet, s'il y avait une date absolument majeure à repérer dans l'histoire des médias en ligne au Québec, une date qui pourrait en quelque sorte préfigurer la prochaine forme de la composition de classe des journalistes (2020-2060), il faudrait encercler le printemps 2020. C'est à ce moment qu'une petite bombe est tombée dans le milieu médiatique : Microsoft annonçait le licenciement de tous ses journalistes travaillant pour alimenter le portail MSN, ces derniers étant remplacés par des robots (des algorithmes pilotés par une intelligence artificielle).

L'étude de l'automatisation de MSN Québec est un épisode crucial pour analyser la décomposition de classe des journalistes. Tout d'abord, elle permet de voir l'idéologie libérale en train de se faire (ou de se défaire). Comme le dit Henry (2009, p. 369), l'idéologie se réduit ou bien à une conception erronée de cette histoire, ou bien à son abstraction complète. Comme les épisodes

entourant l'automatisation de MSN Québec ne correspondent pas à une conception libérale de l'histoire, les chercheurs et les chercheuses ont soit évités d'en parler, soit ils en ont parlé de manière complètement dénaturée. De deux, l'analyse de l'automatisation est importante car elle permet surtout d'examiner un phénomène qui pourrait radicaliser l'hypothèse de la décomposition de classe, et même annoncer son dépassement. Comme je l'écrirai dans cette section et dans celle qui suit, l'automatisation est une menace qui plane très sérieusement sur le milieu médiatique québécois – plusieurs médias ont d'ailleurs déjà une logique « automatique » d'adaptation constante aux grandes plateformes numériques – et cette menace aura un impact majeur sur l'avenir de la prochaine composition de classe de la profession.

Commençons par régler une question sérieuse : les journalistes de MSN Québec étaient-ils de « vrais » journalistes ? Dans un des seuls textes écrits sur les événements, le chroniqueur Steve Proulx tranche rapidement la question : non, ils ne l'étaient pas. Selon lui, les travailleurs et les travailleuses de MSN Québec n'étaient pas des journalistes parce que leur travail était principalement de « sélectionner parmi différents fils de presse les nouvelles qui devaient apparaître sur la page d'accueil de MSN, et adapter les titres et les introductions en respectant les règles de la politique éditoriale du portail » (Proulx, 2020). Leur licenciement n'a donc selon lui aucune importance pour les « vrais » journalistes québécois, qui eux et elles, peuvent dormir tranquilles.

Or cet argument ne tient pas la route : la plupart des médias embauchent des journalistes qui sélectionnent les nouvelles dans les fils de presse et qui les adaptent pour les repartager rapidement. À Radio-Canada, on nomme par exemple ces employés des « édimestres », on les nomme parfois ailleurs des « pupitreurs web », et ces tâches sont parfaitement compatibles avec le fait de se considérer comme journalistes : ils permettent d'être membres de la FPJQ, de participer aux congrès professionnels, etc. Les tâches d'un édimestre impliquent par ailleurs un nombre considérable de décisions éditoriales et beaucoup de journalistes vont commencer leur carrière

comme pupitreur web, ce qui leur permet d'entrer dans une salle de rédaction, avant de se lancer dans la production des nouvelles d'actualité sur le terrain.

L'argument de la pureté journalistique ne tient pas la route, mais il n'est pas aussi déplorable que la suite de l'article où le chroniqueur, s'inspirant des analyses de Patrick White, professeur à l'École des médias de l'UQAM, déclare que « l'intelligence artificielle a sa place dans les salles de rédaction » parce qu'elle permet « d'enrichir le travail du journaliste » ou encore de « dégager le journaliste de certaines tâches à faible valeur ajoutée (la retranscription d'entrevues) afin de lui permettre de se concentrer sur ce qui fait sa force : la production d'informations rigoureuses, importantes, exclusives ». Plusieurs journalistes défendent régulièrement cette même idée dans leur tribune (Dierickx, 2021; Das, 2020), c'est notamment le cas du projet de Google nommé « Journalism AI » qui soutient que le but de l'IA dans les médias « is to delegate routine tasks to machines to free up time for creative work, in-depth investigations and audience engagement » (Peretti, 2019). Ces arguments techno-utopiques, qui prétendent qu'une IA largement imaginaire pourrait régler tous nos problèmes, sont profondément ancrés dans l'idéologie libérale et ne permettent pas de rendre compte du rôle historique de la technique au sein du processus de travail capitaliste (Brennen, Howard et Nielsen, 2022; Noble, 2011).

Mais revenons un peu en arrière et refaisons ensemble l'histoire « de la vie et de la mort » du portail MSN Québec. La page de MSN Québec est essentiellement la page qui s'ouvre par défaut lorsque les utilisateurs et les utilisatrices du navigateur Internet Explorer veulent accéder au web (pendant un certain temps MSN alimentait aussi la page d'accueil du portail Bing). Lorsque les utilisateurs et les utilisatrices d'Internet Explorer ouvrent donc leur navigateur, ceux et celles-ci se retrouvent devant une page qui offre une quinzaine d'articles aux titres accrocheurs résumant les nouvelles de la journée. Ces articles sont tous accompagnés de nombreuses publicités qui permettent à Microsoft de récolter des revenus publicitaires, mais aussi d'autres revenus indirects (par exemple des quiz proposent de gagner des points d'abonnement pour la console Xbox, etc.).

Ma méthode boule de neige m'a permis de rencontrer un ancien journaliste de MSN Québec (appelons-le Francis) pour que celui-ci me raconte le fonctionnement de son entreprise de l'intérieur. Il faut d'abord savoir que les employés de MSN Québec n'étaient pas directement payés par Microsoft. Ceux et celles-ci dépendaient plutôt d'un sous-traitant nommé Conseil Teaminside, cette agence spécialisée dans les « métiers du digital » étant un contractuel de Microsoft qui gérait les employés de MSN France, Belgique, Suisse, Québec, et autres pays de la francophonie. Le fait d'utiliser un sous-traitant permettait à Microsoft de ne pas inclure les journalistes dans l'organigramme de l'entreprise et donc de leur offrir des conditions de travail plus que modestes – les journalistes de MSN Québec gagnant environ 20 \$ de l'heure ce qui équivaut à 40 000 \$ par année.

Conseil Teaminside a ouvert un bureau au centre-ville de Montréal quelque part en 2016-2017 pour accueillir une vingtaine d'employés pour alimenter le portail MSN Québec. De ce nombre, environ 16 personnes étaient journalistes et le reste était des cadres ou superviseurs. Il faut savoir que l'automatisation, selon Francis, n'était au départ pas du tout dans les discussions concernant le futur de l'équipe, et ce, même aussi tard qu'en 2018-2019. Ce n'est qu'à la fin de l'année 2019 et au début de l'année 2020 que certains superviseurs ont commencé à parler de la nécessité d'automatiser certaines « slides ». Le site web de MSN Québec fonctionnait en effet selon certains thèmes, nommé « slides » par les employés, par exemple les thèmes politique, environnement, culture, etc. Le travail des journalistes au jour le jour était essentiellement d'actualiser les slides, par exemple de prendre la dernière nouvelle publiée par La Presse canadienne ou par Radio-Canada et de la mettre dans la slide qui correspondait à ce thème, parfois de réécrire certains éléments de l'article comme le titre ou la première phrase, parfois de corriger les fautes, d'actualiser certains paragraphes, etc. Ce travail n'était pas dépourvu de fonctions éditoriales dans le sens que oui le but des journalistes était de faire le plus de clics, mais ceux et celles-ci pouvaient très bien aussi inclure parfois une slide qui étaient peu populaire, mais importante, notamment la slide sur les peuples autochtones. Comme le dit Francis :

On avait des objectifs de comme 60 000 vues par semaine, 300 000 vues par mois. On voyait alors si une journée fonctionnait plus qu'une autre à cause de tels contenus. On avait des outils qui mesuraient nos performances. Alors on savait que la slide autochtone par exemple, bien sûr qu'elle ne marchait pas, elle ne marchait aucunement, elle faisait les pires statistiques, mais on la mettait pareil parce qu'on trouvait que c'était important. Tandis que là maintenant avec l'algorithme, ils ont complètement perdu cette nuance-là.

Certaines slides peu populaires, comme celles concernant « l'art de vivre » ou la « mode », étaient jugées assez redondantes et peu intéressantes par certains journalistes. Le discours sur l'automatisation a donc visé au départ seulement quelques slides, et ce, précisément les thèmes qui étaient les moins populaires parmi l'équipe de journalistes.

Au début de l'année 2020, ils ont graduellement amené l'automatisation dans les slides style de vie, mode, ce genre de choses, que les gens aimaient plus ou moins faire, parce que ce n'étaient pas les sujets importants, c'était plus genre « ah voici 5 sacoches que vous pouvez acheter ». Ce genre d'articles là. Alors ça a commencé par ça. Peut-être 4-5 slides sur les 25.

L'automatisation, comme on le remarque, ne visait au départ que certaines tâches peu appréciées ou peu stimulantes. Francis me dit que le discours de l'entreprise, un peu comme celui que propose Google ou les chercheurs et chercheuses libéraux, était à ce moment que l'automatisation permettrait aux employés de pouvoir effectuer des tâches « plus créatives », ou encore de plus « fouiller » certains sujets pour « aller plus loin ». Et les journalistes auraient en effet pu être plus créatifs avec la libération de certaines tâches, ce qu'ils ont rapidement fait, par exemple en créant une section dédiée à l'actualité des feux de forêt qui sévissaient à ce moment dans le monde. Mais le problème est qu'une nouvelle tâche est alors apparue à l'ordre du jour de certains journalistes : surveiller et réparer les erreurs de l'IA.

À moment donné, vers avril 2020, l'uniformisation est devenue tellement importante qu'on a une tâche qui s'est ajoutée, et cette tâche était essentiellement de vérifier si l'uniformisation se faisait comme il faut. Donc ce que l'IA faisait, il fallait constamment le vérifier, parce que parfois elle faisait ça vraiment tout croche.



Parmi ces erreurs possibles, Francis me nomme par exemple la publication de doublons sur le site (deux fois le même article qui sont publiés simultanément), ou encore la publication de titres trop longs ou de titres avec des fautes. Parfois l'IA publiait aussi un article sans photo ou encore avec une photo qui représentait mal le sujet du texte. Bref, certains journalistes devaient constamment « éteindre les feux » allumés par l'IA, et ce toute la journée. Quelques jours après avoir automatisé sa salle de rédaction, MSN Royaume-Uni a d'ailleurs publié un article qui représentait une artiste racisée par une autre artiste racisée (Joiner, 2020), une erreur majeure qui a été très décriée sur les médias spécialisés.

Cette déqualification des tâches, dans le cas de MSN Québec, produit rapidement beaucoup de frustration chez les journalistes qui sentent que leur travail s'est dégradé. Mais ces insatisfactions sont calmées par les discours des superviseurs qui promettent que l'algorithme est encore en « apprentissage » et qu'il améliorera bientôt la qualité de « toutes les tâches ». Cette mise en scène idéologique se poursuit jusqu'en juin 2020 où finalement la vérité éclate au grand jour. Francis me raconte qu'il apprend la nouvelle de son congédiement alors qu'il faisait de la recherche pour un article.

On travaillait une fin de semaine, et là à moment donné je fouille pour trouver un article pour une slide en particulier, une slide science techno. Et là je vois un article de Radio-Canada qui s'intitule « Microsoft renvoie ses journalistes aux États-Unis ». Je clique sur le lien et là je lis la description des journalistes aux États-Unis, et c'est comme exactement la description de mon travail. On n'en revenait pas. On a appris notre renvoi dans les médias !

Dans les jours qui suivent, Microsoft annonce en effet la fin de son contrat avec son sous-traitant. Résultat : tous les journalistes, mais aussi tous les cadres, sont licenciés. Le bureau doit être vidé, les meubles vendus. Tout le monde est mis à la porte, sauf quelques journalistes qui seront encore employés à contrat pour superviser la transition. La nouvelle a l'effet d'un choc. Non seulement les journalistes perdent leur sécurité d'emploi, mais surtout l'entreprise leur a menti. Il est maintenant clair que les fameuses phrases sur la « créativité » et la « libération » du début de l'hiver

n'étaient que des écrans de fumée pour apaiser la révolte ou l'apathie potentielle. Et l'apathie est exactement ce qui s'empare des journalistes pendant leur dernier mois de travail. Ceux et celles-ci doivent continuer à travailler sachant très bien que leur travail ne sert absolument à rien. « Je ne m'investissais plus dans le travail parce que je savais que ça ne servait à rien ». Selon Francis la qualité des articles, désormais dépourvue de décisions éditoriales, a énormément baissé depuis l'automatisation. Les slides se sont standardisées et ont perdu de leur originalité. Les chiffres mesurant la performance des articles auraient même baissé, ou du moins stagné...

La vie et la mort de MSN Québec représentent donc une douche froide pour tous les chercheurs et les chercheuses qui proclament que l'intelligence artificielle libérera les journalistes des « tâches aliénantes » pour les réorienter vers le travail « à valeur ajoutée » comme les enquêtes de longue haleine. Ce cas nous prouve que c'est exactement le contraire qui est arrivé : l'intelligence artificielle a déqualifié le travail de plusieurs journalistes qui étaient alors confinés à réparer ses erreurs. Surtout, à long terme, elle a causé une perte majeure des emplois disponibles, une perte qui s'est justifiée par un mensonge – celui que l'IA n'affecterait pas le nombre de journalistes employés par l'entreprise.

Comment expliquer une telle décision de la part d'une entreprise comme Microsoft, qui, contrairement à bien des médias, est une grande entreprise très lucrative ? « Donc c'était juste pour sauver de l'argent ? Mais en même temps est-ce que Microsoft, une entreprise milliardaire, a vraiment besoin de sauver de l'argent ? », me dit Francis, déconcerté. Casilli (2019, p. 60) lui répondrait sans doute que l'automatisation rend deux services inestimables pour une grande entreprise : elle est le « bâton qui discipline la force de travail. Et à la limite la carotte qui attire les investisseurs ».

Mais pour bien comprendre ce qui s'est passé avec les travailleurs et les travailleuses de MSN Québec, et surtout pour comprendre l'impact du processus d'automatisation sur ceux et celles-ci,

il faut sans doute relire les analyses de Marx concernant le machinisme. Pour Marx la grande industrie ne fait pas que simplement abolir le collectif de travail, elle crée plutôt un autre type de travail commun qui est au service du capital. Comme le dit Marx il s'agit « de transférer l'adresse du travail vivant dans les éléments naturels du travail mort » (Marx, cité dans Henry, 2009, p. 597), le travail vivant étant le travail humain et le travail mort celui des machines. Il se passe donc, au sein du machinisme, un « transfert de l'association [...] de l'esprit collectif du travail aux machines » (Marx, cité dans Henry, 2009, p. 596). La subjectivité du travail est si on veut capturer par le rythme d'accumulation du capital<sup>45</sup>. Et c'est après la mise en place de cette aliénation que le travailleur et la travailleuse considèrent son travail comme inutile. « [L'ouvrier] considère sa propre association avec les autres ouvriers et sa coopération avec eux comme des modes d'action étrangers, appartenant au capital » (Marx, cité dans Henry, 2009, p. 597).

150 ans plus tard, on ne peut que lire la vie et la mort de MSN Québec à travers ces phrases prophétiques. Pendant qu'un devenir-gestionnaire cherche à coopter les journalistes les plus talentueux, un devenir-machine guette les journalistes qui se situent en bas de l'échelle. Les expériences de classe s'en retrouvent encore plus fragmentées.

---

<sup>45</sup> Pour Vioulac (2017), Marx ne parlait que du transfert de la puissance corporelle des travailleurs et des travailleuses. Ce n'est qu'au milieu du 20<sup>e</sup> siècle que le transfert de la puissance intellectuelle est également devenu possible grâce à l'avènement de la cybernétique. Avec l'automatisation, l'humain cède donc sa faculté de décider aux algorithmes qui peuvent s'adapter rétroactivement aux modifications de leur environnement.

## 5.7 Logique automatique dans les grands médias : le cas du *Devoir*

Les médias plus traditionnels sont-ils à l'abri de ce même destin ? Il serait facile, en tant que chercheurs et chercheuses, de dévier la question en répondant qu'une automatisation complète d'une salle de rédaction est dans les faits impossibles parce que le « vrai » travail journalistique, celui de l'écriture des articles, est lui encore inestimable et non « automatisable ». Or, bien qu'il serait possible de débattre de ce sujet et des formes d'écritures qui sont déjà automatisables, notamment l'écriture des résultats sportifs et financiers (Bloomberg automatiserait déjà le tiers de ses articles [Das, 2020]), il me semble que le débat n'est pas là. La question est davantage de savoir si une « logique automatique » est déjà présente dans les grands médias, une logique qui préfigurerait en quelque sorte leur relation face à l'automatisation.

Les mots « logique automatique » (on pourrait aussi parler de « logique algorithmique » [Gillespie, 2014]) m'ont été inspirés par mes rencontres avec le journaliste de MSN Québec que je citais dans la partie précédente. À un certain moment lors de l'une de nos discussions, j'ai demandé à ce journaliste si selon lui l'épisode de l'automatisation de MSN Québec était une projection de ce qui pourrait arriver à d'autres médias. À ma surprise, celui-ci m'a répondu en affirmant que l'adaptation aux géants du numérique étaient déjà bien en place dans plusieurs grands médias (celui-ci travaillant désormais pour un grand média que je ne peux nommer), et donc que le mouvement était bel et bien en marche.

Moi je prends ça de l'autre sens de ce que tu me dis, c'est-à-dire, tu me demandes si l'IA va être capable de faire le travail des journalistes ? Eh bien je vais te dire le contraire : c'est les journalistes qui vont s'adapter à l'IA. On va se mettre à écrire d'une manière différente pour que l'IA soit capable de le prendre, de le digérer et de le séparer. Et c'est déjà ce qui arrive avec par exemple le SEO de Google. Mes patrons me demandent déjà d'inclure certains mots dans les textes que j'écris pour que ça soit bien repris sur Google. Aujourd'hui il y a une course à qui propose le contenu qui est le mieux adapté à Google, Facebook, etc. Donc, les médias ne sont pas automatisés, mais ils ont quand même la « logique automatique ».

Le SEO (Search Engine Optimization) est essentiellement le fait de produire du contenu qui peut facilement être repris par les moteurs de recherche – il s’agit en quelque sorte de plusieurs techniques qui favorisent le référencement d’un texte. Dans les salles de rédaction, cette passion pour le SEO est nommée la « découvrabilité », c’est-à-dire l’importance de produire un contenu pour qu’il puisse être « découvert » dans la masse d’informations qui circule sur le web. Mais cette passion pour le SEO, qui est lui-même un algorithme, contient déjà une logique automatique. Il s’agit de produire un contenu qui « parle » le langage de l’algorithme de Google, de produire un contenu qui peut être « compris ». Les SEO, tout comme les CMS (Content Management Systems – le fait d’uniformiser l’écriture sur un même document ou dans une chaîne de publication) ne libèrent donc pas le travail, ils ne font que le standardiser<sup>46</sup> (Neilson, 2020, p. 86).

Ce que je veux dire avec cet exemple c’est que l’automatisation des grands médias est déjà un processus en train de se faire. Les médias s’adaptent déjà à la logique de Facebook et de Google et cette adaptation se fait à la vitesse grand V. Mais cette adaptation ne se fait pas par un grand coup de balai comme à MSN Québec dont les journalistes effectuaient une tâche facilement automatisable, elle se fait étape par étape, et ce avec la collaboration des journalistes mêmes.

Casilli, dans son livre *En attendant les robots* (2019), analyse à quel point la plupart des algorithmes qui déqualifient et automatisent les tâches sont rarement autonomes, mais plutôt constamment entraînés par des humains situés un peu partout à travers le monde. Les logiciels de traduction sont par exemple entraînés par des humains payés à la tâche ou ces derniers doivent

---

<sup>46</sup> Je me concentrerai sur les outils qui transforment le travail d’écriture mais la logique automatique peut toucher d’autres secteurs, notamment l’hébergement (le hosting). Certains journaux comme *The Guardian* ont par exemple délégué l’hébergement de leurs articles à la plateforme infonuagique Amazon Web Services, ce qui fait dire à des chercheurs qu’il s’agit avant tout d’une capture ou d’une intégration infrastructurelle (Poell, Nieborg et Duffy, 2022, p. 52).

traduire ou corriger des textes proposés par un algorithme. La progression constante de nos logiciels et de nos applications se fait ainsi grâce au travail invisible de milliers d'humains qui supervisent constamment les tâches de ces robots – ce qui fait dire à l'auteur (2019, p. 35) que c'est la réalisation de « tâches atomisées qui permettent aux machines de donner l'impression de penser ».

Et c'est précisément ce scénario qui se produira, voire qui se produit déjà, dans les grands médias. Il n'y aura jamais un algorithme de génie qui licenciera tous les journalistes de telles salles de rédaction. Il y aura plutôt l'introduction planifiée et systématique de petits logiciels qui devront être entraînés par des journalistes pour acquérir une certaine expérience – et c'est uniquement lorsque tous ces logiciels seront parfaitement entraînés que les journalistes perdront leur emploi. Casilli (2019, p. 45) dit : « ce sont les tâches qui peuvent être automatisées, mais jamais toutes ni toutes en même temps ». Le travail, contrairement à l'emploi salarié, ne disparaît donc pas, il est plutôt dualisé, fragmenté, désagrégé, mais aussi déplacé vers les consommateurs et les travailleurs et les travailleuses à la tâche se situant dans les pays en voie de développement.

Il ne faut donc pas s'attendre à une perte fulgurante des emplois, mais plutôt à une déqualification minutieuse et systématique de la faculté des journalistes à contrôler leur travail, ce que je nommais plus tôt leur « autonomie relative » dans le procès de travail. Les lois universelles de la concurrence capitaliste, qui sont celles de la maximisation des profits, de l'obligation de réinvestir les surplus et du besoin d'améliorer la productivité du travail (Wood, 2002), forceront les autres médias à adapter également ces innovations pour que ceux-ci ne soient pas déclassés par la compétition (ou par l'image parfois, que procurent les innovations, bien que celles-ci parfois font régresser la performance des entreprises [Noble, 1995]). Nécessairement, une fragmentation s'opérera entre les journalistes qui programmeront les machines et ceux et celles qui ne feront que se faire déclasser.

Pour donc analyser la manière dont se déploie la « logique automatique » ou le « devenir machine » dans les grands médias, mais aussi la manière dont ce chant des sirènes semble irrésistible pour les oreilles des décideurs, examinons maintenant le cas du journal *Le Devoir*, qui était jusqu'à ce que *La Presse* devienne un OBNL, le seul quotidien indépendant du Québec. Pour des raisons historiques, notamment pour son combat contre le conservatisme dans les années 1940-1950, *Le Devoir* est toujours aujourd'hui considéré comme un journal sérieux, progressiste et nationaliste. Mais cette image voile le fait que ce média embrasse la logique automatique depuis un certain temps déjà.

*Le Devoir*, il faut d'abord le préciser, fonctionne aussi, comme Radio-Canada et bien d'autres médias, en entretenant une masse de surnuméraires (et de pigistes) mal payés dont les horaires varient selon les aléas du marché de l'information. Les surnuméraires du *Devoir* effectuent à peu près toutes les tâches non prestigieuses du journal : pupitre papier, pupitre web, vigile, graphisme, montage vidéo et audio, story Instagram, etc. L'ancienne surnuméraire de ce journal que j'ai interviewée (Élisabeth) me décrit à quel point les conditions de travail y sont dures : il faut être disponible pour travailler parfois le soir, la nuit, la fin de semaine, à temps partiel, souvent faire des heures supplémentaires, en plus de prouver à la direction sa « motivation » à acquérir de nouvelles compétences. Loin d'accommoder les surnuméraires, les gestionnaires du média ont d'ailleurs tendance à punir ou à mettre au placard les moins performants ou les plus récalcitrants; c'était le cas, selon Élisabeth, des femmes enceintes qui voyaient régulièrement leurs heures réduites drastiquement et leurs postes perdent en importance. Au cours de ses trois années de travail au *Devoir*, Élisabeth explique conséquemment qu'elle a vu plus d'une vingtaine de ses collègues surnuméraires démissionner à la suite d'un arrêt de travail dû aux conditions de travail trop éprouvantes.

Pourtant, face à ces problèmes structurels de santé mentale affectant ses employés temporaires, la direction du *Devoir* n'a qu'un mot en tête depuis plusieurs années : l'innovation technologique.

Élisabeth me raconte l'apparition en 2018 du « D Lab », un laboratoire d'innovation visant à introduire du journalisme de données dans l'entreprise. Les innovations de ce laboratoire étaient introduites de deux façons : les journalistes et les surnuméraires devaient d'abord apprendre sur le tas à effectuer certaines tâches qui relèvent du codage informatique et de la création de cartes interactives. Cela, selon Élisabeth, contribuait à l'accumulation des tâches des journalistes surnuméraires qui étaient déjà débordés.

Moi j'étais pupitreur web et ça m'ajoutait du travail dans le traitement de l'information, c'est-à-dire qu'il fallait que j'apprenne sur le tas, très rapidement, à traiter de la donnée, à traiter du code alors que je ne savais pas du tout comment ça fonctionnait.

Puis, deuxièmement, le journal s'est mis à recruter, d'abord dans ses offres d'emploi, des journalistes et des stagiaires ayant prioritairement non pas des compétences en écriture ou en sciences sociales, mais bien en science informatique. En 2021, *Le Devoir* cherchait par exemple un journaliste spécialisé en SEO. Comme le démontre l'offre d'emploi que je reproduis dans l'image 5.1, il était entre autres attendu du candidat qu'il « développe le positionnement du Devoir sur les moteurs de recherche », qu'il « instaure des indicateurs de suivi de performance » ou encore qu'il mette « en place des tests d'acquisition », et en « assure le suivi et l'optimisation ». Le journal s'est aussi associé depuis 2019 avec l'IVADO, l'Institut québécois de valorisation des données, et Polytechnique Montréal, pour créer des bourses pour des stagiaires ayant un profil en sciences des données. Pour Élisabeth ces nouveaux employés ont pu être introduits si facilement à cause d'un trou dans la convention collective :

Au *Devoir* c'était un problème parce qu'il y avait aucune case dans la convention collective qui les prévoyait, parce qu'ils ne sont pas des travailleurs de l'information, donc le syndicat ne pouvait pas les défendre, ni par rapport à leurs horaires de travail, ni leur salaire, ni leur tâche ni quoi que ce soit, ils sont comme dans une sorte de flou juridique dans les salles de nouvelles. Puis ça c'est de plus en plus présent dans toutes les salles de nouvelles parce qu'il y a de plus en plus de développeurs web qui viennent épauler des journalistes, mais il n'y a rien qui encadre leur travail.



On pourrait se demander ce que représentent précisément les tâches obscures des développeurs, des journalistes SEO et des stagiaires en science informatique au *Devoir*. S'agit-il simplement d'assister les journalistes dans leur reportage sur le terrain ou encore d'améliorer la visibilité des textes sur les différentes plateformes ? S'agit-il de libérer les reporters des tâches aliénantes ? Pas tout à fait. Lors de notre enquête sur la plateformes des médias québécois, un journaliste du *Devoir* a envoyé à mon collègue Jean-Hugues Roy un exemple des « rapports de performance » que reçoivent désormais les journalistes du *Devoir* chaque jour. Comme le démontre l'image 5.2, ce « rapport performance » calcule par exemple le temps de lecture moyen par article, le nombre de visites par canal ou encore le top 20 des articles par impressions.

**Figure 5.1 : Offre d'emploi : *Le Devoir* cherche un spécialiste du « SEO ».**

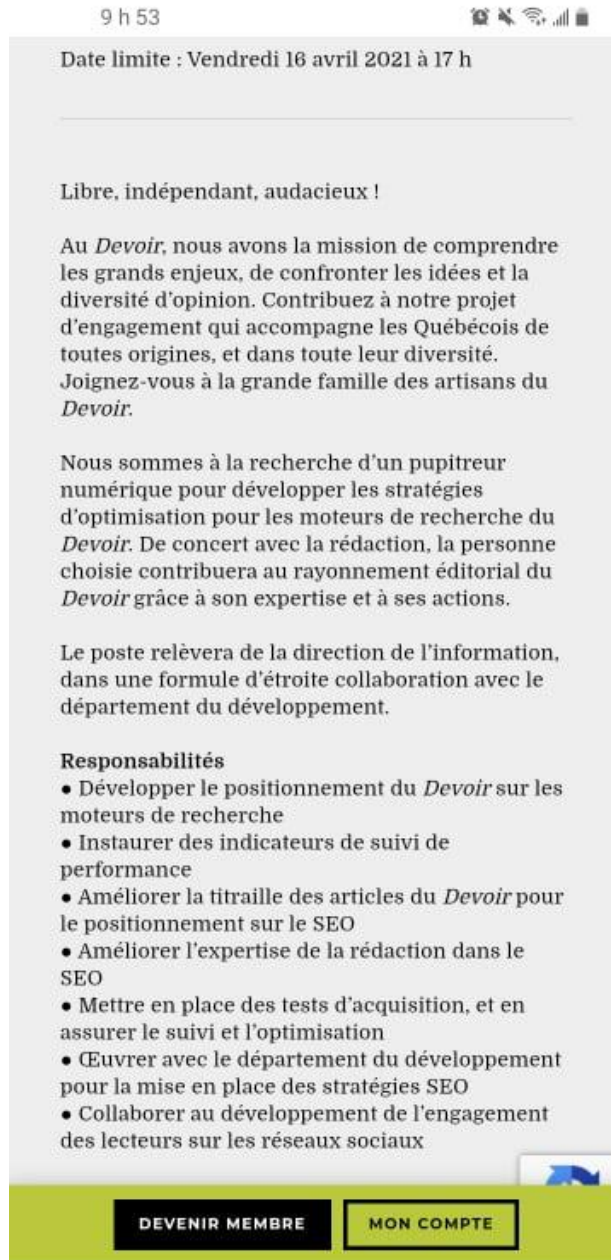
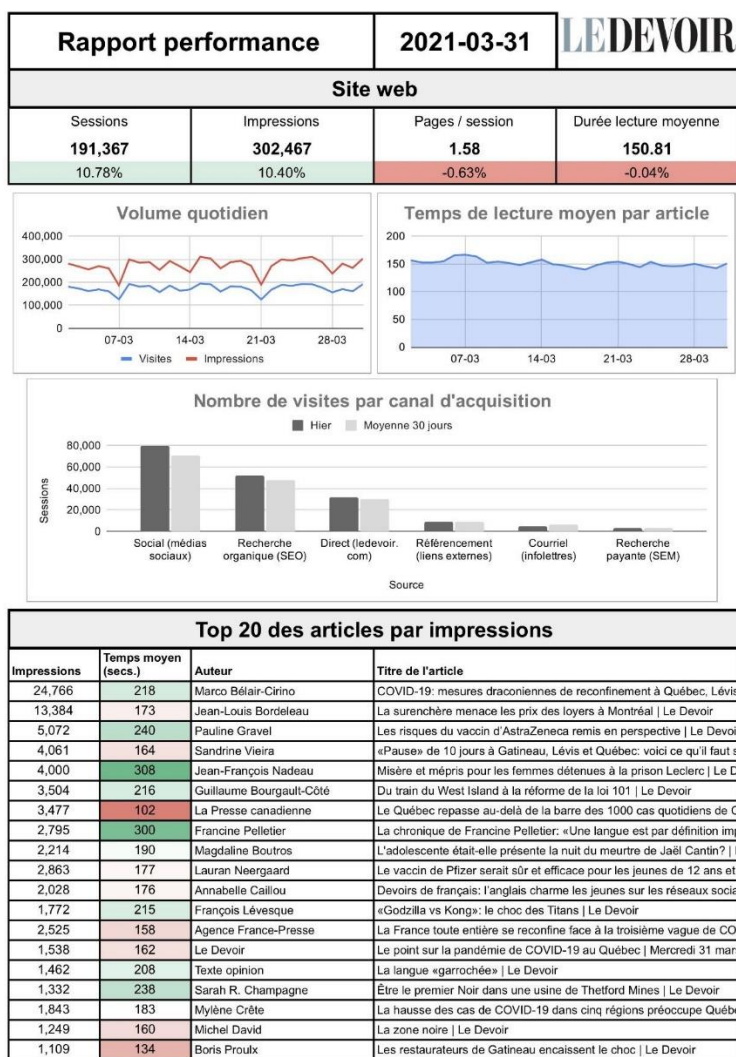


Figure 5.2 : Le « rapport performance » du *Devoir* du 31 mars 2021.



Il est clair tout d'abord que ce type de tableau est rempli de prophéties autoréalisatrices : nous y apprenons par exemple que de plus en plus de lecteurs et de lectrices visitent un article du *Devoir* par les médias sociaux ou la recherche SEO. Des responsables SEO créent donc des graphiques qui justifient eux-mêmes leur travail. Mais qui dit que des investissements différents n'auraient pas produit d'autres types de résultats ? Comme le dit Henrichon (2020, p. 109) : « les nombres sont principalement au service de ceux qui dénombrent. On ne compte que ce que l'on a intérêt à compter ».

De plus, et c'est sans doute le résultat le plus insidieux, ce type de projet mené par le « D-Lab » du *Devoir* met les journalistes en concurrence les uns contre les autres, et ce, précisément au nom de la transparence des données. En cette journée du 31 mars, on peut se douter que la couleur rouge foncé indique que l'article de Boris Proulx sur les restaurateurs de Gatineau a offert une performance médiocre de 134 secondes de temps de lecture. La chronique de Jean-François Nadeau, bien au contraire, offre une performance solide de 308 secondes de temps de lecture et ramène la barre vers le vert foncé. Faut-il parier qu'un journaliste ne veut pas se retrouver dans le rouge plusieurs jours de suite ? Faut-il parier qu'il changera sa manière de travailler pour monter les échelons imaginaires du tableau ?

Il ne suffit pas de l'imaginer, pour Bunce (2017) la mise en concurrence par les chiffres dans les salles de rédaction n'est ni plus ni moins qu'une nouvelle forme de contrôle exercé par les gestionnaires. Au nom des nombreux indicateurs qui mesurent en temps réel la performance des articles, les gestionnaires peuvent récompenser les journalistes les plus méritants, mais aussi punir les plus réfractaires. Cohen (2015, p. 108) dit en ce sens que les outils métriques sont des techniques qui restructurent le processus de travail et qui dévalorisent le jugement éditorial et le savoir tacite des journalistes. Ces outils s'inscrivent donc dans la continuité de toutes ces innovations qui ont standardisé le travail journalistique depuis le début du 20<sup>e</sup> siècle, de la pyramide inversée jusqu'à l'imposition de l'information en continu.

Les salles de rédaction ne sont par contre jamais unifiées et des conflits existent entre les visions des journalistes, des cadres, des stagiaires, etc. Bunce (2017) analyse en ce sens la rivalité existant dans la salle de rédaction de Reuters à Nairobi au Kenya face à la montée de la gestion par les nombres. De nombreux reporters de la « vieille-école » ont d'emblée rejeté les nouvelles formes de gestion et ont continué à travailler en suivant leurs normes professionnelles classiques. Mais peu à peu, différentes stratégies du bâton et de la carotte ont imposé ce système.

Les gestionnaires ont d'abord créé tout un système de communication constante des objectifs et de reddition de compte. Les journalistes étaient informés en tout temps, et ce via plusieurs canaux, des sujets chauds à couvrir dans la journée et des angles à adopter. Puis, dans les réunions publiques, mais aussi de manière indirecte dans les tableaux numériques, les histoires ayant le plus performé sur les plateformes numériques étaient systématiquement mises en valeur par rapport aux histoires ayant le moins bien performé, ce système créant une sorte de jeu compétitif et accrocheur (Petre, 2018). Comme le dit Henrichon, l'idée de la gestion algorithmique est de traiter les travailleurs et les travailleuses comme

des centres de traitement de l'information sur lesquels il est possible d'exercer un contrôle à la faveur de rétroaction répétée et modulée en fonction de finalités que l'entité contrôlée peut aussi bien connaître qu'ignorer (Henrichon, 2020, p. 13).

Mais surtout, et cela est sans doute le point le plus important, les gestionnaires ont resserré leur emprise sur le contrôle des embauches des nouveaux journalistes, par exemple en déclarant en amont que ceux et celles-ci recherchaient des journalistes qui avaient une expérience préalable en science des données ou encore en management.

Ma critique des offres d'emploi n'est donc pas superficielle. Pour Bunce, mais aussi pour d'autres articles classiques en sociologie du journalisme (Breed, 1955), les embauches représentent le nerf

de la guerre dans une salle de rédaction<sup>47</sup>. Qui contrôle les embauches contrôle en quelque sorte le futur du média. Le but pour les gestionnaires est pour Bunce (2017) d'embaucher des journalistes qui possèdent déjà leur « *illusio* ». Provenant des concepts de la sociologie bourdieusienne, l'*illusio* est le fait de croire en l'importance de « jouer le jeu » (Örnebring et al., 2018, p. 407), notamment le fait de croire par exemple que le futur du journalisme repose dans la science des données, une *illusio* qui est transmise dès les programmes de formation dans les écoles de journalisme. Nécessairement les nouveaux journalistes veulent aussi plaire à ceux et celles qui les ont embauchés, ce qui induit le phénomène du conformisme par socialisation. Les journalistes de la veille école, eux et elles, se retrouvent sous tension de ne pas savoir s'ils doivent continuer à suivre leurs normes professionnelles ou s'ils doivent se plier aux exigences de la gouvernance par les nombres (Supiot, 2015). Cette hésitation produit un stress intense qui peut en pousser plus d'un vers le surmenage et la sortie du métier. De toute façon les journalistes sont perpétuellement mobilisés en vue d'atteindre des objectifs toujours redéfinis. À quoi sert d'arriver aux trois minutes de temps de lecture si le lendemain le barème arbitraire est maintenant fixé à quatre minutes ? À quoi sert d'apprendre un nouveau langage informatique s'il est remplacé par un autre à la mode dans quelques années ? « La course est sans fin car la ligne est fuyante. L'objectif se dérobe en permanence » (Henrichon, 2020, p. 81).

La logique automatique prépare donc le terrain à une fragmentation de classe plus radicale mise de l'avant par l'automatisation de certaines tâches. Un « devenir-machine » guette les journalistes qui se situent en bas de l'échelle, cette force étant constamment voilée par l'idéologie projetée par les

---

<sup>47</sup> Parallèlement, les offres d'emploi des coopératives sont écrites de manières radicalement différentes. Hévin (2021, p. 143) parle d'un langage qui inclut des références à l'économie sociale et solidaire, à l'autogestion, à la coresponsabilité, à la rotation des tâches ou encore à l'absence de hiérarchie. Les candidats et les candidates qui postulent sont donc « conscients des valeurs portées par la coopérative » et ils postulent avec une volonté d'incarnation, avec le fait de vouloir « être la coopérative ». Le langage employé dans une offre d'emploi préfigure donc ce que deviendra une entreprise. Si un journal souhaite recruter des robots, il en attirera.

vedettes qui, eux et elles, s'élancent vers le haut (je développerai davantage sur ce point dans ma synthèse globale présentée dans le prochain chapitre). Mais cette automatisation des tâches ne sera pas forcée de l'extérieur comme à MSN Québec, non elle sera négociée et introduite par les dirigeants et les dirigeantes des médias eux-mêmes, et ce avec enthousiasme.

Pour finir, voici un récapitulatif de tous les facteurs qui jouent un rôle dans le processus de décomposition de classe :

- Les mythes véhiculés par l'école de journalisme, notamment le fait que le métier est naturellement stressant ou que les plus talentueux vont percer;
- La nouvelle gestion des grandes entreprises qui cherche à mettre les travailleurs et les travailleurs en concurrence les uns contre les autres, le tout en repérant des « leaders » qui doivent développer leurs « visions »;
- La division du travail mise sur pied par le processus de convergence dans certaines salles de rédaction, et la séparation des journalistes au sein même de cette division;
- La précarisation des journalistes indépendants qui force ceux et celles-ci à se faire lentement mais sûrement coopter par les entreprises privées de la communication;
- La logique automatique présente dans la plupart des grands médias qui ont adapté leur fonctionnement interne à celle des grandes plateformes numériques, cette logique annonçant l'automatisation plus radicale de certaines tâches du métier, comme le cas de MSN Québec l'a bien démontré.

## CHAPITRE VI

### RECOMPOSER LA COMPOSITION

L'émergence de mouvements de lutte est inconcevable sans une expérience d'injustice et de violence partagée

Silvia Federici, *Par-delà les frontières du corps*, 2020, p. 20

#### 6.1 La composition de classe « en train de se faire »

Dans un texte qu'il a présenté en 1984 dans un colloque à l'Université du Québec à Montréal qui regroupait plusieurs intellectuels radicaux comme Félix Guattari, Franco Berardi et Mariarosa Dalla Costa, Yann Moulier-Boutang (1986[2021]) analyse la défaite de l'autonomie italienne des années 1970 en abordant le concept de composition de classe. À un certain moment, le chercheur prononce la phrase suivante : « À la composition *pur état de fait*, se superpose donc la composition *en train de se faire* ». Qu'est-ce que cette phrase énigmatique veut dire ?

Elle veut dire ceci : la composition de classe est bien sûr un concept qui permet d'analyser la position d'une classe donnée au sein des rapports de production d'une certaine époque, cette position étant aussi influencée par l'objectivité de la technique et par la subjectivité politique des travailleurs et des travailleuses. C'est ce que j'ai essayé de montrer dans le dernier chapitre quand j'ai décrit tous les facteurs qui, selon moi, renforcent la décomposition de classe des journalistes, c'est-à-dire la séparation de leurs expériences au sein du procès de travail journalistique. Or, nous dit Moulier-Boutang, la composition de classe contient en elle-même cette difficulté : il ne s'agit pas que d'un concept, mais aussi d'une méthode de recherche qui peut stimuler l'agentivité des



travailleurs et des travailleuses. À la composition donc tel que nous la décrivons (pur état de fait), il est toujours possible d'opposer la composition telle qu'elle pourrait le devenir (celle qui est en train de se faire). C'est ce que l'auteur dit lorsqu'il écrit que le travail salarié est bien du capital variable, mais aussi du « travail vivant, pouvoir de socialisation, refus du travail et force de travail se composant de façon antagoniste et contradictoire au sein du rapport de capital » (Moulier-Boutang, 1986[2021]). Parmi les éléments qui peuvent stimuler une recomposition de classe, Moulier-Boutang souligne d'une part le contexte historique comme une crise économique, mais également la capacité de « sécréter des anticipations, des projets » qui permettent d'augmenter qualitativement ou quantitativement les luttes. Cleaver parle aussi des relations de pouvoir : pour lui une recomposition n'advient que si les travailleurs et les travailleuses « are able to recompose the structures and distribution of power among themselves in such a way as to achieve a change in their collective relations of power to their class enemy » (Cleaver, 1992, p. 7).

Après donc avoir analysé la composition de classe des journalistes québécois de manière un peu tragique dans le dernier chapitre, j'aimerais ici souligner ce qui, au sein même du procès de travail, pourrait relancer un processus de recomposition de classe, bref les éléments qui pourraient rassembler les journalistes autour de revendications communes. Suivant Federici que j'ai citée en exergue, je crois que ce qui pourrait relancer un processus de recomposition de classe, ce sont notamment des luttes qui s'attardent à la souffrance des journalistes, mais aussi aux situations de violence partagée. Je m'attarderai d'abord sur les récents mouvements de dénonciation contre le machisme et le sexisme dans certaines salles de rédaction. Je poursuivrai ensuite en examinant les transformations organisationnelles que représente la mutation vers le modèle de l'organisme à but non lucratif ou de la coopérative.

## 6.2 Mouvements de dénonciation des climats toxiques et division genrée du travail journalistique

Au cours de ma recherche, plusieurs mouvements de dénonciation contre les climats toxiques ont bouleversé notamment les salles de nouvelles de TVA et de Radio-Canada Québec, respectivement lors de l'automne 2020 et de l'hiver 2021 (Lamoureux, 2021e). On y apprenait entre autres que les gestionnaires multipliaient les commentaires dégradants envers les journalistes tout en instaurant un climat de concurrence extrême entre les employés. Lorsqu'un conflit éclatait, les gestionnaires pouvaient déployer plusieurs tactiques pour « casser » des employés, notamment le fait de les ignorer pendant plusieurs semaines (Therrien, 2021). Les témoignages dénonciateurs, souvent anonymes et recueillis par d'autres journalistes ou encore par des syndicats locaux, dépeignaient les salles de rédaction comme baignant dans plusieurs formes de violence, autant physique (commentaires dégradants, se faire lancer des textes au visage) que symbolique (se faire ignorer, ne plus avoir d'heures de travail). Le début du texte d'Alain Therrien sur la situation à Radio-Canada Québec était particulièrement poignant :

Insultes, commentaires dégradants, attitudes méprisantes, langage ordurier, favoritisme, manipulation, mensonges, propos discriminatoires, manque de respect, ce sont les termes employés dans un rapport récemment soumis à la haute direction par le Syndicat des travailleuses et travailleurs de Radio-Canada pour décrire l'ambiance de travail de la station d'ICI Québec (Extrait de l'article « Climat toxique dénoncé à Radio-Canada Québec », Alain Therrien, *Le Soleil*, 11 mars 2021).

Or, il est impossible de comprendre ces mouvements de dénonciation et leur horizon si on ne les réinscrit pas d'abord dans le contexte plus large de la quatrième vague du féminisme, représentée entre autres par les mots clés #MeToo ou #AgressionNonDénoncée sur les réseaux sociaux numériques (Clark-Parsons, 2021). En effet, plusieurs salles de rédaction en Amérique du Nord et en Europe ont été chamboulées depuis 2017-2018 par des mouvements qui dénonçaient des personnalités toxiques placées en situation de pouvoir. C'est par exemple le cas du directeur général de CBS Leslie Moonves qui a démissionné en 2018, du présentateur vedette Chris Cuomo de CNN qui a été licencié à la fin de l'année 2021, du journaliste Jean-Jacques Bourdin de BFMTV qui a été visé

par plusieurs plaintes d'inconduites sexuelles en 2022, ou encore, dans un cas plus près du Québec, de la présentatrice de Radio-Canada Pascale Nadeau qui a également démissionné en 2021. Des journalistes françaises ont même créé l'association #MeTooMedias en 2021 qui vise à supporter les victimes de machisme<sup>48</sup> ou de sexisme dans le milieu journalistique.

Ces mouvements sont donc liés au contexte social qui les surplombe, mais aussi à l'histoire particulière du journalisme, et surtout de la division genrée du travail dans les salles de rédaction. Comme je l'ai dit dans le chapitre quatre, la création des médias de masse repose sur une division systématique entre le travail masculin et le travail féminin, ce dernier étant constamment dévalorisé et relégué à des zones d'ombre. Laplanche dit dans le même sens que (2015, p. 246), les salles de rédaction québécoise se sont construites « selon une perception de distinctions sexuées des qualités et des compétences selon les sexes », cette différenciation s'appuyant « sur des conceptions d'aptitudes associées à la féminité comme la patience, la minutie et la prise en charge du bien-être des collègues, ce qui dirigeait les femmes principalement vers les métiers de soutien ». La question de la dénonciation des climats toxiques doit donc s'insérer dans une réflexion plus large sur la division genrée du travail dans l'histoire des médias.

Prenons le cas d'un parcours concret pour illustrer ces réflexions sur l'émergence des mouvements féministes dans les salles de rédaction. Lors de mes entrevues sur la santé mentale et la souffrance au travail, j'ai pu discuter avec Gabrielle, une journaliste sexagénaire qui a commencé sa carrière dans les médias à la fin des années 1980. Gabrielle explique que son premier emploi était dans une salle de rédaction considérée comme « jeune et branchée », et celle-ci, en tant que seule femme de

---

<sup>48</sup> Pour Surprenant (2015, p. 80-82), le machisme est un ensemble d'attitudes et de croyances qui cherchent à affirmer et maintenir la supériorité des hommes, tandis que le sexisme est plutôt un schéma cognitif hiérarchisant les sexes, ce schéma se traduisant par des remarques, des comportements, des actions et des décisions qui visent à inférioriser les femmes ou les reléguer à un statut d'objet. L'antiféministe est quant à lui un contre-mouvement, matériel ou discursif, qui réagit au féminisme et qui tente de le contrer.

la salle, s'occupait alors d'un segment de la section culture (notamment la musique). La journaliste explique qu'à ce stade, et ce pendant toute la fin des années 1980 et la décennie des années 1990, la culture des salles de rédaction était complètement plombée par une atmosphère sexiste et machiste.

C'était très macho, il y avait beaucoup de remarques sexistes, énormément de remarques sexistes. Et il n'y avait pratiquement pas de possibilités de dénoncer des agressions ou encore de dénoncer des comportements. Dans ma section, par exemple, il y avait une vision de la culture qui était très axée sur les volontés des mâles dominants. C'était l'avis des hommes qui comptait le plus.

Pour se démarquer dans des salles de rédaction où leurs points de vue étaient constamment délégitimés par la parole masculine, les femmes journalistes devaient utiliser diverses « stratégies » pour se faire une place. Parmi ces stratégies, Gabrielle me parle de la nécessité de se fabriquer des alliances avec certains hommes, ou encore de choisir des angles et des sujets qui avaient déjà été approuvés par un homme, et qui donc avaient moins de chance d'être dénigrés lors des réunions publiques.

Les stratégies, c'était par exemple d'essayer de t'allier à quelqu'un dans le groupe qui était moins pire que les autres. Ou encore, l'autre chose que je faisais c'était que j'essayais de trouver un angle que je savais qu'il leur plairait. Il fallait toujours que le choix des hommes ne soit jamais remis en question.

Pour elle, une femme journaliste dans une salle de rédaction à la fin des années 1980 et dans les années 1990 devait presque en tout temps satisfaire la domination intellectuelle masculine (le fait notamment de laisser les hommes exprimer leurs opinions à propos des sujets à couvrir et de sentir au contraire que son propre avis n'a aucune importance). Cela rejoint certaines analyses critiques qui expliquent que la masculinité hégémonique est non seulement le fait pour les hommes de « décider entre soi », mais aussi le fait de s'apprécier entre hommes dans l'action même de décider entre soi (Gourarier et Benveniste, 2017). Délégitimer la parole féminine est en quelque sorte une

technique d'exercice du pouvoir, une technique par ailleurs autant présente dans les milieux syndicaux que dans les milieux patronaux (Laplanche, 2015). Conséquemment, les femmes étaient souvent reléguées dans certaines spécialisations journalistiques jugées plus légères comme la culture, la mode, les vacances, etc.

Pour Gabrielle, cette tendance se maintient jusqu'à l'arrivée de plus en plus de femmes dans les salles de rédaction au cours des années 1990 et 2000, et particulièrement jusqu'à l'arrivée des femmes dans les postes de direction. « Là, quand qu'il y a commencé à avoir des filles, ça s'est un peu calmé ». Toutefois cela ne veut pas dire que la mise de côté de ce plafond de verre change de fond en comble les dynamiques de genre. Au contraire, les femmes qui montent rapidement les échelons peuvent parfois le faire parce qu'elles ont adopté un style de « leadership masculin ». « C'est clair que des femmes qui ont un autre style de leadership ont beaucoup plus de difficultés à s'imposer, me dit la journaliste. Il y en avait des toxiques qui reproduisaient le modèle. »

Outre les alliances et la tentative de percer le plafond de verre, une autre stratégie pour déjouer la domination masculine a historiquement été de se regrouper entre femmes dans la presse féminine. Les magazines féminins offrent en effet souvent de premières expériences aux femmes journalistes qui souhaitent se lancer dans la profession, le tout à l'abri des regards masculins. Une autre journaliste que j'ai interviewée pour ma recherche m'a d'ailleurs raconté avoir amorcé sa carrière dans les magazines féminins, une décision qui a en quelque sorte permis de solidifier sa confiance et sa plume.

Mais la presse féminine n'est pas qu'un salut, y rester trop longtemps, c'est aussi se marginaliser soi-même. Gabrielle me raconte à quel point la presse féminine n'avait, et n'a toujours pas, aucune crédibilité pour les autres médias dans la profession. Quand une femme reste trop longtemps dans la presse féminine, elle confirme aux yeux des autres qu'elle n'est pas à la hauteur de ses ambitions. « Ton travail dans la presse féminine, il n'est absolument pas considéré. C'est comme si ce n'était

pas du vrai journalisme ». Pour gagner des prix ou pour espérer monter les échelons dans d'autres salles de rédaction, les femmes journalistes doivent donc impérativement revenir sous le « regard masculin ». Leur succès, ce n'est que les hommes qui peuvent le considérer.

Récapitulons : la division genrée du travail, mais aussi le machisme et le sexisme, ont eu un grand impact dans le déclin de la solidarité (notamment syndicale) entre journalistes. Gabrielle me dit que les femmes journalistes de sa génération, du moins celles qu'elle a côtoyées, ont dû développer une sorte « d'individualisme » pour se protéger des commentaires haineux ou de la domination masculine en général. Cela veut dire que les femmes journalistes, considérant que leur milieu de travail était souvent toxique, devaient chercher leur « réconfort » ailleurs, notamment dans la création de réseaux à l'extérieur du métier, par exemple dans le monde universitaire.

Conscientes qu'elles ne pouvaient se fier sur personne et surtout pas sur leurs collègues qui dénigraient souvent leurs idées, certaines femmes journalistes ont donc été des précurseuses dans le phénomène de décomposition de classe. Avant même que la montée de la gestion néolibérale, de la convergence ou de la logique automatique touchent les salles de rédaction, celles-ci avaient déjà adopté la mentalité du « chacun pour soi ».

Quand je pense aujourd'hui aux femmes de ma génération qui ont fait leur place, c'est clair qu'elles ont fait ça toutes seules en jouant du coude. T'as pas le choix, tu travailles dans ton coin, c'est que c'est difficile de développer des réseaux parce que tout est fait pour nous mettre en compétition les unes contre les autres. Alors ça a développé beaucoup d'individualisme. C'était très dur d'avoir un esprit de collectif quand tu étais une femme. À part si tu étais dans un endroit avec des gens qui se soutenaient les uns les autres, mais moi je n'ai jamais connu ça.

L'exemple du sexisme et du machisme dans les salles de rédaction démontre ainsi que certaines graines de la décomposition de classe (1980-2020) ont été plantées au sein même de la période de

composition de classe<sup>49</sup> (1940-1980). Mais ces graines sont aussi ce qui pourrait faire germiner une nouvelle recomposition de classe. Les mouvements de dénonciation des années 2020-2022 ont permis un surgissement de la solidarité trop longtemps refoulée chez les journalistes québécoises. Beaucoup de femmes et de journalistes précaires ont alors pris la parole sur les réseaux sociaux<sup>50</sup> pour raconter leurs histoires. Lorsque j'ai publié un texte en mars 2021 sur le sujet des climats toxiques dans les médias québécois, plusieurs femmes journalistes ont partagé leurs propres expériences dans des publications sur Facebook. Je reproduis ici deux de ces témoignages anonymisés qui prenaient pour cible le mépris des gestionnaires devant les femmes revenant d'un congé de maternité.

---

<sup>49</sup> Il faut lire à ce sujet les excellentes analyses de Laplanche (2015) sur le sexisme présent chez Radio-Canada et renforcé par l'organisation du travail dans les années 1970. Le « rapport Brun » a également abordé le harcèlement au travail et l'incivilité à Radio-Canada lors de sa publication en 2005.

<sup>50</sup> Par contre les plateformes numériques ne sont pas des panacées, des recherches disent aussi qu'elles augmentent le nombre de commentaires haineux écrits par les lecteurs et les lectrices, des commentaires qui s'adressent surtout aux femmes et qui peuvent aussi former une forme de harcèlement systémique (Holton et al., 2021).

## Figure 6.1 : Des femmes journalistes dénoncent les climats toxiques dans les salles de rédaction

18 mars 2021 · 🌐

[Samuel Lamoureux](#) aborde notamment le phénomène de "concurrence" entre jeunes journalistes qui participe à ce climat toxique. Je me souviendrai toujours de l'annonce de ma grossesse à mes anciens collègues dans une grande salle de nouvelles québécoise. Plusieurs m'ont répondu sans penser à me féliciter: "ça fera plus d'heures pour nous"... Ce n'était pas méchant, c'était vrai! Et triste. Et je me souviens aussi commencer à stresser avant même d'accoucher pour savoir comment j'allais récupérer ces heures. Et mon cas est loin d'être isolé.

18 mars 2021 · 🌐

Cette analyse met pile le doigt sur la «concurrence» entre les jeunes journalistes. C'est un phénomène insidieux qui participe, bien évidemment, au climat toxique dans les salles de nouvelles. On le comprend d'ailleurs dès notre arrivée sur les bancs d'école — ça fait partie de la game, tsé.

Par contre, ce que ce texte dit moins, c'est que cette concurrence prend une teinte particulièrement laide à certains moments de nos carrières.

Comme quand on annonce une grossesse — comme ce que mon amie [Katia](#) décrit — et que les collègues passent à côté de la nouvelle heureuse pour se réjouir des heures libérées. Pas pour mal faire, juste parce que.

Ou quand on revient de congé de maternité et qu'on se fait lancer à la figure par un patron, à la suite d'un changement d'horaire sans consultation ou préavis, qu'on «ne pourra pas toujours se cacher derrière son enfant pour ne pas prendre les heures proposées».

Que d'autres sont prêts à les prendre, eux. Et, qu'effectivement, ils ont raison, d'autres seront toujours prêts à les prendre. Pas pour mal faire... juste parce que.

Et jusqu'à ce que cette concurrence, exacerbée par nos «choix de vie» et les «conséquences qui en découlent» finisse par nous pousser vers la sortie.



Et ce mouvement de prise de parole est loin d'être terminé, bien au contraire. À la fin de l'année 2021, j'ai demandé à une journaliste lors d'une entrevue ce qui pour elle pourrait relancer les luttes dans le monde des journalistes surnuméraires. Celle-ci m'a répondu :

Je pense que ce qui a beaucoup fait parler dans mes groupes de discussion de surnuméraires, ce sont toutes les lettres sur les climats toxiques qui ont été écrites à TVA puis à Radio-Canada. Je t'avoue qu'on en parlait avec quelques surnuméraires qui avaient quitté *Le Devoir*, de la possibilité de faire une lettre comme ça qui pourrait raconter la difficulté de nos conditions.

Lors de la démission de la chef d'antenne de Radio-Canada Pascale Nadeau à l'automne 2021, une jeune journaliste du service public m'a aussi raconté s'être énormément identifiée à la personne ayant formulé la plainte :

Le média ne respecte pas ou ne fait pas confiance au processus interne de plainte, et il n'y a presque pas un mot qui a été dit sur la personne qui a vraiment fait la plainte. Puis moi je réalise que je suis beaucoup plus dans la position de la fille qui a fait la plainte que dans la position de la chef d'antenne.

Ce genre de moment, où le travailleur ou la travailleuse « réalise » qu'il ou elle partage une situation d'injustice avec d'autres personnes, est ce que Cohen et De Peuter (2020, p. 13) nomme un moment « d'activation » (en français on dirait un élément déclencheur), la première étape du processus de lutte qui met fin à la mentalité du « démissionne ou fait avec » (Cohen et de Peuter, 2020, p. 15) sur les lieux de travail. Ce type de moments affectifs, par exemple l'annonce de mises à pied ou encore la découverte d'une discrimination systémique sur un lieu de travail, sont souvent des éléments déclencheurs sur lesquels il est possible de bâtir une campagne de mobilisation pour créer un mouvement social d'envergure.

On pourrait croire par contre que les mouvements de dénonciation sont des mouvements individualistes ou moralisateurs qui ne peuvent pas produire des mouvements sociaux comme c'est

le cas avec une campagne syndicale contre des mises à pied. En effet la sociologie des mouvements sociaux propose souvent des analyses binaires du type luttes éthiques versus luttes sociales, politique identitaire et reconnaissance versus redistribution et justice sociale, visibilité versus anonymat, réseaux socionumériques versus mobilisation en personne, etc. On pourrait d'ailleurs facilement cadrer les mouvements contre les climats toxiques comme des mouvements libéraux qui ne souhaitent qu'une intégration des femmes dans le système dominant, ces mouvements ne suffisant pas à remettre en question certaines catégories fondamentales du capitalisme.

Or, lorsqu'on aborde le sujet des climats toxiques de manière large dans les salles de rédaction, on réalise qu'une campagne syndicale ou associative sur ce thème mobiliserait les thèmes du machisme et du sexisme, mais aussi les phénomènes de concurrence interne dans les salles de rédaction, l'inclusion des personnes avec des handicaps visibles ou invisibles, la pression à produire toujours plus vite, les processus d'embauche, la toxicité du système des « vedettes », et même les mécanismes de surveillance des journalistes envers les cadres, une thématique qui a été abandonnée depuis les années 1980. Le sexisme agit comme la poupée russe qui permet la mobilisation progressive de beaucoup d'autres revendications structurelles. Ce qui se rejoue ici, au fond, est le débat féministe classique entre luttes de genre et luttes de classe. Si certains mouvements féministes sont effectivement devenus réformistes et néolibéraux avec le temps (Fraser, 2013), d'autres ont toujours voulu articuler le lien entre libération sexuelle et émancipation économique (Möser, 2022). L'argument est que toute lutte de classe passe aussi par une libération ou une reconquête des corps et des désirs (Möser, 2022, p. 31).

On pourrait d'ailleurs se questionner sur l'importance stratégique que peut avoir un tel sujet pour une possible recomposition de classe dans le milieu journalistique. Ce type de campagne syndicale ou associative stimulerait possiblement la résonance politique entre collègues tout en démontant la figure de la vedette du métier qui a réussi grâce à ses « efforts ». La Fédération nationale des communications et de la culture (FNCC), qui regroupe aujourd'hui plus de 6000 membres

provenant de 88 syndicats, a d'ailleurs organisé un panel sur le thème des climats toxiques dans les salles de rédaction lors de son congrès annuel en janvier 2022. À la fin de ce congrès, la FNCC a d'ailleurs adopté le mandat suivant : « il est proposé d'encourager les syndicats à dénoncer les climats toxiques observés dans les milieux de travail, de les soutenir dans leurs efforts de prévention et de développer des modes de résolution de problèmes et d'intervention visant à assainir les milieux de travail de manière durable ». La fédération a aussi proposé de développer « une boîte à outils permettant l'identification des manifestations de climats toxiques dans nos milieux de travail et des schémas d'interventions pour en réduire la portée ». Le seul fait que le plus grand regroupement syndical de journalistes plonge dans ce sujet démontre bien toute l'actualité de ces mouvements.

### 6.3 L'information comme bien commun et la tentation des coopératives médiatiques

Quelles autres solutions plus structurelles peuvent employer les journalistes pour regagner un peu de solidarité dans leur expérience de classe ? Comment ralentir le rythme de production effrénée et faire émerger du temps pour se retrouver ? Le fait de revendiquer que l'information devienne un bien public, ou encore que certains médias adoptent le statut de coopérative, pourrait-il procurer aux journalistes une certaine forme de résonance, autant avec les collègues qu'avec les lecteurs et les lectrices ?

Commençons par la première revendication. Le slogan « l'information doit être un bien public » est aujourd'hui adopté par de nombreuses personnes, autant dans le milieu médiatique qu'universitaire ; la Journée mondiale de la liberté de la presse, organisée par l'UNESCO, l'a même mis de l'avant en 2021. La logique derrière cette revendication est que les médias ont de la difficulté à traverser la crise actuelle parce qu'ils sont trop dépendants des revenus publicitaires, et donc que d'autres sources de revenus, notamment provenant de l'État, des citoyens et des citoyennes ou de

la philanthropie, serait utile pour changer de modèle. Dans son livre *Tombée médiatique* (2020, p. 169), le journaliste québécois Mickaël Bergeron écrit dans cette lignée que « la crise actuelle se terminera lorsque les médias ne seront plus dépendants des annonceurs, et cela passe par un revirement (voire un rejet) du modèle d'affaires actuel et une reconnaissance de l'information comme un bien public ».

La revendication de l'information comme bien public doit toutefois être remise en contexte, et ce, surtout à partir des travaux de l'économiste Julia Cagé. Dans son livre *Sauver les médias* (2015), Cagé explique que le marché de la publicité médiatique est en forte baisse depuis les années 1980, autant en Amérique du Nord qu'en France. Ce déclin de la publicité serait aussi parallèlement le déclin de la qualité de l'information, dont le journalisme d'enquête, qui nécessite de l'investissement constant. Pour contrecarrer ce phénomène du déclin du couple revenus/qualités de l'information, celle-ci propose que les médias de masse adoptent une nouvelle structure : celle d'une société de média à but non lucratif, un « intermédiaire entre le statut de fondation et celui de société par actions » (Cagé, 2015, p. 14). Ce nouveau statut permettrait de « sécuriser le financement des acteurs médiatiques en gelant leur capital », mais aussi d'encadrer « le pouvoir décisionnel des actionnaires extérieurs », tout en proposant un « cadre juridique et fiscal favorable au développement du crowdfunding » (Cagé, 2015, p. 14). En effet les médias, puisqu'ils sont pour Cagé aussi importants pour toute collectivité que la santé ou l'éducation, devraient devenir des sortes de fondations financées par l'État, mais aussi par des dons défiscalisés provenant des citoyens et des citoyennes. C'est dans ce contexte de transformation organisationnelle que la revendication de « l'information comme bien public » émerge et prend tout son sens.

La proposition de Cagé, bien que se situant dans la tradition réformiste de la social-démocratie, est intéressante parce qu'elle remet une prémisse fondatrice des études médiatiques : celle que l'information devrait être nécessairement liée au marché. Pour les chercheurs et les chercheuses en économie des médias, et particulièrement ceux et celles se situant dans le contexte américain, le

marché est une force naturelle qui ne peut être critiquée (Pickard, 2017). Or la revendication de l'information comme bien commun est pertinente parce qu'elle permet de rappeler que l'information est un bien commun, voire un bien « purement public » (Dardot et Laval, 2014, p. 143-144). En effet, contrairement aux biens privés comme les vêtements ou aux biens de club comme les routes payantes, l'information est à la base un bien non rival (la lecture d'une nouvelle par une lectrice n'affecte pas la lecture d'un autre lecteur, la quantité du bien disponible ne diminue pas) et non exclusif (il est difficile d'exclure des consommateurs d'accéder à des nouvelles, hormis par des murs payants qui sont facilement contournables). Si on fait abstraction des infrastructures matérielles qui la soutiennent, l'information est donc un bien dont le développement profite à toute communauté, et qui, parallèlement, n'a que très peu d'externalité négative.

Dans cette conception, il serait alors possible d'inclure l'information dans la liste de tous nos biens publics qui doivent être financés par la collectivité, celle-ci étant aussi importante que l'électricité ou l'eau courante. La revendication de l'information comme bien public, poussée à son stade le plus radical, mettrait donc en scène un retour vers l'information de qualité (qui serait plus financée et moins liée aux pressions du marché), une critique des monopoles et des oligopoles médiatiques (un réinvestissement des services publics) et une réduction de la productivité journalistique (une sortie du présent perpétuel). Cette revendication permettrait aussi de séparer l'information de type purement publique de l'information de type privée qui, comme certaines nouvelles d'information financière, ne vise qu'à sortir le plus vite possible pour faire varier les marchés financiers.

Encore faudrait-il que ces revendications proviennent de la base. Pour l'instant au Québec et au Canada, le slogan de l'information comme bien public est surtout perceptible dans la campagne politique que mènent les grands médias pour taxer les géants du web comme Google ou Facebook<sup>51</sup>.

---

<sup>51</sup> Il faut préciser que la critique des géants du web ne se fait pas toujours au nom du commun, elle se fait aussi au nom du marché. C'était le cas d'une éditorialiste de *La Presse* qui disait en 2022 que le monopole de Facebook et de Google

En effet, depuis le milieu des années 2010, certains grands médias ont formé une alliance stratégique pour revendiquer une aide de l'État, notamment un crédit d'impôt sur la masse salariale. Cette alliance a culminé en juin 2019 lorsque plusieurs représentants de médias québécois, dont Pierre Karl Péladeau (Québecor), Brian Myles (*Le Devoir*), Philippe Lapointe (Cogeco), Marie-Philippe Bouchard (TV5) et Michel Bissonnette (Radio-Canada) se sont réunis lors d'une conférence publique pour demander à l'État canadien de taxer les géants du numérique pour financer la production de contenu médiatique (Prévost, 2019). Cette alliance s'est manifestée de nouveau lors de multiples lettres publiques et d'apparitions médiatiques entre 2019 et 2022. Le projet de loi australien sur la taxation des entreprises du numérique, adopté en 2021, qui force Facebook et Google à conclure des ententes avec les grands médias, sert souvent de bases à ses revendications et à ses discussions.

Or, comme on le constate dans la dernière énumération, cette campagne est surtout organisée par les rédacteurs en chef des grands médias, elle ne met donc pas de l'avant la capacité d'agir venant de la base. De plus, ces rédacteurs et rédactrices en chef, dans leurs revendications et déclarations communes, ne proposent généralement pas une réorganisation de leurs salles de rédaction ou encore de leurs relations avec leurs lecteurs et lectrices. Si on exclut la création de nouveaux postes reliés à des secteurs innovants, la revendication de « l'information comme bien public » ne semble pas du tout transformer l'organisation du travail des grands médias. Cagé écrivait pourtant que la création d'une « société de lecteurs » pour chaque média était l'une des revendications phares pour effectuer la transition vers le modèle à but non lucratif chez les médias de masse. Celle-ci écrivait dans son livre que ces groupes de lecteurs et de lectrices, dont le droit de vote serait majoré selon

---

bafouait « les règles du libre marché », et qu'une réglementation pourrait « rétablir un sain rapport de force entre les géants du web et les médias, suivant une philosophie peu interventionniste » (Grammond, 2022). La campagne pour la taxation des grandes entreprises du numérique regroupe donc un éventail de positions qui va de l'information comme bien public jusqu'à la restauration néolibérale de la concurrence.

leur proportionnalité, auraient leur « mot à dire sur les grandes orientations et les décisions-clés » (Cagé, 2015, p. 109). Où sont ces sociétés de lecteurs et de lectrices dans le cas des médias québécois ? Pour l'instant, ils se font attendre.

On peut d'ailleurs se demander si la récupération de Cagé par les grands patrons de presse ne s'explique pas par sa dépendance au champ conceptuel de l'économie néoclassique. En effet, dans ses articles, l'économiste utilise des concepts relativement orthodoxes comme ceux du marché à double entrant ou encore celui du choc exogène (un bon exemple de cette utilisation de concepts néoclassiques étant Angelucci et Cagé [2019]). Ces reformulations mettent surtout l'accent sur les choix économiques des décideurs et des décideuses : on y apprend par exemple que tels choix de tels propriétaires de journaux auraient été décisifs pour telles périodes, et ce en relation avec le projet de loi de tels gouvernements. Cette histoire écrite d'en haut ne dit absolument rien sur les changements que peuvent provoquer les journalistes eux-mêmes par leur combativité. C'est sans parler des lecteurs et des lectrices qui sont surtout très passifs dans ces modèles. Une transformation de la relation avec les lecteurs et les lectrices, comme je le développerai avec le cas des coopératives, est pourtant un prérequis majeur pour sortir de la crise des médias.

Une autre revendication possible concerne la transition vers le modèle coopératif. Le Québec est justement l'hôte de la plus grande coopérative médiatique au pays depuis 2019 : la Coopérative nationale de l'information indépendante (CN2i), qui regroupe les quotidiens *Le Droit* de la région d'Ottawa-Gatineau, *Le Nouvelliste* de Trois-Rivières, *Le Quotidien* du Saguenay-Lac-Saint-Jean, *Le Soleil* de Québec, *La Tribune* de Sherbrooke et *La Voix de l'Est* de Granby. Le cas de la CN2i est à mon sens un peu plus intéressant, car la création de la coopérative s'inscrit à la base dans un long combat provenant des journalistes eux-mêmes pour sauver leur emploi face à la faillite de leur ancien propriétaire.

L'histoire de la CN2i commence en effet en mars 2015 lorsque le Groupe Gesca (Power Corporation) vend ses six quotidiens au Groupe Capitaux Médias et son propriétaire Martin Cauchon. Il faut savoir alors que les six quotidiens étaient en déclin et que ceux-ci, et surtout leur régime de retraite, représentaient un fardeau pour le Groupe Gesca qui cherchait à se retirer du marché de l'information. On aurait pu d'ailleurs croire que l'expérience d'ancien politicien libéral de Martin Cauchon (au niveau fédéral) aurait été suffisante pour tirer ces médias hors de leur déclin. Or certains syndicalistes, dont le journaliste du *Quotidien* Louis Tremblay avec laquelle je me suis entretenu<sup>52</sup>, n'ont jamais cru à la pérennité du Groupe Capitaux Médias. Dès l'annonce de la transaction, M. Tremblay y voyait plutôt une manœuvre pour fermer les régimes de retraite des six journaux.

La première action des syndicalistes est de réclamer la transparence financière de la part de leur nouvel employeur. Lors de la première présentation de ces états financiers en 2016, M. Tremblay et ses conseillers réalisent d'ailleurs rapidement que l'entreprise se dirige tout droit vers le mur :

On regardait les montants économisés par rapport à la demande patronale, et on s'est regardé et on s'est dit, ben voyons, on ne passe pas 2017. C'était assez simple à voir, c'est ben naïeux, c'est des revenus, alors on le voyait le mur, mais les gens ne voulaient pas le voir.

Le même scénario se produit un an plus tard en 2017 lors de la présentation des états financiers et la situation ne s'est pas améliorée, au contraire, le tout s'est empiré. M. Tremblay alerte alors ses partenaires dans les milieux politiques et syndicaux. L'intervention d'Investissement Québec, qui

---

<sup>52</sup> Louis Tremblay, qui travaille au journal *Le Quotidien* depuis le milieu des années 1980, est le seul journaliste qui apparaît dans mon travail sous son vrai nom car celui-ci a déjà raconté son histoire à plusieurs tribunes. De toute façon son histoire est tellement unique qu'une anonymisation complète aurait été très difficile. Je remercie le professeur en journalisme Jean-Hugues Roy qui m'a permis d'en apprendre plus sur le cas de la CN2i.



alloue un prêt de dix millions à Groupe Capitales Médias en décembre 2017 pour l'aider à préparer sa transition numérique, ne suffit pas à freiner le déclin de l'entreprise. Cette chute se poursuit en effet jusqu'en août 2019 quand le Groupe Capitales Médias se place sous la protection des tribunaux en vertu de la Loi sur la faillite et l'insolvabilité. Mais après tout ce temps et avec l'évolution des états financiers de l'entreprise, les syndicats, appuyés par la Fédération nationale des communications et de la culture, sont prêts : ils veulent récupérer l'entreprise et former une coopérative.

Les différents quotidiens lancent d'abord une campagne de financement et récoltent plusieurs centaines de milliers de dollars pour supporter la transition. Par contre, un seul obstacle reste sur la route de cette transformation : le régime de retraite. Selon M. Tremblay, aucune banque ou fond de solidarité syndical n'aurait accepté de se joindre à l'aventure sans une réduction drastique du régime de retraite. La solution adoptée, une solution difficile, est de réduire d'un quart les rentes du régime (de 20 à 25 %). Les retraités contestent cette décision devant la Cour supérieure du Québec où ceux et celles-ci sont finalement déboutés. Au final, le Mouvement Desjardins, le Fonds FTQ, ainsi que la Fondation CSN participent au lancement de la coopérative. Même si elle a dû fermer ses éditions papier en semaine et faire des mises à pied pour traverser la pandémie de COVID-19, la CN2i survit encore aujourd'hui.

Le cas de la création de la CN2i, que j'ai résumé de manière extrêmement rapide, pose donc plusieurs questions intéressantes pour l'écosystème médiatique au Québec, mais aussi pour la composition de classe des journalistes québécois. Parmi les bons coups, la création de la coopérative a certainement stimulé un renouveau de l'intérêt des journalistes pour les médias en région et pour les organisations n'opérant pas sous un modèle de la maximisation des clics. L'effort de lobbying de la FNCC pourrait peut-être servir d'exemple pour d'autres médias qui voudrait faire le saut vers le statut coopératif – je pense entre autres à tous les médias locaux ou communautaires qui ont de la difficulté à joindre les deux bouts.

Mais, comme c'est le cas avec la campagne pour taxer les géants du web, certaines difficultés se dressent lorsque le cas de l'organisation du travail est abordé. Pour l'instant, la transition vers le modèle coopératif est surtout une histoire de déclin des conditions de travail : mises à pied, gel de la masse salariale, fermeture d'une partie du régime de retraite, fusion de divers syndicats, etc. M. Tremblay, qui est maintenant le président du conseil d'administration de la coopérative, justifie ces pertes en invoquant chaque fois la faillite de l'entreprise. Le choix des employés, c'était « les compressions ou la mort », mais à quel point ce discours est-il à l'avantage des travailleurs et des travailleuses ? La prochaine convention collective imposera probablement un nivellement des conditions de travail des six quotidiens, considérant que certains médias proposent des meilleurs salaires que d'autres, à quel point ce nivellement sera-t-il vers le bas ? M. Tremblay dit « que pour l'avenir de l'information, il va falloir être encore plus agile, puis plus performant comme groupe [...] Peut-être couper encore plus et rendre les structures plus souples ». À quel point est-ce différent d'un discours patronal ?

Une autre série de questions concerne l'organisation de l'entreprise. Selon M. Tremblay, la division du travail n'a pas beaucoup changé depuis la création du modèle coopératif. Chaque média repose sur une division entre les journalistes, des chefs de nouvelles, des chefs de pupitre, puis un rédacteur en chef et un directeur général. Un conseil d'administration, que préside M. Tremblay et qui comprend des représentants et des représentantes de tous les groupes d'employés, chapeaute ensuite les décisions générales de l'entreprise. Certaines décisions sont soumises aux votes des membres lors de l'assemblée générale annuelle, ce qui inclut la nomination des directeurs généraux des six médias. Si on exclut une certaine « transparence dans la gestion », l'organisation du travail est par conséquent essentiellement la même.

C'est une organisation qui somme toute est assez traditionnelle, qui est encore à peu près la même qu'elle était là en 2015 ou en 2018 au moment de la faillite. Est-ce que ça va évoluer dans le temps, est-ce que le type de propriété coopérative va influencer les relations syndicale-patronale ? Il est trop tôt encore pour le dire.

Or, le problème est le suivant : comment une entreprise peut-elle changer si son organisation du travail ne change pas avec elle ? M. Tremblay dit que l'objectif du groupe n'est pas prioritairement de « stimuler » la vie coopérative en multipliant les comités, mais bien de faire « un bon journal », car c'est uniquement de l'information de qualité qui attirera les lecteurs et les lectrices. Mais cette position ne prend pas en compte que c'est souvent en changeant l'organisation du travail que les médias peuvent produire une information différente et ainsi réorganiser leur relation avec le public. Dans leur enquête sur les coopératives médiatiques en Grèce (et je crois que cet exemple peut aussi s'appliquer aux médias à but non lucratif), Siapera et Papadopoulou (2016) expliquent que ces médias modifient complètement la trajectoire entrepreneuriale classique des médias de masse. Au lieu de s'appuyer sur la recherche incessante de profits, ceux-ci mettent l'accent sur le réinvestissement dans leur communauté. De plus, ces coopératives changent la posture des journalistes qui cessent de se considérer comme de simple médiateur neutre pour plutôt s'afficher comme des acteurs organiques de la société.

Comme le disent les autrices : « cooperatives have a different management style based upon the mutual needs and abilities of their members, and in which responsibility for production, management and finances is shared by all » (Siapera et Papadopoulou, 2016, p. 183). Et c'est parce que ces coopératives changent leur organisation du travail pour implanter une formule plus organique et résonante – qui passe par exemple par la rotation des tâches, par la réappropriation des savoir-faire, par la transformation du lieu de travail en véritable « chez soi » ou par la maîtrise retrouvée des corps au travail (Reichert, 2019, p. 60) – que les lecteurs et les lectrices décident de se joindre à l'aventure. Le journalisme devient ici un moyen de bâtir et de soutenir des relations sociales et de prendre soin de sa communauté. Il devient aussi un moyen de bâtir des liens non seulement avec des citoyens et des citoyennes, mais également avec des commerces locaux ou des initiatives locales. Cela produit une identification forte des citoyens et des citoyennes avec leurs médias, mais aussi la réalisation que quelque chose a émergé entre le média et les lecteurs, une relation qui rassemble et qui fait du bien : « Instead of reproducing exploitative relations of wage

labour and capital accumulation or profit, these journalists produce a new set of social relationships both among themselves and between themselves and their readers » (Siapera et Papadopoulou, 2016, p. 189).

Bien sûr on pourrait dire que le projet de coopératives en est encore à ses balbutiements et que des collaborations ont effectivement déjà émergé entre les six quotidiens. M. Tremblay parle de regroupement des forces entre par exemple l'équipe de Sherbrooke qui était déjà très forte en graphisme et l'équipe de Québec qui avait développé une grande expertise en informatique. Ce genre de regroupement est certainement positif. Mais il reste que la réflexion est toujours entière. Pour survivre, ne faut-il pas se changer de l'intérieur ? Y'a-t-il une certaine peur que les lecteurs et les lectrices ne suivront pas ? Pourquoi ne pas entamer le dialogue avec eux et elles ?

Ces questions doivent être posées tout de suite, car ce qui guette une coopérative ou tout projet alternatif, c'est sa dégénérescence. La littérature scientifique indique que de multiples facteurs peuvent causer la dégénérescence d'une coopérative au fil des années (Hévin, 2021; Sandoval, 2016; Cornforth, 1995). Le schéma classique est celui où la phase de la conquête euphorique est rapidement remplacée par celui de la « consolidation économique ». Pour faire face aux contraintes économiques et pour assurer sa survie, la coopérative fait par exemple appel à des administrateurs professionnels et les décisions deviennent moins représentatives. La bureaucratie prend peu à peu le dessus sur la mobilisation initiale.

Au fond, le plus grand problème d'une coopérative, mais aussi d'une possible société de média à but non lucratif, c'est le marché. S'il est possible de s'attaquer à l'abstraction du travail au sein des entreprises et de tenter de redonner un sens aux tâches des employés, les forces du marché sont toujours en place (Sandoval, 2016, p. 64). Cela veut dire que la coopérative ou la société à but non lucratif, pour vendre ses produits, doit entrer en compétition avec ses concurrents sur le marché et ainsi s'adapter à leur vitesse de circulation (Hudson, 2019). Cela peut conduire rapidement à des

injonctions paradoxales dans le sens que les employés pourraient réorganiser leur façon de travailler s'ils avaient le temps. Mais voilà, ils n'en ont pas. Alors ceux et celles-ci reviennent dans les vieux schémas et rétablissent les anciennes hiérarchies qui subsistaient précédemment (Hévin, 2021). Paradoxalement faire face au marché peut aussi pousser certains travailleurs et travailleuses à travailler plus car ceux et celles-ci se sont identifiés à la survie de l'entreprise. Il s'agit de rêves qui se transforment rapidement en cauchemar.

En effet le problème est que collaborer passionnément pour ce type de média, surtout le faire avec l'espoir que peut-être « un jour » le média s'en sortira, ça épuise. Les choses sont toujours à refaire. Les collaborateurs et les collaboratrices sont à retrouver, les membres à remobiliser, les lecteurs et les lectrices à réémerveiller. Hévin (2021) parle de l'importance du renouvellement des membres, de la rotation des tâches et du partage des décisions. C'est ce qui permet de « maintenir le cap de transformation et d'éviter de se compromettre » (Reicchart, 2019, p. 55). Mais qu'arrive-t-il lorsque les nouveaux membres ne partagent plus la vision initiale des membres fondateurs ? Qu'arrive-t-il lorsque des tâches (surtout les tâches administratives) ne veulent plus être accomplies par personne ? Un journaliste que j'ai interviewé au début de ma recherche, et qui avait travaillé pour des projets alternatifs, me dit « que ça peut être super stressant de travailler pour un média qui va mal, qui est en perte de vitesse et qu'on aime vraiment. On se brûle pour le sauver ».

Cette section démontre en tout cas plusieurs choses : les sociétés de média à but non lucratif et surtout les coopératives sont des projets passionnants qui peuvent mobiliser les journalistes qui y sont impliqués. On y découvre des nouveaux moyens d'informer et un projet qui peut possiblement changer la relation entre les journalistes et les lecteurs et les lectrices. La création d'une coopérative ou d'une société à but non lucratif est en soi une lutte qui reforme un collectif de travail. Mais les coopératives ou les sociétés à but non lucratif, face à la dureté du marché médiatique et face à la vitesse de circulation des nouvelles, sont aussi extrêmement difficiles à supporter à long terme. Il y faut un effort surhumain et un grand renouvellement des membres et de leur implication.

#### 6.4 La journaliste heureuse existe-t-elle<sup>53</sup> ?

Y'a-t-il eu des moments dans ma recherche où j'ai rencontré des journalistes qui vivaient une « vie bonne » ? Et surtout qui la vivaient de manière prolongée ? Car oui tous les journalistes que je rencontrais aimaient en quelque sorte leur métier, ils aimaient trouver des histoires, parler à des sources inspirantes, ils aimaient échanger avec leurs lecteurs et leurs lectrices. Mais ces moments résonants, comme je le démontrerai dans le prochain chapitre, se butaient toujours à quelque chose, à une forme d'aliénation qui prenait souvent le dessus. C'est pourquoi j'ai été inspiré par l'idée d'un cycle des subjectivités qui dépendaient de plusieurs formes d'aliénation contradictoires, mais aussi complémentaires.

Je voulais tout de même essayer de trouver une journaliste « heureuse ». Je voulais voir si cela existait. À un certain moment, l'un de mes espions m'a recommandé de sortir des grandes villes et d'aller discuter avec des journalistes en région. Suivant ma démarche boule de neige, j'ai donc contacté une journaliste travaillant pour un hebdomadaire d'une ville d'environ 30 000 habitants. J'y ai trouvé, à ma surprise, une journaliste heureuse, et j'ai voulu savoir quelle était sa recette. Au risque de reproduire un cliché de la littérature québécoise, notamment le fait que le « terroir », et non pas les « grandes villes », représenterait notre salut, je tenterai ici d'analyser ce phénomène, où pourquoi certains îlots résisteraient aux phénomènes de décomposition de classe.

Revenons d'abord sur l'idée de résonance. Pour Rosa (2018), la vie bonne est une vie où l'individu réussit à entretenir des axes de résonance, notamment des axes horizontaux avec ses collègues ou ses amis, mais aussi des axes verticaux avec la nature, l'art ou l'histoire. Être en résonance signifie

---

<sup>53</sup> Ce sous-titre m'a été inspiré par cet excellent article : Carine henriquez, R. (2019). « Les journalistes heureux existent-ils ? », *Le Trente*, Automne 2019.

au fond avoir une relation mutuelle avec le monde et ceux et celles qui nous entourent. Il faut entendre que notre voix mène au monde, mais aussi que le monde nous répond. Toutefois, la résonance n'est pas une conquête qui peut se planifier, mais bien un mode relationnel qui dépend d'une ouverture au monde qui reste parfois imprévisible. Comment peut-on donc imaginer un journaliste qui se « placerait » bien dans le monde, et qui de par cette position ferait émerger une « vie bonne » ?

J'ai contacté Laurie qui travaille dans un hebdomadaire en région depuis maintenant sept ans. Le journal, disons qu'on l'appelle InfoRégion, adopte depuis quelques années une formule mixte : il s'agit à la fois de publier une édition papier une fois par semaine, mais aussi d'alimenter le site web et les réseaux sociaux avec les nouvelles du jour. Si on exclut ses années d'études à l'université à Montréal, Laurie a toujours travaillé pour ce journal. Et elle n'a pas l'intention de partir. Mais pourquoi ?

Il y a tout d'abord la grandeur de l'équipe. La salle de rédaction d'InfoRégion compte en tout six personnes : un Directeur de l'information, un Rédacteur en chef et quatre journalistes. Cette proximité force les journalistes à s'entraider, mais aussi à se partager les tâches. Quand je lui parle de sa relation avec ses collègues, Laurie me dit « ah mais la gang on se tient vraiment entre nous ». Ce partage peut s'opérer de plusieurs façons. Premièrement, les journalistes connaissent leurs forces et faiblesses, mais aussi leurs intérêts, et se partagent ainsi les sujets en conséquence. Laurie a par exemple une grande facilité avec les nouvelles judiciaires, ses collègues vont donc systématiquement lui laisser cette spécialisation. Elle fera de même avec son collègue qui préfère les actualités politiques. Mais la division est également celle du territoire : InfoRégion couvre les actualités de plusieurs municipalités, les journalistes vont alors se partager ces territoires selon leurs intérêts ou leur lieu de naissance. Cela crée un attachement au territoire qui est très important dans la relation avec les sources.

Le partage des tâches peut aussi changer lors de la publication de nouvelles de dernière heure. Laurie me parle par exemple du cas où un grand incendie éclate dans la nuit. Dans ce cas, un journaliste va être dépêché pour aller sur le terrain, il prendra des photos et il enverra son article à un autre journaliste qui le mettra en ligne. Dans un cas de plus grande urgence, un journaliste peut décrire oralement son article à un autre journaliste qui écrira lui-même la première version de l'article et le mettra en ligne. Puis, la prochaine fois qu'un incendie éclatera, ce sera un autre journaliste qui se lèvera de son lit pour couvrir la nouvelle. La rotation des tâches pénibles y est importante. Les journalistes ne peuvent toutefois pas improviser ce partage et ceux et celles-ci doivent tout de même suivre une ligne directrice. Mais c'est une ligne directrice, me dit Laurie, que les journalistes « se sont donnée ensemble », pour « exploiter les forces de chacun ». La ligne directrice a été négociée, elle pourrait l'être encore.

Ce partage des tâches mène logiquement vers le deuxième facteur qui est l'autonomie. Les journalistes doivent eux-mêmes proposer leurs sujets « longs » lors des réunions hebdomadaires. Le sujet long fait référence à l'article de fond qui sera publié dans l'édition papier, tandis que les sujets courts représentent des nouvelles plus rapides qui peuvent arriver tout au long d'une journée. Une fois que le sujet long est approuvé, le journaliste doit mener le projet du début à la fin. S'il n'arrive pas à le terminer pour le prochain numéro, le tout est simplement reporté à la semaine suivante.

Je sens que j'ai beaucoup d'autonomie. Mes sujets, c'est moi qui les trouve, je n'ai pas de recherchiste, je vais travailler de A à Z là-dessus. La personne qui me corrige, c'est moi-même, oui parfois je me fais relire par mes collègues, mais je veux dire le sujet c'est souvent moi qui le mène de A à Z. Alors pour ça c'est vraiment le fun. [...] Et si mon reportage ça me prend une semaine de plus pour le réaliser, ce n'est vraiment pas grave.

Cette autonomie met donc en scène une implication dans toutes les facettes de la production du journal, une implication qui remet en question la division traditionnelle du travail. Les journalistes sont d'abord impliqués dans la conception des articles : puisqu'ils et elles connaissent si bien leur



territoire ou leurs sujets spécialisés, ceux et celles-ci en viennent à trouver facilement des sujets à creuser (parce qu'une source leur a parlé de quelque chose à explorer, ou encore parce qu'ils et elles veulent fouiller plus longuement un sujet abordé auparavant). Ensuite, les journalistes prennent en charge l'exécution des tâches : ceux et celles-ci doivent réaliser les entrevues, écrire l'article et prendre des photos, en plus de participer à la création de la maquette du journal papier. Comme le journal n'a pas assez de pupitreurs, les journalistes occupent en effet un rôle dans la mise en page du journal. Pour Laurie, ce dernier point boucle la boucle dans le sens que les journalistes peuvent débattre du choix de tels articles en première page, ou encore de la grosseur de telles images par rapport à tels textes.

*Alors tu choisis le sujet, tu l'écris, tu participes au montage, tu es impliquée dans toutes les facettes ?*

Oui j'ai pas le choix, (rire). On n'est pas beaucoup alors on se répartit les tâches.

*Est-ce que tu aimes ça être impliquée dans plusieurs facettes comme ça ?*

Mais vraiment. Ça me permet de tout voir. C'est vraiment le fun d'avoir ce feeling-là d'être est capable de faire un journal à quatre personnes.

Cela nous amène au troisième point qui est celui de la relation avec les lecteurs et les lectrices. Laurie me dit que la ligne directrice des journalistes est essentiellement de « mettre les gens de la région en valeur », mais aussi de « prendre soin de notre monde et de parler des enjeux qui les concernent ». La relation avec les lecteurs et les lectrices n'est donc pas celle d'une objectivité absolue où le journaliste serait un médiateur ou un messenger entre les sources qui détiendraient le savoir et le public qui voudrait s'y abreuver. Non, il s'agit plutôt de savoir ce qui préoccupe les gens et même parfois de représenter leurs intérêts. Laurie me parle par exemple d'un mouvement social qui visait à défendre les intérêts de x (un mouvement trop précis que je ne peux nommer). Celle-ci a rencontré les instigatrices du mouvement et a porté le sujet pendant plusieurs semaines.

Il ne s'agissait pas alors de trouver « l'autre côté de la médaille » en demandant aux discours officiels de réagir aux mouvements, mais plutôt de mettre ce mouvement en résonance avec l'actualité du moment.

La quête de la vérité ou la protection de la démocratie n'est ici pas niée, simplement ces facteurs n'ont du sens que s'ils s'insèrent dans une vision plus grande de « mise en valeur » des intérêts des lecteurs et des lectrices. Inversement, ceux et celles-ci reçoivent des bons sujets parce que les gens de la communauté leur font confiance.

Les gens ont un bel attachement à leur média régional. Ce n'est vraiment pas comme travailler pour une chaîne sensationnaliste comme TVA où tu te fais dire « TVA poubelle ». Moi ça j'aurais vraiment de la misère, je le prendrais personnel, si les gens commençaient à dire « InfoRégion poubelle », ça me ferait vraiment mal. Parce qu'on a un rôle à jouer là-dedans aussi. Dans le maintien de notre réputation.

Les journalistes d'InfoRégion ont donc très bien réussi à former ce que Clot nomme un « collectif de travail ». Pour lui le collectif de travail doit être maintenu par une force dynamique qui passe par la communication et la stimulation du pouvoir d'agir. « Le collectif de travail doit devenir un moyen pour le développement de l'action de chacun » (Clot, 2017, p. 155). Cela veut aussi dire que la façon de faire son travail peut évoluer dans le temps selon les forces des salariés. Un nouvel employé ne peut que simplement imiter ses collègues, pour réellement s'intégrer, il doit s'appropriier lui-même ses outils de travail et leur organisation. Le pouvoir d'agir au travail est donc toujours social : « il engage, quand il peut se développer, une responsabilité collective et des techniques d'action qui garantissent une capacité réelle de choix pour les sujets et les collectifs » (Clot, 2017, p. 30), car « vivre au travail c'est pouvoir y développer son activité, ses objets, ses instruments, ses destinataires, en affectant l'organisation du travail par son initiative » (Clot, 2017, p. 7).

Dejours (2021, p. 32) parle dans le même sens de l'importance d'une activité « déontique » sur les lieux de travail, c'est-à-dire un espace de délibération où les travailleurs et les travailleuses peuvent confronter leur point de vue. L'activité déontique s'oppose à la domination de l'organisation scientifique du travail : c'est à ce moment que les travailleurs et les travailleuses peuvent confronter leurs expériences et établir des accords et des normes sur la manière de les transformer. C'est ce que dit Laurie au sujet des partages des tâches : « on est capable de se parler. Supposons que quelqu'un travaille plus tard le soir, on va en discuter et puis on va s'arranger pour que ça soit acceptable pour tout le monde ».

Cela dit, même s'ils font beaucoup de petits gestes pour s'entraider, les journalistes d'Inforégion sont tout de même soumis aux mêmes lois du marché que les autres médias. Le dilemme de l'accélération que j'ai présenté dans la partie précédente revient donc encore une fois. Laurie me parle d'une certaine nécessité de « suivre le rythme » de la couverture de l'actualité imposé par les médias nationaux. De manière concrète, cela produit un scénario où les journalistes doivent « adopter plusieurs vitesses » dépendamment des types d'articles à écrire. S'ils doivent écrire une nouvelle de dernière heure, ceux et celles-ci vont en quelque sorte tomber dans une temporalité de travail radicalement différente que s'ils écrivent un reportage long. À la longue, le fait de changer de temporalité devient facile, même si cela peut paraître surprenant à première vue.

C'est sûr que mon reportage plus long, pour le papier, je vais prendre mon temps, je vais m'y attarder, là je vais faire attention à mes photos et à me faire du beau visuel. Tandis que des fois quand c'est pour le web, ça va un peu plus vite, c'est sûr que ça va être écrit un peu plus carré, et avec un peu moins de ressentis. La photo est plus petite, mais je fais attention quand même. Mais souvent c'est ça, pour le papier on fait attention au visuel. Puis quand je sais que ça va être un plus gros texte, je m'applique vraiment, le style d'écriture est différent.

On pourrait alors dire que la vitesse impacte négativement le travail de ces journalistes dans le sens qu'elle ronge peu à peu la qualité de leur travail. Mais la question est plus difficile. Parfois les articles rapides sont aussi appréciés parce qu'ils sont moins difficiles à écrire. Les reportages longs

requièrent souvent un engagement affectif (Pantti et Wahl-Jorgensen, 2021, p. 1568). Il faut se rappeler de la rencontre et adopter des procédés narratifs. Le tout peut rapidement épuiser, ou du moins, on ne peut pas en écrire à la chaîne. Les articles rapides permettent donc de revenir dans un travail plus facile et routinier, et ce travail est parfois apprécié, notamment vers la fin de la journée où le journaliste n'a plus beaucoup d'énergie.

C'est plus facile pour moi d'écrire des petits textes rapides, et puis après ça, ça me permet de revenir à mon reportage un peu plus long puis d'avoir des idées parce que j'ai pris un break. J'ai pris une pause alors ça m'a permis de penser à d'autres choses, de traiter d'autres informations, et après ça j'y reviens, ça me donne des idées pour comment l'amener.

Au niveau subjectif, l'accélération et la standardisation du travail peuvent donc être appréciées parce qu'elles permettent de prendre une pause des activités plus complexes qui requièrent un travail affectif (Pantti et Wahl-Jorgensen, 2021). Encore faut-il que ces activités plus créatives ne soient pas rongées par le fait de devoir maintenir le rythme face à la production de l'actualité en continu des médias nationaux. L'objectif ici est de trouver l'équilibre entre ces différentes temporalités, et surtout le fait de maintenir une activité déontique sur le sujet avec ses collègues pour stimuler le collectif de travail.

La journaliste heureuse existe-t-elle ? Oui, voilà, j'en ai trouvé une. J'ai trouvé une journaliste qui avait réussi à construire des axes de résonance avec ses collègues et ses lecteurs et lectrices, tout en maintenant un lien avec des causes plus grandes, notamment le fait de prendre soin de sa communauté. Mais à quel point ce modèle est-il reproductible pour des médias plus grands ? À quel point ce modèle persiste-t-il justement parce que les grands médias ont délaissé les régions,

qu'ils n'y voient pas d'argent à faire ni d'opportunité de croissance ? À quel point ce modèle existe-t-il parce qu'il s'est fait oublier<sup>54</sup> ?

Pour finir, voici un autre récapitulatif de tous les facteurs qui combattent le processus de décomposition de classe :

- Les mouvements de dénonciation correspondant à la quatrième vague du féminisme, ces mouvements répondant au machisme et au sexisme qui sont historiquement présents dans les salles de rédaction, et qui ont obligé certaines femmes à adopter un comportement « individualiste » pour se protéger. Ces mouvements pourraient stimuler des campagnes syndicales ou associatives d'envergure;
- La création de nouvelles relations sociales de propriété, notamment la récupération des entreprises en coopérative ou encore en organisme à but non lucratif, un processus qui peut renouveler l'organisation du travail et la participation des journalistes dans la définition des objectifs de l'entreprise. Cette transition est par contre difficile et mène rapidement à des injonctions paradoxales;
- Le regroupement de tous les médias sous la bannière de la lutte pour la redistribution des revenus publicitaires des grandes plateformes numériques. Ces regroupements, parce qu'ils sont prioritairement représentés pas des patrons de presse, renforcent toutefois très peu

---

<sup>54</sup> J'aimerais rappeler ici la différence entre subjectivité politique et résonance. Le premier concept fait référence à la manière dont les travailleurs et les travailleuses sont organisés, le deuxième à la manière dont ils et elles se sentent vivants. L'organisation politique peut stimuler la résonance, mais à l'inverse la résonance peut aussi décourager le fait de s'organiser. Dans ce dernier exemple, j'ai décrit une journaliste heureuse qui ne sentait pas le besoin de changer ses conditions. Son modèle persiste aussi parce qu'il ne remet pas en question le système médiatique plus général.

l'agentivité des journalistes. Les plateformes profitent aussi de la faiblesse du mouvement pour coopter certains médias;

- Les luttes des journalistes précaires qui revendiquent un statut d'artiste et des lieux pour se regrouper;
- Le maintien de petits médias qui se font « oublier » du processus de décomposition, ces médias maintenant des petites équipes, une autonomie relative, une participation dans toutes les étapes de la production et une relation organique entre les journalistes et la communauté.

#### 6.5 Synthèse des deux derniers chapitres : vers une fragmentation de classe plus radicale

Que veulent dire tous ces facteurs pour l'avenir de la prochaine composition de classe des journalistes québécois (2020-2060) ? Il est clair que des forces s'affrontent, et que les cartes ne sont pas encore jouées. Mais certaines tendances sont plus puissantes que d'autres, et il est possible de les esquisser. Jouons le jeu de la prospective.

La première prédiction qu'il est possible de faire, et c'est peut-être la plus facile, c'est une radicalisation de la décomposition de classe des journalistes. Le futur serait ici une sorte de « désintégration de classe » où le métier se séparerait définitivement entre les vedettes du métier et les gens qui programmeraient les algorithmes, et les autres journalistes qui ne feraient que réaliser des tâches subalternes à contrat ou à temps partiel, par exemple le fait de surveiller des machines ou de réparer dans l'ombre les erreurs de celles-ci. MSN Québec, lorsqu'il a licencié tous ses journalistes, a par exemple continué à embaucher à contrat deux ou trois de ses anciens journalistes pour réaliser des tâches de veille et de maintenance sur le site web. Plus ces algorithmes se

multiplieront, plus il faudra les surveiller. Pendant ce temps, d'autres journalistes vedettes pour qui le stress est une « drogue » et le journalisme une « aventure », continuent de présenter les nouvelles avec entrain, le tout en encourageant les jeunes journalistes à poursuivre leurs rêves en amorçant des études en journalisme pour protéger la démocratie.

Ces deux forces contradictoires – l'aventure des vedettes vers le haut, et l'asservissement machinique vers le bas – font donc partie du même champ magnétique. J'ai en effet identifié dans le chapitre cinq deux « devenir », un devenir-gestionnaire, et un devenir-machine, mais il faut comprendre que ces devenirs sont dialectiquement liés et qu'ils se renforcent mutuellement. L'expérience de classe des journalistes ne sera alors plus paralysée par une force ascendante ou déclinante, mais bien par une force qui est à la fois ascendante et déclinante, ce qui radicalisera davantage le concept de position contradictoire de classe.

La dissociation entre les journalistes qui seront déqualifiés par les machines et ceux et celles qui en seront préservés pourrait donc être très radicale. Surtout, cela veut dire que les jeunes journalistes pourraient accepter encore plus de sacrifices pour obtenir les emplois en haut de l'échelle, par exemple avoir nécessairement tels nombres d'abonnés sur les réseaux sociaux, tels nombres de stages dans des salles de rédaction, telles compétences en programmation numérique, etc. Parallèlement, la cooptation des journalistes qui quittent le métier par les entreprises privées de la communication pourrait aussi s'accélérer. Puisqu'il n'est plus possible de faire ses preuves dans les salles de rédaction qui ont automatisé leurs tâches les plus répétitives (notamment celles des éditeurs ou des pupitres web), des journalistes pourraient se tourner vers des entreprises privées pour se faire un peu d'expérience, par exemple être responsable des communications, gestionnaire de communauté, chargé de projets, etc. Les entreprises privées de la communication pourraient ainsi capitaliser sur le fait que les journalistes rêvent « d'un jour percer », une illusion entretenue par les représentants et les représentantes de la profession.

La logique automatique dans les salles de rédaction, elle, risque aussi de s'accélérer. Les articles devront s'adapter encore plus à la logique de Facebook et de Google. Loin de relancer la croissance des médias, cette logique accélérera la dynamique d'accumulation rentière des grandes plateformes numériques. En effet les grandes plateformes ne produisent aucune valeur, elles capturent plutôt la valeur des autres industries (Durand, 2020; Morozov, 2015, p. 22). Cela conduit à une stagnation économique qui impacte inévitablement les plus petits joueurs du secteur médiatique. Les revenus se concentreront inévitablement dans les mains des plus grandes plateformes. Comme le dit Ouellet :

La nouvelle phase d'automatisation nous plonge en outre vers une économie sans emploi, puisque les principales corporations qui sont au cœur du capitalisme numérique, Google, Apple, Facebook et Amazon (les GAFAs), accumulent de manière rentière de la valeur au moyen de l'exploitation du travail non rémunéré des usagers des médias sociaux (Fuchs, 2014). Cette logique d'accumulation rentière risque d'accentuer la polarisation extrême des richesses entre une minorité extrêmement riche et une masse de travailleurs précarisés, voire carrément obsolètes (Ouellet, 2018, p. 52).

Pour Ouellet, cette nouvelle ère sonnerait la fin de ce que Streeck (2014) a nommé le « capitalisme démocratique ». Pour ce dernier, la deuxième moitié du 20<sup>e</sup> siècle était une exception dans l'histoire du capitalisme dans le sens que les gains de productivité étaient constamment répartis chez les travailleurs et les travailleuses, ce qui conférait une légitimité sociale au projet capitaliste. Or les phénomènes d'endettement de masse qui ont émergé depuis les années 1990 jusqu'à aujourd'hui, autant privés que publics, sonneraient pour Streeck le glas du capitalisme démocratique. L'auteur parle d'une triple crise : de l'économie réelle qui stagne de plus en plus, de la fiscalité avec la progression des déficits publics (encouragée par la baisse des impôts des grandes entreprises) et du milieu bancaire qui ont accordé trop de crédits. À ce stade du capitalisme, les individus « sont considérés comme étant des entrepreneurs d'eux-mêmes, qui peuvent maintenant gérer leurs risques à la manière d'une entreprise sans avoir à participer aux mécanismes publics de redistribution de la richesse sociale » (Ouellet, 2018, p. 52).



À quoi serviront les journalistes dans ce système ? Mais à ce qu'ils ont toujours servi ! On pourrait croire que le déclin de la démocratie s'accompagnerait du déclin de ses chiens de garde, mais ça serait encore resté dans le biais libéral. Au contraire j'ai écrit plus tôt que les médias ont toujours été parfaitement adaptés aux formes institutionnelles du capitalisme, ceux-ci produisant des marchandises informationnelles qui bien souvent annoncent et même préparent la transition vers un prochain régime d'accumulation. Le journalisme ne disparaîtra donc jamais. Simplement, il pourrait y avoir de moins en moins de journalistes partageant une expérience commune, et de plus en plus de journaux cherchant à stimuler l'effort de vente de plus en plus personnalisé.

Sinon, un autre futur est possible, mais il est plus difficile à imaginer. Au lieu d'opérer une fragmentation de classe, les journalistes pourraient tenter d'opérer une « reconstruction de classe » ou une « recomposition de classe », qui inaugurerait un nouveau cycle de luttes (Cleaver, 1992, p. 7). Le scénario n'est pas impossible, plusieurs acteurs de la composition de classe sont toujours vivants et pourraient transmettre leurs expériences. J'ai parlé du journalisme Louis Tremblay qui, après toutes ses années d'expérience à la FNCC, s'est rapidement aperçu que l'expérience du Groupe Capitales Médias devait mener à la faillite. Sans ses agissements rapides, les 350 emplois étaient perdus. Les expériences de lutte peuvent donc être partagées. Cela présuppose, comme je le développerai davantage dans ma conclusion sur la résistance, de réformer le syndicalisme. Il faut plus de comités démocratiques au sein des syndicats, des comités qui favoriseraient les luttes, les mouvements de dénonciation et le partage des connaissances. Cela requiert un syndicalisme de transformation sociale qui s'intéresse à la vie quotidienne et à la création de nouvelles subjectivités.

Il faut surtout se rappeler d'une chose : les cycles de composition/décomposition/recomposition de classe ne peuvent jamais en finir avec les luttes, ils peuvent seulement les transposer à un autre niveau. Comme l'écrit Moulrier-Boutang à propos de la composition de classe : « Nous sommes en présence d'un nombre extrêmement élevé de possibilités et d'un processus qui concilie à la fois séquence diachronique, synchronie et discontinuité » (Moulrier-Boutang, 1986[2021]). Certaines

circonstances favorables, notamment les crises économiques, peuvent relancer un cycle de luttes. Une réglementation, ou mieux, un démantèlement des géants du numérique pourraient par exemple relancer la subjectivité politique des journalistes. Et même si l'expérience classe des journalistes est définitivement décomposée, d'autres cycles de composition peuvent émerger, que ce soit ailleurs dans le monde, ou chez d'autres métiers créatifs.

## CHAPITRE VII

### POUR UNE THÉORIE DU CYCLE DES SUBJECTIVITÉS

Capitalism "launches (subjective) models the way the automobile industry launches a new line of cars." Indeed, the central project of capitalist politics consists in the articulation of economic, technological, and social flows with the production of subjectivity in such a way that political economy is identical with "subjective economy."

Maurizio Lazzarato, *Signs and Machines. Capitalism and the Production of Subjectivity*, 2014, p. 8

#### 7.1 Capitalisme, subjectivité, schizophrénie

J'ai procédé dans les deux chapitres précédents à l'analyse de la décomposition/recomposition de classe des journalistes québécois au 21<sup>e</sup> siècle. Il s'agissait de repérer les facteurs qui influençaient la décomposition de classe des journalistes, en passant par les styles de gestion, la division du travail et la logique automatique, tout en analysant les différentes forces qui pourraient inverser ces tendances, notamment les mouvements de dénonciation ou la création de coopératives. Il reste qu'après la lecture du chapitre six, on pourrait croire que l'expérience de travail des journalistes est réellement fragmentée dans le sens que chaque salle de rédaction offre un processus de travail unique. Cela, d'une certaine façon, est vrai. Travailler pour une coopérative est différent que de travailler pour un empire médiatique qui pratique la convergence. Mais cela masque qu'il y a toujours selon moi une chose que partagent les journalistes québécois : une certaine manière de vivre un « cycle de subjectivités ». Après avoir analysé les différentes fragmentations de « l'être de classe » des journalistes québécois, je propose ici d'étudier plutôt la fragmentation de la subjectivité. S'il reste aujourd'hui une expérience commune au fait d'être journaliste, et ce, peu

importe le statut d'emploi, le genre et la qualification, c'est peut-être précisément dans la sensation d'être coincé dans un cycle de subjectivités contradictoires, un cycle qui va de la passion à la dépression.

Pour les marxistes autonomes, je le rappelle, chaque forme institutionnelle du capitalisme est associée à un type de subjectivité, l'évolution de ces subjectivités produisant également son type de capitalisme idéal (c'est pourquoi Lazzarato dans la citation de départ disait que l'économie politique est aussi une économie subjective). Nous savons par exemple que, dans les années 1960, les autonomes parlaient de « l'ouvrier-masse » pour désigner la subjectivité des travailleurs et des travailleuses regroupés au sein des « usines sociales ». Plus tard, dans les années 1990, Lazzarato (1996) a proposé le modèle du travail immatériel, et Standing (2014), dans les années 2010, celui du précaire, dans le sens que la majorité des travailleurs et des travailleuses détiendraient dorénavant une subjectivité précaire. Or, il me semble que ces conceptualisations, bien que toutes intéressantes, rendent mal le caractère dynamique des subjectivités sous la phase actuelle du capitalisme avancé.

Je vais essayer de m'expliquer. À plusieurs reprises, il m'a semblé que les journalistes à qui je parlais avaient tendance à se dédoubler, se tripler, même à se quadrupler dans leur processus de travail. C'était le cas des pigistes qui divisaient souvent leurs tâches entre une commande journalistique qui selon eux et elles, avait du sens, et des commandes plutôt corporatives qui servaient à arrondir les fins de mois. La journaliste que j'ai interviewée qui travaille pour un hebdomadaire en région (Laurie dans la section 6.4) disait aussi qu'elle développait « plusieurs vitesses » pour répondre aux types d'articles, soit les articles longs, courts ou de dernières heures. De la même façon, une journaliste contractuelle travaillant pour la télévision (Fatima dans la section 7.2) m'a indiqué qu'elle passait toujours par un cycle dans son travail, un cycle qui était pour elle très dur à supporter :

Chaque fois c'est comme si je passe tout le temps par une espèce de cycle en fait où je propose un sujet, il est accepté, je suis vraiment contente, je commence à le travailler, et là je me sens envahie par tous les autres éléments qui gravitent autour de ça et nécessairement je passe par un « ok est-ce que ça vaut la peine que je fasse ça », « ok est-ce que je devrais juste me trouver une autre job dans un autre domaine où je sais le nombre d'heures que je travaille et que j'ai une paye aux deux semaines ». Donc dans cette espèce de cycle là qui part en boucle et qui devient vraiment stressant, j'en viens à remettre en question quelque chose que j'aime alors que, à la base, je le sais que j'aime ça.

D'une manière parallèle, un autre journaliste qui a travaillé dans divers types de médias, surtout des quotidiens (Dominic dans la section 7.3), m'avait aussi affirmé avoir des espèces de « up and down » dans son travail, et c'était spécifiquement le fait de vivre ces « hauts et ces bas » qui lui donnait l'impression de constamment perdre pied. Un autre journaliste télé (Zack dans la section 5.4) me dit qu'il évolue comme un « yo-yo » de semaine en semaine.

J'avais mes espèces de « up and down » où j'avais ces moments-là où mon Dieu j'étais tellement stimulé par le métier, que ça soit justement par des histoires, par des sujets, par des rencontres, pi après ça oh mon Dieu je me sentais après complètement ramassé par mon métier, et je sais que ces « up and down » là ont contribué à mon burnout. [...] Il y a comme une partie de moi qui dit « ah ce métier-là de journaliste mon Dieu que je l'aime », mais en même temps je suis aussi comme « mais non attends t'es en train de nuire à ta santé ».

Des fois ça va super bien, t'es comme sur une espèce de drogue finalement, t'es vraiment super-hyper stimulé, après ça deux semaines plus tard, t'as un giga-down, t'es comme ayoye, ça pas d'allure, pi là ça repart. C'est vraiment montagne-russe. C'est très « yo-yo ».

Il y aurait plusieurs manières de conceptualiser cette relation entre différentes subjectivités contradictoires (qui curieusement, comme on le voit dans les extraits, prend la forme de « dialogues intérieurs » pour les journalistes). Dans la littérature sur le travail journalistique, on parlera fréquemment de la dualité entre une subjectivité idéaliste et une subjectivité d'entrepreneur de soi (Gollmitzer, 2021 et 2018; Neilson, 2020; Salamon, 2020; Cantillon et Baker, 2019; Mathisen, 2017). Cela veut dire que souvent un journaliste sera coincé entre ses tentations de suivre son idéal du métier, par exemple le fait de faire des documentaires ou des longs reportages, et le fait de tout

simplement gagner sa vie, ce qui peut passer par l'écriture d'articles beaucoup moins stimulants, par exemple du marketing de contenu.

Cette dualité peut aussi représenter la division entre d'autres tâches, notamment le fait de faire de la recherche, de lire des livres, de voyager (idéaliste) et le fait de faire ses impôts, d'organiser ses factures, de faire du réseautage (entrepreneur de soi). Cette dualité peut également être négociée au quotidien, par exemple lorsqu'un journaliste fera une tâche plus répétitive dans une salle de rédaction (envoyer une nouvelle de « dernière heure ») dans l'optique de faire plus tard une tâche plus intéressante lorsque la poussière sera retombée (faire de la recherche pour un grand dossier). On pourrait également penser que cette dualisation des subjectivités implique une forme de colonisation dans le sens que la subjectivité « entrepreneure de soi » coloniserait constamment la subjectivité « idéaliste », ou en d'autres termes que les logiques commerciales prendraient souvent le dessus sur les logiques idéales, ce qui produirait du découragement. Örnebring (2018, p. 121) parle en ce sens du scénario où le fait de faire du journalisme de terrain deviendrait un « hobby » de luxe par rapport aux autres tâches plus aliénantes du métier.

Toutefois, cette conceptualisation rend mal le caractère dynamique des changements de subjectivité. Comme je le démontrerai dans ce qui suit, le récit du journaliste aliéné n'est pas celui d'un rêve brisé ou d'un déclin entre un idéal pur et les conditions de domination du monde du travail. Dans ce schéma, on serait encore une fois coincé dans une conception habermassienne des rapports sociaux où il existerait une sphère phénoménologique pure du monde vécu qui serait à l'abri du système économique. Non il s'agit bien d'une relation cyclique, c'est-à-dire que le reporter évolue de manière très rapide entre des moments d'euphorie où il aime son métier et des moments de déprime où il se sent menacé par celui-ci. De plus, je crois que la subjectivité idéaliste, loin de représenter un idéal justement, est plutôt elle-même aliénée par des représentations qui ne correspondent pas à la réalité. Loin donc de devoir protéger cette subjectivité, il faudrait au

contraire totalement la déconstruire aux dépens d'un appel à la construction de nouvelles subjectivités – des subjectivités qui émergeraient dans la mobilisation collective.

Pour faire face aux problèmes que me posaient les conceptualisations classiques du dualisme de subjectivité, qui rappelle beaucoup le dualisme sujet/objet en philosophie classique (Lazzarato, 2014, p. 64; Guattari, 1992), j'ai eu l'idée d'utiliser le concept d'un cycle des subjectivités. J'avais l'impression que les journalistes avaient non pas deux subjectivités, mais bien une multiplicité de subjectivités contradictoires qui évoluaient dans un cycle très rapide. Cette position est d'ailleurs parfaitement cohérente avec les nouvelles philosophies poststructuralistes qui adoptent une ontologie processuelle : pour les philosophes Deleuze et Guattari, mais aussi pour Badiou, les êtres sont tous des multiples ou des multiplicités qui sont traversés par différents assemblages (Deleuze) ou par des situations événementielles (Badiou). Il n'est pas possible d'assigner un être à une identité fixe, car nous sommes tous et toutes traversés en tout temps par des métamorphoses entre des étants : des « plantes, animaux ou personnes, qui possèdent tous la même valeur d'être » (Gualandi, 2000, p. 18). Pour Deleuze, l'être est à la fois univoque et immanent et surtout il tend vers un devenir avec d'autres êtres. Guattari dit la même chose quand il affirme que la subjectivité « est plurielle et polyphonique » (Guattari, 1992, p. 12).

L'important ici n'est pas de considérer si ces théories poststructuralistes sont vraies, mais bien, et ce fidèle à l'épistémologie sociale de Marx, de comprendre quelles sont les conditions de possibilité qui les ont fait émerger. Pour l'épistémologie marxiste, les théories et les normes de l'action doivent toujours être mises en relation avec la forme des rapports sociaux (Postone, 1993), ou en d'autres termes les « vérités » doivent être liées à leur « réalité historique » (Splichal, 2020, p. 339). Si les théories philosophiques dominantes indiquent désormais que l'être est un multiple qui se compose de multiplicités (Badiou, 1988, p. 37), c'est alors peut-être parce que les travailleurs et les travailleuses ont été transformés en une multiplicité contradictoire par les nouvelles formes du

capitalisme. Les journalistes ne sont plus alors seulement divisés dans leurs expériences de classe, mais aussi dans leurs subjectivités même. Comme le dit Fisher dans *Le réalisme capitaliste* :

Si la schizophrénie est, comme l'avancent Deleuze et Guattari, la condition qui marque la bordure du capitalisme, alors le trouble bipolaire doit constituer la maladie mentale propre à « l'intérieur » du capitalisme. Avec ses cycles continuels d'embellie et d'effondrement, le capitalisme est lui-même fondamentalement et irrémisiblement bipolaire, oscillant tour-à-tour entre une phase maniaque surexcitée (l'exubérance irrationnelle de la « pensée en bulle ») et l'abattement dépressif (Fisher, 2018, p. 44).

Il s'agira alors dans ce chapitre de découvrir les « cycles continuels d'embellie et d'effondrement » qui parcourent l'expérience subjective au travail des journalistes québécois. Après réflexion<sup>55</sup>, mais aussi après avoir partagé certaines de mes hypothèses de travail avec des journalistes que j'ai rencontrés (ce qui est fidèle à une démarche de corecherche), j'ai finalement déterminé que le processus de travail pouvait être divisé en quatre subjectivités dominantes qui font place les unes aux autres de manière dialectique, ces subjectivités étant : le Passionné, le Surchargé, le Méritocratisé et le Brulé.

Je procéderai de la même façon pour les quatre formes. Je citerai tout d'abord un long extrait d'une de mes entrevues avec un journaliste. La méthode qui m'inspire ici est celle de l'histoire orale telle que pratiquée par Terkel (1974). En effet Terkel, dans ses livres, cite très longuement ses interviewés tout en ponctuant ses récits de petite relance, ce qui permet de se mettre dans la peau des différentes personnes. Cette méthode permet également d'accéder à une réalité sensible qui ne

---

<sup>55</sup> Parmi mes inspirations pour la création de ces quatre subjectivités, j'aimerais mentionner Hardt et Negri (2013), mais aussi Vioulac (2018), qui à leur manière découpent les formes subjectives créées par le capitalisme avancé. Pour les deux premiers il s'agit de l'endetté, du médiatisé, du sécurisé et du représenté, et pour le troisième il s'agit de l'atomisé, du neuneu et du schizophrène. J'ai développé une version plus courte de cette analyse dans un article publié en 2021 dans la revue *Facts and Frictions* (Lamoureux, 2021f).



serait pas disponible autrement, ce qui rejoint l'appel de Wahl-Jorgensen (2019) d'établir des histoires affectives du journalisme. Après ces longues citations, je détaillerai comment se déploie les subjectivités au jour le jour, mais aussi quel est leur impact sur la composition de classe, en plus de les relier à un type d'aliénation dominant. Car chaque subjectivité correspond à une aliénation différente, soit respectivement l'aliénation par la représentation (Le Passionné), l'aliénation par la mobilisation permanente (Le Surchargé), l'aliénation par rapport aux autres (Le Méritocratisé) et l'aliénation par rapport à soi-même (Le Brulé). Le but est ainsi de déterminer comment se fait l'aliénation, mais aussi ses possibilités de dépassement.

Point important : mon objectif avec cette approche est de décrire une expérience qui s'applique à tous les types de journalistes. Je citerai donc à la fois des extraits de journalistes travaillant pour de grands médias, des journalistes indépendants et une responsable du contenu d'un magazine. Après avoir analysé finement les différentes variations de la décomposition/recomposition de classe dans les deux derniers chapitres, je pense qu'il est important d'en revenir à une tentative de concevoir ce qui unit l'expérience de classe des journalistes québécois, et ce même si cette unification passe par des multiplicités contradictoires<sup>56</sup>.

---

<sup>56</sup> Cette théorisation a aussi un but politique : le fait de s'attarder sur certaines subjectivités, notamment celle du Brulé, permet de mettre en lumière des personnes qui sont normalement invisibilisées par les discours dominants. Cela peut, je l'espère, favoriser la mobilisation et la résonance dans le sens que les brulés pourraient s'unir pour tenter de changer leur sort. La mise de l'avant des subjectivités brûlées permet de « procéder à un diagnostic sur la négativité du présent pour questionner les normativités ordinaires et leur éventuelle performativité politique » (Huët, 2021, p. 169).

## 7.2 La Passionnée et l'aliénation par la représentation

Je reproduis ici un extrait de mon entretien avec Fatima<sup>57</sup>, une journaliste qui effectue depuis cinq ans plusieurs chroniques et reportages à la télévision, mais aussi à la radio. Fatima est avant tout intéressée par la culture, celle-ci ayant fait des études dans une discipline des arts de la scène comme la danse ou le théâtre.

Je pense que fondamentalement, moi ce que j'aime dans la vie, c'est apprendre des affaires et les partager. Tsé j'aime vraiment cette idée-là d'avoir l'impression d'être un peu une espèce de courroie de transmission entre apprendre quelque chose qui m'intéresse et le public. Ou bien d'avoir l'impression de transmettre l'humanité des choses. Et je pense que tout ce que j'ai fait professionnellement dans ma vie, ça revenait à ça. Je l'ai compris un peu plus tard mais, par exemple, travailler en communication dans une institution culturelle c'était ça, parler avec des artistes, essayer de comprendre ce qu'ils veulent faire, et rendre ça intéressant pour que le public vienne voir le spectacle. Les relations de presse c'est un petit peu ça aussi. Alors tu es comme entre des artistes et les médias et le public.

Moi c'est vraiment ça que j'ai besoin professionnellement pour me réaliser. Et dans le journalisme et dans la chronique, il y a un aspect un petit peu plus créatif que quand on travaille en communication ou qu'on travaille en relations de presse. Alors j'ai comme trouvé en fait une façon, parce que moi je me rends compte en fait aussi, je veux dire des fois je me dis « est-ce que je ne devrais pas juste faire un métier où est-ce que je *punch in punch out*, je serais ben moins stressée », mais je me rends quand même compte que j'ai

---

<sup>57</sup> Tous les noms de journalistes présents dans ce chapitre, comme dans le reste de ma thèse, sont des noms fictifs. J'ai paraphrasé les citations lorsque celles-ci permettaient d'identifier trop facilement la personne interviewée.

besoin de m'épanouir et de me définir par le travail. Je me rends compte de ça maintenant. Il ne faut juste pas que ça tombe dans l'excès. Mais au final, ce que j'aime là-dedans, c'est vraiment l'idée d'avoir une tribune intéressante et d'être capable de transmettre quelque chose au public. C'est vraiment ça que j'aime le plus.

*Au jour le jour, ça se manifeste comment ?*

Je pense que ça dépend des médias. Comme à la radio par exemple, je veux dire, j'adore être au micro. Je n'ai pas fait de radio pendant un bon moment quand j'ai fait un burnout, et quand j'y suis retournée finalement, je suis sortie du studio et j'ai fait « ah oui c'est vrai j'adore ça ! ». On dirait que ça m'a fait du bien de m'en souvenir physiquement, tsé juste les écouteurs, tsé juste l'espèce de *thrill* de la radio qui est tellement unique, on dirait que là je l'ai vraiment senti. Et pour te donner un autre exemple, j'ai un petit peu plus expérimenté la télévision, et cet automne j'ai fait une émission avec tel média où on parlait des initiatives intéressantes dans des milieux éducatifs, et là j'ai tellement vécu des bons moments en faisant les entrevues. Je rencontrais à la fois des étudiants, des profs, des gens qui font des initiatives, là j'avais vraiment l'impression, je me sentais vraiment privilégiée de pouvoir avoir ces conversations-là avec des gens comme ça, de savoir que ça allait se rendre à un public plus large, là, honnêtement, je trouvais que j'étais à la bonne place.

Je me dis ok, moi j'ai des compétences mettons en entrevue et je suis capable de mettre des gens à l'aise, et d'aller chercher des choses intéressantes qu'ils ont à dire, et bien je trouve ça excessivement valorisant et vraiment je me sens utile de me dire que ces compétences-là que j'ai, ils vont faire que le public qui va regarder cette émission-là va apprendre des affaires et va être touché comme moi je suis touchée en ce moment. Alors je pense que pour la télé c'est ça. Et au niveau de l'écrit, et bien ça dépend toujours, ça dépend si j'ai des entrevues à faire, y'a des moments où j'écris et je me sens super bien d'être en train d'écrire

et je peux avoir des vrais bons moments où je me rends compte que j'aime vraiment être en train d'écrire. Il y a d'autres moments où l'écriture va être un peu plus difficile, tu vas bloquer sur certaines affaires, mais c'est sûr que quand t'as fini d'écrire, t'es content, c'est un super beau feeling, c'est vraiment un feeling d'accomplissement et de fierté. Et après ça bien sûr y'a l'idée quand même de la réception, quand on reçoit des commentaires, où quand y'a des gens qui nous contactent et qu'ils nous disent « oh mon Dieu ça m'a vraiment fait réfléchir ce que t'as écrit pour telle telle raison », c'est fou. Alors c'est autant dans le fait de le faire que dans la réception du public je pense.

*Pourquoi utilises-tu le mot créatif ?*

Moi je considère que mon métier est créatif parce que c'est vraiment difficile de trouver un sujet qui n'a pas été abordé jamais, en fait je pense que c'est impossible, alors t'abordes un sujet et là, à partir de ce sujet-là, il faut que tu sois assez créatif pour trouver un angle qui est intéressant pour ton public. Et après ça une fois que l'angle que t'as trouvé est intéressant, ta chronique, si elle est plate, il n'y a personne qui va l'écouter. Alors il faut que tu crées, il faut comme que tu brodes, t'as l'information à donner pi après-ça faut comme que tu brodes autour pour que ça soit agréable et que ça soit digérable pour ton public même s'il y a des sujets des fois qui sont difficiles, qui sont plus lourds.

La première subjectivité du journaliste contemporain, c'est la figure du Passionné. La passion pour le métier est souvent ce qui motive les journalistes à entrer dans le métier, c'est également ce qui les fait « tenir », mais c'est aussi ce qui les fait revenir lorsque ceux et celles-ci quittent le métier pour un environnement moins stressant. Il y a cette idée romantique que le journalisme est en quelque sorte le métier qui relie tous les autres : non seulement il transmet l'information, mais aussi

il met les gens en relation. Cela crée une fierté et un attachement où les journalistes ont l'impression que leur travail n'est pas une simple marchandise comme c'est le cas pour d'autres entreprises de la communication. Non, l'article que le journaliste produit, ou le reportage télé qu'il réalise, ne sert pas qu'à vendre : il est vivant, il prend une parole qui fait réagir un public, qui va constamment apprendre de ces nouvelles. Un autre journaliste (Dominic dans la section suivante) me dit en ce sens qu'il transporte avec lui « un idéal d'éducation populaire », ce qui est « absolument nécessaire pour la démocratie ».

Cette image du journalisme comme étant un métier unique et créatif provient avant tout des représentations populaires transmises par exemple par les films et les romans. Dans les écoles de journalisme ou même avant dans leur jeunesse, les journalistes s'initient au grand classique comme Albert Londres ou Nellie Bly (*Le Bohec*, 2000). Ceux et celles-ci vont par la suite regarder des classiques comme le film *The Post* (2017) de Steven Spielberg, un film racontant le scandale du Watergate, ou encore *Spotlight* (2015) sur l'enquête ayant révélé les scandales sexuels du clergé catholique. Bien que très différentes, ce qui relie toutes ces représentations, c'est que le journaliste ne travaille pas, il est plutôt au service d'une cause supérieure, comme celle de chercher la vérité et de la transmettre vers le public<sup>58</sup>. Et c'est souvent en se détachant de la société que le journaliste va réussir à trouver cette vérité, par exemple en voyageant dans des zones de guerre ou en enquêtant individuellement sur tels politiciens ou telles organisations corrompues. Un article révèle en ce sens que les étudiants et les étudiantes en journalisme veulent majoritairement faire ce métier pour

---

<sup>58</sup> Comme de nombreux autres métiers des industries culturelles ou créatives, le journalisme est cadré comme un travail de la passion ou de l'amour qui correspond à une lutte pour une cause supérieure (Jaffe, 2021; Bischooping et King, 2019). Choisir le journalisme, c'est choisir une vocation : la recherche de la vérité. Rien ne sert de compter ses heures. Le simple fait de choisir le journalisme nous inscrit déjà du bon côté de l'histoire. Comme le dit Ruffin (2003, p. 248), choisir le journalisme « c'est déjà une aventure ».

« voyager », pour protéger « la liberté et la démocratie », mais aussi pour « combattre les injustices » (Hanusch et *al.*, 2016), et très peu pour simplement gagner sa vie.

La première aliénation qui affecte les journalistes, et c'est en quelque sorte l'aliénation qui prépare toutes les autres, c'est une aliénation par la représentation. Toutes les professions se créent des représentations idéales qui guident les pratiques. Cela est un postulat sociologique classique qui est présent entre autres chez Durkheim avec son analyse des croyances communes qui maintiennent une cohésion sociale chez les sociétés modernes. Bourdieu (1994, p. 232) dit également que « la représentation (mentale) que le groupe se fait de lui-même ne peut se perpétuer que dans et par le travail incessant de représentation (théâtrale) » par lequel les individus se produisent et se reproduisent. Les représentations permettent ainsi de créer des accords sociaux et de faire des collectifs. La critique de l'idéologie ne concerne donc pas le fait de se créer des représentations, elle concerne plutôt le fait de substituer la réalité à ces représentations (Henry, 2009, p. 392).

La substitution de la réalité à la représentation est précisément ce qui aliène les journalistes en ce moment. Les représentations du journalisme qui protège la démocratie avec leurs exploits individuels ont une histoire, comme d'autres postulats idéologiques libéraux (par exemple l'association entre la propriété et la liberté), elles ont été construites socialement. Comme nous l'avons vu dans le chapitre quatre, elles n'étaient pas présentes à la fin du 19<sup>e</sup> siècle où les journalistes étaient toujours motivés par un engagement social et républicain. C'est uniquement lors de la transition vers le journalisme objectif de style anglo-saxon que les journalistes ont dû adopter des modèles de neutralité qui en appelaient à la circulation des idées et à la protection des publics (Schiller, 1979). Ces représentations ont pu faire un sens pendant une certaine partie du 20<sup>e</sup> siècle (parce qu'elles donnaient de la légitimité à la profession, mais aussi parce qu'elles divisaient les journalistes des autres classes sociales), car les représentations émergent toujours de la pratique concrète des individus, mais en ce moment, et nous le verrons avec la prochaine subjectivité, ces

représentations idéales ne concordent pas avec l'état actuel des rapports sociaux qui coince les journalistes dans un état du « flux tendu ». Comme le dit Henry :

À partir du moment où un ensemble de représentations idéales s'est substitué à la réalité des rapports vivants, la relation de l'individu à ces rapports, c'est-à-dire aux déterminations effectives de son existence concrète, se trouve complètement falsifiée, elle devient la relation de sa conscience à cet ensemble de représentations (Henry, 2009, p. 393).

À ce stade, les contradictions réelles des individus, notamment les contradictions entre le capital et le travail qui peuvent provoquer des conflits sociaux, sont transformées en contradiction entre les individus et leurs représentations. C'est alors que les individus « substituent à leur pratique réelle et à ses déterminants effectifs, à savoir la vie en eux et ses besoins, leur propre conscience, la relation idéale qu'ils entretiennent avec des représentations idéales » (Henry, 2009, p. 394). Cela veut dire que les journalistes, lorsqu'ils se retrouvent dans des situations éprouvantes, par exemple travailler de longues heures, ou encore faire plusieurs tâches en même temps, ne vont pas premièrement entrer en lutte avec ceux et celles qui imposent ces conditions, mais bien avec leurs représentations de l'idéal du métier.

Les journalistes vont par exemple croire que s'ils acceptent un moment de faire des tâches aliénantes, ceux et celles-ci vont un jour pouvoir faire des reportages importants qui vont avoir un impact. Les gestionnaires vont jouer sur ces représentations en donnant des tâches ou des affectations plus prestigieuses à ceux et celles qui ont accepté d'en faire plus<sup>59</sup>. Mais aussi, et cela est plus insidieux, les journalistes se diront qu'ils doivent absolument accomplir leurs tâches

---

<sup>59</sup> McRobbie (2018) dit aussi que le discours de la créativité, présent dans l'extrait de mon entrevue cité précédemment, agit comme un dispositif de contrôle dans les industries culturelles. Les gestionnaires des métiers des industries culturelles vont par exemple souvent inviter leurs salariés à « être créatifs », et ce pour résoudre tous les problèmes, dont celui de leurs propres entreprises. Le discours de la créativité incite donc les jeunes à poursuivre des carrières précaires dans l'espoir que ceux et celles-ci pourront un jour « changer le monde » (Duffy et Wissinger, 2017).

aliénantes, car celles-ci ont un rôle à jouer dans le fonctionnement plus large du média, qui lui, au final, est important pour la démocratie et l'éducation populaire. Un journaliste, qui je citerai plus longuement dans la partie suivante (Dominic), me dit :

Les journalistes, on est des gens passionnés, et on fait ça parce qu'on y croit, il y a comme une conviction qui est là. Alors, on sait très bien que si on tourne le coin rond, ou si on décide de ne pas faire tout ce qu'il faut faire, et bien c'est le journal qui écope, c'est l'émission d'info qui écope, c'est l'information publique qui écope, donc il y a comme une partie de nous qui se sacrifie au nom de la nouvelle et de l'information.

Les journalistes sont donc prêts à se sacrifier au nom de leurs représentations. Il faut comprendre que si un journal publie une page de moins, si un téléjournal dure cinq minutes de moins, cela ne changera absolument rien dans la vie des gens, la terre continuera à tourner. Mais pour les journalistes non, le fait de couper cette page constitue pour eux et elles une atteinte à leur idéal. Une page de moins, c'est un recul pour la démocratie, c'est un recul pour l'éducation populaire (un recul parfois pour les revenus publicitaires). Il faut donc absolument maintenir ses représentations, et ce, avant même de maintenir sa santé. Le journaliste cité précédemment dit « je pense justement que la passion vient invisibiliser des trucs, on ne se rend pas compte qu'on accepte des trucs qu'on n'accepterait pas ailleurs ». Un autre journaliste qui travaille pour Radio-Canada (Roman dans le chapitre 5.3) dit que l'idéal est « un couteau à double tranchant parce que ça porte les gens à en faire toujours plus ». Il est donc nécessaire d'en finir avec ces représentations romantiques qui amènent les journalistes à se sacrifier, ou du moins il y a un besoin d'en créer de nouvelles.

Mais le problème est que les représentations de l'idéal du journalisme ne sont pas qu'illusoires, elles se répercutent parfois de manière réelle dans le procès de travail. Fatima évoque ces moments concrets où elle parle dans un micro (ça crée un « thrill »), ou encore de ses conversations inspirantes avec les sources, mais aussi de son contact toujours rafraîchissant avec le public. Parfois le journaliste peut même faire corps avec ses outils de travail, comme son micro ou sa caméra (Francoeur, 2012). Il est donc vrai que le journalisme peut mettre en résonance, qu'il peut rendre



heureux, qu'il peut nous mettre en relation avec d'autres personnes. Mais cela est-il vraiment lié aux représentations romantiques du métier de style Tintin ?

Ce que les journalistes aiment dans leur travail, je pense que c'est plutôt le fait de sentir qu'ils ont un pouvoir d'agir, une autonomie relative et un impact dans leur communauté. Ce qui regroupe toutes ces caractéristiques, ce n'est pas qu'elles sont associées au libéralisme, c'est plutôt qu'elles pointent vers un au-delà de l'abstraction du travail, elles pointent vers des réalités qui résistent à l'organisation scientifique du travail. La différence entre le travail de communication pour une grande entreprise privée et le travail de journaliste, c'est que le premier est inféodé à l'organisation scientifique du travail, l'autre pas complètement. S'il y avait des représentations alternatives à créer, il faudrait pointer du doigt ce fait essentiel : qu'il y a dans le journalisme une réalité qui pointe déjà vers un au-delà de l'organisation capitaliste du travail. Une réalité qui, comme le disent Kociatkiewicz et ses collègues (2020, p. 3) à propos des coopératives, « réenchasse le social dans l'économie et encourage un sentiment de connexion avec le monde<sup>60</sup> ».

Et c'est paradoxalement en se défaisant de l'image romantique du superhéros détaché de la société pour adopter une définition plus sociale de leur métier (j'aborderai ces définitions alternatives à la fin de ce chapitre) que les journalistes protégeraient réellement la démocratie, car le sort du social et celui de la démocratie sont intimement liés, la démocratie était le « nom même d'une vie sociale intense, partagée et dynamique » qui accroît pour les individus les occasions de développer mutuellement « leur puissance propre comme puissance coopérative » (Fischbach, 2015, p. 12).

---

<sup>60</sup> La citation exacte est : « Disalienation suggests embedding the social in the economic, and encouraging a sense of connectedness to self, others and world ».

### 7.3 Le Surchargé et l'aliénation par la mobilisation permanente<sup>61</sup>

Je reproduis ici un extrait de mon entrevue avec Dominic, un journaliste qui a environ vingt ans d'expérience dans le métier, autant pour Radio-Canada que pour d'autres journaux, locaux et nationaux. Celui-ci écrit surtout sur des sujets de société.

Je vais commencer avec cette anecdote qui pour moi est tellement parlante et qui illustre beaucoup le problème dont nous discutons. Moi j'ai vécu les vagues de compression à Radio-Canada de l'interne de 2009 à 2011. Et je me souviens, moi j'ai été coupé à la troisième vague, mais j'en ai vu deux, j'ai vu les deux passer avant que j'y passe moi aussi. Et je me souviens qu'à une des assemblées générales, ou une des assemblées pendant ces compressions-là, un représentant syndical a posé cette question à la haute direction, il a dit « est-ce qu'à moment donné vous allez étudier s'il y a une corrélation – la réponse était dans la question, mais bon – est-ce que vous allez étudier si y'avait une corrélation entre le nombre de burnout qui augmente à Radio-Canada et les compressions que vous faites ». Parce que les compressions impliquent une accumulation de tâches, du stress, tout ça. Et la haute direction a simplement répondu « on ne voit pas pourquoi il y aurait de liens entre les deux ».

Et pour moi ça, ça illustre justement une très bonne partie du problème, parce que ben crime, ça fait au moins quinze ans que dans tous les médias il y a des coupures, il y a des compressions, on demande aux journalistes d'en faire plus, mais pas nécessairement avec plus, en fait c'est souvent avec le même nombre d'heures. Oui la technologie aide des fois

---

<sup>61</sup> Les termes « mobilisation permanente » m'ont été inspirés par la littérature en sociologie clinique, notamment de Gaulejac (2009, p. 120), mais aussi par le sociologue Jean-Pierre Durand dans son livre *La chaîne invisible* (2004).

à mieux ou à produire plus, mais je veux dire moi je parle à des journalistes vétérans et c'est juste hallucinant ce que eux faisaient à l'époque versus ce qu'un journaliste fait aujourd'hui. Un journaliste aujourd'hui fait trois, quatre, cinq fois plus de tâches qu'un journaliste de l'époque, c'est hallucinant, si on inclut les médias sociaux, si on inclut le fait qu'un journaliste a souvent plus qu'un sujet par jour. Qu'un journaliste doit produire une version écrite, une version vidéo, tsé c'est fou, on le voit encore des fois dans les salles de nouvelles où t'as des vétérans qui sont là depuis vingt, vingt-cinq ans, versus les jeunes. Souvent le beat de production n'est vraiment pas le même. T'as les jeunes qui vont faire 4-5-6 textes par jour, et les vétérans ben ils vont peut-être en faire 4 dans la semaine. Et c'est pas parce que leurs textes sont nécessairement plus poussés, c'est juste qu'ils ont gardé leur erre d'aller qu'ils avaient quand ils sont rentrés dans le milieu. La technologie oui elle a parfois aidé, mais elle a aussi ouvert la porte à augmenter le nombre de tâches.

Donc c'est sûr que ça cette accumulation de tâches, de devoir toujours en produire plus, et cette espèce de, ben il n'y a pas de revenus donc à moment donné oui il faut que la nouvelle vende, il faut que la nouvelle fasse des clics, et tout ça, ça met de la pression. Y'a pas beaucoup de patrons qui l'admettent mais ça ajoute une pression, ça influence les décisions, et ça met une pression sur les journalistes.

Moi je pense que tout ça n'aide pas déjà, à la santé mentale des journalistes, et là on parle juste de ceux qui ont la chance d'avoir une permanence, mais si en plus on inclut ceux qui sont surnuméraires, qui sont à la pige, là en plus on ajoute toute la couche de la précarité qui est elle-même déjà aussi un très gros lot de soucis, de stress, de santé mentale, de dépression, de burnout, parce que t'as besoin de travailler énormément d'heures pour un revenu qui n'est pas si élevé que ça. Donc là ça peut pousser vers le burnout, ou sinon tu ne sais même pas quand tu auras ton salaire, parce que des fois quand t'es à la pige, des fois les chèques ils rentrent un, deux, trois, quatre, six mois après ton contrat. Et en plus les

montants c'est exactement les mêmes montants qu'avant, j'ai presque les mêmes tarifs aujourd'hui en 2020 que quand j'ai commencé en 2002-2003, ce qui est un peu débile, je veux dire le coût de la vie a doublé depuis, donc tout ça fait juste augmenter la précarité. Les surnuméraires qui n'ont pas d'heures garanties, ben c'est difficile-là. Parce qu'une semaine tu peux faire 35 heures, la semaine d'après, oups aucune heure, et là après ben 12 heures, ben c'est dur de prévoir une vie sociale, c'est dur de prévoir ses finances, c'est dur, ça vient toute, ça freine tout enfin. Donc ça ajoute une autre pression en plus de celle justement de devoir produire plus. Donc en fait c'est un milieu qui est malsain.

Et moi c'est ce que je me rends compte, par exemple quand l'année passée j'avais fait mon petit 3-4 mois dans un autre organisme, des fois je me souviens eux étaient en fin de journée et ils étaient là, ouf c'est une grosse journée rushante, moi je disais ohh, hey, votre journée rushante c'est une journée ben normale dans les médias, donc c'est mon petit moment où j'ai fait comme un petit pas de recul, et ça fait juste me montrer que ok, il y a quelque chose de vraiment malsain dans le milieu médiatique.

Le journalisme, en principe, comme tout métier créatif, est censé procurer une autonomie relative à ces travailleurs et travailleuses, ce qui provoque souvent un attachement envers les marchandises culturelles qui sont produites. Comme le disent Hesmondhalgh et Baker (2011, p. 185) au sujet de ce type de travail : « The pride here is more than a matter of editorial approval. There is a strong sense of something emanating from one's own self and then becoming publicly available ».

Contrairement aux cannes de conserve, les livres, les films ou les articles portent le nom de ceux et celles qui les ont créés. Ces marchandises circulent et peuvent même devenir très populaires. Cela produit un sentiment de fierté qui enrayer en principe ce que Marx nommait l'aliénation face

au produit du travail. En effet, dans les *Manuscrits de 1844*, Marx parlait des deux premières formes d'aliénation des travailleurs et des travailleuses, d'abord face au produit du travail, dans le sens que les marchandises devenaient étrangères à ceux et celles qui les avaient produites, celles-ci se transformaient en fétiches qui semblaient dominer les individus, et puis dans l'acte de production, ce qui faisait référence au fait que le travail devenait un moyen de vivre à l'extérieur du travail, et non une fin en soi. Dans le cas des métiers créatifs, normalement l'attachement face au produit du travail est censé venir compenser pour l'aliénation qui peut subvenir dans l'acte de production, notamment la pression à devoir produire toujours plus et dans des conditions éprouvantes.

Or, l'extrait que je viens de citer démontre que l'accélération et l'intensification du travail journalistique, sous la forme actuelle du capitalisme avancé, défait ce fragile compromis (Bredart, 2017). D'abord les journalistes produisent tellement qu'ils n'ont plus d'état où ceux et celles-ci peuvent savourer leur travail, les tâches s'enchaînent extrêmement rapidement et on doit tout de suite passer à autre chose. De manière plus radicale, le journaliste n'est jamais dans un état où il finit un de ses projets, dans un état où il peut vraiment arrêter de travailler. Un pigiste que j'ai interviewé me parlait de sa roue qui tournait en permanence. Cet article est rendu à la correction, l'autre à la recherche et puis l'autre à transcription des entrevues. Les projets s'enchaînent et s'entrecroisent. Une échéance en attend toujours une autre. On ne peut pas parler d'une chaîne de montage, mais bien de multiples chaînes qui fonctionnent simultanément et qui requièrent l'usage de diverses compétences (audio, vidéo, montage, etc.). C'est ce que voulait dire Virno (1996b, p. 192) quand il parlait « d'activité-sans-travail-fini » (*activity-without-a-finished-work*). Il n'y a jamais de fin car la ligne d'arrivée se dérobe constamment.

Cela conduit des journalistes à sombrer dans un état de « flux tendu ». En gestion, le flux tendu ou le juste-à-temps est une méthode « d'optimisation de la production » qui consiste à réduire à zéro l'approvisionnement des stocks et de valoriser une coordination parfaite entre tous les acteurs de la logistique, passant de la production jusqu'à la vente. Pour Durand (2006), cela signifie que

chaque segment de la production doit être mis en dépendance directe avec son segment amont et son segment aval. Le but : mettre en mouvement de manière permanente « la matière ou l'information pour bien sûr accroître la rotation du capital », mais aussi « activer les hommes pour accroître la productivité du travail » (Durand, 2006, p. 113). Si un segment arrête de bouger dans une chaîne en flux tendu, tout s'arrête, ce qui équivaut à un sacrilège. Il faut alors se mobiliser en permanence pour maintenir le flux. En effet tout salarié doit dans ce modèle être « mobilisé à chaque seconde pour satisfaire les demandes de l'étape en aval afin de maintenir le flux continu d'écoulement de la matière (industrie) ou de l'information (industrie, services) » (Durand, 2006, p. 114).

Pour le journaliste, le modèle du flux tendu veut dire plusieurs choses. Premièrement, celui-ci doit toujours être disponible : la machine des nouvelles tourne tous les jours et ne connaît pas de temps mort. Le journaliste doit en quelque sorte toujours avoir les bras tendus, à la fois vers les sources, mais aussi les gestionnaires et les lecteurs et les lectrices (qui peuvent être amenés à participer à la création des nouvelles). Il faut répondre aux demandes des supérieurs et des collègues très rapidement, non seulement sur les courriels, mais aussi sur les chaînes Slack, sur Google doc, sur les calendriers Excel, etc. Les canaux de communication se superposent. Si les surnuméraires sont appelés en renfort, il faut dire oui en quelques minutes. De plus, une actualité de dernière heure (un sujet chaud comme un attentat terroriste) peut survenir à n'importe quel moment. Quand ce type de nouvelles survient, le flux se tend ailleurs, il se branche à une autre source. Alors il faut se mobiliser à nouveau et tout faire pour se tendre vers de nouvelles sources, de nouvelles assignations, de nouvelles réactions des lecteurs et des lectrices. Au sujet de la vitesse de production, une journaliste, que je citerai plus longuement dans la dernière section (Salomé), me dit qu'elle ne se sent

jamais satisfaite parce qu'il y a trop de choses à faire, y'a trop de choses à couvrir, y'a pas assez de ressources, c'est sûr qu'on regarde la compétition et on se sent toujours dépassé.

Les réseaux sociaux, la vitesse à laquelle les choses vont, y'a personne qui est capable d'aller à cette vitesse-là, donc on a tout le temps l'impression qu'on est en rattrapage.

Le flux tendu est aussi intériorisé par les journalistes : arrêter de bouger, arrêter de travailler, c'est mettre le monde sur pause. Mais le problème est que les nouvelles ne peuvent pas se produire toutes seules. Elles ont besoin d'aide non seulement pour être écrites, parfois pour être trouvées, mais aussi pour circuler. Les marchandises informationnelles sont souvent incomplètes. Elles ont besoin d'aide pour se « réaliser ». Alors il faut intervenir au sein même de la réalisation de la valeur (qui réside dans la consommation), entre autres en promouvant l'article sur les réseaux sociaux<sup>62</sup>. Il faut faire vite car les articles d'actualité sont obsolètes très rapidement. Quelques heures et la nouvelle est partie, elle ne vaut plus rien. Les journalistes doivent donc en même temps trouver la nouvelle, la rapporter, mais aussi faciliter sa « découvrabilité ». Ces performances se mesurent en temps réel. C'est du « management minute ». Comme l'écrit Aubert :

Dans l'univers hyperconcurrentiel auquel l'entreprise doit faire face, l'immédiateté des réponses constitue une règle de survie absolue, d'où un raccourcissement permanent des délais, une accélération continue des rythmes et une généralisation de la simultanéité (Aubert, cité dans de Gaulejac, 2009, p. 43-44).

L'un des grands responsables de l'augmentation constante de cette vitesse de production, c'est la technique au service des profits<sup>63</sup>. Les innovations technologiques sont introduites dans les salles

---

<sup>62</sup> Les journalistes sont donc à la fois présents dans la production de la valeur, mais aussi dans sa réalisation. On comprendra que la seule étape qui leur est interdite, c'est la distribution de la valeur, elle qui est accaparée par les nouveaux mécanismes rentiers du capitalisme de plateforme (Durand, 2020).

<sup>63</sup> Pour Nerone (2021), le journalisme aurait connu plusieurs « vagues » d'innovation technique qui ont remodelé le processus de travail, c'est le cas notamment de l'introduction de la composition mécanique (avec la Linotype) à la fin du 19<sup>e</sup> siècle, et puis de la composition électronique dans les années 1960 et 1970, et puis du règne des plateformes au début du 21<sup>e</sup> siècle. Par contre les deux premières vagues, et surtout la première, ont largement été contenues par les associations de typographes qui ont négocié l'entrée en scène des nouveaux outils techniques dans les salles de rédaction. La troisième vague d'innovation est donc beaucoup plus radicale parce qu'elle n'est plus négociée par les

de rédaction avec la promesse qu'elles faciliteront les tâches plus répétitives. Cela est vrai pour certaines choses : la numérisation des archives permet par exemple d'éviter de fouiller dans des placards pour trouver un document. Mais surtout, et cela est le point le plus important, les innovations permettent toujours d'augmenter le rythme de production. Celles-ci créent un environnement où le travailleur et la travailleuse est toujours « rappelé au travail » par les nombreuses alertes (Casilli, 2019). L'ubiquité de nos objets techniques rend ces rappels à l'ordre presque inévitables. Cela crée aussi une sorte de désynchronisation culturelle (Rosa, 2014) avec les journalistes de la génération précédente qui n'ont pas été socialisés par la culture de la connexion permanente. Comme me le dit le Dominic que je citais au début de cette section :

Nous autres en théorie, après notre journée de travail, on a « punché off », mais l'information ne s'arrête pas, et encore plus avec justement les technologies. Je veux dire il y a vingt ans, bon si tu manquais l'appel c'était à ligne fixe et tu le manquais. Mais aujourd'hui et bien là tu as ton cellulaire, tu as les textos, tu as une alerte sur Facebook, tu as une alerte courriel, tu décroches juste jamais en fait. Et ça c'est dangereux, moi je sais que ça a contribué à mon burnout justement parce que je n'arrivais pas à décrocher. Ma journée ne se finissait jamais.

C'est un problème que je remarque chez beaucoup de journalistes. Y'en a quelques-uns que je trouve audacieux des fois ils décident là j'éteins mon cellulaire, mais en même temps c'est dangereux parce qu'on sait jamais quand il va se passer quelque chose alors en tout cas c'est un peu aliénant, parce qu'il faut tout le temps que tu sois prêt, en « stand-by ».

---

travailleurs et les travailleuses, les programmeurs d'aujourd'hui étant plutôt imprégnés par l'idéologie individualiste de la Silicon Valley (Nerone, 2021, p. 48).



Cette impression d'être toujours en suspens représente très bien comment le modèle du flux tendu façonne la subjectivité des journalistes. Ce qui aliène ici les journalistes, c'est une aliénation par la mobilisation permanente. La subjectivité des journalistes est mobilisée en permanence pour être mise au service des objectifs de production des grandes entreprises. Cela conduit à des maladies psychiques dans le sens que les chances de pouvoir être satisfait de son travail sont grandement réduites. « J'étais jamais déconnecté de Radio-Canada, j'étais tout le temps sur mon téléphone, tout le temps après regarder mes courriels », dit Roman. Mais cette situation peut aussi provoquer une certaine satisfaction, voire une addiction, pour les journalistes qui réussissent à passer outre la pression pour monter dans la hiérarchie, et ce même si cette ascension doit se faire aux dépens des autres. C'est la figure du Méritocratisé.

#### 7.4 La Méritocratisée et l'aliénation par rapport aux autres

J'ai rencontré Jessica pour discuter de son parcours dans les médias depuis quinze ans. Après avoir collaboré pour divers journaux quotidiens, celle-ci a finalement trouvé sa place en tant que journaliste indépendante spécialisée dans un sujet très précis. Celle-ci concilie le journalisme à la pige avec un autre travail à temps partiel dans un domaine de la culture.

J'ai toujours pratiquement été à la pige. J'ai commencé à l'université mes premières piges, je collaborais pour le journal étudiant. J'ai écrit un peu comme ça et j'ai commencé à essayer d'avoir des contrats plus officiels. Mon premier client je pense que ça été X ou Y, c'était pas mal en même temps. J'ai fait ça assez longtemps, ça ne bougeait pas tant que ça dans ce temps-là, je faisais beaucoup pour Y, et c'est pas mal ça. Je continuais de travailler avec ma job d'étudiante dans les bars et c'était dur, mais c'était correct, je ne faisais pas beaucoup d'argent au début mais je m'étais dit que je devais travailler fort. À moment donné, j'ai laissé ma job étudiante et j'ai juste fait de la pige, beaucoup pour Y, mais il fallait en écrire

quand même pas mal parce que ne c'était pas super payant. Mais c'était régulier, j'avais ça, j'avais aussi d'autres affaires que j'essayais mais ce n'était pas si facile. Et à certain moment je me suis comme tannée, je me suis dit que j'en avais assez de ne pas faire beaucoup d'argent, je me disais je vais tu passer ma vie comme ça à faire je ne sais pas, 20 000 \$ par année ? C'était pas tant que je voulais faire de l'argent, mais je voulais être capable d'acheter une maison, avoir une vie normale, tout ça.

À moment donné, j'ai une amie qui m'a recommandée pour postuler au journal Z. J'ai décidé d'écrire à la responsable directement. Je sentais qu'il fallait que je montre que j'étais motivée. Alors la personne elle m'a comme testée, elle a dit « ok ben j'ai besoin là que tu me fasses tel article pour demain ». Y'a aucun doute il fallait que ça soit un oui évidemment de ma part. J'ai vraiment senti que c'était un test. Je l'ai fait, trois intervenants, je me suis vraiment poussée. Et ça a marché.

J'ai commencé à écrire pour Z et c'est sûr que ma vie a changé. Parce que c'est super payant. Ils commandent beaucoup. Mais je me donnais là, je me donnais, c'était jamais non, je travaillais comme une débile. Je travaillais, écoute des fois j'avais un article ou deux, et je me faisais dire finalement on a plus de publicités donc plus de pages, donc peux-tu m'en faire quatre articles, en 24h. J'avais 4 jours pour travailler dessus mais je m'enlignais les trois premiers jours, je m'enlignais pour un, deux textes, finalement il reste une journée non on en prendrait d'autres. Peux-tu ajouter des affaires, des chiffres, des encadrés, séparer un sujet en deux. Alors là les nuits étaient courtes, des fois je pouvais travailler jusqu'à minuit, une heure du matin. Je me relevais le lendemain à 6h du matin. C'était une grosse pression mais en même temps financièrement c'est sûr que là, bien oui je me suis acheté ma maison. J'avais une vie, je voyageais c'est ça. Mais aussi c'est un cheminement personnel. Faut que tu apprennes à faire des choix, à décider ce qui est important pour toi.

C'est ça j'ai appris à faire des choix, à dire un peu non à des choses, et surtout à m'occuper de moi. Et à un certain moment Z a changé, tout à coup il me commandait moins de trucs. Alors j'ai commencé à faire des choses que je n'aurais pas faites avant. Mettons des articles plus corporatifs. De la vulgarisation scientifique, des articles quand même journalistiques mais pour des associations ou des entreprises. Ce n'est plus du pur journalisme là. Mais j'en étais venue à la conclusion qu'il fallait que je fasse du développement d'affaires parce que mettons à Z mes revenus avaient diminué de moitié pratiquement. Soit je faisais ça ou soit j'arrêtais, parce que ce n'est pas vrai que j'allais voir mon salaire diminuer jusqu'à tant qu'il disparaisse parce que les médias n'ont plus d'argent. Il fallait que je m'adapte aussi. Alors c'est ça. J'ai fait des trucs. 175 \$ le feuillet pour expliquer un truc pour une entreprise. Tu le prends.

Je sais qu'il y a de la précarité et que beaucoup de journalistes ont de la misère à arriver. Mais moi je me suis battue, moi je ne me sens pas précaire vraiment. Et je me suis battue pour ça parce que pour moi ce n'était pas une option. Je ne me sens pas précaire. Aujourd'hui je voyage, j'ai une belle vie, je prends des vacances, je ne stresse pas, même dans la crise actuelle, j'ai toujours des clients. Je me suis construit quelque chose de solide.

Dans ses *Manuscrits de 1844*, Marx disait que l'aliénation des humains au travail se reflétait dans leurs rapports avec autrui. Comme il l'écrit : « ce qui est vrai du rapport de l'homme à son travail, au produit de son travail et à lui-même, est vrai du rapport de l'homme à l'autre ainsi qu'au travail et à l'objet du travail de l'autre » (Marx, 1996[1932], p. 117). Cela veut dire que les travailleurs et les travailleuses se considèrent eux-mêmes comme des étrangers dans le procès de travail. Ceux et celles-ci projettent sur les autres l'aliénation qu'ils ressentent en eux. Historiquement, cela pouvait se manifester par le fait que les ouvriers et les ouvrières s'adressaient très peu la parole sur les lieux

de travail. Comme le disent les ouvriers et les ouvrières interviewés par Terkel (1974), quand le travail est trop difficile ou trop répétitif, il faut utiliser des stratégies pour s'en sortir. L'une d'elles est de se replier dans son monde intérieur et de rêver d'un autre monde. Une autre est de paraître stupide (play dumb) pour ne pas attirer l'attention et pour ralentir soi-même son rythme de travail. Pour les femmes comme les hôtesse de l'air, il s'agit aussi de sourire et de faire semblant d'être accueillantes.

Or, les mutations du capitalisme avancé changent le type de rapport qu'entretiennent les travailleurs et les travailleuses entre eux. Dans le rapport classique dans les usines, le collègue de travail est tout simplement ignoré. Bien sûr le racisme peut créer des rapports conflictuels entre les ouvriers et les ouvrières qui peuvent sortir leur agressivité dans les tavernes, mais au final le but n'est pas de vaincre son collègue, mais tout simplement de « s'en sortir » individuellement, et ce, chaque jour (to make it [Burawoy, 1982]). À la fin de leur éprouvante journée de travail, les ouvriers et les ouvrières se demandaient entre eux s'ils avaient réussi « à s'en sortir » (Roy, 2000). C'était un objectif qui s'atteignait par une longue et lente confrontation avec la machine et le rythme de travail.

Le discours du capitalisme avancé change considérablement la donne. Comme le disent Boltanski et Chiapello (1999, p. 732), le discours des années 1960 était peuplé de « salarié », « d'entrepreneur » ou de « client ». Ce discours change dans les années 1990 avec l'apparition d'autres mots, dont celui du « sportif », du « coach », du « chef » ou du « héros ». Le monde du travail se calque donc sur le monde de la compétition sportive (Dardot et Laval, 2009, p. 435). Tôt dans leur carrière, les jeunes doivent par exemple être « coachés » pour développer leurs compétences. Puis, une fois dans l'entreprise ou dans son réseau, il s'agit de tout faire pour s'améliorer, pour se réaliser pleinement, même pour accomplir des « exploits » qui, on l'espère, sauront rayonner aux yeux des décideurs et des décideuses qui sont constamment à impressionner. Dans cette configuration, l'entreprise met « au point un imaginaire leurrant en tant qu'elle tente de prendre les sujets au piège de leurs propres désirs d'affirmation narcissique, de leurs fantasmes de

toute-puissance, puisqu'elle essaie de susciter un ego grandiose chez chacun » (Enriquez, 2017, p. 159).

Le parcours de Jessica s'éclaire sous cette loupe analytique. Dès sa première journée avec son nouveau média, celle-ci se sent tout de suite « testée » par sa supérieure. Il s'agit de prouver tout de suite si elle est capable de livrer la marchandise, si elle en a « en dedans ». Un peu comme un sportif invité à son premier match, il s'agit de voir si elle est capable de performer sous pression ou au contraire si elle va s'écrouler. Le supérieur lui n'est pas un patron, non il est un coach qu'on doit impressionner. Et les collègues, on peut s'en douter, ne sont pas des alliés, mais bien des adversaires invisibles qu'il faut écarter de son chemin.

Comme chez les sportifs, il y a aussi cette idée qu'il faut vivre avec la douleur. Il faut travailler comme « une malade ». Taylor tentait désespérément d'inculquer aux travailleurs et travailleuses de la fin du 19<sup>e</sup> siècle cette faculté à travailler toujours plus fort (Braverman, 1976). Maintenant, ce dépassement de soi est internalisé car il est nécessaire pour se réaliser. La question n'est plus « est-ce que je peux le faire », mais bien « suis-je capable de le faire » (Ehrenberg, 2010, p. 13). Et puis, si on ne craque pas, car plusieurs craquent, il est possible de se retrouver au sommet. Mais cette ascension implique des sacrifices. Il faut « faire des choix ». Il faut s'occuper de soi-même. Prendre soin de son corps et de son esprit. Il faut aussi prendre des risques. Oser partir pour vivre dans cette autre ville, oser embrasser cette dernière innovation, oser travailler tout le temps. Et si les autres n'ont pas réussi, c'est parce qu'ils n'étaient pas assez talentueux. Ils n'ont pas travaillé assez fort.

Le sentiment méritocratique émerge ainsi chaque fois que le journaliste est salué par ses supérieurs, mais aussi chaque fois qu'il est pris à « jouer le jeu » de la compétition entre les pairs. Cela peut être lors de la publication d'un texte, lors d'une réunion où ses performances sont publiquement saluées ou encore lors de la remise d'un prix prestigieux (ou tout ça en même temps, voir la figure

7.1). Cela peut aussi être lors du partage d'un de ces éléments (article, prix, performance) sur les réseaux socionumériques.

**Figure 7.1 : L'édition 2021 du magazine *Le Trente* identifie les jeunes journalistes qui « montent<sup>64</sup> »**



---

<sup>64</sup> La Figure 7.1 représente très bien la figure du méritocratisé en train de se faire. L'article du magazine de la Fédération des journalistes identifie dix journalistes qui « montent » dans la profession, ceux et celles-ci s'opposant aux autres qui, on se l'imagine, stagnent. Chaque portrait de journalistes est également accompagné d'une citation d'un patron qui salue le grand dévouement de son employé. Henri Ouellette-Vézina s'est notamment « rapidement illustré par sa grande productivité et sa rapidité d'exécution. Il n'est pas rare qu'il signe quatre ou cinq textes conséquents dans une journée, y compris lorsqu'il travaille pendant le quart du soir ».



Les mises en scène des vedettes du métier, par exemple lors des congrès professionnels ou lors des séries télévisées, sont aussi très importantes pour stimuler cette subjectivité. Il s'agit alors de se mettre en scène comme ayant réussi, mais aussi comme étant soi-même un objet de convoitise. Ces mises en scène, comme l'écrit Lester (1995, p. 35), rappellent que les vedettes sont les uniques vraies « sujets » et que les autres journalistes ne sont que de vulgaires objets dépourvus d'agentivité<sup>65</sup>. Une journaliste me dit (Gabrielle dans la section 6.2) :

<sup>65</sup> Pour une analyse exploratoire de l'idéologie des cadres des médias, et ce particulièrement en ce qui a trait à la différence tracée entre les vedettes et le reste des journalistes, voir le fragment # 8 dans l'Annexe A.

Les journalistes ou les animateurs vedettes, c'est des gens qui écrasent tout sur leur passage. Mais on leur met quand même le tapis rouge parce qu'on ne veut tellement pas leur déplaire. La direction c'est tellement important qu'elle nous aime, tu comprends ?

La Méritocratisée est donc cette personne qui a réussi. Elle se retrouve au sommet de la pyramide parce qu'elle s'est battue. Elle peut ainsi se montrer constamment comme ayant vaincue, et ce dans les événements publics ou dans les émissions de variétés où les vedettes s'invitent et se renforcent elles-mêmes. Mais ce sentiment de « réussite » n'est pas permanent. Il est toujours à refaire. Jappe (2017) dit que le désir d'argent (et donc de réussite) sous le capitalisme est une soif qui ne peut jamais s'éteindre parce qu'elle n'est pas associée à un besoin précis. « La faim d'argent est abstraite, elle est vide de contenu. La jouissance est pour elle un moyen et non un but » (Jappe, 2017, p. 14). Dans le même sens Marx dans les *Grundrisse* (1968[1857-1858], p. 261) dit que « le goût de la possession peut exister sans l'argent ; la soif de s'enrichir est le produit d'un développement social déterminé, elle n'est pas naturelle, mais historique ».

La métaphore de la soif qui n'est jamais satisfaite en dit long sur la figure du Méritocratisé. Ici ce n'est pas seulement de l'argent que cherche le Méritocratisé, c'est aussi la récompense, l'ascension, la sécurité, parfois le fait d'être admiré. Mais cette soif ne peut jamais être satisfaite parce qu'elle ne répond à aucun besoin. Les travailleurs et les travailleuses en viennent donc à se sentir « accros » à la soif méritocratique. Jappe explique que le drogué est en quelque sorte une figure métaphorique de la logique du capitalisme avancé (Jappe, 2017, p. 15). La métaphore de l'addiction ou de la drogue revient à quelques reprises dans mes entrevues. Dominic que je citais dans la partie du Surchargé me dit :

Il y a une partie de moi, je le sais je le sens, il y a une partie de moi qui est vraiment accro à cette espèce de, ce beat qui est vraiment propre au journalisme, et je pense qu'il n'y a pas beaucoup de métier qu'ils l'ont. Je pense que c'est autant notre stimulant que notre source de maladie.



Les présentateurs télévisuels interviewés par Le Cam et Ruellan (2017, p. 41) disent aussi qu'ils et elles ressentent une dépendance envers leur travail. Pour ceux et celles-ci, le fait d'être un journaliste au cœur des événements donne la sensation de vivre une « hypervie », c'est-à-dire une vie « d'une densité exceptionnelle », qui te « connecte » avec le monde. Inversement une journaliste pigiste (Maude dans le chapitre 5.5) qui a quitté le métier pendant un certain temps me dit qu'à ce moment elle a ressenti un « vide ».

Jappe (2017) dit que cette addiction inépuisable mène vers une sorte de « pulsion de mort »<sup>66</sup>. Coincé dans une vision utilitariste de la vie où tous les rapports aux autres doivent être considérés comme un moyen pour maximiser ses intérêts, l'individu en vient à regarder tous ses semblables comme des ressources potentielles qu'il est possible d'utiliser ou encore comme des obstacles à écarter (Rosa, 2018, p. 52). Or, à force d'entretenir un rapport au monde qui passe par l'agression constante, l'individu en vient à se détruire lui-même, il sape ses propres fondements, il s'autodétruit. Arendt (1983, p. 246) disait qu'être « isolé, c'est être privé de la faculté d'agir ». Les Méritocratisés, un jour ou l'autre, se brûlent tous les ailes. Ils échouent, ils craquent, ils sont délaissés, ils sont trop vieux. Ils chutent et retombent parmi leurs semblables :

Les autres avaient cru qu'ils avaient affaire à un être normalement exceptionnel, apte à gérer au mieux ses aptitudes, à montrer une inventivité de tous les instants, à s'adapter à toutes les situations, à considérer les épreuves comme des défis qui doivent lui permettre de faire

---

<sup>66</sup> Baschet (2018, p. 177) dit aussi que « l'obligation de densification quantitative par unité de temps [...] peut être ressentie, dans certains contextes, comme intensité de la vie, dont on profite pleinement ; mais elle se retourne aisément en pression insupportable, en chrono-contrainte pathogène ». Il peut sembler agréable pour certains journalistes d'embrasser l'accélération des rythmes de vie et le régime de présent perpétuel, mais cela mène inévitablement vers des pressions insupportables et de l'épuisement professionnel. On ne parle pas ici de résonance, mais bien d'un mode de vie « dans lequel le monde dans toutes ses dimensions apparaît comme une ressource, un instrument ou un objet à façonner, et [qui] perd par là même ses qualités résonantes » (Rosa, 2018, p. 52).

montre de sa force et de sa perspicacité, et voilà qu'il n'est qu'un petit homme incapable de supporter le stress de la vie (Enriquez, 2017, p. 164).

Ce « petit humain », c'est le Brulé.

### 7.5 Le Brulé et l'aliénation par rapport à soi-même

Salomé est responsable du contenu pour un magazine de taille moyenne. Je dis responsable du contenu dans le sens où elle occupe une position qui ressemble à celle de directrice de l'information ou de pupitreuse en chef, bref elle dirige une équipe de journalistes pour la réalisation d'un journal, et ce, depuis presque sept ans. Je reproduis un extrait de mon entrevue avec elle.

J'ai vraiment fait mes classes au journal X. Et ce qui était un remplacement d'un an a évolué en poste permanent pendant plusieurs années. Au départ j'ai fait de l'écriture, j'ai lancé une plateforme vidéo, j'ai lancé de la balado, j'ai fait vraiment beaucoup de choses. Je suis finalement partie en raison d'un problème de santé mentale. J'étais rendue au bout du rouleau en raison d'une situation de harcèlement psychologique. Pour lequel, comme dans bien d'autres milieux de travail, il n'y avait pas de courage de gestion. J'avais épuisé tous les recours. On parle de programme d'aide aux employés, de médiation... Je n'étais pas la seule qui en souffrait d'ailleurs, et mes remplaçants ont tous eu ces mêmes problèmes-là après moi. On est pratiquement en train de former un groupe d'aide (rire). En tout cas, entre temps pendant ces années, j'ai eu des enfants, et puis voilà j'étais vraiment rendue au bout du rouleau à cause de cette situation donc c'était soit me sauver... Je disais à mes parents : je ne peux pas ne pas être présente pour mes enfants, faut que je me sauve moi-même. C'est toujours le principe. Faut que je prenne soin de moi d'abord et avant tout. Et puis j'ai appliqué par la suite pour cet autre poste, je suis chanceuse parce que je l'ai obtenu. [..]

*Quel est le lien entre le métier de journaliste et le déclin de la santé mentale des journalistes ?*

Y'a beaucoup de choses. Pourquoi tant de journalistes finissent par souffrir de l'épuisement professionnel, autrement dit, c'est quoi les conditions qui favorisent l'épuisement dans ce métier-là ? Je me souviens de mes cours en journalisme et on disait que parfois les journalistes c'était un peu des paresseux, c'était des gens qui avaient juste un article à produire par jour, et ça finissait là, ils étaient tout le temps dans le buffet à la conférence de presse. Moi je n'ai jamais connu cette période-là. J'ai connu le fait qu'on n'a plus de ressources. J'ai connu le fait que moi je suis à la fois responsable du contenu, mais je suis aussi parfois journaliste, je suis souvent éditrice, même si j'en ai pas le rôle, des fois avec une petite équipe comme la nôtre c'est tout juste si on ne lave pas les fenêtres et on ne balaie pas le plancher tellement que les ressources ont été coupées. Donc on cumule des rôles et auparavant ce n'était pas le cas. Et on n'est pas payé plus.

Donc il y a le fait que les salaires n'augmentent pas et sinon diminuent, la charge de travail augmente tout le temps, le sentiment de satisfaction qui est hyper important dans n'importe quel emploi, n'est pas là. Parce qu'on a tout le temps l'impression qu'on fait les choses à moitié. Il y a aussi toute la multiplication des tâches, on s'attend des journalistes à ce qu'ils sachent maîtriser tous les médiums, or, c'est comme dans n'importe quoi, on ne peut pas être bon dans tout. Moi je ne connais aucun journaliste qui est capable de maîtriser à la perfection à la fois le format nouvelle, le format magazine, la radio, la télé, le podcast, en radio le format court le format long, c'est partout la même chose. Mais les patrons s'attendent à ce qu'on soit bon dans tous les formats. Et c'est beaucoup des patrons qui malheureusement moi je trouve sont complètement déconnectés de la réalité parce que pour eux c'est ah oui tu peux être sur Tik Tok, et pourquoi tu ne fais pas une story, et pourquoi on ne fait pas une vidéo, comme si c'était une machine à saucisses, tu pèses sur le piton et les affaires sortent. Donc il y a cette pression-là aussi.

Je pense que mentalement c'est difficile. On se sent un peu comme un yo-yo. Et aussi j'en reviens au mot satisfaction, on dirait que des fois c'est dur de se satisfaire parce qu'il y a la fameuse expression : on n'est jamais aussi bon que le dernier article qu'on a fait. Il n'y pas longtemps, on a eu les chiffres d'abonnement de notre journal, ils sont vraiment bons, on a rebondi. Et quand on a reçu ces chiffres-là, moi finalement je venais d'atteindre le but qu'on m'a donné quand on m'a embauchée. Mais je n'ai jamais été capable de le savourer à fond parce que la même journée où je l'ai su, ma patronne m'a tombée dessus pour la prochaine couverture que je vais faire sur tel sujet. Et elle m'a déjà mis tellement d'exigence pour cette couverture qu'au fond j'avais atteint mon objectif, mais j'étais déjà dans le prochain. Et je voyais déjà que le prochain, j'avais des bâtons dans les roues.

Ou par exemple tu gagnes un prix. Tu gagnes, tu es super content, et le lendemain matin tu te réveilles et tu fais comme ah mon Dieu je ne serai jamais capable de refaire ce que j'ai fait pour gagner ce prix-là. Ou des fois tu relis un article ou moi un édito que j'ai fait ou je replonge dans un journal qu'on a fait et j'ai l'impression que c'est une autre personne que moi qui l'a fait. Je pense que c'est parce que la nouvelle est périmée tellement vite, on n'a pas le choix, faut tout de suite enchaîner sur la prochaine chose. Je ne sais pas s'il y a des professions qui sont comme ça. On n'est jamais aussi bon que le dernier article qu'on a fait. On le sait qu'on a été bon pour celui-là mais qu'on peut se planter la prochaine fois. Tout le monde se plante, on le fait tous à un moment donné.

Avoir l'impression qu'une autre personne a travaillé à sa place. Voilà une formule qui résume admirablement le concept de l'aliénation par rapport à soi-même. Marx, mais aussi Aristote, disait que l'humain est un être social. Par le développement de ses capacités réflexives, l'humain est en mesure de constamment remettre en question ses pratiques, mais aussi d'en créer des nouvelles

(Fischbach, 2015). Le travail (concret) est en ce sens une activité qui sert à développer son pouvoir d'agir en accord avec la nature. Au contraire, comme le dit Clot, l'humain s'aliène lui-même lorsque ses propres produits se mettent à avoir des rapports qui semblent évoluer indépendamment de sa volonté. « Paradoxalement, on agit alors sans se sentir actif » (Clot, 2017, p. 7). On regarde son travail et on se dit que quelqu'un d'autre l'a fait à notre place.

Devenir étranger à son propre travail induit de la peur de ne plus être à la hauteur. Si nous avons l'impression que quelqu'un d'autre travaille à notre place, alors comment ferons-nous pour refaire cette tâche à nouveau ? Non seulement la refaire, mais la refaire encore mieux, encore plus précisément. Une pigiste me parle de sa double anxiété : « si je foire ce projet, on ne va pas me rappeler, mais si je réussis très bien ce projet, on va s'attendre à ce que je le fasse encore, mais en meilleur ».

La figure du Brulé n'atteint donc pas seulement ceux et celles qui ont officiellement vécu une maladie professionnelle comme un burnout ou une dépression. Selon les informations que j'ai obtenues de la FPJQ, seulement 26 journalistes québécois (1,6 % des membres) se sont prévalus du Programme d'aide aux membres en 2020, un programme qui a d'ailleurs été annulé en 2021 en vertu de son impopularité. Oui un nombre considérable de journalistes est véritablement passé par un burnout dans les dernières années – des études disent que le quart des journalistes ressentiraient des symptômes de détresse psychologique<sup>67</sup> (Charon et Pigeolat, 2021; Brédart, 2017; Reinardy, 2011) – mais il reste que le problème des arrêts de travail n'en dit pas assez sur la subjectivité du Brulé. Les journalistes ne font pas un burnout ou une dépression parce qu'ils commencent

---

<sup>67</sup> Le quart des journalistes interrogés par Charon et Pigeolat (2021) avaient souffert d'un burnout. Reinardy (2011) dit quant à lui que le quart des journalistes ont l'intention de quitter la profession. Brédart (2017) cite une étude qui affirme que le tiers des journalistes envisage de quitter leur emploi.

soudainement à se sentir brulés ou déprimés, non ils en font un parce qu'ils n'en peuvent plus de l'être, ils n'en peuvent plus de ne pas se sentir à la hauteur. Le surmenage est la goutte qui fait déborder le vase, mais le vase s'est préalablement rempli de petites déprimés, de fatigues chroniques, de périodes de stress intense. Ehrenberg (2010, p. 300) dit que le travail est maintenant vécu comme une suite d'épreuves individuelles. Chaque fois il y a cette possibilité de trébucher, et donc d'être classé, relégué, chassé.

Cette passation constante des épreuves laisse des traces sur la santé mentale. Les auteurs et autrices en clinique de l'activité disent que la santé ne se limite pas à la préservation de soi. Simplement tenter de survivre, simplement tenter de répondre aux échéances actuelles en attendant les prochaines, ce n'est pas être en santé, bien au contraire. Quand un travailleur ou une travailleuse se crée une construction défensive pour tenter de rester « normal » (notamment lorsqu'il se dissocie de son travail), cela le diminue. À force de simplement tenter de survivre, celui-ci se rend peu à peu malade. La santé, dans une perspective vitaliste, est au contraire un pouvoir d'action sur soi et sur le monde : « ce qui caractérise la santé c'est la possibilité de dépasser la norme qui définit le normal momentané, la possibilité de tolérer des infractions à la norme habituelle et d'instituer des normes nouvelles dans des situations nouvelles » (Canguilhem, 1984[1943], p. 130). Dans l'entreprise performante, cette possibilité de dépasser la norme est réduite à néant. La norme ne peut jamais être contestée. Il faut simplement tenter de l'atteindre en attendant qu'elle nous échappe à nouveau.

Je n'ai jamais insisté dans mes recherches pour parler de maladie mentale ou professionnelle, loin de là. Ma démarche s'articulait beaucoup plus sur une perspective émancipatrice qui met l'accent sur les soins reçus. Mais certains journalistes ont tout de même tenu à me parler de leur plongée dans la souffrance. Dans ces témoignages, ce qui revient est souvent la prise de conscience d'un moment de style « drapeau rouge » (*red flag*), un moment où le corps envoie un signal pour dire qu'il va se briser. Une journaliste interviewée (Fatima dans la section 7.2) a en ce sens tenu à me

raconter ses symptômes de burnout vécu dans ses premières années de métier. Celle-ci décrit un stade de sa vie où elle était complètement envahie par l'anxiété et l'insécurité liée à son travail, ainsi qu'une incapacité à réaliser les tâches élémentaires.

C'était vraiment un état mental, physique et psychologique que je n'avais jamais vécu de toute ma vie. J'étais, j'avais plus aucune concentration, mais comme aucune concentration. Moi dans la vie, mon sommeil et mon appétit ne sont pas facilement affectés et là je me suis mise à ne plus être capable de dormir, perte d'appétit, alors là j'ai fait comme ouf ok ça c'est comme un *red flag* un peu intense qui transcende justement les moments où j'étais en train de travailler, ça devenait envahissant dans plein de sphères.

Un autre reporter (Zack dans la section 5.4) évoque le moment où il a dû s'arrêter sur le bord de la route pour reprendre ses esprits :

J'étais dans ma voiture il y a quelques mois, je revenais d'une journée de reportage en conduisant, et j'arrêtais pas de recevoir des alertes Twitter, alors je regardais mon téléphone pendant que je conduisais. Et soudainement il y a une voiture qui a freiné en avant de moi, j'ai dû me tasser à la dernière seconde. Je me suis arrêté sur le bord de la route et j'ai fait comme là ma job a pas d'allure, genre j'ai comme failli vraiment avoir un accident parce que ça va trop vite, j'ai comme fait ahhh, j'ai craqué, je me suis mis à pleurer, j'ai appelé mon boss j'ai dit je suis plus capable, je suis brûlé, j'ai besoin d'un long break.

De plus en plus de journalistes brisent en effet sous cette tension perpétuelle. Dans leur enquête sur les journalistes français qui ont quitté la profession, Charon et Pigeolat (2021, p. 56-62) rapportent plusieurs témoignages sur des journalistes qui se sont tués à l'ouvrage. Aucune salle de rédaction ne semble protégée du phénomène. Même s'ils ont à peine quelques années d'expérience dans le métier, des journalistes déclarent qu'ils se sentent « usés », « vidés ». Leur corps les lâche alors qu'ils sont dans la fleur de l'âge. Les maladies psychosomatiques sont aussi nombreuses. Certains ne dorment plus. Des femmes voient leur cycle menstruel se dérégler, d'autres font des crises d'anxiété répétées (Charon et Pigeolat, 2021). Ces phénomènes se produisent même avant la trentaine : « j'ai vu des jeunes de mon âge, beaucoup de gens autour de moi qui ont fait des burnout à 27-28-29 ans », dit un reporter de Radio-Canada (Roman). Si la littérature sur les chocs post-

traumatiques analysait auparavant le travail des journalistes de guerre, il semble, si on s'en remet à ces témoignages, que le champ de bataille se soit désormais élargi à la vie quotidienne au sein des grandes entreprises. Tout le monde est maintenant à la merci des maladies professionnelles.

Certaines personnes sont toutefois plus disposées à être affectées par la subjectivité du Brulé. C'est le cas des femmes, des pigistes, des personnes avec des handicaps visibles ou invisibles ainsi que des minorités culturelles (Reinardy, 2016 et 2011). Les jeunes femmes peuvent être rapidement ciblées par des comportements toxiques comme du machisme ou des commentaires sexistes. De plus, le fait de vouloir fonder une famille ne convient pas avec la mise en disponibilité maximale qui requiert une carrière dans les médias. Aussi, contrairement aux hommes, les femmes ne peuvent pas compter sur du travail de soin effectué par des membres de leur famille ou par leurs amis. Au contraire, c'est elles qui sont appelées à prendre soin des membres de leur entourage. Le tout devient un double fardeau qui est difficile à supporter. Certaines journalistes quittent donc le métier dès les cinq ou dix premières années (Charon et Pigeolat, 2021, p. 18). Passer le stade de la quarantaine est également difficile car certaines femmes se sentent alors jugées sur leur apparence ou encore poussées hors des rôles les plus prestigieux. C'est particulièrement vrai si celles-ci doivent faire des apparitions à la télévision ou sur des plateaux en direct.

La gestion, on peut s'en douter à ce stade de mon argumentaire, n'aide pas les journalistes à passer à travers ces épisodes de souffrance. Au contraire, celle-ci les repousse dans la sphère privée comme s'ils étaient responsables de leurs problèmes de santé mentale (Holton et al., 2021). Des journalistes m'ont mentionné qu'ils ont dû se battre pour avoir accès à une forme d'indemnisation. Les grandes entreprises ont en effet recours à des assureurs privés qui tentent de prouver que le salarié est en fait un mésadapté social qui ne parvient pas à s'adapter aux exigences des entreprises. Les médecins et beaucoup de psychologues accompagnent ce processus en prescrivant des médicaments et surtout en ne remettant pas en question l'organisation du travail. Comme le dit Federici sur ce sujet :



Il faut blâmer les psychologues non seulement pour leurs actions, mais aussi pour leurs omissions. À quelques exceptions près, iels n'ont jamais critiqué les aspects pathogènes de l'organisation et de la discipline du travail capitaliste [...] Ces recherches ne reconnaissent jamais le fait que les troubles mentaux peuvent avoir des causes économiques – chômage, absence de sécurité sociale, rébellion contre le travail (Federici, 2020, p. 107-108).

Les psychologues ou les médecins qui critiquent l'organisation capitaliste du travail sont en effet excessivement rares<sup>68</sup>, et ceux et celles que je mobilise depuis le début de mon travail représentent des exceptions qui ont dû souvent se réclamer d'une interdisciplinarité entre la psychologie et la sociologie pour se faire une place (Dejours, Clot, de Gaulejac, etc.). Cet angle mort de la psychologie (surtout cognitive-comportementale) est un problème très important. Face à la montée des problèmes de santé mentale dans leur salle de rédaction, les gestionnaires ou les syndicats vont souvent inviter des psychologues pour que ceux et celles-ci émettent quelques recommandations pour diminuer les nombres de burnout. La plupart des journalistes qui ont vécu ce genre de séances me disent que celles-ci sont très décevantes : les psychologues soutiennent au final que le journalisme fait en effet partie des métiers les plus stressants, et que les journalistes doivent donc déployer des stratégies individuelles pour résister à ce stress. On recommandera alors de mieux « gérer son anxiété », notamment en utilisant la méthode de Jacobson qui consiste à relâcher la tension musculaire, ou encore de faire de la méditation pleine conscience, du yoga, de « la gestion de l'énergie », d'adopter des saines habitudes de vie, de bien manger et de bien dormir, etc.

Les psychologues positivistes se transforment ici en « bras armé du taylorisme » (Federici, 2020, p. 100; Illouz et Cabanas, 2018). Ceux et celles-ci préconiseront des « stratégies de prise en charge

---

<sup>68</sup> Les critiques de Canguilhem écrites en 1943 contre la médecine positive sont ici encore d'actualité : « Qu'est-ce qu'un symptôme sans un contexte ou un arrière-plan ? Qu'est-ce qu'une complication, séparément de ce qu'elle complique ? Quand on qualifie de pathologiques un symptôme ou un mécanisme fonctionnel isolé, on oublie que ce qui les rend tels c'est leur rapport d'insertion dans la totalité indivisible d'un comportement individuel » (Canguilhem, 1984[1943], p. 50).

de la souffrance » (comme la pleine conscience) qui poussent vers une acceptation de la réalité sociale (Huët, 2021, p. 279). Pire encore : ceux et celles-ci émettront des théories « scientifiques » sur le fait que certaines personnes seraient plus prédestinées à vivre des problèmes de santé mentale, par exemple s'ils et elles sont introvertis ou ont une faible stabilité émotionnelle (Messing, 2016). La prédestination au burnout sera utilisée pour exprimer la hausse du nombre de burnout (Federici, 2020, p. 101). On conseillera alors aux gestionnaires de repérer d'avance les maillons faibles, notamment dans les entrevues où on demandera aux candidats et aux candidates comment ils et elles réagissent en situation de stress. Les évaluations annuelles sont aussi l'occasion de repérer ceux et celles qui ont l'air de casser ou d'avoir trop de problèmes personnels. Les gestionnaires deviennent ainsi doublement imposants parce qu'ils sont protégés par un discours « scientifique ». Face à une telle impasse, il y a deux choix : soit quitter le métier, ou soit accepter de vivre ce cycle de subjectivités et de le considérer comme étant normal<sup>69</sup>. Une troisième serait d'entrer en lutte pour tenter de changer les choses.

## 7.6 Synthèse du chapitre

### 7.6.1 La récupération des critiques traditionnelles du concept d'aliénation

Avant de développer sur la manière dont ces subjectivités interagissent entre elles, j'aimerais revenir sur les nouveautés ou les défis que propose mon argumentation face aux tentatives traditionnelles d'opérationnaliser le concept d'aliénation. Pour la sociologie du travail classique, l'aliénation dans les usines peut notamment s'observer par le fait que les travailleurs et les

---

<sup>69</sup> À savoir si mon modèle du cycle des subjectivités pourrait aussi s'appliquer à d'autres professions, et particulièrement à celle des professeurs d'université, voir le fragment # 10 dans l'Annexe A.

travailleuses n'ont pas de possibilité d'avancement ou encore par le fait qu'ils et elles ne sentent pas d'attachement envers leur travail. Van Dyck et Van Oers (1969), dans leur observation participante dans un groupe d'usines chimiques, disaient par exemple que l'aliénation face au système industriel se manifeste par le blocage des attentes ou par l'absence de moyens pour réaliser ses ambitions. On peut penser à l'ouvrier ou l'ouvrière qui rêvait de faire des films ou des romans, mais qui se retrouve dans une usine parce qu'il ou elle n'a pas assez de capital social ou monétaire.

Or, on voit bien que la figure du Méritocratisé change complètement la donne. Aujourd'hui les travailleurs et les travailleuses sont aliénés parce qu'ils et elles sont au contraire trop attachés à l'entreprise, ou du moins parce qu'ils et elles ont l'obligation de l'être, il s'agit d'un impératif. La vie du journaliste doit se diluer dans celle de son média – c'est ce que Deuze (2007) voulait dire par le fait que la vie doit devenir une façon de travailler (*workstyle*). Les possibilités d'avancement sont donc présentes, mais elles dépendent précisément du niveau d'attachement à l'entreprise. Plus on s'attache et plus on montera. À l'inverse ceux et celles qui descendent n'ont pas réussi à s'attacher. Ils n'ont pas saisi l'opportunité qui se présentait devant eux et elles.

Que deviennent les machines dans ce contexte ? Dans les articles classiques, le fait de faire des tâches répétitives devant une machine est considéré comme un haut niveau d'aliénation. Van Dyck et Van Oers (1969, p. 54) posaient cette question aux ouvriers et aux ouvrières : « L'appareil dépend-il de vous ou dépendez-vous, dans votre travail, de votre machine ? ». Question un peu trop dirigée dans le sens qu'elle contenait déjà sa réponse : oui les ouvriers et les ouvrières dépendaient de leurs machines qui les « mettaient en pièce » (Friedmann, 1956). Weil (2002[1951], p. 60) dans son *Journal d'usine* disait qu'il « faut, en se mettant devant sa machine, tuer son âme pour 8 heures par jour, sa pensée, ses sentiments, tout ».

Ces machines disparaissent dans la nouvelle configuration du travail. Le Surchargé ne perd jamais son temps devant la même machine. Il n'actionne aucun levier, ne pèse sur aucun bouton. Au

contraire, il est plutôt coincé dans un réseau de machines qui le capture dans leur environnement ponctué de surveillance et de signes asignifiants qui le « rappellent à l'ordre ». Comme l'écrit Vioulac :

Penser la technique moderne, ce n'est pas se confronter à un ensemble d'objets matériels mais à la logique formelle de leur mise en réseau et à sa puissance de commandement; c'est ainsi se confronter à une entité fantomatique qui hante des artefacts qu'elle vient animer d'un simulacre de vie; c'est enfin admettre que ce dispositif insensible et invisible constitue désormais l'armature du réel où tout est interconnecté par de tels échanges automatiques d'informations numérisées (Vioulac, 2018, p. 216).

Il n'y a donc pas de machine car les machines créent l'espace même dans lequel s'opère le travail. Il n'y a pas de moyens d'échapper aux machines car elles sont ubiquitaires, elles représentent le théâtre des opérations. Cette situation rend l'intensification et l'accélération du travail beaucoup plus facile : il ne faut plus s'adapter à un nouvel outil, mais bien à un nouvel environnement qui nous transmettra constamment des signaux qu'il faudra décoder. Pour rendre le travail plus efficace, on ajoutera par exemple des nouveaux canaux de communication. En plus de devoir réagir à ses courriels, le journaliste réagira à son Slack, à son groupe Facebook, aux modifications dans le CMS (Content Management Systems), etc. Comme l'information dirige le monde, il s'agit d'en ajouter pour régler tous les problèmes.

Ces nouvelles machines en réseau sont d'ailleurs aussi abrutissantes que les anciennes : loin de vouloir analyser les causes de leurs actions, elles se contentent de gouverner rétroactivement leurs effets. Gouverner cela veut dire inciter, solliciter, encourager, mais aussi contenir (Vioulac, 2018). Les lecteurs et les lectrices ne lisent plus les nouvelles ? Il suffit de les diriger à nouveau vers les nouvelles par de bonnes techniques de design persuasif. Il ne faut pas changer la manière d'écrire des nouvelles, il faut simplement les rendre plus « découvrables ». Le sabotage, s'il existe encore, est en ce sens beaucoup plus un effort de déconnexion de cette rationalité cybernétique qu'une destruction d'outils par une révolte spontanée.

Qu'en est-il maintenant des concepts de la psychologie classique ? J'ai mentionné que pour Seeman l'aliénation pouvait s'opérationnaliser de plusieurs façons, notamment l'impuissance, l'isolement, la perte de sens, etc. On peut penser, dans *l'Étranger* d'Albert Camus, à ce moment où le personnage regarde la ville sur sa terrasse et ne se sent pas capable de la rejoindre. Ses valeurs n'évoluent pas avec celles de la modernité et de l'industrialisation.

Encore une fois, le problème aujourd'hui n'est pas que le travail retire toute forme de sens, mais bien qu'il en procure un qui est mis au service de l'entreprise. Les médias en appellent à la créativité et à l'inventivité de leurs journalistes. Simplement cette créativité doit rimer avec productivité. Elle doit être mise au travail. C'est en ce sens que Bulut (2018) parle de créativité unidimensionnelle. Les travailleurs et les travailleuses doivent être créatifs, mais en même temps, « les objectifs doivent être atteints ». Seeman disait que le sentiment de perte de sens désigne le fait de ne pas pouvoir prédire le résultat de ses actions. Mais dans la nouvelle configuration du travail il est très simple de prédire le résultat de ses actions : ils profiteront à l'entreprise. Le Brulé n'est pas impuissant, mais sa puissance est instrumentalisée. Il a donc peur qu'elle finisse par lui échapper définitivement.

Il est ainsi fascinant de constater à quel point les critiques des sociologues et des psychologues classiques ont été intégrées pour créer de nouvelles formes d'aliénation qui ont coopté les anciennes. La majorité des critiques ont été récupérées. C'est ce que je voulais dire quand j'écrivais plus tôt que l'aliénation est constamment faite, réactualisée, remodelée, mais aussi dépassée – pour être constamment refaite à nouveau. Le capitalisme tire sa puissance de sa façon « de subsumer et de consumer toute l'histoire qui précède » (Fisher, 2018, p. 10). La seule chose qui reste cohérente, dans ses mutations des modes d'aliénation et des modes d'exploitation, c'est l'accumulation du capital. Ça en dit long sur ce qu'il faudra remettre en question pour en finir avec l'aliénation.

### 7.6.2 Quelle subjectivité sublimera toutes les autres ?

Comment les quatre subjectivités présentées dans ce chapitre interagissent-elles ? Ce qu'il faut retenir ici, c'est l'idée du cycle et du mouvement. À mon sens, les quatre subjectivités laissent rapidement place les unes aux autres et même parfois se superposent pendant un court moment. Le mot-clé est celui de la dialectique. Pour Fuchs (2019), des éléments sont dialectiquement liés lorsqu'ils sont à la fois en relation, en mouvement, en contradiction et en sublimation l'un envers l'autre. La sublimation renvoie au fait qu'un élément peut nier l'autre et que de cette négation peut émerger quelque chose de nouveau.

Il est donc parfaitement possible pour un journaliste de commencer sa semaine (ou même sa journée) en étant passionné et de la finir comme étant brulé. Le cycle que j'ai décrit est aussi très dynamique, une subjectivité peut très rapidement en laisser place à une autre (c'est le mouvement). Dans certains moments conflictuels, des subjectivités peuvent s'affronter (c'est la contradiction), même si, au final, l'une d'elles doit l'emporter (c'est la sublimation).

Prenons cet exemple qui est inspiré du témoignage de deux journalistes travaillant pour Radio-Canada. Au début d'une semaine, il peut y avoir ce moment où un journaliste reçoit une assignation d'un sujet qui lui semble important. Disons que le sujet est la baisse de la participation des jeunes des quartiers populaires lors de la dernière élection fédérale. On retrouve ici la passion de travailler sur des sujets nouveaux et d'en apprendre tous les jours. Le journaliste commence à fouiller son sujet mais il est rapidement contacté par le « stratège numérique » de l'entreprise qui lui explique les dernières « tendances » telles qu'analysées par les rapports SEO (Search Engine Optimization). En effet les mots « armes à feu » ou « fusillade » sont très performants sur les réseaux sociaux en ce moment et cela indique que l'angle de la criminalité et du rap dans les quartiers populaires serait très intéressant à adopter. Comme il vient de postuler pour un nouveau poste dans le même département que le stratège, le journaliste cède et adopte cet angle. Déjà la

figure du Brulé fait sa première apparition, mais elle est rapidement réprimée par l'urgence des autres tâches.

Le journaliste commence donc sa recherche. Il réapprend à aimer son sujet mais rapidement la figure de la Surchargé commence à prendre le dessus. Il faut aller vite, l'article doit sortir dans quelques heures. Se rajoutent d'autres assignations moins importantes pour suivre l'actualité de la journée, mais aussi d'autres tâches comme le fait d'être actif sur Twitter ou de répondre aux courriels de l'équipe sur les nombreux canaux de communication (Gmail, Slack, etc.).

En milieu de journée le journaliste réalise finalement une entrevue rapide avec un politologue qui est un expert de la participation politique des jeunes. Celui-ci met en garde le journaliste contre une vision trop clichée des quartiers populaires. Peut-être que les jeunes ne votent pas parce que ces quartiers sont délaissés et peu considérés par les pouvoirs en place. Le journaliste plonge dans l'entrevue et retrouve sa passion initiale. Il y voit aussi un moyen de résister à l'angle imposé par le SEO. Or encore une fois la surcharge reprend le dessus. Il faut penser à comment cette entrevue pourrait être adaptée sur d'autres formats.

Entre temps, le journaliste reçoit un courriel sur la performance des deux dernières semaines. Super nouvelle : son équipe a mieux performé que les départements voisins. Les collègues se félicitent car ceux et celles-ci ont de bien meilleurs résultats que les gens de la radio (ou de la télé, du web, peu importe). Sur Slack, un même se met à circuler dans lequel un collègue se moque ouvertement des gens de la radio qui sont considérés comme des vieux dinosaures. C'est bien normal pour des vieux qui ont acquis leur permanence depuis si longtemps alors que la direction n'a promis qu'à 40 % des salariés de son département de l'obtenir. Le Méritocratisé émerge, mais pas pour longtemps, puisqu'il faut écrire ou réaliser le reportage. Là on retombe dans l'accumulation des compétences : il faut savoir comment monter, se rappeler de cette phrase accrocheuse, des types de titres qui marchent bien.

Enfin le sujet n'est pas trop mal : oui il s'amorce sur le fait que les jeunes ne votent pas parce que leurs quartiers débordent de problèmes, dont la criminalité, mais le journaliste réussit aussi à insérer des passages critiques vers la fin de l'article. C'est toujours ça de gagner et peut-être que celui-ci pourra revenir plus tard sur le sujet. Après la parution de l'article, le journaliste reçoit un message de félicitations d'un supérieur qui a bien apprécié la qualité des extraits choisis. Ce message est accompagné de l'horaire pour la couverture des prochains jeux olympiques : le journaliste y apprend qu'il devra travailler 10 jours en ligne, parfois de soir et de fin de semaine. Il se sent déjà brûlé mais, déjà, un autre sujet émerge...

Cet exemple, qui bien sûr est peut-être trop radio-canadien, démontre bien le rapport dialectique existant entre les subjectivités (mouvement, contradiction et sublimation). Une subjectivité laisse rapidement place à son contraire. Mais aussi à plusieurs moments une subjectivité émerge, elle tente de sublimer l'autre mais elle est constamment rabattue. Il y a cette lutte que se mènent les subjectivités entre elles. C'est spécifiquement cette lutte intérieure qui épuise et qui rend malade, et non la colonisation de la subjectivité entrepreneur de soi sur l'idéaliste. La sensation d'être coincée dans un cycle de subjectivités crée une instabilité psychique qui rend quasi-impossible le maintien d'un collectif de travail (Lamoureux, 2021d). Le journaliste n'est par contre pas passif face à ce cycle. Des événements lui imposent certains réflexes, dont le fait de multiplier les tâches. Mais il y a aussi cette fluidité dans le sens que le journaliste peut se servir de son pouvoir d'agir pour retrouver des formes de passion ou de fierté au sein de son processus de travail.

Cet affrontement se passe en tout temps, tous les jours, dans toutes les salles de rédaction. Le procès de travail actuel ne pacifie donc pas les relations de travail, bien au contraire, il transfère seulement l'affrontement dans la subjectivité même des journalistes. Les affrontements sont contenus parce qu'ils sont sublimés intérieurement. Foucault (2013, p. 33) disait que le libéralisme transforme le pouvoir disciplinaire en une guerre civile sur les individus, un affrontement perpétuel qui s'inscrit dans le langage et dans les corps. Au stade du capitalisme avancé, cette guerre est intériorisée et se



déroule entre les multiples subjectivités que le journaliste s'est lui-même créées pour survivre (Alliez et Lazzarato, 2016, p. 58). La question est de savoir quelle subjectivité prendra le dessus; de savoir quelle subjectivité sublimera toutes les autres. Il est trop tôt pour répondre à cette question, mais il est toujours possible de s'armer en mobilisant d'autres subjectivités.

Les exemples de subjectivités alternatives sont nombreux. Dans les dernières années, plusieurs chercheurs ou chercheuses ont en effet proposé plusieurs nouvelles manières de pratiquer le journalisme, notamment le journalisme de combat, de paix, de solution, flâneur, de lenteur, d'empathie, de résonance, de rassemblement conflictuel et plusieurs autres. Toutes ces propositions de nouveaux journalismes sont intéressantes et représentent des nouvelles formes de subjectivités potentielles. Le journalisme de combat ou de rassemblement conflictuel, parce qu'il remet la confrontation ou l'agonistique au cœur du journalisme, peut combattre le côté sombre du Passionné, celui de se croire pour un superhéros qui se détache de la société pour sauver la démocratie libérale.

Le journalisme lent, parce qu'il vise à ralentir le rythme de production, peut combattre la forme du Surchargé et sa faculté à se tendre constamment dans une temporalité où règne le présent perpétuel. Le journalisme d'empathie ou de solution, parce qu'il vise à remettre l'humain au centre de la couverture, peut combattre le Méritocratisé qui s'aliène de sa communauté. Le journalisme de paix ou le journalisme civique, parce qu'il embrasse de grandes causes comme les processus de démilitarisation ou de transition écologique, peut combattre la figure du Brulé qui a l'impression que son travail est réalisé par quelqu'un d'autre.

Toutes ces nouvelles formes de journalisme sont parfaitement légitimes et méritent d'être réinvesties. Mais il y a tout de même une étape préalable à la formation ou à la mutation vers une de ces nouvelles formes. Cette étape, c'est la transformation de l'organisation du travail. Le journaliste est ce qu'il est en ce moment parce qu'il est coincé dans un modèle organisationnel et économique qui est le résultat de plusieurs décennies de radicalisation de l'organisation capitaliste

du travail. À l'inverse, un retour vers le travail de qualité se fera lorsque les conditions générales de production changeront. Lordon (2021, p. 154) dit que « la qualité vient avec les conditions faites aux gens pour les laisser produire comme ils l'entendent, c'est-à-dire sans que leur survie en dépende ».

Les conditions de travail doivent changer pour que le journalisme change aussi. Mais une mutation se prépare. Québecor a préparé sa transformation en licenciant presque tous ses salariés après deux ans de lock-out. C'est ce qui rend cette entreprise aujourd'hui si efficace. Une autre transformation devra aussi se préparer. Il faut dès maintenant se regrouper pour penser à la transformation du journalisme de demain. On peut penser à la création de campagnes syndicales sur des thèmes rassembleurs, ou encore à la mise sur pied de formes de valorisation alternative (voir ma conclusion générale). Peut-être que des universitaires peuvent aider le processus en mettant en place des plateformes de réflexion, un peu comme le fait le groupe *Cultural Workers Organize* (CWO).

Ce chapitre se termine ainsi sur cet appel au regroupement des forces. Nous aurons besoin d'une alliance critique pour penser le futur des médias. J'ai utilisé le marxisme, mais d'autres théories peuvent être appelées en renfort. D'autres industries culturelles peuvent être analysées. D'autres recherches peuvent être menées. Le cas des exclus du métier est particulièrement intéressant. Tous ces gens qui ont quitté le journalisme, où sont-ils désormais (Reix, 2020) ? Sont-ils prêts à lutter ? L'alliance entre les exclus et les précaires est essentielle pour défaire la vision romantique des vedettes du métier. Ces derniers on ne pourra rien espérer d'eux et elles. Rien ne sert de perdre son temps à les convaincre. Mais de mettre en lumière ces gens que le métier a brisés, ceux et celles qui sentent déjà que le métier les brise, ceux et celles qui ont peur de vivre ce destin, voilà une alliance essentielle.

Dans notre processus de résistance, il faudra aussi comprendre que la science officielle ne nous aidera pas, bien au contraire. Les modes d'aliénation et d'exploitation que j'ai décrits dans ma

recherche sont tous légitimés par des discours scientifiques. C'est aussi ce que voulait dire Foucault quand il affirmait que chaque forme de pouvoir est reliée à une forme de savoir. La psychologie des relations industrielles a rendu légitime l'individualisation du rapport salarial postfordiste. Mais la sociologie du travail aussi, en abandonnant le concept de classe sociale pour celui d'identité professionnelle, a contribué à ce retour de l'individualisme méthodologique. Si j'ai voulu accomplir quelque chose dans ma thèse, ce n'est au final pas de contribuer à l'avancement des connaissances dans un de ces chemins sclérosés, c'est au contraire de tenter de faire une brèche qui prendrait une autre direction, une direction dialectique qui puiserait à la fois dans les luttes passées pour inspirer les luttes futures. Cette critique du positivisme s'applique aussi aux journalistes qui voudront lutter. Comme je le dirai dans ma conclusion générale, il y aura deux choix pour ceux et celles qui voudront changer les choses : vivre en résistant ou mourir en tentant simplement de « vérifier les faits ».

Comme le disait Derrida (1993, p. 88), « on n'a peut-être plus peur des marxistes, mais on a encore peur de certains non marxistes qui n'ont pas renoncé » à leur héritage. Ceux et celles qui n'ont pas renoncé, il faudra se regrouper avant qu'il ne soit trop tard. Et laisser derrière nous ces figures qui nous ont paralysés trop longtemps.

## CONCLUSION : NOUS VOULONS PLUS QUE LE TRAVAIL

Camarades, refusons le travail. Nous voulons tout le pouvoir, toute la richesse. Ce sera une lutte qui durera des années, avec des succès et des insuccès, des défaites et des conquêtes. Mais c'est la lutte que nous devons entamer maintenant, une lutte violente et à fond. Nous devons lutter pour qu'il n'y ait plus de travail.

Nanni Balestrini, *Nous voulons tout*, 2010[1971], p. 146

I think most of us are looking for a calling, not a job. Most of us, like the assembly line of workers, have jobs that are too small for our spirit. Jobs are not big enough for people.

Nora Watson citée dans Terkel, *Working*, 1974, p. xxiv

### 8.1 Rappel des thèses essentielles

Alors que je pense à ma thèse, et que je cherche à la résumer, un mot, en particulier, me revient constamment à l'esprit. Ce mot, c'est l'aliénation. Tant de journalistes, dans les dernières années, m'ont ouvert leur vie, tant de personnes m'ont partagé leurs expériences. Je me sens tellement choyé d'avoir pu parler à toutes ces personnes, d'avoir pu en quelque sorte partager leur intimité. Mais je suis aussi tellement déçu du fait que le journalisme a pu faire autant de mal à ces personnes, qu'il en a poussé autant jusqu'au bout de leur force. Car s'il y a bien une chose qui se retrouvait dans tous ces témoignages, rien qu'un point nodal, c'est l'aliénation, il n'y a aucun doute.

Pourquoi notre profession a-t-elle pu se transformer en cauchemar ? Pourquoi les journalistes frappent-ils un mur si rapidement ? Pourquoi ce travail supposément créatif a-t-il fini par briser des corps et des esprits ? Et surtout, pourquoi n'avons-nous pas d'espace pour y réfléchir ? Pourquoi les journalistes dans les films et les romans, eux et elles, ne souffrent pas ? Pourquoi les journalistes, tels qu'ils sont présentés et enseignés dans les cours d'histoire à l'université, sont-ils toujours des

héros invincibles ? Et pourquoi les recherches sur le journalisme ne parlent-elles jamais d'aliénation, et même très peu, de travail ?

Je ne sais pas pourquoi, ou du moins je ne le savais pas. L'objectif de ma thèse était au départ de remplir ce vide. Au-delà des recherches dominantes en études médiatiques qui portent sur les sujets à la mode comme les fausses nouvelles ou les identités professionnelles, je voulais savoir ce qui, au sein même du processus du travail des journalistes, pouvait faire souffrir. Ceci était mon point de départ : pourquoi le processus de travail est-il aliénant, et comment pouvons-nous relier ceci à la dynamique interne de notre société et de son régime d'accumulation capitaliste.

J'ai d'abord dû faire un pas de recul. Les études médiatiques sont traversées depuis le milieu du 20<sup>e</sup> siècle par un biais libéral qui associe constamment les médias à la démocratie. Ce biais nous conduit à analyser que les problèmes du journalisme se situent à l'extérieur de la société : État autoritaire, assauts contre la liberté de la presse, hackers russes et chinois, tous des cibles qui se situent loin de nous et qui sont en conséquence faciles de pointer du doigt pour expliquer nos problèmes. Or mon geste de départ, en proposant une approche matérialiste des médias qui liait le journalisme aux formes du capitalisme, visait à repenser cette approche et à remettre la lumière sur les dynamiques internes de notre société. Et si les problèmes des médias ne venaient pas de l'extérieur mais bien de l'intérieur, bref du système capitalisme que les médias ont eux-mêmes coconstruit à travers les décennies, un système qu'ils ont même renforcé ? Et si nous n'assistions pas à une crise de la démocratie et à un problème de fausses nouvelles, mais bien à une crise du capitalisme qui accentue les dynamiques d'intensification et d'accélération du travail journalistique ?

Pour répondre à ces interrogations de départ, j'ai d'abord cadré ma thèse et son champ de recherche dans une extension de la sociologie du procès de travail post-Braverman, c'est-à-dire une sociologie du travail marxisante qui s'inspire du livre *Travail et capitalisme monopoliste*, publié

en 1976. Un nombre considérable d'études ont en effet démontré comment le travail créatif, qui inclut le travail journalistique, a été remodelé par l'organisation scientifique du travail dès la fin du 20<sup>e</sup> siècle, ce qui a provoqué des phénomènes de déqualification-requalification, de standardisation et d'automatisation du travail. Au contraire des thèses sur la société de l'information ou post-industrielle, le travail créatif a donc subi une rationalisation de la part des formes du capitalisme, une rationalisation voilée par le discours idéologique qui présente toujours le journalisme comme une aventure ou comme une forme unique de travail d'artiste (une rationalisation aussi limitée par la quête d'une autonomie relative dans le procès de travail).

Or, j'ai rapidement constaté que la sociologie marxisante post-braverman s'intéressait peu à la subjectivité des travailleurs et des travailleuses. Cela a historiquement conduit à des impasses (ou du moins à des scissions) quand vient le temps d'analyser des phénomènes complexes comme la souffrance ou l'aliénation, des concepts qui dépendent de l'expérience phénoménologique des travailleurs et des travailleuses (Bouquin, 2010). Pour surmonter cette impasse, et surtout pour éviter de faire trop de concession à la psychologie positiviste du travail qui s'est développée en alliance avec les sciences de la gestion, j'ai découvert un courant théorique qui allait s'avérer majeur dans ma recherche : l'autonomie italienne.

Au sein du marxisme autonome, et surtout de sa première génération des années 1960-1970, c'est surtout le concept de composition de classe qui m'a intéressé. Ce concept est un raffinement du concept de classe sociale (qu'il rend plus sensible, phénoménologique et dynamique), mais aussi de celui de conscience de classe (qu'il libère de sa dépendance à la philosophie hégélienne de l'histoire). Par la mobilisation du concept de composition de classe, les autonomes mettaient en effet de l'avant l'analyse d'un travail donné dans une période historique du capitalisme, cette composition variant selon la subjectivité politique des travailleurs et des travailleuses, mais aussi selon l'objectivité technique. Mais cette composition évoluait dans un procès dynamique qui variait selon l'intensité des luttes (Galimberti, 2022, p. 14) : quand les travailleurs et les travailleurs

partageaient intensément leurs expériences, la composition de classe pouvait évoluer dans diverses actions de grèves, de sabotages ou d'autoréductions ; or, si le capital parvenait à limiter ces expériences de partage par diverses stratégies, la composition de classe pouvait plutôt se décomposer ce qui à long terme mène inévitablement vers un autre cycle de composition/recomposition de classe et surtout à un autre type de subjectivité au travail. Ce cycle de luttes ne dépend pas ici de la médiation d'un syndicat ou d'un parti politique, mais bien des désirs et de la subjectivité des travailleurs et des travailleuses, des facteurs qui possèdent leur propre autonomie.

La mobilisation de l'autonomie italienne me permettait de m'inscrire à la fois dans la filiation des études marxisantes sur le travail créatif (Cohen, 2019), mais aussi, puisque je portais une attention particulière à la subjectivité des journalistes, dans la suite des recherches inspirées des *Cultural Studies* et des *Production Studies* (Hesmondhalgh et Baker, 2011). Ma question de recherche n'était donc pas d'analyser l'effet objectif du capitalisme sur la classe sociale des journalistes (par exemple la perte des salaires, l'intensification du travail, des questions marxistes classiques), ni le sens que les journalistes donnaient à leur action dans le procès de travail (des questions interprétatives reliées aux *Cultural Studies*), mais bien de savoir, de manière plus dialectique, comment les journalistes avaient eu historiquement à être leur être de classe, et ce que ce devenir avaient impliqué en termes de répétition et d'invention. Cette question large supposait donc de repérer comment l'aliénation avait été faite pour chaque période historique du cycle de composition/recomposition/décomposition de classe, mais également de comment l'aliénation, comme je l'ai démontré dans le chapitre sept, était toujours remodelée et adaptée au désir des travailleurs et des travailleuses de l'information.

Or il faut savoir que la composition de classe n'est pas seulement un concept, mais aussi une méthode de recherche qui peut favoriser les luttes (Cavazzini, 2013). J'ai ainsi défini ma méthodologie comme faisant partie d'une démarche de corecherche, une posture qui tente de créer

un savoir concret qui favorise l'émancipation des travailleurs et des travailleuses. Après avoir effectué une analyse historique de l'émergence et du déclin de la composition de classe des journalistes dans les livres d'histoire, j'ai donc tenté d'appliquer une démarche de corecherche avec des journalistes sensibilisés sur la question de la santé mentale et des conditions de travail. J'ai interviewé au total vingt-deux journalistes, tout en employant la méthode de l'espion avec cinq d'entre eux. Développée pendant la pandémie de 2020-2021, la méthode de l'espion est essentiellement le fait de demander à des journalistes d'observer à ma place certains éléments sur leurs lieux de travail, une observation qui dépendait d'une communication régulière avec les journalistes en question. Cette démarche m'a parfois permis d'accéder à la composition en train de se faire sur les lieux de travail, c'était notamment le cas des mouvements de dénonciation des climats toxiques dans les salles de rédaction.

La première étape de mon analyse a été de proposer une nouvelle histoire de la composition de classe des journalistes québécois. J'ai rapidement constaté que l'historiographie de la presse en Amérique du Nord était coincée dans une vision libérale de l'histoire où les journalistes étaient souvent représentés comme des superhéros du libéralisme et de la liberté de la presse contre les divers représentants du monde de la noirceur. De nombreux livres d'histoires mettaient aussi de l'avant du déterminisme technique ou du malthusianisme pour expliquer l'émergence des médias, des arguments qui ignoraient l'importance du capitalisme dans la transition vers les médias de masse. L'École de Québec, quant à elle, faisait un pas de l'avant mais était tout de même coincée dans une vision néo-smithienne de l'histoire, une vision qui conceptualise le capitalisme comme une simple extension des échanges commerciaux déjà présents au Moyen-Âge, cette vision niant les rapports de classe.

Cette critique m'a conduit logiquement à formuler ma propre approche historique, une histoire que j'ai découpée en trois parties : la germination de classe (1900-1940), la composition de classe (1940-1980) et la décomposition de classe (1980-2020). La germination de classe désigne la



période historique où les journalistes commencent pour la première fois à se constituer en tant que classe sociale qui partage des expériences particulières, cette germination étant toutefois bloquée par plusieurs verrous, par exemple le verrou affectif des grands combats moraux qui compensent pour les mauvaises conditions de travail, mais surtout le verrou matériel qui indique le fait que plusieurs salles de rédaction fonctionnent encore de manière artisanale. Ce n'est qu'à partir des années 1940 que la classe sociale des journalistes se compose vraiment, et ce dans de multiples luttes qui sont bien souvent stimulées par la combativité des employés de soutien. Cette composition de classe culmine d'ailleurs à la fin des années 1970 où plusieurs salles de rédaction sont alors paralysées pendant plusieurs mois par de très longues grèves, des blocages qui remettent en question les fondements mêmes du journalisme. Cette combativité est cependant complètement neutralisée par la période de décomposition de classe, cette période étant plutôt caractérisée par un cycle de défaites où la lutte des places entre les journalistes aux statuts différents (permanents, surnuméraires, stagiaires) prend le dessus sur la lutte des classes.

Dans les chapitres cinq et six, j'ai tenté d'analyser ce qui, dans le procès de travail actuel, renforçait ou combattait le processus de composition de classe. C'est à ce moment que je me suis servi des données que j'avais révoltées dans mes entrevues, ou encore lors des échanges avec les journalistes faisant usage de la méthode de l'espion. J'ai réalisé que la décomposition de classe était renforcée par plusieurs institutions : l'école de journalisme tout d'abord diffusait de nombreux mythes sur le métier, notamment le fait que le métier serait naturellement stressant. Puis, lorsque le journaliste entrait sur le marché du travail, et ce particulièrement chez Radio-Canada, il était tout de suite mis sous la loupe de la nouvelle gestion méritocratique qui tentait de repérer les leaders qui pouvaient « s'élever », ou encore de rabaisser ceux et celles qui ne semblaient pas vouloir sacrifier leur vie pour leur métier. Le tout créait une division entre les journalistes aux différents statuts, l'un des cas les plus flagrants de cette division étant chez Québecor où les salles de rédaction sont physiquement séparées entre ceux et celles qui écrivent les articles et les autres qui s'occupent de les faire circuler.

Le chapitre cinq, au final, m'a permis de repérer deux forces contradictoires, mais complémentaires, qui renforcent la décomposition de classe des journalistes. La première force, ascendante, est celle d'un « devenir gestionnaire » qui hante les journalistes qui voudraient s'élever dans les salles de rédaction pour obtenir les emplois les plus prestigieux. La deuxième force, et je l'ai illustrée avec l'exemple de l'automatisation de MSN Québec, est plutôt celle d'un « devenir machine ». Cette deuxième force est descendante car elle vise précisément à briser les premiers paliers sur le marché du travail journalistique et ainsi à rendre encore plus difficile le fait de se trouver un emploi de qualité. Cette logique automatique sommeille d'ailleurs dans la plupart des grands médias, comme je l'ai démontré avec le cas de la réorganisation de la salle de rédaction du *Devoir*.

Mais la décomposition de classe n'est pas un processus inéluctable. Elle est combattue en tout temps par des forces qui favorisent au contraire une recomposition de classe. J'ai dans le chapitre six tenté de repérer quelques exemples de ces forces qui pourraient prendre de l'ampleur dans les prochaines années. Les mouvements de dénonciation des climats toxiques dans les salles de rédaction, qui ont chamboulé TVA et Radio-Canada en 2020-2021, sont des exemples concrets qui pourraient favoriser un retour des luttes. Encore faudrait-il que ces mouvements soient articulés collectivement dans des campagnes syndicales ou associatives d'envergure.

La récupération des entreprises médiatiques en coopérative, ou encore la revendication de l'information comme bien public, sont d'autres exemples de résistance. La coopérative nationale de l'information (CN2i) est la plus grande coopérative médiatique au pays et est surtout le résultat d'un mouvement qui a émergé du désir des journalistes de faire perdurer leur organisation. Plusieurs défis attendent cette coopérative si elle souhaite éviter une sorte de dégénérescence, dont une transformation de l'organisation du travail, mais le tout est inspirant pour les autres médias en déclin. J'ai aussi développé sur les médias en région qui se sont fait oublier des grandes structures, ces médias étant pris en charge par des petites équipes qui valorisent un collectif de travail et une activité déontique.

Après avoir décomposé la décomposition de classe dans ses éléments constitutifs dans les chapitres cinq et six, j'ai replongé dans la subjectivité des journalistes dans le chapitre sept pour tenter de faire émerger une expérience de travail qui pourrait s'appliquer à tous les journalistes (le tout pour répondre à ma sous-question de recherche qui est la manière dont se fait l'aliénation). Inspiré par la philosophie poststructuraliste, j'ai eu l'idée de parler d'un cycle des subjectivités pour illustrer l'expérience de travail des journalistes au quotidien, un cycle de quatre subjectivités liées dialectiquement : Le Passionné, le Surchargé, le Méritocratisé et le Brulé. Le Passionné est relié aux représentations du journalisme qui dépeignent les journalistes comme des superhéros de la vérité. J'associe cette subjectivité à une aliénation par la représentation qui force les journalistes à sacrifier leur santé au nom de leur représentation. La deuxième subjectivité, celle du Surchargé, est reliée à l'intensification et à l'accélération du travail. La montée du capitalisme de plateforme impose un modèle du « flux tendu » aux journalistes, un état où ceux et celles-ci sont constamment connectés dans l'attente du signal ou de l'alerte qui les rappellera à l'ordre. J'associe cet état à une aliénation par la mobilisation permanente.

Certains journalistes réussissent toutefois à passer outre la surcharge et à se démarquer aux yeux des patrons ou des gestionnaires, par exemple lors de la remise de prix ou de concours d'écriture. Cet état mène à la troisième subjectivité qui est celle du Méritocratisé, qui représente une aliénation par rapport aux autres. La hausse de la surcharge conduit en effet les journalistes à considérer leurs collègues comme des concurrents à écarter ou comme des ressources à exploiter. Mais cette passion de la réussite ne peut jamais être satisfaite car elle n'est pas associée à un besoin précis, c'est une soif abstraite.

Cela conduit à la quatrième et dernière subjectivité qui est celle du Brulé. Le procès de travail actuel mène les journalistes dans un état d'insatisfaction perpétuelle : de nouveaux objectifs se cachent toujours derrière les anciens. Le travail est constamment vécu comme une suite d'épreuves à surmonter. Le tout use et finit à la longue par créer des phénomènes de détresse psychologique

ou encore de sortie du métier. Il faut toutefois concevoir ces quatre subjectivités comme étant très dynamiques, laissant rapidement place à leur concurrente, et surtout étant dans une lutte constante où une subjectivité peut tenter de se superposer à une autre pour la neutraliser. Le but de ce chapitre est également de mettre l'accent sur la subjectivité du Brulé dans le but de la sortir de l'ombre et de la stimuler politiquement.

Mes analyses, et surtout celles contenues dans les chapitres cinq à sept, répondent donc à ma volonté de concilier les facteurs objectifs (économie politique) aux facteurs subjectifs (méthodes interprétatives, *cultural studies*), ou encore de repérer comment les facteurs objectifs sont intériorisés par les travailleurs et les travailleuses pour être ensuite réextériorisés à leur tour. Le but est donc à la fois de dresser un portrait des facteurs objectifs traversant le procès de travail, notamment le discours de la gestion et de l'automatisation, mais aussi la manière dont ces processus façonnent la subjectivité des journalistes, en produisant par exemple des phénomènes de détresse ou de narcissisme. À l'inverse, le but est également de comprendre l'impact de la subjectivité sur l'objectivité des structures elles-mêmes, par exemple comment le fait de sentir une situation d'aliénation partagée peut stimuler des luttes contre les climats toxiques dans les salles de rédaction. C'est ainsi en illustrant précisément cette association entre l'économie et la subjectivité qu'il est possible de tracer l'évolution d'une classe sociale – et de déterminer in fine comment elle a eu « à être son être ». Car comme l'écrit Lazzarato (2014, p. 51) le capitalisme n'est pas qu'une affaire de mode de production, il est aussi une affaire de mode de subjectivation et de désir. Chaque régime d'accumulation produit son travailleur ou sa travailleuse idéale. Mais si ce travailleur ou cette travailleuse se change à travers les luttes, et bien le régime d'accumulation doit changer aussi.

Mais les luttes ne sont pas des scénarios prévisibles, elles dépendent toujours de l'état des rapports de force. Dans l'histoire du journalisme, certaines situations ont abouti dans des impasses, notamment lorsque la passion résonante a mené vers une intensification du travail (accepter plus de tâches et des mauvaises conditions parce qu'on aime son travail). Dans ce dernier cas, on

pourrait dire que la résonance avec son travail a compensé pour une augmentation de l'exploitation (Bertuzzi, 2020). Cette compensation est d'ailleurs survenue à plusieurs moments dans l'histoire du journalisme, notamment dans la période de germination de classe. La relation entre l'aliénation/résonance, l'exploitation et la subjectivité politique est donc extrêmement dynamique et dépend de l'examen précis de la composition d'une classe à un moment de son histoire. Les lieux de travail sont des champs de bataille où rien n'est joué d'avance : le déplacement d'une variable très simple (se sentir un peu plus ou un peu moins aliéné ; être un peu plus ou un peu moins organisé) peut changer considérablement l'intensité des luttes.

Cette dernière phrase représente-t-elle, au final, un désaveu envers le marxisme classique et sa tendance à examiner les grandes lois économiques de l'histoire ? Je ne pense pas. Si on limite le marxisme aux travaux des économistes qui tentent constamment de calculer la chute tant reportée du capitalisme, oui c'est un désaveu. Mais si on élargit le marxisme à tous ces courants qui ont essayé de prendre dans l'œuvre de Marx ces outils conceptuels riches qui tentent de comprendre le travail aujourd'hui pour le changer, ce n'est pas un désaveu, bien au contraire. Tronti (1977, p. 37) disait qu'il fallait « confronter Marx non pas à son époque ; mais à la nôtre ». C'est ce que j'ai voulu faire en démontrant toute l'importance de la subjectivité dans le développement des processus de travail postfordiste. Si mon travail peut servir à quelque chose, c'est précisément de stimuler l'envie d'imaginer des futurs alternatifs à celui de la décomposition de classe qui semble guetter tant de métiers créatifs aujourd'hui.

Dans la prochaine partie de cette conclusion, j'aimerais développer sur deux de ces thèmes qui pourraient stimuler les luttes journalistiques face à l'avenir de la profession : tout d'abord une réforme du syndicalisme, et ensuite la création de formes de valorisation alternative, ces formes de résistance s'opposant à la posture d'extrême-centre que représente celle de la « vérification des faits ».

## 8.2 Vivre en résistant ou mourir en vérifiant les faits

Lorsqu'on se tient dans une vision libérale du journalisme, la posture la plus progressiste est essentiellement celle de « la vérification des faits ». En effet, si les ennemis du journalisme proviennent toujours de l'extérieur, et surtout si ces ennemis, par exemple les militants et les militantes de Donald Trump ou encore les complotistes, propagent surtout des mensonges qui minent l'autorité informationnelle et la crédibilité des médias, et bien la posture résistante par excellence est simplement celle de rétablir la vérité en vérifiant les informations de nos ennemis. Depuis le début des années 2000 et de la crise des médias, de multiples cellules de « fact-checkers » ont en effet émergé dans les grands médias, le rôle de ces cellules étant de contenir la propagation des mensonges minant la démocratie (Eustache, 2019). Le champ de recherche de l'éducation aux médias, un champ très financé par les pouvoirs publics et par les associations des journalistes, est aussi consacré à cette quête de la vérité : des journalistes sont par exemple mobilisés pour faire des tournées dans les écoles et ainsi démontrer aux jeunes élèves comment séparer la « vraie » information de la « fausse ».

Or, la vérification des faits n'est pas une posture qui encourage la résistance, c'est au contraire une posture d'extrême-centre qui favorise la dépolitisation (de Grosbois, 2022, p. 152-153; Deneault, 2016). Il s'agit ici d'affirmer que toutes les idéologies sont dangereuses et qu'il existerait une sorte de consensus scientifique (celui du fact-checkers) qui pourrait réguler l'ensemble de la société. Le fait même de s'exprimer sur un sujet ou encore de formuler une dissidence serait suspect, il faudrait au contraire laisser aux experts, aux sources officielles ou encore aux marchés financiers le soin de juger quelles sont les décisions ou les solutions les plus crédibles<sup>70</sup>. Comme le dit Eustache (2020b),

---

<sup>70</sup> Les pouvoirs publics n'ont d'ailleurs aucun problème à récupérer la thématique de la vérification des faits : en mai 2020, le gouvernement français annonçait la création d'un site web consacré à la lutte contre la désinformation (Eustache, 2020b). En jouant sur ce discours des fausses nouvelles, l'État français voulait essentiellement, selon Eustache, faire revivre l'antagonisme qui oppose les « savants » aux « ignorants », ou encore les élites et les citoyens

« la prolifération des fake news [...] est devenue le schème explicatif de tous les comportements jugés déviants ou immodérés ». Une personne agirait de telles façons parce qu'elles auraient lu des mauvaises nouvelles. À l'inverse, un bon citoyen s'informerait uniquement de sources vérifiées et officielles, des sources qui sont en « accord avec le système économique et social » (Eustache, 2020b).

Or le problème est, comme l'a montré entre autres Hall (2008), que les idéologies dominantes ne se combattent pas en démontrant qu'elles sont fausses, non les idéologies se combattent lorsque les classes dominées mobilisent des idéologies concurrentes pour les combattre, bref les analyses dominantes se combattent par des analyses alternatives. Et la formulation de ces analyses subalternes se fait précisément parce ce que Hall nomme une lutte pour les moyens de signification, c'est-à-dire une lutte communicationnelle qui se déroule dans les médias, mais aussi dans les universités, dans les instituts de recherche, etc. « La signification des événements fait partie de ce pour quoi il faut se battre », dit Hall (2008, p. 146).

Ce que je veux dire ici est que si les journalistes veulent résister au déclin de leurs conditions de travail, il faudra d'abord comprendre que le savoir est un champ de bataille et non un bateau tranquille qui peut être stabilisé en expulsant les savoirs jugés non crédibles (c'est l'opposition épistémologique entre la sociologie critique et la sociologie fonctionnaliste). En d'autres termes : il faudra résister pour survivre, et non pas simplement vérifier les faits. Cela veut dire qu'il faudra s'impliquer dans des campagnes syndicales et associatives d'envergure qui aborderont de front des

---

crédules. Une opinion ou une analyse n'est donc pas valide si elle n'est pas consacrée par ces outils plébiscités par le pouvoir.

problèmes comme la précarité, les climats toxiques ou la santé mentale des journalistes. Les journalistes qui vérifient les faits ont des intentions nobles, mais leur travail ne suffira pas à stimuler une recomposition de classe. Ce dernier facteur émergera plutôt d'une réforme du syndicalisme, couplée à une réflexion sur la création de formes de valorisation alternative.

### 8.2.1 Vers un syndicalisme de transformation sociale

Cohen et de Peuter (2020), dans leurs nombreuses publications sur le monde des médias, répètent que l'avenir de la profession est lié aux succès des luttes syndicales, notamment les luttes pour organiser les journalistes travaillant sur le web. Ce postulat peut être vrai quand on regarde les entreprises américaines dont le taux de syndicalisation est famélique (environ 12 %). Mais que se passe-t-il dans le cas du Québec où le taux de syndicalisation atteint les 40 % ? Que devons-nous faire quand la plupart des grands médias sont syndiqués depuis déjà plusieurs décennies, et que ces syndicats font parfois partie des problèmes qui paralysent les journalistes ? Ce qu'il faut faire dans ce cas, c'est critiquer la culture dominante du syndicalisme, et chercher des possibles voies alternatives.

Mosco et McKercher (2008, p. 152) expliquent que le syndicalisme en Amérique du Nord a pris essentiellement deux directions après la fin du modèle fordiste qui était basé sur un partage égalitaire des gains de productivité entre les entreprises et les syndicats. Le premier modèle est celui que les auteurs nomment le « value-added unionism ». En français, il serait possible de traduire ce terme par un syndicalisme de transaction (ou encore de concertation), c'est-à-dire un syndicalisme qui s'oriente vers le fait d'offrir le meilleur service possible à ses membres. En effet, les défenseurs du « value-added unionism » argumentent que le meilleur moyen de fidéliser les membres est d'offrir des meilleurs services que les syndicats concurrents. Les grandes centrales syndicales qui fonctionnent selon cette logique ont alors trois priorités (Savard, 2018) : 1 – avoir



plus de membres, 2 – avoir plus de ressources pour ces membres, 3 – faire du lobbyisme pour sceller des accords et des projets de loi qui renforcent l'allocation de ces ressources.

Le syndicalisme de transaction est toutefois basé sur plusieurs postulats relativement faibles : tout d'abord la croyance qu'il est possible d'effacer les rapports de force entre le capital et le travail au profit d'une longue alliance et d'une paix industrielle. L'histoire démontre plutôt que les entreprises peuvent déchirer les alliances en temps de crise. De plus, ce type de syndicalisme ne stimule pas l'agentivité des membres, les décisions sont souvent prises par un cénacle de dirigeants et de dirigeantes qui imposent leurs décisions. Pour finir, le syndicalisme de transaction ne propose aucune subjectivité alternative, il embrasse au contraire la Subjectivité dominante du capitalisme avancé : celle du consommateur qui paye pour recevoir de bons services.

Or, un autre modèle alternatif est celui du « social movement unionism », qu'on pourrait traduire par un syndicalisme de transformation sociale (Mosco et McKercher, 2008, p. 159). L'objectif de ce type de syndicalisme, plus rare que le premier, est de revigorer l'action syndicale en favorisant l'agentivité des membres. En effet, les défenseurs et défenseuses de ce modèle expliquent que le syndicalisme a été colonisé par la bureaucratie des dirigeants et des dirigeantes qui ne mettent plus de l'avant des formes de démocratie interne. Pour stimuler cette démocratie, ceux et celles-ci expliquent que les syndicats doivent se réintéresser à la vie quotidienne de leurs membres en esquissant des alliances avec des mouvements militants ou des organismes communautaires qui peuvent provoquer des changements sociaux (Mosco et McKercher, 2008, p. 160). Des revendications, par exemple sur le droit au logement ou sur la lutte contre le changement climatique, peuvent donc émerger et stimuler l'agentivité des travailleurs et des travailleuses qui sont attachés à ces enjeux (Mosco et McKercher, 2008, p. 167-172).

La transition vers un syndicalisme de transformation sociale serait à mon avis une option solide qui pourrait renforcer la recomposition de classe des journalistes québécois, et ce pour plusieurs raisons :

Premièrement, ce syndicalisme met moins l'accent sur la distribution des ressources que sur la transformation de la subjectivité de ses membres. Le but n'est plus simplement de protéger les acquis et les permanences, il s'agit plutôt de repérer ce qui compte pour nos membres, surtout les plus fragiles, et d'agir en leur faveur. Savard (2018, p. 75) parle par exemple de l'idée d'établir des cartographies « des structures du pouvoir » dans des ateliers réunissant les syndicalistes et les membres. Cette méthode extrêmement simple permet de rapidement repérer les buts que les membres aimeraient atteindre, mais aussi les structures qui bloquent l'atteinte de ces buts.

Dans le cas du journalisme, on peut par exemple imaginer que les journalistes aimeraient mettre fin au climat toxique dans les salles de rédaction. Une cartographie du pouvoir pourrait rapidement repérer tous ceux et celles qui renforcent ces climats : des cadres, des gestionnaires, mais aussi des vedettes de la profession. Une stratégie pour déjouer ces pions serait alors de créer des campagnes communicationnelles qui essaieraient de désacraliser les vedettes tout en tentant de mettre fin aux divisions des journalistes qui se situent en bas de l'échelle. Les journalistes pourraient craindre de se lancer dans ce type de campagnes qui peuvent nuire à leur image. Il faut alors rappeler leur force : les journalistes travaillent avec le langage tous les jours. S'ils se mettent à communiquer de manière vivante, rien ne pourra les arrêter. Presque toutes les campagnes syndicales journalistiques analysées par Cohen et de Peuter (2020) ont été des succès.

De deux, ce type de syndicalisme permet des alliances stratégiques. Lorsqu'on se tient dans un syndicalisme de transaction, les syndicats de journalistes sont tous en concurrence les uns contre les autres. C'est le cas par exemple des syndicats représentant les pigistes et ceux des employés permanents qui luttent parfois pour le support des mêmes personnes lors de leurs événements. Or

un syndicalisme de transformation sociale pourrait permettre de créer des alliances inédites. En 1990, le Service Employees International Union (SEIU), un syndicat représentant des centaines de milliers d'employés de service, a lancé la campagne *Justice for Janitors* (justice pour les concierges). Une telle campagne était audacieuse dans le sens que les concierges représentaient la branche la moins prestigieuse du syndicat qui comptait aussi sur des employés du secteur public. Finalement, la campagne Justice pour les concierges a permis de sortir ces travailleurs et ces travailleuses de l'ombre (beaucoup étaient des immigrants et des immigrantes) et de lutter contre la pauvreté de ceux et celles-ci (Mosco et McKercher, 2008, p. 163).

Dans le cas des médias, pourquoi ne pourrait-on pas imaginer un syndicat de journalistes d'un grand média organiser une campagne qui s'appellerait par exemple « Payez les pigistes ! ». Considérant que bien des médias s'appuient sur le travail des pigistes, une telle campagne pourrait mettre de l'avant leur contribution essentielle. Elle pourrait aussi forger des liens avec les associations des pigistes dont les propositions – dont celles d'établir un prix plancher pour les piges – sont ignorées depuis des décennies. Si la direction du syndicat hésite à se lancer dans des luttes pour les précaires, Savard (2018, p. 79) indique qu'il est possible de créer des caucus d'opposition autonomes qui peuvent pousser ces enjeux avec l'aide de bulletins d'information parallèles.

Puis troisièmement, le syndicalisme de transformation sociale est important car il renvoie vers un au-delà du travail. Le but n'est plus simplement de préserver les emplois de manière défensive, mais aussi de se les partager dans une optique de réduction du temps de travail à long terme. Il ne faut pas oublier que la réduction du temps de travail est la revendication la plus classique du syndicalisme. Face à la fragmentation du travail postfordiste, Gorz écrit que

les valeurs de solidarité, d'équité et de fraternité dont le mouvement ouvrier a été porteur, impliquent non plus l'exigence du travail pour l'amour du travail mais celle du partage équitable des emplois et des richesses produites : c'est-à-dire une politique de réduction méthodique, programmée, massive de la durée du travail (sans perte de revenu) (Gorz, 1988, p. 120).

Cette proposition pourrait être peu populaire envers les journalistes qui sont souvent passionnés par leur travail. « Que ferons-nous si nous ne travaillons pas », pourrait-on me répondre. Eh bien nous pourrions construire des relations, ou encore des ponts avec nos communautés et nos lecteurs et nos lectrices. Peut-être que nous pourrions mieux découvrir les villes ou les quartiers que nous habitons, et ainsi mieux les couvrir. La réduction du temps de travail pourrait stimuler une forme de résonance envers nos communautés, une résonance qui se répercuterait dans la qualité des articles par la suite.

Il reste que toute réforme du syndicalisme doit aussi se coupler à des réflexions sur des formes de valorisation alternative. Car si le travail abstrait est remis en question, les pressions du marché restent. Mais celles-là aussi il faut les déconstruire.

### 8.2.2 Pour des formes de valorisation alternative

Sur le sujet de la crise des médias, les recherches universitaires en économie des médias en arrivent souvent à cette conclusion : l'économie de marché a échoué à financer les médias. Nous devons par conséquent trouver d'autres voies de financement, entre autres en taxant les géants du web (Pickard, 2018). Or, ces débats contiennent un présupposé de base important : celui que l'économie de marché serait un modèle immuable. Mais il n'en est rien.

En effet, dans les dernières années, face à la montée des technologies de l'information et de l'économie numérique, de multiples économistes ont réactualisé les débats classiques sur la planification de l'économie (Durand et Keucheyan, 2019). Les libéraux orthodoxes disaient que l'économie planifiée menait automatiquement vers la dictature et que le marché était la seule force qui pouvait garantir la liberté. Mais maintenant que des systèmes informatiques pourraient permettre de mettre en place des systèmes décentralisés, et surtout maintenant que ces systèmes

sont utilisés par de nombreuses grandes entreprises, et bien la victoire de l'économie de marché semble de moins en moins assurée.

Plus précisément, les débats s'articulent autour des trois modèles alternatifs suivants : celui de réintroduire une économie planifiée centralisée dont la valeur serait distribuée par un ordinateur surpuissant (Paul Cockshott), celui de favoriser un socialisme de marché où perdure une certaine compétition interne entre les entreprises qui doivent toutefois suivre certaines directives à long terme, notamment le fait de ne pas polluer (David Schweickart), et celui de créer une économie participative (*participatory economics*) où des conseils de travailleurs et de travailleuses sont reliés de manière décentralisée à des conseils de citoyens et de citoyennes qui leur attribuent démocratiquement de la valeur (Robin Hahnel). La première position est traditionnellement associée au marxisme, la deuxième à la social-démocratie et la troisième à l'anarchisme.

Loin de vouloir ici trancher la poire entre ces trois modèles, je pense simplement que les études médiatiques gagneraient à inclure nos réflexions sur l'avenir des médias dans une vision qui mettrait de l'avant un de ses modèles alternatifs. L'économie de marché a effectivement échoué à supporter les médias et l'information de qualité. Mais il ne faut pas oublier que les médias ont contribué à la construction de cette même économie de marché. La solution qui consiste à se mettre à l'abri des marchés ne me semble pas suffisante. Il faudrait au contraire que les médias reconnaissent leur rôle constitutif dans la création des régimes d'accumulation, ce qui nous mènerait à plutôt considérer la possibilité de construire d'autres formes de valorisation alternative.

Les trois modèles présentés précédemment peuvent d'ailleurs se superposer. On peut parfaitement imaginer un fonds des médias qui distribuerait de manière centralisée certains fonds aux médias nationaux qui devraient se plier à certaines exigences, dont le fait de ne pas encourager les climatosceptiques. Mais ces mêmes médias, et surtout les plus locaux, pourraient aussi se créer des circuits de valorisation décentralisés en impliquant des groupes de lecteurs et de lectrices qui leur

attribueraient démocratiquement de la valeur. La valeur ne doit pas être cette science qui dépend de la collision entre l'offre et la demande, elle peut aussi être instaurée démocratiquement par le haut. Comme le dit Vioulac (2018, p. 375) : « La communauté civique n'est pas seulement instituante de la loi, elle est aussi instituante de la valeur ».

Nous pourrions ainsi, dans nos recherches, parler beaucoup plus de ces nouvelles manières de valoriser l'information. Pour plusieurs raisons, notamment de financement, les chercheurs et les chercheuses américains ne seront sûrement pas les premiers à faire le saut dans cette voie. Le marché est pour eux et elles un objet encore trop sacré, une force inévitable de la nature (Pickard, 2018; Chomsky et McChesney, 2000, p. 153). Alors ce sera à nous, chercheurs et chercheuses de la périphérie, de le faire avant eux et elles. Si nous avons assez d'élan, le centre devra nous suivre.

Toutes ces réflexions et ces combats doivent se regrouper. Le chantier est tellement grand, nous ne pouvons pas laisser le futur de l'organisation du travail dans les mains de ceux et celles qui sont au pouvoir. Tant d'idéologies sont à défaire, tant de morosité et de cycle de défaites sont à interrompre. Je le répète : je n'ai, dans cette thèse, fait qu'annoncer mes intentions. Je ne termine pas ces lignes avec le sentiment du devoir accompli. Bien au contraire, j'ai l'impression que tout reste à faire. J'ose le dire, nous voulons plus que le travail, nous méritons plus que le travail, nos rêves ne se contenteront jamais au sein du travail salarié. Tant de luttes seront à mener pour libérer nos corps et nos esprits des carcans étroits du travail abstrait. Foucault écrivait en 1977 :

N'utilisez pas la pensée pour donner à une pratique politique une valeur de vérité ; ni l'action politique pour discréditer une pensée, comme si elle n'était que pure spéculation. Utilisez la pratique politique comme un intensificateur de la pensée, et l'analyse comme un multiplicateur des formes et des domaines d'intervention de l'action politique (Foucault, 2001, p. 136).

Nos travaux nous guideront dans nos luttes et nos luttes nous guideront dans nos travaux. Qu'il en soit ainsi.

## ANNEXE A

### DIX « FRAGMENTS » POUR ALLER PLUS LOIN

Je présente ici une liste de petits textes que j'ai nommés des « fragments ». Il s'agit soit de petites études de cas, ou encore d'analyses exploratoires qui ont émergé lors de l'écriture de ma thèse. Je conçois ces fragments comme des réflexions supplémentaires pour ceux et celles qui voudraient aller plus loin dans l'exploration de certains thèmes. Le mot fragment m'a été inspiré par Foucault qui tentait de définir par ce terme ces recherches du début des années 1970. Écoutons-le lors de l'introduction de son cours *Il faut défendre la société* (1997) :

C'étaient des recherches qui étaient fort voisines les unes des autres, sans arriver à former un ensemble cohérent ni une continuité ; c'étaient des recherches fragmentaires, dont aucune finalement n'est arrivée à son terme, et qui n'avaient même pas de suite. [...] Je pourrais vous dire : après tout, c'étaient des pistes à suivre, peu importait où elles allaient ; il importait même que cela n'aille nulle part, en tout cas pas dans une direction déterminée à l'avance ; c'étaient comme des pointillés. À vous de les continuer ou de les infléchir ; à moi, éventuellement, de les poursuivre ou de leur donner une autre configuration. Après tout, ces fragments, on verra bien, vous ou moi, ce qu'on peut en faire. Je me faisais un peu l'effet d'un cachalot qui saute par-dessus la surface de l'eau, en y laissant une petite trace provisoire d'écume, et qui laisse croire, fait croire, ou veut croire, ou croit peut-être effectivement lui-même, qu'en dessous, là où on ne le voit plus, là où il n'est plus perçu ni contrôlé par personne, il suit une trajectoire profonde, cohérente et réfléchie.

Ceux et celles qui voudront avec moi approfondir ces thèmes dans les prochaines années, ceux et celles qui voudront aussi poursuivre ces pointillées sans direction, que ce soit au sujet de la professionnalisation du journalisme, de la déconcentration des médias ou des racines de l'autonomie italienne, je vous le dis déjà : je vous attendrai avec impatience.

## 9.1 Fragment # 1 : Le biais libéral en action dans l'édition 2020 du magazine Le Trente

Pour examiner le biais libéral que j'ai critiqué dans la section 1.2 du chapitre un, prenons comme exemple l'édition 2020 du magazine *Le Trente*, le magazine officiel de la Fédération professionnelle des journalistes du Québec. Le premier article est un autoportrait du journaliste économique Gérald Filion où celui-ci narre la naissance de sa « vocation ». À l'âge de six ans, celui-ci lisait, découpait et retranscrivait déjà les statistiques sportives du journal *La Presse*. La nécessité d'accompagner les gens qui s'informent afin que ceux-ci « aient une idée plus claire de leurs convictions au moment de voter » a donc toujours fait partie de lui. Ici le journaliste rappelle et performe essentiellement la catégorie « libérale » des médias, celle de servir la démocratie.

Or, à la page précédente qui porte sur les faits saillants de l'année et à d'autres moments dans le magazine, l'équipe éditoriale explique à quel point le travail de journaliste a connu des difficultés en 2020. L'équipe souligne particulièrement les atteintes à la liberté de la presse : le premier ministre François Legault a critiqué un journaliste sur Twitter, des reporters américains ont été arrêtés lors de manifestations, des complotistes ébranlent la confiance dans les médias, on apprendra plus tard dans le numéro que des conseils municipaux intimident des journalistes locaux. Ici les auteurs et les autrices font écho à l'ombre du modèle « autoritaire » qui plane en permanence sur les médias. L'épouvantail du modèle autoritaire peut être performé par plusieurs acteurs : parfois Donald Trump, parfois des simples maires, parfois des policiers, etc.

Et puis, à la page 24-25, pour redonner un peu d'espoir, Naël Shiab présente un portrait du « journaliste de données », la possible voie de sortie de la présente crise. L'auteur y va d'un retour sur sa vie et de sa découverte fondamentale de l'amour des chiffres et de la programmation et termine par « le métier doit se transformer [...] notre profession se doit d'intégrer davantage de journalistes de données et de codeurs à temps plein. Sinon, comment ferons-nous pour demander des comptes aux gouvernements [...] du 21e siècle ? ». L'auteur performe le fétichisme technique propre au libéralisme : une confiance aveugle et une adaptation constante envers l'innovation



technologique nous permettront de vaincre les forces de la noirceur par le progrès. Évidemment, dans cette édition, on cherchera en vain une critique du capitalisme, de la technologie, des cadences de travail, des patrons ou des gestionnaires. Bien au contraire, ces derniers ont davantage tendance à se mettre en scène et à cadrer eux-mêmes les enjeux.

## 9.2 Fragment # 2 : Libéralisme autoritaire et action parrésiaque

En lisant ma thèse, on pourrait croire que ma position envers la démocratie est relativement ambiguë. Contrairement à la plupart des analystes du monde des médias, je me suis toujours méfié des phrases un peu simples du type « les médias forment le quatrième pouvoir et sont essentiels à la démocratie ». J'ai toujours trouvé que les chercheurs et les chercheuses répétaient cette phrase sans même savoir au fond ce qu'elle voulait vraiment dire. Il s'agit en quelque sorte d'une prière que le champ de recherche s'adresse à lui-même.

Or si je me méfie de l'alliance entre les médias et la démocratie libérale, est-ce parce que je ne crois pas à la démocratie ? Et si je ne crois pas à la démocratie, suis-je donc un ennemi de l'Occident qui fait secrètement l'apologie des régimes autoritaires ? Tout dépend ici de notre définition de la démocratie. Quand les journalistes ou les chercheurs et les chercheuses parlent de la démocratie et de la liberté de la presse, ceux et celles-ci le font souvent dans une vision de l'histoire qui est coincée dans une certaine théorie de la modernisation. Selon cette théorie libérale, la démocratie libérale en Occident serait le plus haut développement de l'humanité et les pays autoritaires ne feraient que retarder le développement de leur société civile qui, si elle se déployait réellement, embrasserait nécessairement la démocratie libérale.

J'ai critiqué dans ma thèse cette vision idéologique : pour moi cette attention vers les pays autoritaires voile le fait que nos journalistes sont ici menacés par des pressions que nous leur avons

nous-mêmes imposées, des pressions qui se nomment intensification, accélération, réification, standardisation. De plus, cette vision de la démocratie est profondément naïve : elle renforce une agentivité démocratique que nous n'avons pas. En effet, plusieurs auteurs et autrices critiques affirment plutôt que nos sociétés occidentales sont maintenant dominées par un libéralisme autoritaire qui mine la véritable démocratie populaire (Chamayou, 2018; Brown, 2009), cette dernière étant plutôt reliée au social et à l'association des travailleurs et des travailleuses (Fischbach, 2015).

Face au déclin de notre démocratie, Lazzarato dans le dernier chapitre de son livre *Signs and Machines* (2014) écrit ainsi que la proposition radicale n'est plus de revendiquer une participation égalitaire des citoyens à la chose publique en appelant au vote à chaque élection, mais bien de remettre le conflit dans la politique, entre autres en stimulant la parrèsia, c'est-à-dire le courage de dire la vérité face à ceux et celles qui nous gouvernent. En effet Foucault (2009), dans ses deux derniers cours au Collège de France, a profondément analysé l'action parrésiaque dans l'Antiquité. Pour lui la parrèsia (l'inverse de la flatterie) est l'action de prendre la parole courageusement dans l'espace public pour dire une vérité essentielle face à quelqu'un qui est au pouvoir, cette prise de parole devant mettre en danger celui qui l'exerce. L'action parrésiaque est fondamentalement une pratique politique : elle est ce qui maintient l'éthique dans le politique (Roudakova, 2017).

Roudakova (2017), dans son ouvrage sur les journalistes soviétiques de la deuxième moitié du 20<sup>e</sup> siècle, a en ce sens analysé toutes ces pratiques journalistiques qui stimulaient ce qu'elle nomme une éthique de recherche de la vérité. Parmi ces pratiques, celle-ci nomme la justesse (décrire le monde comme il est, dire ce qu'il se passe réellement), la sincérité, la conviction, ou encore la redevabilité (l'inévitabilité de la réponse aux demandes des citoyens). Cette conception du journalisme comme une posture éthique qui consiste à chercher la vérité et à dire la vérité (qui est aussi une posture sociale du journaliste impliqué dans sa communauté) permet d'éviter le piège de

la théorie de la modernisation et de renforcer l'agentivité de tous les journalistes, et ce peu importe s'ils se retrouvent en Occident ou pas.

### 9.3 Fragment # 3 : La critique autonome du chapitre 25 du Capital

Selon Cleaver (1992), le concept de composition de classe des autonomes italiens est surtout une critique du chapitre 25 du premier livre du *Capital* de Marx. Dans ce chapitre, Marx décrit la loi générale de l'accumulation capitaliste en faisant intervenir le concept de composition du capital. Pour lui la composition du capital dépend de la relation entre la composition technique, c'est-à-dire le capital constant comme les machines et les autres actifs des moyens de production, et la composition-valeur, c'est-à-dire le capital variable comme les salaires des ouvriers et des ouvrières. Dans ce chapitre, Marx explique essentiellement que les lois d'accumulation du capital poussent les capitalistes à constamment remplacer le capital variable par le capital constant, ce qui diminue du même coup la valeur des marchandises. Le tout doit mener à la baisse tendancielle du taux de profit et à la formation d'une masse de chômeurs (l'armée de réserve), et donc à des crises économiques cycliques.

Or les autonomes (et aussi, parallèlement, Castoriadis dans la revue *Socialisme ou barbarie*) reprochent à ce chapitre d'occulter l'importance des luttes de classe. Le travail dans ce chapitre est réduit à une variable mathématique ( $C/V$ ) qui dépend des grandes lois de la production capitaliste. Cela est surprenant quand on considère que Marx avait accordé une grande place aux luttes de classe dans le chapitre 10 qui portait sur la limite de la journée de travail. Pourquoi les ouvriers et les ouvrières auraient-ils une agentivité dans le Chapitre 10, mais pas dans le chapitre 25 ? Cela fait partie des ambiguïtés constitutives du *Capital*. Comme le dit Cleaver (1992, p. 3) : « Marx, as so many Marxists who have followed him, became so preoccupied with understanding and laying

out the mechanisms of domination that he failed to develop, at a theoretical level, the kind of duality of perspective embodied in surplus value and surplus value as profit ».

C'est essentiellement pour répondre à cette abstraction que les autonomes ont introduit le concept de composition de classe. Pour eux les travailleurs et les travailleuses peuvent résister à l'introduction d'une innovation technologique. La formule C/V est trop statique, elle ne peut rendre compte des expériences de résistance vitaliste sur le terrain. Le travail salarié est bien du capital variable, mais il est en même temps du « travail vivant, pouvoir de socialisation, refus du travail et force de travail se composant de façon antagoniste et contradictoire au sein du rapport de capital » (Moulier-Boutang, 1986[2021]).

Les féministes matérialistes critiqueront aussi le concept d'armée de réserve de ce même chapitre 25. Marx écrivait que les lois d'accumulation du capital produisaient une surpopulation ouvrière qui sombrait dans l'inactivité et le chômage. Or les féministes indiquent que l'armée de réserve n'est pas inactive, bien au contraire, celle-ci participe à la reproduction de la force de travail en effectuant du travail de soin. L'armée de réserve joue donc un rôle important dans la création de la valeur.

#### 9.4 Fragment # 4 : Rue Frontenac, c'était « l'utopie totale »

Les moments de rupture sont souvent un moyen de se forger de nouvelles subjectivités. Comme le dit Lazzarato (2014, p. 19) : « Strikes, struggles, revolts, and riots constitute moments of rupture with and suspension of chronological time, of the neutralization of subjections and dominant significations ». En 2009, alors que le *Journal de Montréal* proclame son lock-out, les journalistes de ce média fondent le journal *Rue Frontenac*, une expérimentation politique qui durera presque deux ans.

Pour illustrer l'importance de l'expérimentation du média *Rue Frontenac* dans la subjectivité politique des journalistes québécois au milieu des années 2000, je prendrai l'exemple d'une journaliste travaillant pour un grand quotidien que j'ai interviewée pour ma recherche. Appelons-la Emma. Emma est dans la quarantaine et a effectué son début dans le métier entre la fin des années 1990 et le début des années 2000. Après avoir fait ses études en journalisme à l'UQAM, Emma obtient un stage d'été au *Journal de Montréal*. Elle a peur, mais elle sait aussi qu'il s'agit d'une bonne opportunité pour elle et qu'elle peut se démarquer. Comme elle me l'explique :

On était 14 cet été-là à avoir été embauchés en sachant très bien qu'à la fin de l'été, il en resterait deux. Ou un ou deux ou trois si on était vraiment chanceux et si on avait une bonne cohorte. Alors y'avait cette pression-là déjà à l'époque où je me souviens très bien qu'on allait régulièrement vomir dans les toilettes parce que c'était trop stressant. Les conditions étaient extrêmement difficiles. Mais nous on s'appréciait on allait prendre des bières ensemble avec la gang de collègues on nommait ça des « surnum académie ».

Celle-ci sentait déjà, et ses professeurs l'avaient bien averti, que c'était « extrêmement difficile de faire sa place » en journalisme et qu'il fallait faire ses preuves. Mais Emma réussit à être embauchée par le *Journal de Montréal* et elle y roule sa bosse pendant quelques années. « J'ai vraiment appris à faire du terrain comme nulle part ailleurs. Ça m'a donné des outils assez incroyables mais y'avait d'autres fois des titres dont on était peu fiers, et autres désagréments, des commandes des fois moins intéressantes ». À ses débuts elle est par contre « extrêmement stressée » parce qu'elle avait « constamment peur de faire une erreur ». Je ne mentionnerai pas son domaine de spécialisation pour limiter les possibilités d'identification, mais je tenais à spécifier le nom de l'employeur car Emma vit un choc énorme lorsque son journal proclame un *lock-out* en 2009.

*Le Journal de Montréal* sera en lock-out pendant près de deux ans entre 2009 et 2011, congédiant au final 165 de ses 227 employés, et utilisant des briseurs de grève pour faire fonctionner le journal (la loi ne pouvant légiférer contre ces scabs puisqu'ils n'opéraient pas à l'intérieur de

l'établissement [Lévesque, 2019]). Le sujet de discorde portait sur la renégociation de la convention collective et particulièrement sur le phénomène de convergence, où l'employeur tentait d'assouplir le droit d'auteur pour permettre aux éditeurs de reproduire un texte gratuitement sur plusieurs plateformes (écrit, télé, radio). Encore une fois les anciennes conventions collectives étaient considérées comme des freins au « virage numérique » (Cauchon, 2008). Mais Emma ne se laisse pas décourager et participe plutôt à la publication du journal des journalistes en lock-out, nommé *Rue Frontenac*.

J'ai participé très très activement à Rue Frontenac, pour moi c'était le rêve journalistique, l'utopie totale. De pouvoir faire un journal comme on le voulait, on n'avait pas de moyens, mais on réussissait à faire des miracles avec très peu. Et c'est ça y'avait personne pour te dire, personne derrière toi pour dire « ah non ce sujet-là il n'est pas intéressant va dont faire un vox pop à place », on y allait vraiment avec notre feeling avec ce que nous on avait envie de raconter. Il n'y avait pas de boss qui passait derrière nos textes pour dire non ton lead n'est pas bon, mets plus ça de l'avant, non c'était vraiment on avait une liberté entière, c'était vraiment le rêve, l'utopie ultime. Quand on a été obligé de fermer Rue Frontenac, ça a été une grosse déception.

Après la fin du lock-out, la journaliste opte pour la pige pendant presque un an et puis est recrutée comme journaliste spécialisé dans X (j'anonymise car c'est trop précis) pour un autre journal. Elle aime ce poste prestigieux, mais elle doit le quitter lors de sa grossesse, car « la vie de journaliste [dans x], qui nécessite des heures de travail absolument incroyables et complètement débiles, ne convenait pas à ma situation familiale ». Emma continue à écrire pour ce journal dans une autre section, mais celle-ci finit par faire un burnout il y a quelques années. Par contre celle-ci ne pointe pas nécessairement du doigt les patrons ou les gestionnaires, mais plus « la situation économique qui fait en sorte qu'on ne peut pas garder autant d'employés et donc ça met beaucoup plus de pression sur chacun qui reste ».

## 9.5 Fragment # 5 : Devenir un professionnel ou devenir une machine ?

Pour analyser la politique et l'idéologie du concept de professionnalisation, examinons la dernière entrevue donnée par l'éditeur en chef du journal *La Presse*, Éric Trottier, lors de sa retraite en novembre 2020, après trente ans de service (Girard, 2020). Le titre de l'article, « Celui par qui le changement est arrivé », annonce déjà les couleurs du texte. Dans ce portrait, M. Trottier se considère essentiellement comme le « sauveur » du journal, et ce principalement par sa grande responsabilité dans le virage numérique de l'entreprise à partir des années 2010, ce qu'il décrit comme étant le projet le plus important du média depuis sa fondation. Mais le plus intéressant n'est pas tant la mégalomanie du personnage que sa conception (anti)politique du futur du journalisme.

En effet, à la fin de l'entretien, M. Trottier est questionné à savoir s'il aurait des conseils à donner à des étudiants ou des étudiantes en journalisme qui aimeraient un jour travailler pour *La Presse*. Voici sa réponse : « Mon opinion n'a pas beaucoup changé sur le métier. Mais si je rencontrais de jeunes journalistes aujourd'hui, je leur dirais de ne pas rêver à devenir columnist [des chroniqueurs] et d'écrire au "je". Il est important qu'on se distingue des réseaux sociaux. Je sens qu'il y a une dérive vers le militantisme. Le journalisme n'est pas un métier pour les militants, mais pour ceux qui recherchent la vérité ». L'auteur de l'article poursuivait ensuite en précisant que le gestionnaire « s'est toujours fait un devoir d'inculquer aux journalistes qu'il dirigeait des valeurs et des règles qui honorent leur métier » (Girard, 2020).

Il me semble que ces phrases sont des témoignages clairs sur l'importance idéologique de la professionnalisation pour les gestionnaires des grands médias. Le fait de « chercher la vérité », et donc de se considérer comme neutre et professionnel, est explicitement mis en opposition avec le fait d'être militant, et logiquement de s'impliquer dans un syndicat ou de revendiquer de meilleures conditions de travail. La professionnalisation est ainsi le meilleur allié des gestionnaires parce qu'elle discipline les journalistes.

Mais cette analyse peut être poussée encore plus loin. Je me souviens que lors de mes études, j'ai entendu M. Trottier à plusieurs reprises, lors de conférences ou d'ateliers, faire la promotion des outils de mesure d'attention du public. Celui-ci répétait régulièrement, dans la plupart de ses interventions publiques, à quel point les médias devaient intégrer ces outils dans leurs salles de rédaction, ces derniers permettant de mesurer la performance analytique ou publicitaire de chaque article. Le rôle politique de la professionnalisation n'est donc jamais entièrement accompli sans l'aide de la technique. En effet chaque fois que les gestionnaires cèdent de la professionnalisation pour dépolitiser, ils cèdent aussi de l'autonomie aux journalistes, un compromis difficile à accepter.

Poussé à l'extrême, le discours de la professionnalisation s'allie ainsi au discours du solutionnisme technologique. Les outils de mesure d'attention du public non seulement incarnent l'idéologie professionnelle (ils ne prennent pas position, ils « cherchent la vérité »), mais en plus permettent de déqualifier le travail et donc de retirer l'autonomie relative de la main des journalistes. S'il fallait faire une théorie critique de la professionnalisation, il faudrait alors dire que ce concept n'aligne pas les journalistes sur la classe des patrons, mais bien sur celle de la technique.

Pour poursuivre sur l'analogie avec le conflit de travail au journal *Le Devoir* en 1955, on pourrait dire de cette façon que les journalistes professionnels qui franchissent la ligne de piquetage ne le font pas parce qu'ils se rallient à la cause patronale, mais bien parce qu'ils s'identifient à celles des moyens de production. Les machines ou les algorithmes doivent en tout temps « chercher la vérité », ce travail ne peut jamais s'arrêter, encore moins lors d'une grève. C'est en tout cas l'argument de Birkhead qui trace une comparaison entre la fonction disciplinaire de la professionnalisation avec celle de l'automatisation : « the journalist as professional seemed to extend the rationality and efficiency of technology into the newsroom » (Birkhead, cité dans Im, 1997, p. 40).



## 9.6 Fragment # 6 : Sur l'épineuse question de la déconcentration des médias<sup>71</sup>

À partir des années 1970 jusqu'au milieu des années 2010, les médias québécois se sont concentrés dans les mains de quelques entreprises de presse. En 2015, Giroux (2015) notait que le marché des quotidiens était étroitement découpé entre Gesca (*La Presse*) qui possédait 37 % des parts de marché, Québecor (*Journal de Montréal, Journal de Québec, 24 heures*) avec 32 %, Groupes Capitales Médias (auparavant détenu par Gesca et regroupant six quotidiens régionaux) avec 19 % et Transcontinental avec 7 % (*Métro* et 70 % du tirage des hebdomadaires régionaux). Si le modèle de Gesca correspondait bien à la concentration horizontale qui fait référence au fait de posséder plusieurs médias dans divers marchés, le modèle de Québecor relevait plutôt de la concentration verticale, c'est-à-dire le contrôle de toute la chaîne de production et de distribution, ce qui inclut aussi une implication dans la câblodistribution, l'édition, la promotion de spectacles, les télécommunications et le commerce de détail (Bizimana et Kane, 2019).

Or, depuis quelques années, nous assistons plutôt à un phénomène qualifié de « déconcentration » de la presse. Gesca, par exemple, s'est complètement retiré du marché des quotidiens en vendant ses six journaux régionaux au Groupe Capitales Médias qui sont ensuite devenus des coopératives, et surtout en cédant le journal *La Presse* qui s'est transformé en organisme à but non lucratif soutenu par une fiducie indépendante. De nouveaux petits acteurs ont aussi émergé à la suite du retrait partiel de Transcontinental du marché des hebdomadaires, par exemple Néomédia, Lexis Média ou IciMédias, représentant tous une quinzaine de journaux régionaux. On pourrait donc

---

<sup>71</sup> Une version plus longue de ce texte a été publiée dans *Le Devoir* en 2019 : Lamoureux, S. (2019). Y-a-t-il «déconcentration» des médias au Québec? *Le Devoir*, 28 décembre. Récupéré de <https://www.ledevoir.com/opinion/idees/569878/information-y-a-t-il-deconcentration-des-medias-au-quebec>

croire que le phénomène de la concentration de la presse au Québec et au Canada serait un phénomène du passé.

Or les lois d'accumulation du capital nous disent ceci : la monopolisation du capitalisme n'exclut pas l'émergence de cycles concurrentiels. Il faudrait plutôt parler d'une relation dynamique entre des cycles à tendance monopolistique qui, dans certaines circonstances de rupture, peuvent revivre des courts cycles concurrentiels. Une des ruptures pouvant favoriser le retour de la concurrence est la crise d'une industrie et surtout la dévalorisation d'un capital fixe comme une technologie particulière. Le régime d'accumulation monopoliste fonctionne tant qu'une grande compagnie possède un capital fixe stable. Cependant, quand le capital fixe d'un secteur se dévalorise, comme c'est le cas pour les journaux qui migrent du papier au numérique, l'industrie entre en crise et le monopole se brise. S'ensuit une période de concurrence où de multiples nouveaux joueurs vont tenter de reconquérir la position dominante

Cela veut dire que lorsque l'industrie se stabilisera sur un modèle d'affaires et un capital fixe, nous assisterons inévitablement à un nouveau mouvement de concentration et de centralisation du capital. Le marché des cigarettes électroniques ou encore du cannabis récréatif sont des bons exemples de marché où la concentration a rapidement pris le dessus après une courte période de concurrence. Cela ne veut pas dire qu'il ne serait pas possible de combattre les impératifs de croissance, d'expansion financière et de centralisation, et ainsi de limiter le phénomène de la concentration de la presse, notamment en embrassant des nouvelles relations sociales de propriété. L'hypothèse de la déconcentration de la presse a donc trop de limites, et Winseck (2020) rappelle régulièrement dans ses analyses que les grands conglomérats des médias font encore beaucoup d'argent au pays, notamment Bell, Rogers et Québecor. Cela est clair quand on examine le secteur des chaînes d'information télévisée dont Québecor détenait encore selon Giroux (2015) 77 % des parts de marché.

### 9.7 Fragment # 7 : « On était loin de l'École de Francfort avec ce syndicalisme-là »

Je reproduis ici un extrait de mon entretien avec Roman qui raconte sa première interaction avec son syndicat lors du renouvellement de la convention collective de Radio-Canada en 2018. On remarque ici à quel point la combativité des syndicats de journalistes a changé depuis les années 1960-1970, mais surtout à quel point ceux-ci, en alliance avec les gestionnaires, ont tendance à entretenir la division de leurs membres. Cette critique du rapport de pouvoir opposant les journalistes à leur propre syndicat est peut-être un angle mort de ma thèse.

J'ai vécu ma première expérience de négociation de convention collective en 2018, et c'est incroyable comment il nous coupait dans le deal, j'en revenais pas. Nous autres on avait une prime de surnuméraire, on n'avait pas les avantages sociaux donc on avait une prime sur notre salaire vu qu'on n'avait pas les avantages, là notre prime elle baissait, on perdait 7 % dans le fond de notre prime, et en plus on avait des pénalités maintenant quand on ne répondait pas au téléphone. Les jours où on était disponible et on n'avait pas d'heures, on nous imposait de répondre en 15-20 minutes quand on nous appelait pour rentrer. C'était vraiment comme essayez pas de faire l'amour ou d'aller au cinéma. C'était n'importe quoi.

Et le pire c'est que notre centrale syndicale, la CSN, elle était là « acceptez, acceptez, on a tout fait pour vous ! ». J'étais là wow, so much pour la lutte de classe. Et nous on s'est levé dans les assemblées, on a critiqué le deal et on au final on a refusé la première version de la convention. Et après notre refus, le syndicat nous répond « ah ok on comprend on retourne à la table de négo ». Hey ça l'air de vous tenter en maudit de vous battre pour nous autres ! Je suis sorti de là c'était hallucinant. C'était ma première convention collective à vie, et j'étais comme c'est quoi cette niaiserie-là, laisse-moi te dire qu'on était loin de l'École de Francfort avec ce syndicalisme-là. De toute façon dans le syndicat, c'est tous des employés permanents. Et la direction, elle frappe toujours sur les surnuméraires en premier, c'est facile de frapper sur nous autres.

## 9.8 Fragment # 8 : Aventure au pays des nouvelles télévisées : l'idéologie des patrons de presse en train de se faire<sup>72</sup>

La publication du livre *Aventures au pays des nouvelles télévisées* (2021) de l'ancien gestionnaire Philippe Lapointe, qui a dirigé les salles de rédaction de TVA et de Radio-Canada dans les années 1980-1990, nous offre une occasion unique de décortiquer les axes idéologiques des patrons de presse, et ce dans le but de mieux se préparer aux prochaines luttes.

Dans son ouvrage, Philippe Lapointe nous rappelle tout d'abord à quel point le service d'information de Télé-Métropole, l'ancêtre de TVA, était dans un état moribond lors de son embauche en 1980. Or, heureusement, tout change radicalement avec l'achat de Télé-Métropole par Vidéotron en 1987. Une nouvelle équipe de direction audacieuse et visionnaire est alors embauchée pour redresser le navire. L'auteur consacre de longues lignes élogieuses sur ces nouveaux cadres : le directeur de l'information Guy Crevier est décrit comme étant « très grand, intimidant avec ses lunettes cerclées d'acier » (p. 37). Un autre cadre qui se joint à l'équipe quelques années plus tard, Marc Blondeau, est décrit comme étant un « coach-né » ; sa grosse barbe, sa « voix de baryton » et ses « mains d'ours » (p. 71) fournissent une présence rassurante dans la salle de rédaction, car les cadres doivent savoir diriger les journalistes, mais aussi les « aimer ».

Le grand rôle des cadres, qui sont ainsi dépeints dans le livre comment étant dotés d'une agentivité exceptionnelle, est d'imposer des transformations dans l'organisation du travail pour rendre les médias plus efficaces. La grande stratégie des gestionnaires pour faire accepter les changements, notamment l'accélération du travail et l'introduction du multitâche et du direct, est alors de

---

<sup>72</sup> Une version plus longue de ce texte a été publiée dans la revue l'Action Nationale : Lamoureux, S. (2022). Aventures au pays des nouvelles télévisées. L'idéologie des patrons de presse en direct. *Les Cahiers de lecture de L'Action nationale*, 16(3), 31-32.

« repérer les leaders », bref de « tirer vers le haut » les journalistes qui internalisent les changements, et sinon de « pousser vers la sortie » les plus récalcitrants (p. 39). C'est en renforçant la discipline et la planification sur les plateaux télé que la qualité des émissions commence à augmenter radicalement. Cette nouvelle culture, inspirée en grande partie par les médias américains, requiert l'adhésion de tous, et ce surtout des éléments « les plus dynamiques », c'est-à-dire des vedettes de la profession.

### **Les vedettes commandent, les autres suivent**

Le deuxième aspect qui ressort le plus lorsqu'on s'enfonce dans ce livre, c'est l'accent mis sur les vedettes du journalisme aux dépens des autres travailleurs et travailleuses, notamment les employés de soutien. L'auteur semble être complètement fasciné par les vedettes du métier, celui-ci consacre par ailleurs de longues pages à dresser des portraits élogieux de plusieurs d'entre eux : Pierre Nadeau est qualifié de superstar, Pierre Bruneau de « prince du direct » (p. 87), Stephan Bureau de « Tintin des temps modernes » (p. 41), Jean-Luc Mongrain de « Robin des bois » (p. 72), Jocelyne Cazin de « Pitbull de l'information » (p. 104) et la liste est longue.

L'une des grandes qualités des vedettes, c'est leur sens de la compétition. Les grands journalistes « carburent à la nouvelle », ce sont des « machines à scoop » (p. 55), qui sont très compétitifs et charismatiques. Surtout : les vedettes, on le comprend à travers le livre, ont du talent que les autres journalistes n'ont pas. Ils réussissent à travailler sous pression et même à considérer ce stress comme une forme d'adrénaline (à laquelle ils sont « accros »). Un reporter particulièrement aimé de l'auteur travaille tout le temps, « comme si la notion de congé lui était étrangère » (p. 201). Une journaliste chevronnée « aurait travaillé jour et nuit si on lui avait permis de le faire » (p. 56). Une dévotion malade que les autres journalistes, et surtout les non-permanents, n'ont pas : et c'est une raison suffisante pour les invisibiliser. Les pupitreurs et les pupitreuses, les édimestres ou les

techniciens et les techniciennes n'apparaissent donc pratiquement pas dans le livre, le mot surnuméraire n'est mentionné que deux fois.

#### 9.9 Fragment # 9 : Journalisme et complotisme : au-delà des hypothèses sur les foules irrationnelles

Dans les recherches sur la violence contre les journalistes, les complotistes sont souvent analysés sous la loupe de la psychologie des foules irrationnelles. Selon cette théorie, les foules, une fois rassemblées, deviendraient immédiatement esclaves de leurs pulsions et des ordres de leurs leaders. La violence envers les journalistes est ici causée par un phénomène irrationnel qui provient de l'extérieur (par exemple les supporteurs populistes de Donald Trump).

La section dédiée à Québecor dans le chapitre cinq propose une interprétation alternative. Comme je le démontre, la violence envers les journalistes est aussi le résultat du phénomène de convergence poussée à outrance, ce phénomène alimentant les fausses nouvelles et déconnectant les journalistes de leur public. Écoutons d'abord Zack, reporter télé à Québecor, au sujet de ses conditions de travail :

Si j'arrive au travail à 10h le matin, que je n'ai fait aucun appel et que je n'ai pas commencé à lire mes journaux, c'est impossible que je puisse livrer mon reportage à 17h le soir. En fait je n'ai pas le choix de faire moi-même des heures à la maison, de me lever vers 6h-6h30, de non seulement faire ma revue de presse, de commencer à faire des coups de téléphone, d'envoyer des courriels, tout ça pendant que je repasse ma chemise, pendant que je fais mon lunch. Ensuite je me rends vers le travail, là je pars ma journée, alors je parle à mon caméraman et tout ça. Mais tu sais ça va tellement vite, parce que bon le caméraman arrive à 10h15, toi t'as commencé déjà à planifier tes entrevues pour la journée, mais disons que c'est une histoire en développement, qui évolue, ça va super vite, là t'as un direct à midi, t'as un direct à LCN à 13h, 14h, 15h, à 16h, t'as une petite pause à 17h et t'as ton topo à livrer à 18h, et entre-temps ça a bougé, la nouvelle a évolué. Alors résultat je dîne

un jour sur trois, j'ai même de la difficulté à aller à la salle de bain, *no joke*. Je ne suis pas le seul d'ailleurs, mais c'est un rythme de fou, c'est un rythme complètement débile.

Bien avant de commencer sa journée de travail sur le terrain, le journaliste sent déjà que la « tempête » arrive, que cette « tempête » va le submerger :

Le travail est tellement mal organisé, c'est une organisation tellement de fortune qu'on n'est pas à l'abri, on voit la tempête venir, on la voit là, elle approche toujours un peu sauf qu'on ne sait pas de quelle ampleur elle va nous frapper. Et ça me fait vraiment peur chaque jour de savoir qu'il peut toujours arriver quelque chose, on n'est tellement pas beaucoup, ça tient tellement déjà bric-à-brac avec des petits topos comme tout rouillés.

Cette « tempête » crée des phénomènes de désinformation que le journaliste peine à contenir :

Là le matin je mets QUB radio en me rendant au travail, j'entends 4 erreurs de fait, j'suis pris pour appeler, je dis « ça pas d'allure, j'ai fait corriger et vous avez pris la mauvaise version ». Finalement je laisse ça aller parce que je me dis qu'à moment donné je ne peux pas moi, en tant que journaliste, commencer à passer par-dessus tout le monde. Il est censé avoir des producteurs, il est censé avoir des gens qui vérifient ça, alors je te dirais que c'est un peu décourageant. [...] Donc l'erreur factuelle quand même importante, elle va non seulement se retrouver à TVA, au Journal de Montréal, en plus les gens de QUB radio s'inspirent de ce texte-là pour faire leurs chroniques. Alors finalement l'erreur est répétée pas une fois, elle est répétée comme six fois.

C'est dans ce contexte que les complotistes commencent à menacer le journaliste, et ce lors de sa couverture de sujets sensibles :

Moi quand je couvre des manifs d'antivaccins, c'est une demande systématique de ma part, je veux un garde, je veux des gardes [...], je le demande quand même de façon systématique parce que je ne sais jamais ce qui peut arriver. Et moi j'en ai des collègues pour qui ça n'a pas été trop drôle, de vraies menaces, de vraies bousculades physiques. C'est allé en cours et il y a eu des poursuites, et je me dis que je ne veux pas prendre moi-même la chance. [...] Je te le dis on est vraiment les souffre-douleurs, pour vrai on est les souffre-douleurs d'une exaspération collective.

## 9.10 Fragment # 10 : Professeurs d'université et journalistes, même combat ?

Lors de mes présentations dans des colloques ou des séminaires, plusieurs personnes m'ont déjà demandé si le modèle du cycle des subjectivités ne pourrait pas s'appliquer à d'autres types de métiers. Pour ainsi vérifier s'il est possible d'exporter ce modèle, j'essaierai de l'appliquer à la situation des professeurs d'université.

Tout comme les journalistes, les professeurs d'université sont souvent passionnés par leur travail, or cette passion ne vient pas de la même source. Si pour les journalistes cette passion provient des représentations dominantes qui peignent les journalistes comme des superhéros de la démocratie, le professeur sera plutôt influencé par la figure du scientifique qui fait des « découvertes » et qui fait « avancer les connaissances ». Cela peut conduire plusieurs professeurs à s'engager corps et âme et donc à se surcharger dans la poursuite de projets de recherche. On essaiera par exemple de publier tels nombres d'articles sur le sujet, de faire tels nombres de conférences dans les colloques, d'arriver le plus rapidement possible à des conclusions, même si au final le projet aura très peu d'impact dans la société.

Par contre, pour les professeurs, la troisième subjectivité n'est pas tellement celle du méritocratisé que celle de « l'érudit ». Le but des professeurs n'est pas tant de monter la hiérarchie au sein de leur université qu'au sein de leur champ de recherche. Une concurrence interne existe dans les champs de recherche à savoir qui aura la plus grande demande de subvention, qui publiera dans les revues les plus prestigieuses, qui parlera de ce « tournant » en premier. Un des meilleurs moyens de monter la hiérarchie du savoir est de s'intégrer dans un clan déjà établi, par exemple le clan des « pragmatiques » ou des « critiques de telle école », et puis de faire corps avec ce clan, c'est-à-dire de publier des articles à plusieurs mains, d'organiser des appels à textes qui pratiquent l'autocitation ou encore des colloques pour s'inviter entre soi.



Puis, parce que certains professeurs réussissent à percer au sein de leur clan respectif, ceux et celles-ci croiront qu'ils ou elles possèdent un savoir inaccessible au grand public. Ils et elles se projettent comme des « érudits » qui se situent au-dessus de la masse ignorante du public. Ceux et celles-ci pourront alors critiquer farouchement les autres clans dans les évaluations par les pairs, ou encore formuler des « questions-commentaires » de plusieurs minutes dans les conférences publiques pour démontrer leur propre érudition.

Face à ce cycle, plusieurs professeurs se sentiront par la suite brûlés et déprimés. On se sentira brûlé de travailler tout le temps pour des recherches qui ont peu d'impact, ou encore d'être enseveli sous des tâches bureaucratiques qui éloignent des autres tâches plus stimulantes comme l'enseignement. On se sentira aussi déprimé de devoir constamment entrer en concurrence contre les autres clans qui ne tolèrent pas la diversité des théories ou des approches méthodologiques. Les marxistes diront que les foucaaldiens font de la « micropolitique ». Les foucaaldiens diront que les marxistes font de « l'économicisme ». Les pragmatiques diront que les critiques font de « l'essai » et non de la science. Les critiques diront que les pragmatiques représentent « la logique culturelle » du capitalisme avancé. Face à ces attaques récurrentes, plusieurs professeurs ressentiront alors des symptômes de détresse psychologique, même si au final la figure du passionné qui fait « avancer les connaissances » prendra souvent le dessus.

## BIBLIOGRAPHIE

- Accardo, A. (2017). *Pour une socioanalyse du journalisme. Considéré comme une fraction emblématique de la nouvelle petite bourgeoisie intellectuelle*. Marseille : Agone.
- Accardo, A., Abou, G., Balbastre, G., Dabitch, C., & Puerto, A. (2007). *Journalistes précaires, journalistes au quotidien*. Marseille : Agone.
- Ahn, S. (2022). Magic, Necromancy, and the Nonhuman Turn. *Monthly Review*. Récupéré de <https://monthlyreview.org/2022/02/01/magic-necromancy-and-the-nonhuman-turn/>
- Ajunwa, I., Crawford, K., & Schultz, J. (2017). Limitless worker surveillance. *California Law Review*, 105(3), 735–776.
- Allavena, J. (2020). *L'hypothèse autonome*. Paris : Éditions Amsterdam.
- Alliez, É., & Lazzarato, M. (2016). *Guerres et capital*. Paris : Éditions Amsterdam.
- Alquati, R. (2019). Lutte à la FIAT. *Actuel Marx*, 65(1), 155-167.
- Angelucci, C., & Cagé, J. (2019). Newspapers in times of low advertising revenues. *American Economic Journal: Microeconomics*, 11(3), 319-364.
- Arendt, H. (1983). *Condition de l'homme moderne*. Paris : Gallimard.
- Armano, E., & Murgia, A. (2013). The precariousnesses of young knowledge workers: A subject-oriented approach. *Global Discourse*, 3(3-4), 486-501.
- Association des journalistes indépendants du Québec (AJIQ) (2021). *Mémoire de l'Association des journalistes indépendants du Québec (AJIQ) déposé dans le cadre des consultations en ligne sur les lois sur le statut de l'artiste*. Québec : Gouvernement du Québec.
- Association des journalistes indépendants du Québec (AJIQ) (2019). *Mémoire de l'Association des journalistes indépendants du Québec (AJIQ) déposé dans le cadre de la Commission sur l'avenir des médias*. Québec : Gouvernement du Québec.
- Badiou, A. (1988). *L'Être et l'Événement*. Paris : Seuil.
- Balestrini, N. (2011[1980]). *Blackout*. Genève : Entremonde.

- Balestrini, N. (2010[1971]). *Nous voulons tout*. Genève : Entremonde.
- de Balzac, H. (1966[1837]). *Illusions perdues*. Paris : Flammarion.
- Bannerji, H. (2020). *The Ideological Condition: Selected Essays on History, Race and Gender*. Leiden : Brill.
- Baran, P. A., & Sweezy, P. M. (1968). *Le capitalisme monopoliste: un essai sur la société industrielle américaine*. Paris : F. Maspero.
- Baschet, J. (2018). *Défaire la tyrannie du présent: Temporalités émergentes et futurs inédits*. Paris : La Découverte.
- Benson, R. (2017). From Heterogeneity to Differentiation: Searching for a Good Explanation in a New Descriptivist Era. Dans P. J. Boczkowski & C. W. Anderson (dir.), *Remaking the News: Essays on the Future of Journalism Scholarship in the Digital Age* (p. 27-46). Cambridge : The MIT Press.
- Berardi, F. (2009). *The Soul at Work: From Alienation to Autonomy*. South Pasadena, CA: Semiotext(e).
- Bergeron, M. (2020). *Tombée médiatique*. Montréal : Somme toute.
- Bertuzzi, R. (2020). Value Proposition: Canadian Freelance Writers at the Intersection of Exploitation and Alienation. *New Proposals: Journal of Marxism and Interdisciplinary Inquiry*, 11(1), 18-33.
- Bischoping, K., & King, A. D. (2019). The Forgotten Work of Cultural Workers. *Labour: Journal of Canadian Labour Studies/Le Travail: revue d'Études Ouvrières Canadiennes*, 84, 259-278.
- Bizimana, A. J. et Kane, O. (2019). La presse au défi du numérique : une économie politique des médias régionaux au Québec. *Les Cahiers du journalisme – Recherches*, 2(3), 141-172.
- Blanchett Neheli, N. (2018). News by numbers: The evolution of analytics in journalism. *Digital Journalism*, 6(8), 1041-1051.
- Blauner, R. (1964). *Alienation and freedom: The factory worker and his industry*. Chicago: University of Chicago Press.

- Blondel, F. (2007). L'approche clinique dans les dispositifs de recherche action. Dans V. de Gaulejac, F. Hanique et P. Roche (dir.), *La sociologie clinique, enjeux théoriques et méthodologiques* (p. 201-216). Toulouse : érès.
- Boltanski, L., & Chiapello, E. (1999). *Le nouvel esprit du capitalisme*. Paris : Gallimard.
- Bouquin, S. (2010). Harry Braverman face à la sociologie du travail. *L'Homme & la Société*, 178(4), 159-179.
- Bourdieu, P. (1996). *Sur la télévision, suivi de L'emprise du journalisme*. Paris : Libre-Raisons d'agir.
- Bourdieu, P. (1994). *Raisons pratiques. Sur la théorie de l'action*. Paris : Seuil.
- Bourdieu, P. (1992). *Réponses. Pour une anthropologie réflexive*. Paris : Seuil.
- Bourdieu, P. (1979). *La Distinction*. Paris : Les Éditions de Minuit.
- Bourdieu, P., Accardo, A., Balazs, G., & Beaud, S. (1993). *La misère du monde*. Paris : Seuil.
- Boyer, R. (2020). *Les capitalismes à l'épreuve de la pandémie*. Paris : La Découverte.
- Boyer, R. (2015). *Économie politique des capitalismes*. Paris : La Découverte.
- Boyer, R. (2004). *Théorie de la régulation: Les fondamentaux*. Paris : La Découverte.
- Braun, J. A. (2015). News programs: Designing MSNBC.com's online interfaces. *Journalism*, 16(1), 27–43.
- Braverman, H. (1976). *Travail et capitalisme monopoliste*. Paris : F. Maspero.
- Bredart, H. (2017). Le burn-out des journalistes, symptôme d'un malaise dans les rédactions. *Hesamag*. Récupéré de [https://www.etui.org/sites/default/files/Hesamag\\_15\\_FR\\_14-18.pdf](https://www.etui.org/sites/default/files/Hesamag_15_FR_14-18.pdf)
- Breed, W. (1955). Social Control in the Newsroom: A Functional Analysis. *Social Forces*, 33(4), 326-335.
- Brennen, J. S., Howard, P. N., & Nielsen, R. K. (2022). What to expect when you're expecting robots: Futures, expectations, and pseudo-artificial general intelligence in UK news. *Journalism*, 23(1) 22–38.

- Brenner, R. (1977). The origins of capitalist development: a critique of neo-Smithian Marxism. *New left review*, 104, 25-92.
- Brin, C., & St-Pierre, M. (2013). *Crise des médias et effectifs rédactionnels au Québec*. Sainte-Foy : Centre d'études sur les médias.
- Brin, C., Charron, J., & De Bonville, J. (dir.). (2004). *Nature et transformation du journalisme: théorie et recherches empiriques*. Québec : Presses de l'Université Laval.
- Broca, S. (2021). Communs et capitalisme numérique: histoire d'un antagonisme et de quelques affinités électives. *Terminal. Technologie de l'information, culture & société*, 130. Récupéré de <https://doi.org/10.4000/terminal.7595>
- Brophy, E. (2011). Language put to work: Cognitive capitalism, call center labor, and worker inquiry. *Journal of Communication Inquiry*, 35(4), 410-416.
- Brousseau-Pouliot, V. (2021). 280 millions par an avec les médias d'information, selon un expert. *La Presse*, 16 février.
- Broustau, N. & Francoeur, C. (dir.). (2017). *Relations publiques et journalisme à l'ère numérique : dynamiques de collaboration, de conflit et de consentement*. Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Brown, W. (2009). Nous sommes tous démocrates à présent. Dans G. Agamben (dir.), *Démocratie, dans quel état* (pp. 59-76). Paris : La Fabrique.
- Brun, J-P. (2005). *Évaluation du bien-être et de la santé au travail des employés de cbc/radio-canada*. Rapport d'expertise remis à CBC/Radio-Canada (18 pages).
- Bulut, E. (2018). One-dimensional creativity: A Marcusean critique of work and play in the video game industry. *TripleC: Communication, Capitalism & Critique*, 16(2), 757-771.
- Bunce, M. (2017). Management and resistance in the digital newsroom. *Journalism*, 20(7), 890-905.
- Burawoy, M. (1982). *Manufacturing consent: Changes in the labor process under monopoly capitalism*. Chicago : University of Chicago Press
- Buxton, W. J., & McKercher, C. (1998). Newspapers, magazines and journalism in Canada: Towards a critical historiography. *Acadiensis*, 23(1), 103-126.

- Cagé, J. (2015). *Sauver les médias. Capitalisme, financement participatif et démocratie*. Paris : Seuil.
- Caldairou-Bessette, P., Vachon, M., Bélanger-Dumontier, G., & Rousseau, C. (2017). La réflexivité nécessaire à l'éthique en recherche: l'expérience d'un projet qualitatif en santé mentale jeunesse auprès de réfugiés. *Recherches qualitatives*, 36(2), 29-51.
- Canguilhem, G. (1984[1943]). *Le normal et le pathologique*. Paris : Puf.
- Cantillon, Z., & Baker, S. (2019). Affective Qualities of Creative Labour. Dans M. Deuze & M. Prenger (dir.), *Making Media: Production, Practices, and Professions* (p. 287-296). Amsterdam : Amsterdam University Press.
- Carbasse, R. (2010). «Du solide et du concret»: concentration de la propriété et convergence journalistique au sein du groupe Quebecor Média. *Canadian Journal of Communication*, 35(4), 585-594.
- Carbasse, R., & Goyette-Côté, M. O. (2013). L'impact des stratégies de convergence sur le travail journalistique: le cas des travailleurs de l'information de Québecor Média. *Recherches en communication*, 39, 13-29.
- Carine Henriquez, R. (2019). Les journalistes heureux existent-ils ? *Le Trente*. Automne 2019.
- Carroll, W. & Sapinski, J. P. (2018). *Organizing the 1 %*. Halifax et Winnipeg : Fernwood Publishing.
- Casilli, A. A. (2019). *En attendant les robots : enquête sur le travail du clic*. Paris : Éditions du Seuil.
- Cauchon, P. (2008). *Médias - Le Journal de Montréal: une négociation historique dans l'impasse*. Le Devoir, 3 décembre.
- Cavazzini, A. (2013). *Enquête ouvrière et théorie critique: Enjeux et figures de la centralité ouvrière dans l'Italie des années 1960*. Liège : Presses universitaires de Liège.
- Centre de formation populaire (CFP). (1978). *devons-nous utiliser la presse bourgeoise?* Récupéré de [http://lecfp.qc.ca/wp-content/uploads/2016/12/1980\\_Militants-et-M%C3%A9dia\\_2.pdf](http://lecfp.qc.ca/wp-content/uploads/2016/12/1980_Militants-et-M%C3%A9dia_2.pdf)
- Chadha, K. & Steiner, L. (2021). Precarity. The concept, evolution, forms, and implications. Dans K. Chadha et L. Steiner (dir.), *Newswork and Precarity* (p. 15-30). Londres: Routledge.

- Chalaby, J. K. (1998). *The Invention of Journalism*. Londres : Routledge.
- Chalaby, J. K. (1996). Journalism as an Anglo-American invention: a comparison of the development of French and Anglo-American journalism, 1830s-1920s. *European journal of communication*, 11(3), 303-326.
- Chamayou, G. (2018). *La société ingouvernable: une généalogie du libéralisme autoritaire*. Paris : La Fabrique.
- Chan, J., Lizhi, X., & Yang. (2013). *La machine est ton seigneur et ton maître*. Marseille : Agone.
- Charon, J-M., & Pigeolat, A. (2021). *Hier, journalistes : ils ont quitté la profession*. Toulouse : Entremises.
- Charron, J., & De Bonville, J. (2004). Le journalisme et le marché: de la concurrence à l'hyperconcurrence. Dans C. Brin, J. Charron et J. de Bonville (dir.), *Nature et transformation du journalisme* (p. 273-316). Québec : Les Presses de l'Université Laval.
- Charron, J., & De Bonville, J. (2002). Le journalisme dans le "système" médiatique. *Études de Communication Publique*, 16, 1-57.
- Chomsky, N., & McChesney, R. W. (2000). *Propagande, médias et démocratie*. Montréal : Écosociété.
- Chupin, I. (2018). *Les Écoles du journalisme. Les enjeux de la scolarisation d'une profession (1899-2018)*. Rennes : Presses universitaires de Rennes
- Clark-Parsons, R. (2021). "I see you, I believe you, I stand with you":# MeToo and the performance of networked feminist visibility. *Feminist Media Studies*, 21(3), 362-380.
- Cleaver, H. (1992). The inversion of class perspective in Marxian theory: From valorisation to self-valorisation. *Open marxism*, 2, 106-144.
- Clot, Y. (2017). *Travail et pouvoir d'agir*. Paris : Puf.
- Cohen, N. S. (2022[2012]). Conceptualiser le travail culturel comme un terrain de luttes : journalistes pigistes et exploitation. *COMMposite*, 22(2), 10-61.
- Cohen, N. S. (2019). At work in the digital newsroom. *Digital Journalism*, 7(5), 571-591.

- Cohen, N. S. (2016). *Writers' Rights: Freelance Journalism in a Digital Age*. Montreal, Kingston : McGill-Queen's University Press.
- Cohen, N. S. (2015). From Pink Slips to Pink Slime: Transforming Media Labor in a Digital Age. *The Communication Review*, 18(2), 98-122.
- Cohen, N. S. (2012). Cultural Work as a Site of Struggle: Freelancers and Exploitation. *TripleC: Communication, Capitalism & Critique*, 10(2), 141-155.
- Cohen, N. S., & De Peuter, G. (2020). *New Media Unions: Organizing Digital Journalists*. New York : Routledge.
- Comité Invisible. (2014). *À nos amis*. Paris: La fabrique.
- Comninel, G. C. (2019). *Alienation and Emancipation in the Work of Karl Marx*. New York : Palgrave Macmillan.
- Comor, E., & Compton, J. (2016). Journalistic labour and technological fetishism. *The Political Economy of Communication*, 3(2), 74-87.
- Corbin, J., & Strauss, A. L. (2008). *Basics of qualitative research : techniques and procedures for developing grounded theory* (3e éd.). Los Angeles, CA : Sage.
- Cornforth, C. (1995). Patterns of cooperative management: Beyond the degeneration thesis. *Economic and Industrial Democracy*, 16(4), 487-523.
- Costain, G. (2005). Reporting on labour: Class consciousness and the uncertain ideological boundaries of Canadian journalism. *Javnost-The Public*, 12(1), 49-69.
- Dardot, P., & Laval, C. (2014). *Commun: essai sur la révolution au XXIe siècle*. Paris : La découverte.
- Dardot, P., & Laval, C. (2009). *La nouvelle raison du monde*. Paris : La découverte.
- Das, S. (2020). Microsoft Replaces Journalists With AI. Can We Rely On AI For News. *Analytics India Magazine*, 2 juin 2020. Récupéré de <https://analyticsindiamag.com/microsoft-replaces-journalists-with-ai-can-we-rely-on-ai-for-news/>
- Davidson, R., & Meyers, O. (2016). "Should I Stay or Should I Go?" Exit, voice and loyalty among journalists. *Journalism Studies*, 17(5), 590-607.



- Davis, A. (2011). Mediation, financialization and the global financial crisis: an inverted political economy perspective. Dans D. Winseck et D. Y. Jin (dir.), *The Political Economies of Media* (p. 241-254). Londres : Bloomsbury Publishing.
- De Bonville, J. (1988). *La presse québécoise de 1884 à 1914: genèse d'un média de masse*. Québec : Presses de l'Université Laval.
- De Grosbois, P. (2022). *La collision des récits. Le journalisme face à la désinformation*. Montréal : Écosociété.
- De Peuter, G., Cohen, N. S., & Saraco, F. (2017). The ambivalence of coworking: On the politics of an emerging work practice. *European Journal of Cultural Studies*, 20(6), 687-706.
- Décomposition. (2021). Dans *Wikipédia, l'encyclopédie libre*. Récupéré de <https://fr.wikipedia.org/wiki/D%C3%A9composition>
- Dejours, C. (2021). Il faut une théorie de la coopération, du travail vivant individuel et collectif. *Mouvements*, 106(2), 27-40.
- Dejours, C. (2000). Travail, souffrance et subjectivité. *Sociologie du travail*, 42(2), 329-340.
- Del Fa, S., Lamoureux, S. & Vásquez, C. (2021). (Re)donner au bénévolat sa juste valeur : les pratiques de travail bénévoles à l'ère du capitalisme néolibéral. *Nouvelles pratiques sociales*, 32(1), 310–334.
- Demers, F. (2007). Déstructuration et restructuration du journalisme. *tic&société*, 1(1). Récupéré de <http://ticetsociete.revues.org/298>.
- Demers, F. (1989). *Communication et syndicalisme: des imprimeurs aux journalistes*. Montréal : Éditions du Méridien.
- Demers, F., & Le Cam, F. (2006). The fundamental role played by unionism in the self-structuring of the professional journalists from Québec. *Canadian Journal of Communication*, 31(3), 659-674).
- Deneault, A. (2016). *Politiques de l'extrême centre*. Montréal : Lux.
- Denzin, N. K. (2017). Critical qualitative inquiry. *Qualitative inquiry*, 23(1), 8-16.
- Denzin, N. K., & Lincoln, Y. S. (2011). Introduction : The discipline and practice of qualitative research. Dans N. K. Denzin et Y. S. Lincoln (dir.), *The Sage handbook of qualitative research* (p. 1-19). Thousand Oaks : Sage Publications.

- Déom, E. (1989). *40 Ans De Syndicalisme Chez Les Journalistes Québécois*. Montréal : Agence d'ARC.
- Derrida, J. (1993). *Spectres de Marx*. Paris : Galilée.
- Deuze, M. (2007). *Media work*. Cambridge : Polity.
- Deuze, M. (2005). What is journalism? Professional identity and ideology of journalists reconsidered. *Journalism*, 6(4), 442-464.
- Deuze, M., & Prenger, Mirjam. (dir.). (2019). *Making media: Production, practices, and professions*. Amsterdam : Amsterdam University Press.
- Deuze, M., & Witschge, T. (2018). Beyond journalism: Theorizing the transformation of journalism. *Journalism*, 19(2), 165-181.
- Dierickx, L. (2021). Artificial intelligence and journalism: a race with machines. *Equal Times*, 6 avril. Récupéré de <https://www.equaltimes.org/artificial-intelligence-and?lang=en#.YS7A6I5Kg2x>
- Duffy, B. E., & Wissinger, E. (2017). Mythologies of creative work in the social media age: Fun, free, and “just being me”. *International Journal of Communication*, 11, 4652-4671.
- Dufour, F. G., Deblock, C., & Rioux, M. (2022). Sociohistoire des idées économiques au Québec: de l'Église-nation à l'État national. *Interventions économiques*, (67). Récupéré de <https://doi.org/10.4000/interventionseconomiques.17292>
- Duhaime, E. (2020). L'éternelle saison des amours : la soumission virtuelle de la pratique sociale au capital. *Cahiers Société*, 2, 71-96.
- Durand, C. (2020). *Techno-féodalisme*. Paris : La Découverte.
- Durand, C., & Keucheyan, R. (2019). Planifier à l'âge des algorithmes. *Actuel Marx*, 65(1), 81-102.
- Durand, J. P. (2006). Les outils contemporains de l'aliénation du travail. *Actuel Marx*, 39(1), 107-122.
- Durand, J. P. (2004). *La chaîne invisible. Travailler aujourd'hui : flux tendu et servitude volontaire*. Paris : Seuil.

- Dutrisac, M. (2013). Récits idéologiques et logique démocratique: pour une réévaluation de l'idéologie à partir de Claude Lefort et Paul Ricoeur. *Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de science politique*, 46(1), 115-134.
- Dyer-Witheford, N., Kjøsen, A. M., & Steinhoff, J. (2019). *Inhuman power. Artificial intelligence and the future of capitalism*. Londres : Pluto Press.
- Ehrenberg, A. (2010). *La société du malaise*. Paris : Odile Jacob.
- Englert, S., Woodcock, J. & Cant, C. (2020). Digital Workerism: Technology, Platforms, and the Circulation of Workers' Struggles. *TripleC: Communication, Capitalism & Critique*, 18(1), 132-145.
- Enriquez, E. (2017). Pouvoir et contrôle de la subjectivité des êtres humains au travail. Dans D. Mercure et M-P. Bourdages-Sylvain (dir.), *Travail et subjectivité. Perspectives critique* (145-168). Québec : Presses de l'Université Laval.
- Eustache, S. (2021). Absence d'enquêtes et bagarres de plateau, les recettes de l'information en continu. *Le Monde Diplomatique*, avril. Récupéré de <https://www.monde-diplomatique.fr/2021/04/EUSTACHE/62981>
- Eustache, S. (2020a). *Bâtonner, comment l'argent détruit le journalisme*. Paris : Éditions Amsterdam.
- Eustache, S. (2020b). « Désinfox », embarrassant miroir. *Manière de voir*, août-septembre 2020. Récupéré de <https://www.monde-diplomatique.fr/mav/172/EUSTACHE/62020>
- Eustache, S. (2019). À qui profite le fact-checking : (L'émergence d'une nouvelle mythologie du journalisme). *Monde commun*, 2, 156-160.
- Federici, S. (2020). *Par-delà les frontières du corps*. Montréal : les éditions du remue-ménage.
- Fischbach, F. (2015). *Le sens du social. Les puissances de la coopération*. Montréal : Lux.
- Fischbach, F. (2009). *Sans objet: capitalisme, subjectivité, aliénation*. Paris : Vrin.
- Fischbach, F. (2007). Présentation. Dans K. Marx, *Manuscrits économique-philosophiques de 1844* (p. 7-71). Paris : Vrin.
- Fisher, M. (2018). *Le Réalisme capitaliste*. Genève : Entremonde.

- Fisher, E. (2012). How Less Alienation Creates More Exploitation? Audience Labour on Social Network Sites. *TripleC: Communication, Capitalism & Critique*, 10(2), 171-183.
- Florida, R. (2002). *The rise of the creative class*. New York : Basic books.
- Forum des politiques publiques (FPP) (2017). *Le miroir éclaté : Nouvelles, démocratie et confiance dans l'ère numérique*. Ottawa : Forum des politiques publiques. Récupéré de <https://shatteredmirror.ca/lemiroireclate/>
- Foucault, M. (2013). *La société punitive. Cours au Collège de France 1972-1973*. Paris : Seuil/Gallimard.
- Foucault, M. (2011). Entretien inédit entre Michel Foucault et quatre militants de la LCR, membres de la rubrique culturelle du journal quotidien Rouge (juillet 1977). *Question Marx*. Récupéré de <https://questionmarx.typepad.fr/files/entretien-avec-michel-foucault-1.pdf>
- Foucault, M. (2009). *Le Gouvernement de soi et des autres II : Le Courage de la vérité (1983-1984)*. Paris : Seuil/Gallimard.
- Foucault, M. (2004a). *Naissance de la biopolitique: cours au Collège de France 1978-1979*. Paris : Seuil/Gallimard.
- Foucault, M. (2001). *Dits et Ecrits Tome II*. Paris : Gallimard.
- Foucault, M. (1997). « *Il faut défendre la société* ». *cours au Collège de France 1975-1976*. Paris : Seuil/Gallimard.
- Foucault, M. (1975). *Surveiller et punir*. Paris : Gallimard.
- Fradet, L. (2001). *Les 50 ans du Syndicat de la rédaction du Soleil, 1950-2000 : un combat pour la profession*. Montréal : Septentrion.
- Francœur, C. (2017). Les relations publiques, une puissance concrète occupant le discours journalistique. Dans N. Broustau et C. Francœur (dir.), *Relations publiques et journalisme : dynamiques de collaboration, de conflit et de consentement* (p. 43-70). Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Francœur, C. (2012). *La transformation du service de l'information de Radio-Canada*. Québec : Presses de l'Université du Québec.

- Francœur, C., George, E., Lamoureux, S. et Roy, J-H. (2020). Un demi-siècle de recherches uqamiennes sur le journalisme : état des lieux et perspectives d'avenir. *Communiquer, La communication à l'UQAM*, 23-45.
- Fraser, N. (2017). Why Two Karls are Better than One: Integrating Polanyi and Marx in a Critical Theory of the Current Crisis. *Working Paper der DFG-Kollegforscher\_innengruppe*. Récupéré de [http://www.kolleg-postwachstum.de/sozwmmedia/dokumente/WorkingPaper/WP+1\\_2017+Fraser.pdf](http://www.kolleg-postwachstum.de/sozwmmedia/dokumente/WorkingPaper/WP+1_2017+Fraser.pdf)
- Fraser, N. (2014). Behind marx's hidden abode for an expanded conception of capitalism. *New Left Review*, 86, 55-72.
- Fraser, N. (2013). *Fortunes of feminism: From state-managed capitalism to neoliberal crisis*. New York : Verso.
- Fraser, N. (2005). *Qu'est-ce que la justice sociale ? Reconnaissance et redistribution*. Paris : La Découverte.
- Freitag, M. (2011). *L'abîme de la liberté. Critique du libéralisme*. Montréal : Liber.
- Freitag, M. (1987). Les sciences sociales contemporaines et le problème de la normativité. *Sociologie et sociétés*, 19(2), 15-36.
- Friedmann, G. (1956). *Le travail en miettes: spécialisation et loisirs*. Paris : Gallimard.
- Fuchs, C. (2020). Towards a critical theory of communication as renewal and update of Marxist humanism in the age of digital capitalism. *Journal for the Theory of Social Behaviour*, 50(3), 335-356.
- Fuchs, C. (2019). *Marxism: Karl Marx's Fifteen Key Concepts for Cultural and Communication Studies*. New York : Routledge.
- Fuchs, C. (2014). *Digital Labour and Karl Marx*. New York : Routledge.
- Fuchs, C. (2010). Labor in Informational Capitalism and on the Internet. *The Information Society*, 26(3), 179-196.
- Fuchs, C., & Sandoval, M. (2014). Digital workers of the world unite! A framework for critically theorising and analysing digital labour. *TripleC: Communication, Capitalism & Critique*, 12(2), 486-563.

- Fürst, S. (2020). In the service of good journalism and audience interests? How audience metrics affect news quality. *Media and Communication*, 8(3), 270-280.
- Gaboury, P. (2014). Radio-Canada: des syndiqués gagnaient plus de 150 000\$. *Le Droit*, 10 novembre.
- Galimberti, J. (2022). *Images of Class: Operaismo, Autonomia and the Visual Arts (1962-1988)*. Londres : Verso.
- Garland, C., & Harper, S. (2012). Did somebody say neoliberalism? On the uses and limitations of a critical concept in media and communication studies. *TripleC: Communication, Capitalism & Critique*, 10(2), 413-424.
- Gaulejac, V. D. (2009). *La Société malade de la gestion. Idéologie gestionnaire, pouvoir managérial et harcèlement social*. Paris : Seuil.
- Gaulejac, V. D., & Laroche, D. (2020). Sociologie clinique et santé mentale. *Sociedade e Estado*, 35(1), 19-38.
- Gaulejac, V. D., Hanique, F., & Roche, P. (2007). *La sociologie clinique. Enjeux théoriques et méthodologiques*. Toulouse : Érès.
- Gill, R. (2010). Life is a pitch: Managing the self in new media work. Dans M. Deuze (dir.), *Managing media work* (p. 249-262). Londres : Sage publications.
- Gill, R., & Pratt, A. (2008). In the social factory? Immaterial labour, precariousness and cultural work. *Theory, culture & society*, 25(7-8), 1-30.
- Gillespie, T. (2014). The relevance of algorithms. Dans T. Gillespie, P. J. Boczkowski et K. A. Foot (dir.), *Media Technologies: Essays on Communication, Materiality, and Society* (p. 167-193). Cambridge et Londres: MIT Press.
- Gillmor, D. (2018). Vers un nouveau modèle pour l'enseignement du journalisme. *Les Cahiers du journalisme*, 2(2), 25-30.
- Gingras, A. M. (2009). *Médias et démocratie: le grand malentendu*. Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Girard, M. (2020). Celui par qui le changement est arrivé. *La Presse*. 26 novembre. Récupéré de <https://www.lapresse.ca/actualites/2020-11-26/depart-d-eric-trottier/celui-par-qui-le-changement-est-arrive.php>

- Giroux, D. (2022). *Les médias québécois d'information : État des lieux en 2022*. Sainte-Foy : Centre d'études sur les médias.
- Giroux, D. (2019). *Les Médias québécois d'information : État des lieux*. Sainte-Foy : Centre d'études sur les médias.
- Giroux, D. (2015). *État de la concentration de la propriété des médias d'information de langue française au Québec*. Sainte-Foy : Centre d'études sur les médias.
- Godin P. (1981). *La lutte pour l'information : Histoire de la presse écrite au Québec*. Montréal : Le Jour.
- Gollmitzer, M. (2021a). Laboring in Journalism's Crowded, Precarious Entryway: Perceptions of Journalism Interns. *Journalism Studies*, 22(16), 2155-2173.
- Gollmitzer, M. (2021b). Journalism ethics with Foucault: Casually employed journalists' constructions of professional integrity. *Journalism*. Récupéré de <https://doi.org/10.1177/14648849211036301>
- Gollmitzer, M. (2018). *Freelance journalists and interns: Responses to precarity and reconfigurations of the journalistic ethos* (Thèse de doctorat). Simon Fraser University.
- Gollmitzer, M. (2014). Precariously employed watchdogs? Perceptions of working conditions among freelancers and interns. *Journalism Practice*, 8(6), 826-841.
- Gorz, A. (1988). *Métamorphose du travail. Critique de la raison économique*. Paris : Folio essais.
- Gorz, A. (1973). *Critique de la division du travail*. Paris : Seuil.
- Gourarier, M., & Benveniste, A. (2017). Alpha mâle, Séduire les femmes pour s'apprécier entre hommes?. *Chimères*, 2, 175-178.
- Goux, J-J. (2000). *Frivolité de la valeur*. Paris : Blusson.
- Goyette-Côté, M. O., Carbasse, R., & George, É. (2012). CONVERGING JOURNALISM: Producing and publishing for multi-platform conglomerates in Canada. *Journalism Studies*, 13(5-6), 753-762.
- Grammond, S. (2022). Faire la loi au Far West. *La Presse*, 6 avril 2022. Récupéré de <https://www.lapresse.ca/debats/editoriaux/2022-04-06/geants-numeriques-et-medias-canadiens/faire-la-loi-au-far-west.php>

- Granjon, F. (2015). Du matérialisme comme principium d'un agenda de la recherche critique en communication. *Questions de communication*, 28, 157-190.
- Gualandi, A. (1998). *Deleuze*. Paris : Belles Lettres.
- Guattari, F. (1992). *Chaosmose*. Paris : Galilée.
- Guidali, F. (2021). Intellectuals at the factory gates: Early Italian operaismo from Raniero Panzieri to Mario Tronti. *Labor History*. Récupéré de <https://doi.org/10.1080/0023656X.2021.1955095>
- Habermas, J. (1978). *L'espace public: archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*. Paris : Payot.
- Hachette, P., & Huët, R. (2022). Soulèvements sensibles: corps et affects dans l'expérience de la violence. *Socio*, 16, 9–35.
- Hachette, P., & Huët, R. (2021). Turbulences. Dépense, énergie et intensification de la vie. *Socio-Anthropologie*, 44, 23-40.
- Hall, S. (2008). *Identités et cultures. Politiques des Cultural Studies*. Paris : Éditions Amsterdam.
- Hamelin, J., & Beaulieu, A. (1966). Aperçu du journalisme québécois d'expression française. *Recherches sociographiques*, 7(3), 305-348.
- Handfield, C. (2009). La direction de La Presse s'entend avec tous ses syndicats. *La Presse*, 26 novembre.
- Hanusch, F. et al. (2016). For the lifestyle and a love of creativity: Australian students' motivations for studying journalism. *Media International Australia*, 160(1), 101-113.
- Hardt, H. (1995). Without the Rank and File: Journalism History, Media Workers, and Problems of Representation. Dans H. Hardt et B. Brennen (dir.), *Newsworkers: Toward a History of the Rank and File* (p. 1-29). Minneapolis: University of Minnesota Press.
- Hardt, H. (1990). Newsworkers, technology, and journalism history. *Critical Studies in Media Communication*, 7(4), 346-365.
- Hardt, M., & Negri, A. (2013). *Déclaration : Ceci n'est pas un manifeste*. Paris : Raisons d'Agir.



- Harlow, S., & Kilgo, D. K. (2020). Perceptions versus performance: How routines, norms and values influence journalists' protest coverage decisions. *Journalism*. Récupéré de <https://doi.org/10.1177/1464884920983058>
- Harvey, D. (2020[1982]). *Les Limites du capital*. Paris : Éditions Amsterdam.
- Harvey, D. (2020). Value in motion. *New Left Review*, 126. Récupéré de <https://newleftreview.org/issues/ii126/articles/david-harvey-value-in-motion>
- Harvey, D. (2018). Universal alienation. *TripleC: Communication, Capitalism & Critique*, 22(2), 137-150.
- Harvey, D. L., Warner, L. G., Smith, L., & Harvey, E. S. (1983). Critical analysis of Seeman's concept of alienation. *Humboldt Journal of Social Relations*, 11(1), 16–52.
- Healy, M. (2020). *Marx and Digital Machines: Alienation, Technology, Capitalism*. Londres : University of Westminster Press.
- Henrichon, P. (2020). *Big Data: faut-il avoir peur de son nombre ?* Montréal : Écosociété.
- Henry, M. (2009). *Marx*. Paris: Gallimard.
- Hesmondhalgh, D., & Baker, S. (2011). *Creative labour: Media work in three cultural industries*. New York : Routledge.
- Hévin, S. (2021). La dégénérescence dans les coopératives autogérées et des moyens de la combattre. *Mouvements*, 106(2), 137-144.
- Hine, C. (2020). L'ethnographie des communautés en ligne et des médias sociaux: modalités, diversité, potentialités. Dans M. Millette, F. Millerand, D. Myles et G. Latzko-Toth (dir.), *Méthodes de recherche en contexte numérique* (p. 77-101). Québec : Les Presses de l'Université de Montréal.
- Holton, A. E., Bélair-Gagnon, V., Bossio, D., & Molyneux, L. (2021). “Not Their Fault, but Their Problem”: Organizational Responses to the Online Harassment of Journalists. *Journalism Practice*, 1-16.
- Howkins, J. (2001). *The Creative Economy: How People Make Money From Ideas*. Londres : Penguin.
- Hudson, J. P. (2019). Les entreprises récupérées en Argentine. Bilan de vingt années d'autogestion ouvrière. *Les mondes du travail*, 23, 107-122.

- Huët, R. (2021). *De si violentes fatigues: les devenirs politiques de l'épuisement quotidien*. Paris : Presses universitaires de France.
- Huët, R., & Sarrouy, O. (2015). Le fleuve et ses berges: la sociologie des controverses, ou la négation de l'existence. *Hermes, La Revue*, 73(3), 101-108.
- Hundley, G. (2001). Why and When Are the Self-Employed More Satisfied with Their Work? *Industrial Relations : A Journal of Economy and Society*, 40(2), 293-316.
- Husson, M. (2009). Un capitalisme vert est-il possible?. *Contretemps*, 1, 93-102.
- Huws, U. (2019). *Labour in Contemporary Capitalism: What Next?*. Londres: Springer.
- Huws, U. (2014). *Labor in the global digital economy: The cybertariat comes of age*. New York : NYU Press.
- Huws, U. (2010). Expression and expropriation: The dialectics of autonomy and control in creative labour. *Ephemera: Theory and Politics in Organization*, 10(3/4), 504-521.
- Illouz, E., & Cabanas, E. (2018). *Happycratie : Comment l'industrie du bonheur a pris le contrôle de nos vies*. Paris : Premier parallèle.
- Im, Y. H. (1997). Towards a labour-process history of newswriters. *Javnost-The Public*, 4(1), 31-48.
- Infopresse. (2018). Sid Lee s'inspire des médias pour créer une cellule de contenus marketing. *InfoPresse*, 31 mai. Récupéré de <https://www.infopresse.com/article/2018/5/31/sid-lee-equipe-de-contenu-marketing-editorial>
- Innis, H. A. (1942). The newspaper in economic development. *The Journal of Economic History*, 2(S1), 1-33.
- Jaeggi, R. (2015). Towards an immanent critique of forms of life. *Raisons politiques*, 57(1), 13-29.
- Jaeggi, R. (2014). *Alienation*. New York : Columbia University Press.
- Jaffe, S. (2021). *Work Won't Love You Back. How Devotion to Our Jobs Keeps Us Exploited, Exhausted and Alone*. New York : Bold Type Books.
- Jappe, A. (2017). *La société autophage: Capitalisme, démesure et autodestruction*. Paris : La Découverte.

- Jarrige, F. (2017). Promesses robotiques et liquidation du politique. *Esprit*, 3, 107-117.
- Jarrige, F. (2014). *Technocritiques: du refus des machines à la contestation des technosciences*. Paris : La Découverte.
- Joiner, B. (2020). The Robots Microsoft Assigned to Do My Job Can't Do It. *Vice*, 9 juillet. Récupéré de <https://www.vice.com/en/article/k7q3je/msn-news-algorithm-robots-microsoft-cant-do-my-job>
- Kail, M. & Kirchmayr, R. (2013). Préface. Conscience et subjectivité. Dans J-P. Sartre, *Qu'est-ce que la subjectivité ?* (p. 5-22). Paris : Les Prairies ordinaires.
- Kaufmann, J.-C. (1996). *L'entretien compréhensif*. Paris : Nathan.
- Kaul, A. J. (1986). The proletarian journalist: A critique of professionalism. *Journal of Mass Media Ethics*, 1(2), 47-55.
- Kay, L. (2015). *Elles étaient seize. Les premières femmes journalistes au Canada*. Montréal : Presses de l'Université de Montréal.
- Keable, J. (2015). *Québec-Presse: un journal libre et engagé (1969-1974)*. Montréal : Écosociété.
- Keucheyan, R. (2017). *Hémisphère gauche: une cartographie des nouvelles pensées critiques*. Paris : La Découverte.
- Kociatkiewicz, J., Kostera, M., & Parker, M. (2020). The possibility of disalienated work: being at home in alternative organizations. *Human Relations*. Récupéré de <https://journals.sagepub.com/doi/full/10.1177/0018726720916762>
- Kuehn, K., & Corrigan, T. F. (2013). Hope labor: The role of employment prospects in online social production. *The Political Economy of Communication*, 1(1), 9-25.
- L'Italien, F. (2016). *Béhémoth capital : genèse, développement et financiarisation de la grande corporation*. Montréal : Éditions Nota bene.
- Lagrave, J.-P. de. (1980). *Histoire de l'information au Québec*. Montréal : La Presse.
- Lamoureux, S. (2022a). Mettre fin à l'exploitation des journalistes pigistes. *Pivot*, 9 décembre. Récupéré de <https://pivot.quebec/2022/12/09/mettre-fin-a-l-exploitation-des-journalistes-pigistes/>

- Lamoureux, S. (2022b). Aventures au pays des nouvelles télévisées. L'idéologie des patrons de presse en direct. *Les Cahiers de lecture de L'Action nationale*, 16(3), 31-32.
- Lamoureux, S. (2021a). La valeur de l'information sous le prisme de trois théories normatives du journalisme. *Revue française des sciences de l'information et de la communication*, 22. Récupéré de <https://doi.org/10.4000/rfsic.11194>
- Lamoureux, S. (2021b). Médias et régimes d'accumulation : pour une critique du lien constitutif des agences de presse avec la financiarisation de l'économie. *Interventions économiques*, 65, 1-18.
- Lamoureux, S. (2021c). Les années 1970 : quand les patrons avaient peur des journalistes. *Ricochet*, 19 janvier. Récupéré de <https://ricochet.media/fr/3441/les-annees-1970-quand-les-patrons-avaient-peur-des-journalistes>
- Lamoureux, S. (2021d). « J'me suis laissé presser comme un citron ». Enquête sur l'aliénation et la souffrance au travail des journalistes québécois. *Communication*, 38(2). <https://doi.org/10.4000/communication.14397>
- Lamoureux, S. (2021e). Pour en finir avec les « régimes de terreur » dans les médias. *Ricochet*, 16 mars. Récupéré de <https://ricochet.media/fr/3547/pour-en-finir-avec-les-regimes-de-terreur-dans-les-medias>
- Lamoureux, S. (2021f). Le Passionné, le Surchargé, le Méritocratisé et le Déprimé : quatre subjectivités pour penser la composition de classe des journalistes québécois. *Facts & Frictions / Faits et frictions: Emerging Debates, Pedagogies and Practices in Contemporary Journalism*, 1(1), 19-34.
- Lamoureux, S. (2019). Y-a-t-il «déconcentration» des médias au Québec? *Le Devoir*, 28 décembre. Récupéré de <https://www.ledevoir.com/opinion/idees/569878/information-y-a-t-il-deconcentration-des-medias-au-quebec>
- Laplanche, L. (2017). Les critiques féministes des médias et l'émission de télévision Femme d'aujourd'hui (Société Radio-Canada, 1965-1982). *Le Temps des médias*, 29(2), 79-92.
- Laplanche, L. (2015). Le Service des émissions féminines télévisées au réseau francophone de la Société Radio-Canada (1965-1982): une histoire du genre dans les organisations. *Journal of the Canadian Historical Association/Revue de la Société historique du Canada*, 26(1), 225-254.
- Lapointe, P. (2021). *Aventures au pays des nouvelles télévisées*. Montréal : Libre Expression.

- Lassere, D. & Monferrand, F. (2019). Les aventures de l'enquête militante. *Rue Descartes*, 96, 93-107.
- Lazzarato, M. (2014). *Signs and machines: Capitalism and the production of subjectivity*. Cambridge : MIT Press.
- Lazzarato, M. (2011). *La fabrique de l'homme endetté : essai sur la condition néolibérale*. Paris : Éditions Amsterdam.
- Lazzarato, M. (1996). Immaterial Labor. Dans P. Virno et M. Hardt (dir.), *Radical thought in Italy* (p. 133-146). Minneapolis : University of Minnesota Press.
- Le Bohec, J. (2000). *Les mythes professionnels des journalistes : l'état des lieux en France*. Paris : L'Harmattan.
- Le Cam, F. (2009). *Le journalisme imaginé: Histoire d'un projet professionnel au Québec*. Montréal : L'émeac.
- Le Cam, F., & Ruellan, D. (2017). *Émotions de journalistes. Sel et sens du métier*. Grenoble : Presses universitaires de Grenoble.
- Le Ray, É. (2021). Ivan Chupin, Les Écoles du journalisme. Les enjeux de la scolarisation d'une profession (1899-2018). *Questions de communication*, 38, 688-690.
- Lee, M. (2014). A review of communication scholarship on the financial markets and the financial media. *International Journal of Communication*, 8, 715-736.
- Lefebvre, H. (1980). Aliénation et société. *Raison présente*, 55(1), 101-103.
- Lefort, C. (1978). *Les formes de l'histoire: essais d'anthropologie politique*. Paris : Gallimard.
- Legavre, J. B. (2014). Communication et journalisme: ombres portées, ombres croisées. *Les Cahiers du journalisme*, 26(1), 12-34.
- Leonardi, D., Armano, E., & Murgia, A. (2020). Plateformes numériques et formes de résistance à la subjectivité précaire. *Les Mondes du Travail*, 24-25, 71-83.
- Leroux, É. (2015). L'évolution du métier d'imprimeur au Québec. *Cap-aux-Diamants: la revue d'histoire du Québec*, 120, 4-7.
- Leroux, É. (2005). Le métier d'imprimeur au Québec: 200 ans d'évolution (1764-1960). *Documentation et bibliothèques*, 51(2), 107-116.

- Lester, E. (1995). Discursive Strategies of Exclusion: The Ideological Construction of Newswriters. Dans H. Hardt et B. Brennen (dir.), *Newswriters: Toward a History of the Rank and File* (p. 30-47). Minneapolis: University of Minnesota Press.
- Lévêque, S. (1992). La conférence de presse. Les transactions entre syndicalistes et journalistes sociaux. *Politix. Revue des sciences sociales du politique*, 5(19), 120-134.
- Lévesque, L. (2019). Il y a 10 ans, le lockout au «Journal de Montréal» était décrété. *Le Devoir*, 23 janvier.
- Lévesque, A. (2010). *Éva Circé-Côté, libre-penseuse, 1871-1949*. Montréal : Les éditions du Remue-ménage.
- Locke, J. (1992[1690]). *Traité du gouvernement civil*. Paris : Garnier-Flammarion
- Lordon, F. (2021). *Figures du communisme*. Paris : La Fabrique.
- Lordon, F. (2010). *Capitalisme, désir et servitude: Marx et Spinoza*. Paris : La Fabrique.
- Lowy, M. (2001). *Walter Benjamin : Avertissement d'incendie, une lecture des thèses « Sur le concept d'histoire »*. Paris : Presses universitaires de France.
- Lukacs, G. (1960). *Histoire et Conscience de Classe*. Paris : Les Éditions de Minuit.
- MacDonald, J. B., Saliba, A. J., Hodgins, G., & Ovington, L. A. (2016). Burnout in journalists: A systematic literature review. *Burnout Research*, 3(2), 34-44.
- Maigret, E. (2015). *Sociologie de la communication et des médias*. Paris : Armand Colin.
- Malm, A. (2018). *The Progress of This Storm*. Londres : Verso.
- Malm, A. (2017). *L'anthropocène contre l'histoire: le réchauffement climatique à l'ère du capital*. Paris : La fabrique.
- Mandel, E. (1995). *Long waves of capitalist development*. Londres : Verso.
- Mandel, E. (1982). Des Manuscrits de 1844 aux Grundrisse : d'une conception anthropologique à une conception historique de l'aliénation. Dans E. Mandel, *La formation de la pensée économique de Karl Marx* (p. 153 à 184). Paris : La Découverte.
- Marcuse, H. (1968). *L'Homme unidimensionnel: essai sur l'idéologie de la société industrielle avancée*. Paris : Éditions de Minuit.

- Marquis, D. (2013). L'histoire de la presse au Québec: état des lieux et pistes de recherche. *Médias 19*. Récupéré de <http://www.medias19.org/index.php?id=15556>
- Marquis, M., et Brousseau-Pouliot, V. (2020). Front commun des médias pour forcer la main d'Ottawa. *La Presse*, 2 mai.
- Marx, K (1968[1857-1858]). «*Grundrisse*» *Fondements de la critique de l'économie politique*. Paris : Anthropos.
- Marx, K. (1977[1867]). *Le Capital. Livre premier*. Paris : Éditions sociales.
- Marx, K. (1968[1879]). *Le Capital. Livre II et III*. Paris: Éditions Gallimard.
- Marx, K. (1965[1932]). *L'Idéologie allemande*. Paris : Éditions sociales.
- Marx, K. (1996[1932]). *Manuscrits de 1844*. Paris : Flammarion.
- Mathisen, B. R. (2017). Entrepreneurs and idealists: Freelance journalists at the intersection of autonomy and constraints. *Journalism Practice*, 11(7), 909-924.
- Matos, J. (2020). “It Was Journalism that Abandoned Me”: An Analysis of Journalism in Portugal. *TripleC: Communication, Capitalism & Critique*, 18(2), 535-555.
- McChesney, R. W. (2008). *The political economy of media: Enduring issues, emerging dilemmas*. New York : NYU Press
- McGuigan, J. (2010). Creative labour, cultural work and individualisation. *International journal of cultural policy*, 16(3), 323-335.
- McRobbie, A. (2018). *Be creative: Making a living in the new culture industries*. Hoboken, New Jersey : John Wiley & Sons.
- Mehler Paperny, A. (2019). *Hello I Want to Die Please Fix Me*. Toronto : Random House Canada.
- Merrill, J. C., & Nerone, J. C. (2002). The four theories of the press four and a half decades later: A retrospective. *Journalism Studies*, 3(1), 133-136.
- Messing, K. (2016). *Les souffrances invisibles*. Montréal : Écosociété.
- Meunier, D., & Vásquez, C. (2008). On shadowing the hybrid character of actions: A communicational approach. *Communication Methods and Measures*, 2(3), 167-192.

- Michéa, J. C. (2010). *L'empire du moindre mal. Essai sur la civilisation libérale*. Paris : Flammarion.
- Michéa, J. C. (2002). *Impasse adam smith : brèves remarques sur l'impossibilité de dépasser le capitalisme sur sa gauche*. Paris : Flammarion.
- Miège, B. (2007). *La société conquise par la communication : les Tic entre innovation technique et ancrage social*. Grenoble : Presses universitaires de Grenoble.
- Miege, B. (1989). *The Capitalization of Cultural Production*. New York : International General.
- Mitchell, T. (2009). Carbon democracy. *Economy and Society*, 38(3), 399-432.
- Moe, H., Ytre-Arne, B., & Nærland, T. U. (2019). Between ritual and information: Three phases of Norwegian news audiences sense-making of the election of Donald Trump. *Journalism*. Récupéré de <https://journals.sagepub.com/doi/full/10.1177/1464884919883103>
- Montalban, M., Frigant, V., & Jullien, B. (2019). Platform economy as a new form of capitalism: a Régulationist research programme. *Cambridge Journal of Economics*, 43(4), 805-824.
- Morini, C., Carls, K., & Armano, E. (2014). Precarious passion or passionate precariousness? Narratives from co-research in journalism and editing. *Recherches sociologiques et anthropologiques*, 45(2), 61-83.
- Morini, C., & Fumagalli, A. (2010). Life put to work: Towards a life theory of value. *Ephemera: theory & politics in organization*, 10(3/4), 234-252.
- Morozov, E. (2015). *Le mirage numérique: pour une politique du Big Data*. Paris : Les prairies ordinaires.
- Mosco, V. (2009). *The political economy of communication: Rethinking and renewal*. Londres : Sage.
- Mosco, V., & McKercher, C. (2008). *The laboring of communication will knowledge workers of the world unite?* Lanham, MD: Lexington Books.
- Möser, C. (2022). *Libérations sexuelles : Une histoire des pensées féministes et queers sur la sexualité*. Paris : La Découverte.
- Moulier-Boutang, Y. (1986[2021]). Sur l'opéraïsme italien : la composition de classe revisitée. *Ouvrage*. Récupéré de <http://www.revue-ouvrage.org/sur-loperaisme-italien-1/>



- Musso, P. (2017). *La Religion industrielle: Monastère, manufacture, usine. Une généalogie de l'entreprise*. Paris : Fayard.
- Nancy, J. L. (1986). *La communauté désœuvrée*. Paris : Christian Bourgois.
- Negri, T. (1982). *L'anomalie sauvage: puissance et pouvoir chez Spinoza*. Paris : PUF.
- Neilson, T. (2020). *Journalism and Digital Labor: Experiences of Online News Production*. New York : Routledge.
- Nerone, J. (2021). The Labor History of Newswork from Industrialization to the Digital Age. Dans K. Chadha et L. Steiner (dir.), *Newswork and Precarity* (p. 31-53). Londres: Routledge.
- Nerone, J. (2013). The historical roots of the normative model of journalism. *Journalism*, 14(4), 446-458.
- Nitzan, J. et Bichler, S. (2012). *Le capital comme pouvoir*. Paris : Max Milo Éditions.
- Noble, D. F. (2011). *Forces of production: A social history of industrial automation*. New York : Routledge.
- Noble, D. F. (1995). *Progress without people: New technology, unemployment, and the message of resistance*. Toronto : Between the Lines.
- Noble, D. F. (1979). The PMC: A Critique. Dans P. Walker (dir.), *Between Labor and Capital*, (p. 121-142). Boston : South End Press.
- Ollman, B. (2003). *Dance of the dialectic: Steps in Marx's method*. Champaign : University of Illinois Press.
- Orléan, A. (2011). *L'empire de la valeur : refonder l'économie*. Paris : Seuil.
- Örnebring, H. (2018). Journalists thinking about precarity: Making sense of the “new normal”. *International Symposium on Online Journalism*, 8(1), 109-127.
- Örnebring, H. (2010). Technology and journalism-as-labour: Historical perspectives. *Journalism*, 11(1), 57-74.
- Örnebring, H., Karlsson, M., Fast, K., & Lindell, J. (2018). The space of journalistic work: A theoretical model. *Communication Theory*, 28(4), 403-423.

- Osin, E. (2009). Subjective experience of alienation: Measurement and correlates. *Gesellschaft für Logotherapie und Existenzanalyse*, 1(26), 16-23.
- Ouellet, M. (2020). Marx et la critique de la technique : réflexions à partir des Grundrisse et du Capital. *Cahiers Société*, 2, 23-43.
- Ouellet, M. (2018). Big Data, intelligence artificielle et automatisation sociale: Vers une économie sans emploi et une démocratie sans citoyen ? Dans A. Mondoux et M. Ménard (dir.), *Big Data et société* (p. 53-82). Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Ouellet, M. (2016). *La révolution culturelle du capital*. Montréal : Écosociété.
- Pantti, M., & Wahl-Jorgensen, K. (2021). Journalism and Emotional Work. *Journalism Studies*, 22(12), 1567-1573
- Papineau, P. (2018). La nouvelle convention collective des employés syndiqués de Radio-Canada choque les temporaires. *Le Devoir*, 28 septembre.
- Parikka, J. (2015). Archéologie des media et arts médiiaux: Dialogue avec Garnet Hertz. *Multitudes*, 59(2), 206-216.
- Parsons W. (1989). *The Power of the Financial Press: journalism and economic opinion in Britain and America*. Londres : Edward Elgar.
- Payette, D. (2013). Les défis du journalisme québécois face à la crise du modèle d'affaires des médias. Dans F. Rebillard (dir.), *Pluralisme de l'information et media diversity: Un état des lieux international* (p. 171-186). Louvain-la-Neuve, Belgique : De Boeck Supérieur.
- Pearson, M. et Seglins, D. (2022). *Prenez soin de vous. Un rapport sur la santé mentale, le bien-être et les traumatismes chez les travailleurs des médias canadiens*. Rapport de recherche du Canadian Journalism Forum on Violence and Trauma. Récupéré de <https://www.journalismforum.ca/rapport-prenez-soin>
- Pelletier-Baillargeon, H. (1996). *Olivar Asselin et son temps. Le militant*. Anjou : Éditions Fides.
- Pereira, F. H. (2022). Media crisis and its effects on digital journalism careers in Canada. *Journalism*. Récupéré de <https://doi.org/10.1177/14648849221116186>
- Pereira, F. H. (2020). "I Knew I Wouldn't be Well Remunerated Before my 30s": Professional Transition in French Journalism. *Journalism Practice*. Récupéré de <https://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/17512786.2020.1813049>

- Peretti, M. (2019). How AI could shape the future of journalism. *Google news initiative*, 11 juillet. Récupéré de <https://www.blog.google/outreach-initiatives/google-news-initiative/how-ai-could-shape-future-journalism/>
- Petre, C. (2018). Engineering consent: How the design and marketing of newsroom analytics tools rationalize journalists' labor. *Digital Journalism*, 6(4), 509-527.
- Phelan, S., & Dawes, S. (2018). Liberalism and neoliberalism. Dans *Oxford Research Encyclopedia of Communication*. Récupéré de <https://doi.org/10.1093/acrefore/9780190228613.013.176>
- Pickard, V. (2021). Unseeing propaganda: How communication scholars learned to love commercial media. *Misinformation Review*. Récupéré de <https://misinfreview.hks.harvard.edu/article/unseeing-propaganda-how-communication-scholars-learned-to-love-commercial-media/>
- Pickard, V. (2018). The violence of the market. *Journalism*, 20(1), 154-158.
- Pickard, V. (2017). Rediscovering the News: Journalism Studies' Three Blind Spots. Dans P. J. Boczkowski & C. W. Anderson (dir.), *Remaking the News: Essays on the Future of Journalism Scholarship in the Digital Age* (p. 47-60). Cambridge : The MIT Press.
- Pilmis, O. (2010). Fonder l'attractivité d'une activité indigne. La critique artiste au secours des pigistes. Dans C. Lemieux (dir.), *La subjectivité journalistique. Onze leçons sur le rôle de l'individualité dans la production de l'information* (p. 169-186). Paris : Éditions de l'EHESS.
- Pineault, É. (2008). Quelle théorie critique des structures sociales du capitalisme avancé? *Cahiers de recherche sociologique*, (45), 113-132.
- Piotte, J-M. (2021[1970]). *La pensée politique de Gramsci*. Montréal : Lux.
- Poell, T., Nieborg, D. B., & Duffy, B. E. (2022). *Platforms and cultural production*. Cambridge: Polity Press.
- Postone, M. (1993). *Temps, travail et domination sociale*. Paris : Milles et une nuits.
- Postone, M. (1992). Political Theory and Historical Analysis. Dans C. Calhoun (dir.), *Habermas and the Public Sphere* (p. 164-177). Cambridge : The MIT Press.
- Presse Canadienne, La. (2019). Les employés de La Presse acceptent des concessions de l'ordre de 1 million de dollars. *Radio-Canada*, 31 janvier.

- Prévost, H. (2019). Les médias appellent Ottawa à taxer les géants du web pour la survie de la culture. *Radio-Canada*, 24 janvier. Récupéré de <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1148792/avenir-medias-charge-geants-web-grands-patrons-quebecois-canadiens>
- Proulx, B. (2021). Facebook paiera pour des liens d'articles de médias canadiens, dont «Le Devoir». *Le Devoir*, 25 mai.
- Proulx, S. (2020). Au Québec aussi, MSN remplace ses éditeurs par un algorithme. *Les Écrans*, 9 juillet. Récupéré de <https://lesecrans.ca/au-quebec-aussi-msn-remplace-ses-editeurs-par-un-algorithme/>
- Quadruppani, S. (2011). Restructurations et résistance chez Fiat. *Le Monde Diplomatique*, mars. Récupéré de <https://www.monde-diplomatique.fr/2011/03/QUADRUPPANI/20198>
- Raboy, M. (1982). Médias parallèles et mouvements sociaux au Québec. *Communication. Information Médias Théories*, 4(2), 20-33
- Rayce, S. L., Holstein, B. E., & Kreiner, S. (2009). Aspects of alienation and symptom load among adolescents. *The European Journal of Public Health*, 19(1), 79-84.
- Reicchart, A. (2019). Concilier travail et émancipation: “l’utopie réelle” des SCOP. *Les Mondes du Travail*, 23, 51-63.
- Reinardy, S. (2016). *Journalism's Lost Generation: The Un-doing of US Newspaper Newsrooms*. New York : Routledge.
- Reinardy, S. (2011). Newspaper journalism in crisis: Burnout on the rise, eroding young journalists’ career commitment. *Journalism*, 12(1), 33-50.
- Reix, J. (2020). Arrêter le journalisme pour apprendre à vivre. *Vice*, 11 août. Récupéré de <https://www.vice.com/fr/article/935gba/arreter-le-journalisme-pour-apprendre-a-vivre>
- Renault, E. (2006). Du fordisme au post-fordisme: Dépassement ou retour de l’aliénation?. *Actuel Marx*, 39(1), 89-105.
- Rhéaume, J. (2009). La sociologie clinique comme pratique de recherche en institution. Le cas d’un centre de santé et services sociaux. *Sociologie et sociétés*, 41(1), 195-215.
- Rioux, M., Sevigny, R., & Lamarche, Y. (1973). *Alienation et ideologie dans la vie quotidienne des montrealais francophones*. Montréal : Presses de l’Université de Montréal.

- Rosa, H. (2018). *Résonance*. Paris : La Découverte.
- Rosa, H. (2017). (Parity of) Participation – The Missing Link Between Resources and Resonance. Dans B. Bargu & C. Bottici (dir.), *Feminism, Capitalism and Critique. Essays in Honor of Nancy Fraser* (p. 157-166). Cham : Springer International Publishing.
- Rosa, H. (2014). *Aliénation et accélération : vers une théorie critique de la modernité tardive*. Paris : La Découverte.
- Rosa, H. (2010). *Accélération : une critique sociale du temps*. Paris : La Découverte.
- Ross, A. (2009). *Nice Work If You Can Get It: Life and Labor in Precarious Times*. New York : New York University Press.
- Roudakova, N. (2017). *Losing Pravda*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Roy, D. (2000). Deux formes de freinage dans un atelier de mécanique: respecter les quotas et tirer au flanc. Précédé d'une présentation de JP Briand et JM Chapoulie. *Sociétés contemporaines*, 40(1), 29-56.
- Roy, F., & De Bonville, J. (2000). La recherche sur l'histoire de la presse québécoise. Bilan et perspectives. *Recherches sociographiques*, 41(1), 15-51.
- Ruellan, D. (2011). *Nous, journalistes. Déontologie et identité*. Grenoble : Presses universitaires de Grenoble.
- Ruellan, D. (1994). *Le journalisme ou le professionnalisme du flou*. Grenoble : Presses de l'Université de Grenoble.
- Ruffin, F. (2003). *Les petits soldats du journalisme*. Paris : Arènes.
- Ryan, B. (1992). *Making Capital From Culture: The Corporate Form of Capitalist Cultural Production*. Berlin : Walter de Gruyter.
- Ryan, G. W., & Bernard, H. R. (2003). Techniques to identify themes. *Field methods*, 15(1), 85-109.
- Ryerson, S. B. (1978). *Le capitalisme et la Confédération: aux sources du conflit Canada-Québec, 1760-1873*. Montréal : Éditions Parti pris.
- Sacchetto, D., Armano, E., & Wright, S. (2013). Coresearch and Counter-Research: Romano Alquati's Itinerary Within and Beyond Italian Radical Political Thought. *Viewpoint*

*Magazine*, 27 septembre. Récupéré de <https://viewpointmag.com/2013/09/27/coresearch-and-counter-research-romano-alquatis-itinerary-within-and-beyond-italian-radical-political-thought/>

- Saint-Jean, A. (2002). *Éthique de l'information : Fondements et pratiques au Québec depuis 1960*. Montréal : Presses de l'Université de Montréal.
- Salamon, E. (2020). Digitizing freelance media labor: A class of workers negotiates entrepreneurialism and activism. *New Media & Society*, 22(1), 105-122.
- Salamon, E. (2018). Temporary labor convergence: Newsworkers mobilize massive community support to organize the newspaper chain, 1963–1966. *Journalism Studies*, 19(12), 1730-1749.
- Salamon, E. (2017). *Journalists Organize the Thomson Newspaper Chain: A Labour Union Standpoint to News Organizations*. (Thèse de doctorat) Montréal : McGill University.
- Sandoval, M. (2016). Fighting Precarity with co-operation? worker co-operatives in the cultural sector. *New Formations*, 88, 51-68.
- Sartre, J-P. (2013). *Qu'est-ce que la subjectivité ?* Paris : Les Prairies ordinaires.
- Savard, A. (2018). Allier pouvoir et démocratie : pistes américaines pour renouveler le syndicalisme. *Nouveaux Cahiers du socialisme*, 19, 74–83.
- Savard, A. (2015). *Prolégomènes à une théorie générale de l'exploitation : peut-on réconcilier le marxisme politique de Wood et le féminisme matérialiste?* (Mémoire de maîtrise). Université du Québec à Montréal. Récupéré de <https://archipel.uqam.ca/7514/>
- Savoie-Zajc, L. (2009). L'entrevue semi-dirigée. Dans B. Gauthier (dir.), *Recherche sociale, 5e édition : De la problématique à la collecte de données* (p. 337-361). Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Schiller, D. (1979). *Objectivity and the News*. Philadelphia : University of Pennsylvania Press.
- Seeman, M. (1975). Alienation studies. *Annual review of sociology*, 1(1), 91-123.
- Seeman, M. (1959). On the meaning of alienation. *American sociological review*, 24(6), 783-791.
- Shiab, N. (2020). Journaliste de données. *Le Trente*, 44(1), 24-25.

- Siapera, E. (2019). Affective Labour and Media Work. Dans M. Deuze & M. Prenger (dir.), *Making Media: Production, Practices, and Professions* (p. 275-286). Amsterdam : Amsterdam University Press.
- Siapera, E., & Papadopoulou, L. (2016). Entrepreneurialism or Cooperativism? An exploration of cooperative journalistic enterprises. *Journalism Practice*, 10(2), 178-195.
- Siciliano, M. L. (2021). *Creative Control: The Ambivalence of Work in the Culture Industries*. New York : Columbia University Press.
- Siebert F., Peterson T., & Schramm W. (1956). *Four Theories of the Press*. Urbana : University of Illinois Press.
- Siles, I., & Boczkowski, P. J. (2012). Making sense of the newspaper crisis: A critical assessment of existing research and an agenda for future work. *New media & society*, 14(8), 1375-1394.
- Silver, D. (2018). Alienation in a four factor world. *Journal for the Theory of Social Behaviour*, 49(1), 84-105.
- Smyrniotis, N., & Rebillard, F. (2019). How infomediation platforms took over the news: A longitudinal perspective. *The political economy of communication*, 7(1), 30-50.
- Smythe, D. W., & Van Dinh, T. (1983). On critical and administrative research: A new critical analysis. *Journal of Communication*, 33(3), 117-127.
- Solomon, W. S. (1995). The Site of Newsroom Labor: The Division of Editorial Practices. Dans H. Hardt et B. Brennen (dir.), *Newsworkers: Toward a History of the Rank and File* (p. 110-134). Minneapolis: University of Minnesota Press.
- Splichal, S. (2020). A Marxist Approach to Communication Freedom. *TripleC: Communication, Capitalism & Critique*, 18(1), 337-349.
- Srnicek, N. (2018). *Capitalisme de plateforme. L'hégémonie de l'économie numérique*. Montréal : Lux
- St-Onge, P. (2019). L'échec commercial d'un bien public. *À bâbord !*. Récupéré de <https://www.ababord.org/L-echec-commercial-d-un-bien-public>
- Standaert, O., & Grevisse, B. (2013). Veulent-ils encore une carte de presse? Les jeunes journalistes de Belgique francophone. *Sur le journalisme, About journalism, Sobre jornalismo*, 2(2), 52-63.

- Standing, G. (2014). The precariat. *Contexts*, 13(4), 10-12.
- Stella, A. (2016). *Années de rêves et de plomb. Des grèves à la lutte armée en Italie, 1968-1980*. Marseille : Agone.
- Streeck, W. (2014). *Du temps acheté. La crise sans cesse ajournée du capitalisme démocratique*. Paris : Gallimard.
- Strömbäck, J. (2005). In search of a standard: Four models of democracy and their normative implications for journalism. *Journalism studies*, 6(3), 331-345.
- Supiot, A. (2015). *La gouvernance par les nombres*. Paris : Fayard.
- Surprenant, M-E. (2015). *Manuel de résistance féministe*. Montréal : les éditions du remue-ménage
- Terkel, S. (1974). *Working: People talk about what they do all day and how they feel about what they do*. New York : The New Press.
- Therrien, A. (2021). Climat toxique dénoncé à Radio-Canada Québec. *Le Soleil*, 11 mars.
- Thibault, S., Brin, C., Hébert, V., Bastien, F., & Gosselin, T. (2020). L'autonomie journalistique et ses limites: enquête pancanadienne auprès d'anciens praticiens. *Communiquer: revue de communication sociale et publique*, 29, 15-37.
- Thibault, A. (1980). *L'aliénation, outil d'analyse et d'intervention*. (Thèse de doctorat). Montréal : Université de Montréal.
- Thompson, E. P. (2012[1988]). *La formation de la classe ouvrière anglaise*. Paris : Éditions Points.
- Thompson, P. A. (2013). Invested interests? Reflexivity, representation and reporting in financial markets, *Journalism*, 14(2), 208-227.
- Thompson, P. A. (2010). *Worlds Apart? The Political Economy of Communication, Information and Institutional Investor Media Usage in Global Financial Markets*. (Thèse de doctorat). RMIT University.
- Thompson, P. A. (2003). Making the world go round? Communication, information and global trajectories of finance capital. *Southern Review: Communication, Politics & Culture*, 36(3), 20-43.



- Thompson, P., & O'Doherty, D. (2009) Perspectives on labour process theory. Dans H. Willmott & M. Alvesson (dir.), *The Oxford handbook of critical management studies* (p. 99–123). Oxford : Oxford University Press
- Tiqun. (2001). Comment faire. *Infokiosques.net*. Récupéré de [https://infokiosques.net/imprimersans2.php?id\\_article=127](https://infokiosques.net/imprimersans2.php?id_article=127)
- Touraine, A. (1967). L'aliénation: de l'idéologie à l'analyse. *Sociologie du travail*, 9(2), 192-201.
- Tremblay, G., Bizimana, A. J., & Kane, O. (2019). *Le service public médiatique à l'ère numérique: Radio-Canada, BBC, France Télévisions: expériences croisées*. Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Tronti, M. (1977). *Ouvriers et capital*. Paris : Christian Bourgois.
- Tuchman, G. (1978). *Making News: A Study in the Social Construction of Reality*. New York : Free Press.
- Usher, N. (2018). Breaking news production processes in US metropolitan newspapers: Immediacy and journalistic authority. *Journalism*, 19(1), 21-36.
- Vachet, A. (1988). *L'idéologie libérale : l'individu et sa propriété*. Ottawa : Les Presses de l'Université d'Ottawa.
- Van Dijck, J., Poell, T., & De Waal, M. (2018). *The platform society: Public values in a connective world*. Oxford : Oxford University Press.
- Van Dyck, J., & Van Oers, M. (1969). Sur quelques dimensions empiriques de l'aliénation. *Sociologie du travail*, 11(1), 44-60.
- Verhoeven, M. (2010). Traitement scolaire de la différence culturelle et identité de jeunes issus de l'immigration. Une recherche semi-inductive et comparative multi-niveaux. Dans L. Paquay, M. Crahay, & J. M. de Ketele (dir.), *L'analyse qualitative en éducation* (2e éd.) (p. 13-30). Bruxelles : De Boeck.
- Vioulac, J. (2018). *Approche de la criticité: philosophie, capitalisme, technologie*. Paris : Presses universitaires de France.
- Vioulac, J. (2017). L'émancipation technologique. *Esprit*, 3, 87–97.
- Virno, P. (1996a). The Ambivalence of Disenchantment. Dans P. Virno et M. Hardt (dir.), *Radical thought in Italy* (p. 13-36). Minneapolis : University of Minnesota Press.

- Virno, P. (1996b). Virtuosity and Revolution: The Political Theory of Exodus. Dans P. Virno et M. Hardt (dir.), *Radical thought in Italy* (p. 188-209). Minneapolis : University of Minnesota Press.
- Voirol, O. (2020). Aliénation et résonance. Notes sur la théorie critique de la modernité d'Hartmut Rosa. *SociologieS*. Récupéré de <https://doi.org/10.4000/sociologies.13057>
- Wagner, A. C. (2019). Le renouveau des coopératives. *Mouvements*, 97(1), 130-139.
- Wahl-Jorgensen, K. (2019). Challenging presentism in journalism studies: An emotional life history approach to understanding the lived experience of journalists. *Journalism*, 20(5), 670-678.
- Weber, D. (2014). Le concept d'aliénation dans la Théorie critique contemporaine (Jaeggi, Rosa). *Acta Universitatis Carolinae Interpretationes*, 4(2), 81-98.
- Weil, S. (2002[1951]). *La condition ouvrière*. Paris : Gallimard.
- Wilkinson, S., & Winseck, D. (2019). Crisis or transformation? Debates over journalistic work in Canada. *Canadian Journal of Communication*, 44(3), 373-395.
- Williams, R. (2010). *Culture et Matérialisme*. Montréal : Lux.
- Winseck, D. (2020). Vampire squids, 'the broken internet' and platform regulation. *Journal of Digital Media & Policy*, 11(3), 241-282.
- Winseck, D. (2017). Shattered Mirror, Stunted Vision and Squandered Opportunities. *Mediamorphis*. Récupéré de <https://dwmw.wordpress.com/2017/02/09/shattered-mirror-stunted-vision-and-a-squandered-opportunities/>
- Winseck, D. (2016). Reconstructing the political economy of communication for the digital media age. *The Political Economy of Communication*, 4(2), 73-114.
- Wood, E. M. (2014). *Liberté et propriété. Une histoire sociale de la pensée politique occidentale de la Renaissance aux Lumières*. Montréal : Lux.
- Wood, E. M. (2002). *The origin of capitalism: A longer view*. New York : Verso.
- Woodcock, J. (2021). Towards a digital workerism: Workers' inquiry, methods, and technologies. *NanoEthics*, 15(1), 87-98.

- Woodcock, J. (2014). The workers' inquiry from Trotskyism to Operaismo: A political methodology for investigating the workplace. *Ephemera: theory & politics in organizations*, 14(3), 493-513.
- Worms, F. (2018). Le vitalisme critique, ou le seul réalisme qui vaille. Dans E. Alloa et E. During (dir.), *Choses en soi: Métaphysique du réalisme*, (p. 577-584). Paris : Presses universitaires de France.
- Wright, E. O. (2016). Is the precariat a class. *Global Labour Journal*, 7(2), 123-135.
- Wright, E. O. (1997). *Class Counts: Comparative Studies in Class Analysis*. Cambridge : University of Cambridge Press.
- Wright, E. O. (1979). Intellectuals and the Class Structure of Capitalist Society. Dans P. Walker (dir.), *Between Labor and Capital*, (p. 191-211). Boston : South End Press.
- Wright, S. J. (2007). *A L'Assaut du Ciel: Composition de Classe et Lutte de Classe dans le Marxisme Autonome Italien*. Genève : Entremonde.
- Yuill, C. (2011). Forgetting and remembering alienation theory. *History of the Human Sciences*, 24(2), 103-119.
- Zelizer, B. (2013). On the shelf life of democracy in journalism scholarship. *Journalism*, 14(4), 459-473.